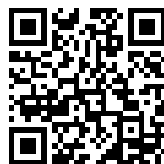

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

UC-NRLF



\$B 768 831

018

4



BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

Quatrième Année — 1904



NANCY
A. CREPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ
21, rue St-Dizier (Passage du Casino).

—
1904

DC 611
L. 84 K4
v. 53

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

4^e ANNÉE. — NUMÉRO 1. — JANVIER 1904.

Procès-verbal de la Séance du vendredi 11 décembre 1903.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

Le Président donne lecture d'une lettre-circulaire du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, relative au prochain Congrès des Sociétés savantes.

Le baron de Finfe de Saint-Pierremont a adressé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

L'Union des Sociétés pour la défense des monuments, des paysages et des sites, remercie la Société de son adhésion.

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a attribué, sur les arrérages de la fondation François Garnier, une somme de 6,000 francs à notre confrère M. Dufour, architecte, pour continuer ses recherches archéologiques, commencées en 1901, dans le monument Kmer du Bâyoum à Angkor (Cambodge).

Sur la proposition de la Commission des fouilles, MM. Henri Bernard et Charles Drouet sont adjoints aux membres précédemment désignés pour former cette Commission.

Admissions.

Mademoiselle Elsa Kœberlé, MM. Gustave Féry, le docteur Paul Briquel, l'abbé Beaujan et Paul Chenut, sont admis en qualité de membres titulaires.

Ouvrages offerts à la Société.

Observations sur les sépultures sous tumulus de la Lorraine, par le comte J. Beaupré. (Extrait.)

Jean-Georges Reber, 1731-1816. Notes biographiques. Correspondance, par M. Ernest Blech, son arrière petit-fils ; Mulhouse, Bader, in-8° de 87 p., avec planches et portraits.

La Compagnie du Lévrier blanc au duché de Bar (31 mai 1416-23 avril 1422), par M. Pierre Boyé ; Nancy, Crépin-Leblond, 1903, in-8° de 34 p.

Les salines et le sel en Lorraine au XVIII^e siècle, par le même ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 64 p.

Lectures.

Le Secrétaire donne lecture d'un travail de M. l'abbé Ed. Chatton, sur *Un droit féodal singulier à Champenoux, à Loro-Montzey et à Chamagne*.

M. Léon Germain donne communication d'une étude sur *Une sculpture représentant le Père éternel, au Musée lorrain*, étude destinée au *Bulletin*.



MÉMOIRES

FOUILLES FAITES EN 1903 DANS DES TUMULUS SITUÉS
DANS LES BOIS DE BENNEY ET DE LEMAINVILLE

M. Mougenot, garde forestier à Benney, nous a signalé, lors des fouilles de Haroué, plusieurs groupes de tumulus dans les bois de cette commune et dans ceux de Lemainville (1). Ils ont été explorés en partie par M. J. Voinot et en partie par la Société d'Archéologie lorraine.

BOIS DE BENNEY. — 1^o M. le Dr J. Voinot a exploré un grand tumulus (haut. 1^m50 ; diam. 20 m.) placé à une soixantaine de mètres en entrant dans le bois, à 20 mètres à gauche du grand chemin en venant de Benney.

Mon confrère n'a rien découvert dans ce tertre, composé uniquement de matériaux de surface, de nature caillouteuse (2).

Je n'ai pas été plus heureux dans le voisin, qui présentait les mêmes particularités ; à une faible profondeur, j'ai remarqué quelques morceaux de terre cuite, assez volumineux, mais informes. Ces sépultures avaient dû être violées à une époque déjà ancienne.

2^o A l'extrémité du grand chemin, à 150 mètres environ sur la droite, se trouve un groupe d'une quinzaine de tumulus mesurant de 0^m80 à 1 m. de relief sur une dizaine de mètres de diamètre.

M. Voinot a exploré les tertres marqués des numéros 7, 8, 9, 10 et 11 sur le plan (v. le plan, pl. I).

Il a trouvé dans le tumulus 9 les restes d'un vase semblable comme ornementation à celui qui figure sur la planche I (fig. I). Il était placé au niveau du sol vierge.

(1) Je tiens à remercier ici M. Mougenot du zèle intelligent avec lequel il nous a fourni toutes sortes de renseignements utiles au sujet de ce canton.

(2) Le sol, sur ce plateau, est recouvert d'une épaisse couche de gravier et de cailloux vosgiens.

Le tumulus 10 lui a donné un poignard en bronze avec côte médiane pistiliforme. Deux rivets de bronze encore en place servaient à fixer la lame à une poignée, dont il ne reste plus de traces (planche II, fig. 1).

J'ai fouillé sans résultats les tumulus 1, 2, 3, 4, 5, 6. Quelques-uns contenaient quelques débris de poteries, et de rares morceaux de charbon de petites dimensions. Je les regarde néanmoins, de même que les n^{os} 7, 8, 9, 10, 11, comme ayant recouvert des inhumations. Seul de toute la station, le tumulus 6 recouvrait, selon toutes probabilités, une incinération. La couche de cendres mêlée de charbons était remarquablement conservée, atteignant jusqu'à 0^m40 d'épaisseur. Mais là, pas plus qu'ailleurs, aucuns vestiges d'ossements, soit calcinés soit intacts, aucun reste de vase funéraire.

BOIS DE LEMAINVILLE. — 1^o A gauche de la grande tranchée allant vers le Ménil-Saint-Michel, en venant de la plaine, on remarque une première ligne. A 50 pas en suivant celle-ci, on arrive au milieu d'un groupe de tumulus. Ils sont au nombre de 3, peut-être 4. Le plus petit mesurant 10 m. de diamètre et une hauteur de 0^m80. La ligne la coupe en deux parties inégales, dont la plus considérable est celle de gauche.

Le suivant se trouve sur la droite, presque vis-à-vis le premier, à 15 ou 20 m. dans le bois. Il est un peu plus grand et bien conservé. Le premier contenait les fragments épars d'un grand vase incomplet. La pâte en est grossière, d'inégale épaisseur, de couleur variant du brun au noir, accusant une cuisson très imparfaite. Les rebords du col, qui est muni d'une anse, sont irréguliers, façonnés à la main. De plus, l'ouverture paraît plutôt ovale que ronde. L'ornementation consiste en cinq lignes en creux, faites à main levée, sans soins, et en 9 groupes de deux mamelons très saillants (v. pl. 1, fig. 1). Le soin que l'on a mis à

grouper deux par deux les mamelons atteste l'intention marquée du potier, de figurer des attributs féminins. Cela rappelle, dans une certaine mesure, quelques vases trouvés par Schliemann à Hissarlick (1) et surtout les représentations féminines des monuments mégalithiques, les traits horizontaux remplaçant ici les colliers ou les bras que l'on voit sur ceux-ci étalés au-dessus des seins (2).

Je tiens à attirer l'attention sur ce genre de décoration, dont je ne connais pas d'exemple en Lorraine et que nous rencontrons sur ce plateau, en double exemplaire.

Le second tumulus, malgré son bel aspect, n'a donné que deux débris de poterie informes.

Le plus volumineux du groupe se trouve à environ 50 pas du premier, à droite de la ligne, à 15 m. dans le bois. Il a été trop bouleversé par les chasseurs de renards, pour qu'on puisse déterminer ses dimensions primitives, et il y aurait imprudence à engager dans son exploration les fonds de la Société.

Il en est de même pour une ondulation de terrain reliant ce tumulus au précédent. Elle pourrait bien n'être qu'un mouvement naturel du sol, étant donné surtout son irrégularité et, si ce n'était le voisinage immédiat des tertres, elle serait passée inaperçue.

2° En suivant la grande tranchée dont je viens de parler, à 600 m. environ de la ligne où se trouvaient les tumulus précédents, à 60 m. à droite dans le bois, à 10 m. d'une petite mare de 12 à 15 m. de diamètre, on remarque un tertre de forme bien arrondie, ayant 1 m. de relief sur 10 m. environ de diamètre. Ce tertre, composé de gravier et de cailloux vosgiens, formant une sorte de conglomérat d'une dureté extraordinaire, est un tumulus recouvrant une inci-

(1) Schliemann, *Ilios*, p. 390, fig. 182 et suivantes.

(2) Voir par exemple dans l'*Anthropologie*, tome V (1894), n° 1 (janvier-février), p. 25, fig. 18, 19, l'article de M. S. Reinach, *La sculpture en Europe avant les influences gréco-romaines*.

nération. Le travail de déblaiement, rendu plus difficile par la présence d'une grosse souche de chêne, n'amena aucune découverte. La couche de cendres et de charbons était assez bien conservée pour permettre de croire à une incinération, mais ne contenait pas même de débris de poterie.

En résumé, si l'on examine les tumulus de Benney et de Lemainville au point de vue du mode de sépulture, on trouve seulement deux incinérations bien caractérisées, pour seize tertres funéraires fouillés. Ici, comme ailleurs en Lorraine, la proportion entre les deux modes de sépultures est toute en faveur de l'inhumation, l'incinération, comme je l'ai fait remarquer, n'étant guère que l'exception, mais se retrouvant cependant sur presque tous les gisements. Celui de Serres a été, en effet, le seul où je n'ai constaté aucune trace d'incinération (1).

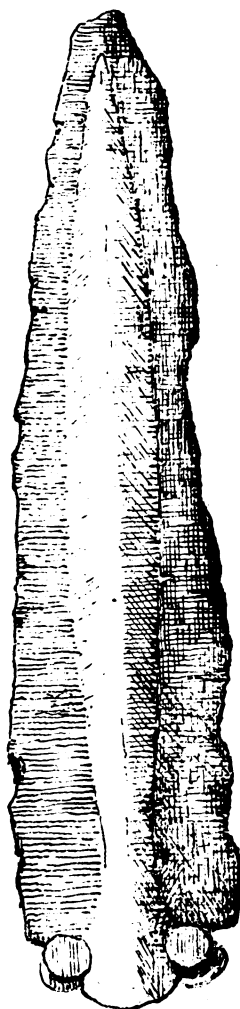
Il y a quelques années, en creusant le fossé de droite de la grande tranchée dont nous avons parlé, entre la plaine et la ligne conduisant au groupe de 3 tumulus, c'est-à-dire très près de ceux-ci, un journalier découvrit quelques objets de bronze. Était-ce une cache, une offrande religieuse, ou un mobilier funéraire ? La dernière hypothèse aurait, semble-t-il, le plus de vraisemblance, étant donné le voisinage des tumulus. Je ne serais pas éloigné de supposer qu'il existait, sur l'emplacement de la route forestière actuelle, un tertre funéraire aujourd'hui rasé pour faciliter le passage des voitures. En creusant le fossé, on aurait alors atteint le sol primitif et exhumé le mobilier.

En l'absence de renseignements précis sur les conditions de gisement, j'ai fait une enquête pour m'assurer s'il ne restait pas traces des objets découverts, et au besoin quel pouvait être leur intérêt archéologique. Je n'ai pu savoir ce

(1) J. Beaupré, *Compte rendu des fouilles faites en 1902 dans des tumulus situés dans le bois communal de Serres*, dans *Bull. mens. Soc. d'archéol. lorr.*, janvier 1903.

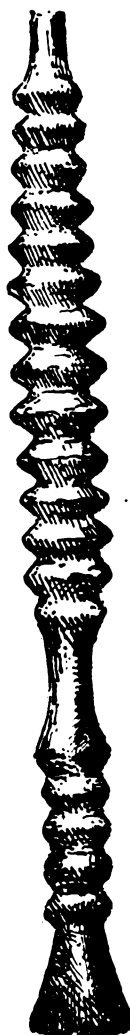
Planche II.

fig. 1



Lame de poignard en
bronze trouvée dans
un tumulus (Benney)
(Coll.^{on} du d.^{re} J. Voinot)

fig. 2



— Épingle trouvée
dans les bois de Lemainville
Longueur totale 0^m 45
(Coll.^{on} de M.^r P. Genet)

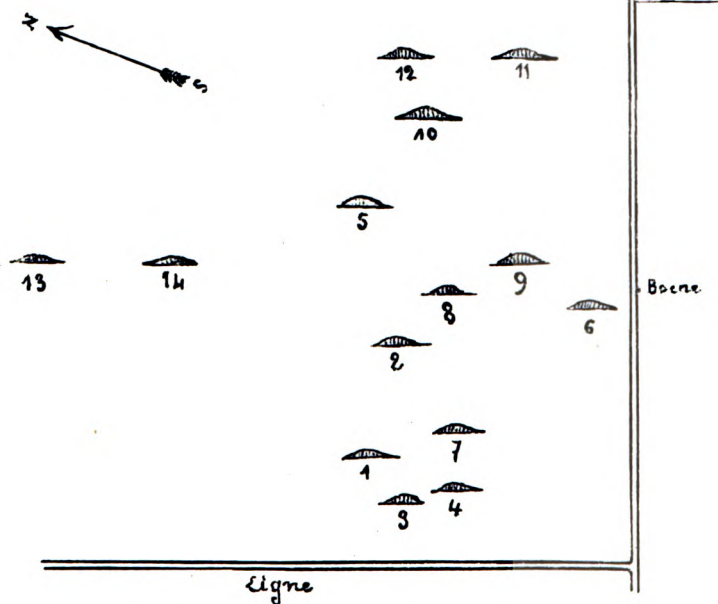
G.^{enr} n.^{elle}

Planche I.



Vase trouvé dans un tumulus
(Bois de Lemainville)
Réduit au quart

Station funéraire de Benney



Echelle $\approx 0,001 = 1''50$

qu'étaient devenus les anneaux dont on m'avait parlé, mais j'ai appris qu'une grande épingle avait été donnée en dernier lieu à M. P. Genet, de Nancy, qui a eu l'extrême obligeance de me la communiquer pour être reproduite sur les planches accompagnant cette notice (pl. II, fig. 2). J'ai dessiné la tête seule en grandeur naturelle. Le reste de l'épingle est uni et va en diminuant progressivement d'épaisseur jusqu'à la pointe, qui est très effilée. L'objet complet mesure 0^m45. Son genre d'ornementation rappelle beaucoup l'épingle trouvée dans un des tumulus de la Naguee, par le C^{te} de Martimprey (1), en 1883. Cette dernière a seulement quatre centimètres de moins.

Ce n'est pas le moment de discuter ici les raisons qui ont déterminé les archéologues à qualifier du nom d'épingles, des pièces de cette dimension. Je tiens toutefois à me déclarer peu convaincu.

Pour en revenir à nos tumulus, il y a d'abord lieu de se demander si ceux de Benney sont contemporains de ceux de Lemainville ?

La présence, sur les deux gisements, de spécimens de poterie mamelonnée identiques, tranche la question suivant une affirmative d'autant plus nette que je n'ai rencontré, comme je l'ai dit, ce genre de décoration nulle part ailleurs dans les tumulus lorrains.

Quant à préciser leur date, on n'aurait pas manqué de les vieillir il y a quelque vingt ans.

Un poignard en bronze de forme archaïque, l'absence totale de fer, la destruction totale des corps, la présence de quelques charbons, la grossièreté des fragments de poterie, etc., il n'en n'aurait pas fallu davantage pour faire remonter ces sépultures, qu'on aurait qualifiées de sépultures par incinération, au delà de la période de Hallstatt.

Mais nous avons heureusement, à l'heure actuelle, assez

(1) De Martimprey, *Les sépultures sous tumulus de la Naguee*, dans *Mém. de la Soc. d'archéol. lorraine*, 1889, p. 82, et planches.

de points de comparaisons fournis par les stations funéraires de la région, explorées pendant ces dernières années, pour trancher les questions de date, avec quelque certitude, même en l'absence de tout mobilier funéraire. Les tumulus de Benney et de Lemainville sont contemporains des plus anciens de ceux du bois de la Voivre près de Haroué (1). Je les rangerai avec ceux ci dans la Tène I (400 ans avant J.-C.).

J. BEAUPRÉ.

LES SIRES DE DARNEY

J. Cayon ne mentionne point, dans son *Ancienne cheralerie lorraine*, la famille des anciens seigneurs de Darney, non pas qu'il en avait ignoré l'existence (2), mais sans doute parce qu'il n'était pas suffisamment documenté pour lui donner dans son recueil une place digne d'elle; et pourtant ils ont fait assez grande figure dans la noblesse lorraine, les Aubert de Darney. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les chartes de Mathieu II et de relever les signatures des seigneurs qui l'assistent comme témoins: Aubert de Darney devait souvent faire partie de sa suite.

La Maison de Darney possède un autre titre à la notoriété publique: aucune autre n'a fondé plus de monastères. Ricuin de Darney fut le créateur du prieuré de Relanges; ses petits-fils cherchèrent à former une sorte de couronne monastique, par la fondation du chapitre de Darney et du prieuré de Droiteval, ainsi que par la dotation du prieuré de Bonfays et de l'abbaye de Létanche.

Nous avons même tout lieu de croire qu'ils ne faisaient ainsi que continuer des traditions de famille.

(1) J. Beaupré et J. Voinot, *La station funéraire du bois de la Voivre*, dans *Mém. Soc. d'archéol. lorr.*, 1904.

(2) Une note de Cayon, dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Léon Germain, donne la famille de Darney comme « une Maison fort ancienne, éteinte depuis des siècles ».

Sans être aussi riche en souvenirs cénobitiques que le Val-de Galilée ou le Saint-Mont, la vallée de Relanges, berceau de la famille de Ricuin, se distingue spécialement sous ce rapport.

Dès la fin du vi^e siècle, nous voyons un disciple de saint Remy, saint Basle, se fixer à Lignéville, après avoir donné son nom à Saint-Baslemont (*santi Basali mons*), et probablement y faire des prosélytes ; car les différentes forêts des environs gardent encore les traces de nombreuses cellules d'ermites, sans compter les anfractuosités des rochers (1).

La vie cénobitique paraît même avoir fleuri jusqu'au milieu du xi^e siècle, puisqu'Engibalde quitte les solitudes d'Hérival pour venir s'ensevelir dans ces forêts (2).

Et nous pensons qu'elle pourrait bien y avoir fleuri avant le vi^e siècle.

Sans vouloir reprendre l'ancienne opinion qui plaçait sur les bords de la Saône l'origine de sainte Salaberge (3), on peut se demander quels liens existaient entre ce pays et la famille de saint Bodon, quand on voit le monastère de Laon devenir collateur de la paroisse Saint-Privat de Vittel (4). On peut surtout se demander quelle sépulture vénérée fut l'origine de l'église de Provenchères-lès-Darney (5).

(1) Les touristes ne connaissent que *Chèvre-Roche* ; mais il en est bien d'autres sous bois.

(2) Rapprochons deux faits : le prieuré de Bonneval, fondé vers 1030, est au centre des domaines des sires de Darney, et le fondateur est originaire de Remiremont (d'après Hugo) ; si l'on se rappelle qu'à cette époque le chapitre de Remiremont comptait dans son sein plusieurs membres de la famille de Darney, on sera moins étonné d'apprendre qu'un cénobite du Saint-Mont connaisse alors les retraites cachées de la forêt de Darney.

(3) Mabillon, qui semble avoir plus tard changé de sentiment.

(4) Sainte Salaberge, fondatrice d'un couvent à Laon, et tenant par ses ancêtres à la famille de Darney, qui avait des biens patrimoniaux à Vittel, nous donnerait la clef d'une question jusqu'alors insoluble ; mais ce n'est qu'une induction sur laquelle nous n'insistons pas.

(5) L'ancienne église s'élevait jadis sur le sommet de la colline, au

Que l'on nous permette de formuler encore une hypothèse, avant de mettre le pied sur la terre ferme de l'histoire.

Nous lisons dans le manuscrit de l'*Angelica*, publié par notre savant confrère M l'abbé Didier-Laurent, qu'Anséric donne à l'abbaye de Remiremont (à une époque indéterminée, mais cependant avant le XI^e siècle), son alleu de *Darnuodra* (1). Ne serait-ce pas Darney ?

Vers la même époque, « Ermembertus (2) Vulferus de Reslenas donnent cent mesures de terres à l'église Saint-Pierre de Remiremont, pour le luminaire (3) ».

Le seigneur Lodoïc d'Attigny donne également à la même église cinq sols toulois de rentes annuelles ; et Waleranne y ajoute son alleu de Grésil (4), à la considération de son fils Volberta (5).

Avant la fondation de l'église Saint-Pierre de Relanges, c'était donc l'église Saint-Pierre de Remiremont qui rece-

centre du cimetière. Quand on la démolit, vers 1830, pour la transporter au milieu du village, on mit en pièces un sarcophage antique placé juste sous le maître-autel. Des trouvailles faites dans les champs adjacents ne laissent aucun doute sur ce fait, que le cimetière actuel continue un cimetière plus ancien (mérovingien ou même gallo-romain) et que l'antique église, dédiée à sainte Colombe, dut s'élever sur une tombe.

(1) *Mém. de la Société d'archéologie lorr.*, 1897, p. 437.

(2) Une autre donation faite à Remiremont, vers la même époque, par Umpertus de Senonges, ban joignant Relanges, pourrait bien compléter celle-là (*Id.*, *ibid.*). *Ermumbertus*, par apharesse *Umpertus* (ou *Umbertus*), de Senonges ou de Relanges : nous voyons si fréquemment le même personnage prendre le nom d'une terre ou d'une autre indifféremment.

(3) Nous trouverons plus tard la contre-partie de cette donation dans la famille de Darney-Saint-Baslemon ; et ces terres feront retour à l'église Saint-Pierre de Relanges en 1286 (*Arch. des Vosges*, G. 4310). Du reste, elles étaient situées sur le finage de Bouverou, patrimoine de la Maison de Darney.

(4) *Allodium ad Crocillas* (Manuscrit de l'*Angelica*).

(5) Grésil, près de Monthureux-le-Sec. Nous verrons, plus tard, que les familles de Darney et de Thuillères-Monthureux ont trop d'intérêts communs pour ne pas sortir originairement de la même souche.

Même observation à propos de Lodoïc d'Attigny, *Domnus Lodoïcus de Atineis* ; nous aurons plus d'une fois des seigneurs d'Attigny qu'il faudra identifier avec des membres de la famille de Darney, ou de Belrupt, ce qui revient au même.

vait toutes les libéralités des nobles seigneurs de Darney et des environs.

Ce qui semble hors de doute, c'est que les sires de Darney sont originaires de Relanges (1), petit village sis à 4 kilomètres de ce bourg.

En effet, nous lisons dans une pièce du ^{xvii}^e siècle, relative à un procès porté devant la Cour souveraine :

« On a dit que le nom de Relanges est postérieur à l'établissement du prieuré, et que la paroisse s'appelait auparavant Bouverou, laquelle seigneurie lui fut donnée par les seigneurs de Darney. Il n'en reste qu'un moulin et quelques vieilles mesures... (2).

« Dans la suite, les grands biens que les comtes de Bar (3), les seigneurs de Darney et de Monthureux, ayant grossi le monastère, le lieu se peupla et forma un village qui prit le nom de Relanges ; car auparavant cette paroisse et le finage s'appelaient Bouverou.

« C'est pourquoi les ducs de Lorraine doivent être déclarés fondateurs du prieuré, et dès lors collateurs, ainsi que l'a démontré M. le Procureur général à la Cour (4). »

Le domaine dont Relanges, ou plutôt Bouverou, était le centre au ^x^e siècle, faisait-il partie du grand fief qui occupait tout le plateau des Faucilles ? Nous attendons que

(1) Une preuve entre mille, c'est que Thierry de Relanges, qui signe en 1122 une charte en faveur de Chaumousey, n'est autre que Thierry d'Enfer, bienfaiteur insigne du prieuré de Relanges où il voulut être inhumé.

(2) Les mesures sont à quelques centaines de mètres du moulin ; elles couronnent le mamelon qui s'élève au confluent des deux ruisseaux de Thuillières et de Bonneval, et sont vulgairement appelées les *Tours de Seychelles*. Ce dut être un château assez fort ; mais, démoli avant le ^{xiii}^e siècle, aucune charte du moyen âge n'en faisant mention. Quand Ricuin de Darney choisit sa sépulture sur cette terre de Relanges et y construisit cette splendide église romane pour abriter le caveau de famille, elle lui était déjà sacrée.

(3) Sans doute que l'auteur veut parler des comtes de Clermont-en-Bassigny.

(4) Arch. de Meurthe-et-Moselle, H. 163 : deux feuilles manuscrites sans signatures, ^{xvii}^e siècle.

M. l'abbé Idoux, professeur au Séminaire de Châtel-sur-Moselle, nous le dise (1) ; ce qu'il semble permis d'affirmer, c'est que ce domaine était considérable, et qu'il dut être démembré, au début du ^{xr}^e siècle, entre diverses branches: Belrupt, Thuillières, Saint-Baslemont, Monthureux-le-Sec, Passavant, et peut-être aussi Monthureux-sur-Saône.

C'est du moins ce que nous serions induit à inférer de la communauté d'intérêts, de la juxtaposition de beaucoup de propriétés, des aspirations à reposer dans l'église de Relanges et y faire des fondations pour le repos de l'âme des ancêtres, qui semblent bien être communs.

Ce ne seront parfois que des jalons plantés dans un champ où nous entrons en pionniers, mais où le lecteur prendra peut-être intérêt à nous suivre.

Nous indiquerons nos sources, et nous aurons à cœur de distinguer les conjectures des données historiques (2).

Ricuin de Darney.

Il vivait au commencement du ^{xr}^e siècle : c'est vers 1030 qu'il fondait le prieuré de Relanges. On peut croire que cette fondation ne date pas de ses débuts dans la vie. Il n'avait pas d'enfants alors, mais n'avait pas perdu l'espérance d'en avoir :

« Notum sit omnibus fidelibus quod ego Richuinus, pro animâ meâ et uoris meâ Lancezende, et si Deus filios

(1) Nous faisons des vœux pour que notre confrère donne bientôt son étude si documentée sur l'*Enclave française en Lorraine*, formée par les villages de Thuillières, Saint-Baslemont et Valleroy. En attendant, nous lui exprimons ici toute notre gratitude pour ses communications, qui nous ont permis de compléter ce travail.

(2) D. Calmet semble avoir recueilli quelques données sur la Maison de Darney : « On peut remarquer, dans notre histoire, dit-il, un grand nombre de noblesses très anciennes, comme les seigneurs de Gerbéville,... de Chatenoy..., de Darney, et plusieurs autres dont j'ai exactement recueilli les noms en faveur de ceux qui s'intéressent à ces anciennes Maisons. » (Dissertation sur la noblesse de Lorraine : *Hist. de Lorr.*, 1^{re} édit., t. II, Dissert., col. 7.)

aut filias dederit, et pro animâ patris mei et matris meæ Eberardi et Ahasvidis, et Bette et Haldegardis, et pro omnibus antecessoribus et fidelibus meis... (1) ».

Cette première donation comprend un alleu à Dombasle-devant-Darney, tout ce qu'il possède à Relanges (2), l'église de Gignéville (3), et le quart de celle de Dombasle. Mais ce n'est pas tout ce qu'il destine à Dieu ; car il ajoute *et quidquid adhuc Deus miserit in cor meum ad augendum* (4).

Ce complément de la première donation fut digne du sire de Darney : outre son alleu de Dombasle (5), toutes ses possessions de Relanges (6), l'église de Gignéville et le quart de celle de Dombasle, dont il confirme la cession, il donne à Dieu, à ses apôtres Pierre et Paul, et à l'abbaye de Cluny, un alleu qu'il possède à Nunville (7), lui venant de Sarailon, et celui qu'il a acheté d'Arnoul, dans le village

(1) *Cartulaire de Cluny*, en cours de publication, IV, p. 42. Ricuin était donc fils d'Ebérard et d'Ahasvide, et petit-fils de Bette et de Haldegarde, puisqu'il remonte à ses ascendants « *et omnibus antecessoribus meis*. »

Ils étaient morts en 1050 ; à cette époque, la fondation est confirmée par saint Léon IX, qui parle des deux fondateurs *bonæ memoriæ* (*Id.*, *ibid.*, p. 406). Cf. *Patrologie de Migne*, tome 143, p. 638.

(2) *In Rainankis* ; c'est encore l'ancienne forme, qu'on ne retrouvera plus dans les chartes postérieures.

(3) *Gingivilla*, alias *Cingivilla*, que nous n'hésitons pas à traduire par Gignéville, en confrontant avec la charte de confirmation.

(4) *Regnante Chuonrado imperatore*, date la pièce du règne de Conrad le Salique (1024-1039) ; mais ce qui suit, *comite Liutfredo*, n'est pas sans nous embarrasser : ce comte Liutfrède semble bien se rattacher à la famille des comtes d'Alsace, dont le dernier, du nom de Liutfredus VII, mourut vers l'an 1,000, d'après Schæpflin (*Alsatia illustrata*, II, 465).

L'acte porte le monogramme du seigneur Richuin, *qui hanc cartam fieri et firmare rogavit*, et de Richuini, *in pago santensi*. Au dos *Richuinus Cluniacum*. Ce n'est peut-être qu'un simple hasard, cette réunion de trois Ricuin, l'un à Darney, le donateur, l'autre à Cluny, bénéficiaire, le troisième *in pago santensi* ; mais il nous a paru que c'était à souligner.

(5) *Aliquid de meâ hereditate que sita est in comitatu santensi : in villa Dombasito alodium quem acquisivi de Ebardo*.

(6) *Rainangis*, alias *Rainanchis*.

(7) Nonville, à 4 kilomètres de Darney.

même, *in Legisvilla unam sortem* (1) de Alodo, avec droit d'usage dans la forêt de Pierrefitte ; deux demi-alleux à Siblans (2), un autre à Monte Malveo (3), et le quart d'un manse sis à Viviers... *pro remedio animarum omnium fidelium* (4).

L'acte n'est pas daté ; mais il dut précéder de peu d'années la mort du donateur, qui certainement n'existait plus en 1050, nous l'avons vu.

A cette date, le pape saint Léon IX confirme les donations de Ricuin au prieuré de Relanges, ainsi que celle de Hugues de Longeau faite au même monastère (5).

Hugues de Longeau, des comtes de Bassigny, devait avoir des intérêts communs avec le sire de Darney, pour s'associer de la sorte à ses fondations pieuses et participer aux suffrages des moines, gardiens du caveau de famille (6).

Hunnon. Vers 1052.

Hunnon, *alias* Husson, ne nous est connu que par une signature apposée, en qualité de témoin, à la lettre d'Udon,

(1) Légéville, canton de Dompierre, Pierrefitte également. Une part tirée au sort ; quel était son co-partageant ? Probablement le chevalier de Belrupt, qui avait un héritage au même lieu, comme nous le verrons.

(2) La Sybille, hameau de Claudon, alors territoire d'Attigny.

(3) A identifier.

(4) Viviers-le-Gras, près de Relanges. C'est la première fois que nous voyons apparaître la dévotion à l'ensemble des âmes du Purgatoire.

(5) *Cart. de Cluny*, IV, 406. Cf. *Patrologie de Migne*, tome 143, p. 638-639.

(6) Hugues de Clermont fonde de son côté le prieuré de Méréville, près Nancy, avec son frère Haymon, qui prend l'habit de Saint-Benoît à l'abbaye de Saint-Mansuy de Toul (1094). Entre autres biens, ils donnent certaines possessions sur les bans de Senonges, Esley, Monthureux-le-Sec et Grésil (qui passeront plus tard à l'abbaye de Bleurville, autre prieuré de Saint-Mansuy).

Ainsi, les sires de Longeau, de Clermont et de Darney ont des héritages aux mêmes lieux. Est-il téméraire de supposer qu'ils sont des co-partageants ?

évêque de Toul, et relative à la vouerie de l'abbaye de Bleurville (1).

Après lui, presque tous les seigneurs de Darney porteront le nom d'Albert ou Aubert : l'attribution des actes faits sous leurs signatures deviendra souvent impossible. Nous nous contentons de les inventorier suivant l'ordre chronologique.

Vers 1094. — *Albertus de Darniaco*. Témoin dans le traité de Relanges (J. Ruyr, 2^e édit., p. 364, traduit *Ranenge*), qui met fin à la querelle de Josselyn contre le couvent de Chaumousey (2).

Relevons, parmi les autres seigneurs présents à la conférence, Vidric de Viviers-le-Gras, Lanfride de Aleÿ (*Lanfridus de Aleia*) et son fils Asselin (3).

1116. — HUGUES DE DARNEY, témoin dans la charte de l'évêque de Toul, Ricuin, confirmant les biens du prieuré de Châtenois (4), et dans la donation de Vidric de Valecourt en faveur de Chaumousey (5).

(1) Dom Calmet, I, preuves, 340 ; Benott Picart, *Hist. de Toul*, preuves, 78.

(2) Pourquoi le choix de Relanges ? Les sires de Darney étaient donc choisis comme arbitres ? Rappelons-nous que plusieurs moniales de Remiremont portaient alors le nom de Darney ou de Montreuil(-le-Sec). Du reste, ils possédaient des terres à Chaumousey.

Dom Calmet lit : *A. de Darneio* ; d'autres, *de Barneio* (fautive). Dans cette assemblée figurent deux Albert de Darney, qui n'étaient pas père et fils, ni frères ; le rédacteur l'eût noté ; or il se contente d'inscrire *Albertus, alter Albertus de Darneio*. Il est vrai qu'une variante porte *Albertus, Valter, Albertus de Darneio*, ce qui ferait trois témoins au lieu de deux.

(3) Viviers-le-Gras devait faire partie du patrimoine des sires de Darney, qui en donnèrent une partie au prieuré de Relanges. Vidric serait-il de cette Maison ? On sait qu'alors chacun prenait le titre du fief qui lui était échu.

Aleia, de son côté, ne serait-il pas *Esley*, voisin de Darney ?

(4) J. Ruyr, *Antiquités de la Vosge*, 2^e édit., p. 380 ; cf. *Chronique de Chaumousey*, publiée dans les *Doc. pour l'hist. des Vosges*, II, 55 et 126. Lorsque nous citons J. Ruyr, c'est toujours dans la 2^e édition, et Dom Calmet, dans la première, sauf indication contraire.

(5) Près de Raon-l'Étape.

Dans cette dernière, Pierre de Darney signe avec « son frère Hugues ».

1118. — Charte d' « ALBERT DE DARNEY... au sujet d'une cession faite au monastère » de Remiremont : *Ego Albertus, volo notum fieri quod abbatissa Judith, assensu sororum et fratrum suorum...* (1)

Entre 1115 et 1124. — Charte du duc Simon en faveur du Chapitre de Saint-Dié. Albert de Darney est le seul témoin du duc avec le comte Odvinus. (Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 1^{re} édit., II, Preuves, 261.)

Vers 1120. — ALBERT DE DARNEY, témoin dans les lettres patentes du duc Simon I, en faveur du chapitre de Saint-Dié, pour mettre fin aux troubles qu'on lui a suscités à propos de la paroisse de Saint-Remimont (2) et de la seigneurie de Coencourt (3).

1122. — AUBERT DE DARNEY est témoin dans une charte du même duc, par laquelle le duc Simon I confirme l'abbaye de Chaumousey dans ses biens, libertés, exceptions et privilèges (4).

Entre 1118 et 1124. — Le pape Calixte II confirme la bulle précaire d'Acey (5) et enregistre le texte de cette inféodation consentie par Judith, abbesse de Remiremont, en faveur d'Aubert de Darney (6).

(1) Archives départementales des Vosges, Cartulaire Vuillemin, t. I, p. 14 : cité par M. A. Bergerot, *L'organisation et le régime intérieur du Chapitre de Remiremont, du xiii^e au xviii^e siècle*, dans les *Annales de l'Est*, 1903, p. 64.

(2) Dom Calmet, II, preuves 261; Sommier, *Hist. de l'église de Saint-Dié*, 107 et 377. Cf. Riguet, *Observations sur les titres de Saint-Dié*.

(3) Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, II (prem. édit.), Preuves, 265.

(4) *Doc. vosg.*, X, 54. C'est ainsi que nous désignerons désormais les *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges*.

Dans ce titre, nous relevons également les signatures de Thierry de Relanges, Vauthier de Ligniville, Vivian de Saint-Baslemont et Foulques de Marcy.

(5) Essey-la-Côte ?

(6) *Annales de la Soc. d'émul. des Vosges*, XII, 232. Cf. *Hist. de Remiremont*, par l'abbé Guinot, 398, et la Mss. de l'Angelica, *loc. cit.*, 419.

C'est le premier document où l'on voit des religieuses signer de leur

1126. — ALBERT (ou Aubert) DE DARNEY paraît comme témoin dans la charte (1) de Mathieu I : le duc y confirme plusieurs donations faites en faveur de l'abbaye de Sainte-Marie-aux-Bois.

1128. — Fondation du prieuré de Lorquin par Bencelin de Turkestein, en faveur de l'abbaye de Senones : cette fondation fut opérée avec la collaboration de son épouse Mathilde, de son fils Conon, de ses filles, de son neveu Gérard, d'Albert de Lorquin, d'Ebroin Sigfrid, d'Albert de Falmard, d'Albert de Darney, de son frère Guy, le chanoine (2), du consentement de leurs sœurs, *fundum et conductum Ecclesie de Lorchingis, Deo et B. Petro, Senoniensis cænobii, pro remissione peccatorum suorum, in perpetuum concesserunt. Præfati quoque fratris Albertus et Guido omne allodium quod banno prædictæ villæ jure hæreditario sibi competeabat, et ipsi pari modo eidem Senoniensi Ecclesie concesserunt et tradiderunt* (3).

Comment les sires de Darney avaient-ils des biens patrimoniaux à Lorquin ? Sans doute du côté maternel.

1132. — ALBERT DE DARNEY signe comme témoin la charte du duc de Lorraine confirmant à nouveau les privilèges de l'église de Saint-Dié. (Riguet, *Observations sur les titres de l'église de Saint-Dié*, p. 284.)

1136. — AUBERT DE DARNEY figure comme témoin dans la charte de l'évêque de Toul, par laquelle Henry de Lorraine

nom féodal : *testes... sacratisorores sanctimoniales... Haliardis de sancto Basalomonte, Adelidis de Darneio*. Si nous notons le fait, c'est qu'il semble constater l'illustration de la famille parmi la noblesse du temps.

(1) Dom Calmet, II, 282 (ou 2^e édit., V, 459).

(2) Chanoine de quel lieu ? Nous verrons en 1213 Gérard de Belrupt signer « chanoine, portier de Chaumousey ». Guy était-il pourvu de fonctions analogues et gratifié d'une prébende à Beaupré ? (Voir plus loin la charte de 1193.)

(3) *Doc. vosg.*, V, 72. Cf. Dom Calmet, *Hist. de Senones* et *Hist. de Lorr.*, 2^e édit., V, 467.

confirme la donation du fief de Moncey à l'abbaye de Saint-Mansuy par le duc Simon I et la duchesse Adeleinde (1).

1138. — Nouvelle confirmation de la fondation de l'abbaye de Sainte-Marie-aux-Bois. Aubert de Darney y paraît encore comme témoin (2).

1140. — AUBERT DE DARNEY, sa femme et *Lethard*, leur fils, donnent un cens à l'abbaye de Remiremont, sous le règne de Judith de Vaudémont (3).

Vers 1140. — Aubert, sa femme Elvide et leur fils *Leytard* fondent le prieuré de Droiteval (4) ; ils affectent à cette fondation une partie de leurs biens situés sur les deux rives de la Saône entre Darney et Monthureux (5).

C'est une pièce capitale, parce qu'elle rassemble toutes les têtes de la famille et nous révèle une partie des copartageants des biens patrimoniaux : voici d'abord Vuila (*alias* Vula), femme de Leytard, et Albert leur fils, qui s'associent aux fondateurs, et y ajoutent leur don spécial. Puis Geoffroy (*Gaufridus*) de Darney, sa femme Ausilia et leur fille Havide (6), *participes hujus alodii*, donnent à la

(1) Dom Calmet, I, 313 (2^e édit., V, 161).

(2) Dom Calmet, *ibid.*, p. 318. Balicourt, *Traité historique de la Maison de Lorraine*, Preuves, 67.

(3) Mss. de l'Angelica, *loc. cit.*, 407 et 454, qui tronque le nom d'Elvide en Thétide (*Thétidis*).

(4) Ce n'est donc pas au xiii^e siècle qu'il a été fondé, comme l'affirme Durival (*Descript. de la Lorr.*, II, 157). Malheureusement tout le monde l'a cru sur parole et l'erreur s'est accréditée. Ce n'est pas seulement Charton dans les *Vosges pittoresques*, et Léon Louis dans le *Département des Vosges*, mais encore des auteurs sérieux comme H. Lepage dans la *Statistique des Vosges*, etc.

Vers cette époque, Leytard de Darney signe comme témoin une donation à l'abbaye de Mureaux. (Arch. des Vosges. *Cartulaire de Mureaux*, I, p. 30.)

(5) *Doc. vosg.*, IV, 11.

(6) Ne pourrait-on pas l'identifier avec Hawdis de Darney que l'on trouve en 1175 mariée à Gauthier (IX ou X^e de Deuilly ? Un autre Geoffroy, *Gaufridus de Deuilly*, donnera (1193) à Bonfays le droit de pâture sur les terres de Vittel et Viviers-le-Gras. Les biens qu'il possédait dans le domaine de la famille de Darney lui venaient sans doute de Havide ou Hawdis.

même église de Droitéval tout ce qu'ils possèdent dans l'étendue des terres concédées par les fondateurs. Albert, fils de Jossen en fait autant, *dedit supra dictæ ecclesiæ quicquid sui juris erat infra terminos supra scriptos*.

Les autres membres de la famille, sans doute ceux qui tenaient de moins près au fondateur, signent comme simples témoins : ce sont *Enardus de Darneio*, *Albericus, prepositus de Darneio*, qui n'ont pas laissé d'autres traces et semblent difficiles à classer généalogiquement ; Aubry, chevalier de Belrupt, dont nous retrouverons la descendance, et Vauthier dit le Brum, de Belrupt.

1140 (vers) (1). — Aubert de Darney signe comme témoin les lettres patentes du duc Mathieu, réglant les droits des voués de l'abbaye de Saint-Evre (2).

1144. — Aubert de Darney et Leytard, son fils, sont témoins dans le titre de Mathieu II confirmant la donation de Gibercourt, que le duc Simon, son père, avait faite à l'abbaye de Saint-Evre (3).

Comme habituellement, le sire de Darney signe le premier des témoins. (Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, II, Preuves, 323.)

1158 (vers). — LÉTHARD DE DARNEY (*Lethardus de Darneui*) signe comme témoin la charte par laquelle Henri, évêque de Toul, confirme la donation que Pierre de Brixey et son frère Simon ont faite près d'Andreux, Trompot,

(1) Calmet, II, 319 (ou 2^e édit., V, 312). L'auteur n'en est pas bien sûr. Il s'agit probablement du même traité sur les droits des voués dont parle la *Gallia christiana*, XIII, preuves, 506, à la date de 1150. Albert y signe *Albertus Darneii*.

(2) Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, II, Preuves, 319 ; d'après la *Gallia christ.*, Preuves, col. 506, la charte serait de 1150.

(3) Dans ce titre, nous relevons la signature de Guillaume d'Arches, que les titres de Bonfays appellent Barnobe. Mais nous ne les avons lus que dans un cartulaire du xviii^e siècle (Arch. départ. des Vosges). Il peut y avoir une mauvaise lecture du copiste.

Sur ce personnage, voir l'*Angelica*, *loco cit.*, p. 401 et suiv. et la *Gallia christiana*, XIII, art. *Bonfays*. Dès 1157, l'inféodation d'Acci était refaite à son profit ; donc Albert de Darney n'existait plus.

Arguevaux et Allionville, aux frères de la Crête (*Doc. vosg.*, V, 2^e partie, p. 8.)

Entre 1164 et 1169. — THIERRY DE DARNEY signe comme témoin une charte de Thierry, évêque de Metz, en faveur de Beaupré (1): *Theodericus de Darnei, prepositus*.

Vers 1170. — ALBERT DE DARNEY signe le traité de paix qui mit fin à la guerre sauvage faite au chapitre de Toul par Mathieu de Lorraine, comte de Toul (2).

1173. — HAWDIS DE DARNEY, épouse de Gauthier (IX ou X ?) de Deuilly (3).

1176. — ALBERT DE DARNEY signe comme témoin les lettres patentes de Pierre de Brixey, évêque de Toul, attestant que le duc Simon II a ratifié l'accord passé entre son père et l'église de Remiremont (4).

1182. — Le même assiste aussi à la confirmation, faite par ledit Simon II, de la donation de l'alleu d'Oncourt, en faveur de l'abbaye de Chaumousey, par Gérard de Ville (5).

1190. — THIERRY DE DARNEY, de son côté, assiste à la donation de Maroncourt à Bonfays, par Simon II (6).

1193. — BERNARD DE DARNEY, en lutte contre l'abbaye de Beaupré, fait amende honorable :

« Sache tous que Bernard de Darney, chercha querelle

(1) Cartulaire de Beaupré, à la Bibliothèque nationale, n° 11024 du Fonds latin.

(2) Nous n'avons plus, dit l'abbé Martin, ni la date ni le texte de ce traité (*Hist. des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*, I, 261).

Evidemment ce n'est plus Aubert II. L'inféodation d'Accel, qui était certainement passée au profit d'un autre en 1137, suppose sa mort : lui vivant, on ne l'en eût point dépossédé.

(3) D'après une communication de M. l'abbé Pasquier, curé de Morizécourt.

(4) Cartulaire de l'abbaye de Remiremont, par Vuillemin, I, 220 (Arch. dép. des Vosges). Il signe immédiatement après le comte de Vaudémont et avant tous les autres.

(5) *Doc. vosg.*, X, 140. *Albertus de Darneio, Ancelinus, frater ejus... Albricus de Bellorivo*, témoins.

(6) Cartulaire de Bonfays (Arch. dép. des Vosges). Nous ne pouvons identifier ce Thierry, qui ne reparait plus.

contre l'abbaye de Beaupré à propos d'une prébende et d'une somme d'argent.

« Il vint à Beaupré, fit la remise de la prébende et de l'argent réclamés, promet de n'élever à l'avenir aucune revendication.

« En retour de quoi il fut affilié pour jamais aux prières et suffrages de cette église (1). »

1202. — AUBERT DE DARNEY signe le traité concernant Bleurville et Fontenoi-le-Château, où Mathieu, comte de Toul, donne au comte de Bar comme garant *Aubertum dictum de Darneio* (2).

1208. — AUBRY DE DARNEY est compris dans le traité passé entre Thiébaut de Bar et le duc Ferri I^{er} (3).

1209. — Pour l'âme de sa femme Marguerite et l'âme de ses ancêtres, Aubert de Darney constitue à l'abbaye de Chaumousey une rente de dix sols toullois à prendre sur le plaid bannal de Harol (4).

1213. — Le même ratifie la donation faite à ladite abbaye,

(1) Cartulaire de Beaupré, à la Bibliothèque nationale. Communication de M. l'abbé Chatton, curé de Remenoville.

(2) *Aubertum* va désormais remplacer habituellement *Albertum*. Faut-il en conclure qu'Aubert IV a remplacé Aubert III ?

(3) Calmet, II, preuves, 376. Cf. Noël, *Mémoires*, n° 6, 28. Les grands feudataires y sont tous taxés à 200 mares : ce sont Odon, duc de Bourgogne, Simon, sire de Joinville, Philippe de Florenge, FERRY, comte de Toul et Albéric (*Albericus*) de Darney. Tous les autres, y compris les seigneurs de Parroye, de Ville, de Gondreville, de Sierck, etc., ne sont taxés qu'à cent mares. Ici, comme toujours, nous trouvons les sires de Darney parmi les premiers.

Faut-il identifier *Albericus de Darneio* avec *Aubertum* ou *Albertum de Darneio* ? Nous ne sommes pas encore en mesure de répondre à cette question.

(4) *Doc. vosg.*, X, 172. A noter que Remiremont, le duc de Lorraine et les seigneurs de Monthureux-le-Sec se partageaient avec lui les droits et la seigneurie de Harol. Cf. *Statist. des Vosges*, par Lepage ; Trésor des chartes de Lorr., layette Mirecourt-Remoncourt, n° 5 ; Arch. des Vosges, fonds de Relanges, composé de quatre cartons, dans lesquels nous avons pris des notes sans indications spécifiques.

par les sires de Belrupt (1), de différentes terres sises au finage de Légéville (2).

(A suivre.)

L'abbé Ch. PIERFITTE.

MUSÉE LORRAIN

DONS

Par M. Gabriel Husson, ancien maire de Romainville (Seine) : Monnaie gauloise en or (*Atrebat*, Arras), trouvée au lieu dit Manginot (Meuse).

— la Ville de Nancy : Album contenant les vues de l'ancien hospice Saint-Julien.

— le comte de Saintignon, à Longwy : Six reproductions phototypiques de tapisseries flamandes, provenant de l'ancien château de Malberg, près Trèves, ayant appartenu à la famille de Feider. Dans la partie supérieure des tapisseries, les armoiries des familles Feider et Biru.

— M. Charbonnier, architecte : Médailles du concours de gymnastique, avec les armoiries de Pont-à-Mousson.

— M. Gény, entrepreneur : Deux taques de cheminées aux armes de France.

— Anonyme : Chenêts en fonte avec le buste de Jeanne d'Arc.

ACQUISITION

Portrait du chancelier de la Galaizière (pastel).

(1) *Ibid.*, 173. La donation avait été faite en 1243 par Geoffroy de Belrupt, Gérard et Willerme, ses frères, fils d'Aubry, qui a signé la charte de 1140.

Gérard de Belrupt est plus connu sous le sobriquet de Reusard ou Ramxais, il se donne même comme « chanoine, portier de Chaumousey (Cartul. de Bonfays, titres de 1228, 1232, 1234).

En 1270, nous verrons confirmer la donation d'une vigne, faite jadis au prieuré de Relanges par Gérard de Ville, qui s'associe de la sorte, nous ne savons à quel titre, aux libéralités de la famille de Darney (Arch. des Vosges, fonds de Relanges).

(2) Arch. des Vosges, *Cartulaire de Chaumousey*, p. 173.

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

BULLETIN MENSUEL
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE
ET DU
MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN

4^e ANNÉE. — NUMÉRO 2. — FÉVRIER 1904.

Procès-verbal de la Séance du vendredi 8 janvier 1904.

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Communications.

M. le docteur Paul Briquel a envoyé une lettre de remerciements à l'occasion de son admission.

Présentation.

M. le docteur Regnier, à Pont-Saint-Vincent, est présenté, en qualité de membre titulaire, par MM. P. Fournier, le docteur Voinot et Léopold Quintard.

Ouvrages offerts à la Société.

Dessins gravés au trait sur le dessus d'un sarcophage barbare trouvé à Bislée (Meuse), par le comte J. Beaupré. (Extrait.)

Enquêtes campanaires. Notes, études et documents sur les cloches et les fondeurs de cloches du VIII^e au XX^e siècle, par

M. Jos. Berthelé ; Montpellier, Delord-Boehm et Martial, 1903, in-8° de 758 p., avec planches et fig.

Requête des protestants de Toul au roi de France (1571), par M. H. Dannreuther. (Extrait.)

Monographie de l'église Notre-Dame d'Amiens, t. II. — *Mobilier et accessoires*, par M. Georges Durand ; Amiens et Paris, Picard, 1903, in-4° de viii-664 p., avec 274 fig. et 114 planches.

Mon premier album. Lettre à Simonne, par M. Georges Goury ; Nancy, Bergeret, 1904, in-8° de 7 p.

Die Maren oder Mardellen : Keltische Wohngruben in Lothringen, par M. Welter. (Extrait.)

Lectures.

M. le docteur J. Voinot donne lecture de sa *Description des mobiliers de trois riches tombeaux mérovingiens découverts à Chaouilley* (avec présentation de photographies). La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires*, et nomme, pour former la Commission de révision, MM. J. Beaupré, Poirot et G. Goury.

M. Auguste Poirot communique un travail sur l'*Identification de Indesina avec Grand, et de Savonnières (près Foug) avec ad fines*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

MÉMOIRES

—

CURIOSITÉ SIGILLOGRAPHIQUE. — UN SCEAU MACABRE

Il est difficile de se rendre compte de l'intérêt que présente l'étude des sceaux, ces fragiles monuments que nous ont laissés en si grand nombre les siècles disparus.

Le désir de faire connaître, à nos aimables confrères, tantôt le personnage qui s'est servi de cette marque d'authenticité, tantôt la finesse de la gravure, la forme du sceau

lui-même, la disposition ou l'espèce des figures qui en ornent le champ, ou bien encore l'originalité de la composition, nous décident à publier, de temps à autre, de courtes notices sur cet intéressant sujet.

Plaqué sur une pièce (1), datée de 1579, écrite en langue allemande, plainte adressée au duc de Lorraine par les habitants de Gosselmingen (2) contre la communauté de Pustendorf (3), au sujet de pâturages, se trouve le sceau du notaire qui rédigea l'acte. En effet, à droite de ce sceau plaqué se trouve écrite, moitié en allemand, moitié en latin, la phrase suivante : *Theophilus Kitzinger notarius und Stattschreiber zu Sarburg in fidem omnium pränominatorum.*



Ce sceau, de forme ronde, porte un écu arrondi, chargé d'un triangle vide, dont les angles sont ornés d'arcs de cercle ; au milieu de ce triangle se trouve une petite croix. A la place de casque, une tête de mort reposant sur deux tibias. Au-dessus de cette tête de mort, tel un cimier sur un heaume, se voit un sablier. Derrière le tout, un suaire est drapé en façon de lambrequins.

Sur une banderole entourant cet ensemble funèbre, se lit l'inscription : S. THEOPHILVS KITZINGER.

(1) Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 690, n° 178.

(2) Gosselming, anc. canton de Fénétrange.

(3) Nous n'avons trouvé aucune localité de ce nom aux environs de Gosselming. Pustendorff ne serait-il pas : Postroff, village de l'ancien canton de Fénétrange, situé environ à une lieue et demie de Gosselming ?

C'est la première fois que nous rencontrons des emblèmes macabres sur un sceau ; jusqu'ici nous n'avions trouvé ce genre de décoration, associée à des armoiries, que sur des monuments funèbres, et cela principalement en Suisse.

EDMOND DES ROBERT.

~~~~~

NOTE SUR QUELQUES SÉPULTURES BARBARES DÉCOUVERTES  
A RÉMENOVILLE EN 1903.

Il y a environ 10 ans, en extrayant des pierres pour les prestations, dans un champ situé sur le territoire de la commune de Rémenoville, appartenant à M. Denis Descharmes, on découvrit un certain nombre de squelettes, dont quatre étendus côte à côte sur une même pierre plate, ou plus exactement, comme nous avons pu nous en rendre compte, sur un banc de pierre en place. On aurait trouvé également, au même endroit, des armes en fer, mais nous n'avons pu connaître ce qu'étaient devenues ces armes. Une poterie, sans ornements, incomplète, que nous avons eue entre les mains, aurait aussi la même provenance (1).

M. Denis Descharmes nous ayant obligeamment autorisés à faire des recherches sur son terrain, à la fin de novembre nous avons exécuté quelques fouilles, avec M. Bailly, maire de Rémenoville.

Cet emplacement peut être inscrit, sur la carte, au 1/80000<sup>e</sup>, à l'intersection de deux lignes droites dont l'une joindrait le point de l'i du mot Rémenoville au point du premier i du mot Giriviller et dont l'autre relierait la cote 308 (2) au point du premier i de Guilgnebois (3).

Il est situé au Midi, sur les flancs de la hauteur couronnée par le bois du Haut-du-Mont (4), sur les pentes et un

(1) Cette poterie se trouve à la cure.

(2) Au sud de Rémenoville.

(3) A l'est de Rémenoville.

(4) C'est au pied de cette côte du Haut-du-Mont, entre la route allant

peu en contrebas d'une petite terrasse située à mi côte.

Le sol arable a peu d'épaisseur ; on arrive presque tout de suite sur la roche en place, composée de grandes dalles appartenant aux dolomies des marnes irisées supérieures. Les labours successifs et le ruissellement ont entraîné peu à peu le long de la pente la terre meuble et mis plus ou moins à nu les sépultures, les corps ne reposant pas au-dessous de la surface du banc de pierres qui n'a pas été entamé par le fossoyeur. Aussi, quelques squelettes sont à peine à 0<sup>m</sup>20 de profondeur, les autres à 0<sup>m</sup>40.

Il en est résulté un bouleversement presque complet des sépultures, primitivement entourées de pierres plates placées de champ, destinées à les protéger. Ces dernières sont aujourd'hui renversées et mêlées aux ossements qu'elles ont en partie écrasés.

Nous avons pu néanmoins observer quelques tombes et constater leur orientation. La tête est placée vers l'Ouest, les pieds vers l'Est, de sorte que les corps se trouvent en travers de la pente. Quelques-uns étaient rangés parallèlement, mais il nous a semblé que les rangs avaient été mêlés. Les tombes paraissent avoir été très peu nombreuses, réparties en trois ou quatre files, sur la largeur de moins de deux sillons. Des sondages opérés au Nord, au Sud et à l'Ouest ont permis de s'en rendre compte : malheureusement, aucune recherche n'a pu être faite dans la direction de l'Est, le champ suivant n'appartenant pas au même propriétaire.

La première sépulture découverte contenait les ossements d'un homme de grande taille ; elle avait été en partie violée, car les os des jambes étaient seuls dans leur position normale. A partir du bassin, déjà incomplet, aucun ossement n'était à sa place. Beaucoup même manquaient :

de Rémenoville à Vennezey, celle de Rémenoville à Giriviller et le chemin de Seranville, que se trouvait autrefois le village de Moranviller, détruit en 1644. — E. C.

quant à la tête, elle avait disparu. Près de l'épaule droite, on avait placé un autre crâne trop mince et trop petit pour avoir appartenu à ce squelette. Ce dernier crâne avait été tellement comprimé par les pierrailles et la pression des terres, qu'il était déformé et fragmenté au point de ne pouvoir être recueilli. Cette mauvaise conservation des ossements était d'ailleurs générale dans toutes les sépultures. Néanmoins, d'après l'usure des dents et l'état des sutures crâniennes, nous avons pu reconnaître :

1<sup>o</sup> Une femme très âgée, dont le maxillaire inférieur ne comptait plus que des restes des incisives. Les alvéoles des autres dents s'étaient refermées depuis longtemps ;

2<sup>o</sup> Une femme d'environ 40 ans ;

3<sup>o</sup> Une femme plus jeune ;

4<sup>o</sup> Un enfant d'environ 7 ans.

Toutes les dents encore en place nous ont paru saines, mais nous avons été frappés de l'absence de quelques-unes, absence déjà ancienne, puisque l'alvéole s'était refermée.

Serait-on en présence de cas d'élimination des dents gâtées par le seul travail de la nature, ou d'ablation volontaire ?

Comme mobilier, nous ferons remarquer que nous n'avons trouvé aucun vase funéraire.

Les objets trouvés sur la femme âgée se composaient :

1<sup>o</sup> D'une grande agrafe de manteau, en fer niellé d'argent, formée de deux grandes plaques dont l'une est terminée par un crochet d'attache ;

2<sup>o</sup> D'une plaque carrée, large de 0<sup>m</sup>03, avec clous aux angles, en fer niellé d'argent. Cette plaque et l'agrafe précédente étaient placées au milieu du sternum (1) ;

3<sup>o</sup> Un long crochet en fer, près duquel on recueillit

(1) Ces pièces étaient couvertes d'une couche de rouille de plusieurs millimètres. Il nous a fallu plusieurs jours de travail pour en découvrir les ornements, d'ailleurs en grande partie détruits. La plaque carrée seule est assez bien conservée.

une sorte de bague en fer ayant dû servir à consolider l'extrémité d'un manche d'outil, se trouvait auprès des objets précédents ;

4<sup>o</sup> Une bague unie en bronze, encore passée à la troisième phalange du médium de la main gauche ;

5<sup>o</sup> Deux boucles d'oreilles en bronze composées d'un fil épais de près de 2 millimètres, faisant ressort, terminé d'une part en crochet, de l'autre par une sorte d'anneau. Elles constituent des cercles de 0<sup>m</sup>035 de diamètre. Dans le fil sont passées deux petites pièces de bronze en forme de clochettes, aux bords finement dentelés et évasés. Elles sont mobiles le long de la tige, et placées en sens inverse, de façon à figurer une sorte de boule ;

6<sup>o</sup> Des grains de collier, les uns en verre bleu verdâtre et blanc, d'autres en pâte vitreuse de diverses couleurs, d'autres en terre colorée, bruns ou jaunes.

Une autre tombe, celle d'une femme d'environ 40 ans, a donné :

1<sup>o</sup> Une bague en bronze unie, passée à la troisième phalange de l'auriculaire ;

2<sup>o</sup> Une plaque en fer, de forme allongée, unie, avec un gros clou de bronze à son extrémité ; deux trous, percés dans la plaque de fer à sa partie large, marquent la place de deux autres clous, anciennement disparus.

Une grosse boucle et son ardillon terminent cette plaque.

Une femme plus jeune avait également au même doigt une bague de bronze avec chaton, sur lequel est gravée en creux une sorte de tête de pavot très large, au-dessus de laquelle est gravé un objet long et étroit, indéterminable. Au cou elle portait un beau collier formé de grains de toutes tailles, en verre et en pâtes de différentes couleurs.

La sépulture d'enfant contenait seulement un grand collier formé de morceaux d'ambre et de grains multicolores (1).

(1) Tous les objets recueillis ont été donnés par nous au Musée lorrain.



Le mauvais temps ne nous a pas permis de pousser plus loin nos recherches, d'autant plus que, nous l'avons dit, tout paraissait saccagé.

Les résultats obtenus sont peu importants ; nous avons tenu cependant à les mentionner, car il s'agit de matériaux relatifs à une région encore peu explorée. Quant à dater cette station funéraire, nous nous abstenons de préciser à quelle partie de l'Epoque barbare elle appartient, aucune des classifications actuellement proposées, relativement à celle-ci, ne nous paraissant exempte de sérieuses critiques (1).

J. BEAUPRÉ et E. CHATTON.

---

#### AUTOUR DE DEUX TOMBEAUX

Sur la fin de l'an 1613, Louis I<sup>er</sup> de Vigneulles, seigneur de Vigneulles et de Ménil-la-Tour en partie, ayant été probablement invité à fournir des preuves de noblesse pour obtenir la charge de gentilhomme ordinaire de la Chambre roi de France, fit faire les recherches nécessaires, dont deux actes notariés du 10 décembre 1613 nous ont conservé quelques preuves.

Donc, dès le matin de ce joursusdit, en vertu de la mission dont les avait chargés le sieur du Ménil, son fils Charles de Vigneulles, et son gendre, Georges de Norroy, seigneur de Serrières, se présentaient devant noble homme Waultier dit Vaty, et Jean Henry, notaires jurés de Dieulouard, et les requéraient au nom de Louis de Vigneulles, de dresser un acte authentique de reconnaissance de la tombe de Gabriel de Remicourt, située dans l'église

(1) Pendant les premiers siècles de notre ère, certaines églises avaient seules des fonts baptismaux et des cimetières où l'on déposait les morts des environs. Il n'y eut jamais d'église qu'on sache à Moranviller, au moins à partir du xii<sup>e</sup> siècle. Selon toutes probabilités, dès l'origine du christianisme dans le pays, les habitants de Moranviller furent enterrés à Rémenoville. Il y a lieu de penser, et l'absence de tout objet symbolique chrétien dans les tombes le confirme, que ces sépultures étaient celles de barbares encore payens ; c'est également l'avis de mon collaborateur. — E. C.

paroissiale Saint-Laurent, que desservait alors des Bénédictins anglais. A la prière des deux gentilshommes, les officiers ministériels se rendirent en cette église avec eux et, arrivés « au devant et opposites de la chapelle dédiée à Dieu et Monseigneur saint Jean », ils reconnurent un tombeau autour duquel était gravée l'inscription suivante : *Cy gist messire Gabriel Pellegrin, dict de Remicourt, jadis sgr voé (1) de Dieuleward (3) en ptie (4), qui trespassa le xviij<sup>e</sup> jour de septembre mil v<sup>e</sup> xl vj, pries por luy*. Au milieu de la dalle tumulaire, était gravée une figure d'homme armé de toutes pièces, avec le heaume relevé en tête, cuirasse, brassards, cuissards, genouillères, grèves, éperons, et l'épée à la ceinture. De chaque côté de la tête du défunt était représenté un écusson. Sur celui de droite, on voyait une croix cantonnée, aux 1 et 4, de 4 (en tout) sortes d'oiseaux comme des faucons, et, aux 2 et 3, de 16 petites croix fichées assez longues (*Remicourt* ; l'écusson de gauche était traversé d'une barre au milieu de laquelle était un croissant et en plus trois carreaux (*Symières*). A la partie inférieure du tombeau, de chaque côté des pieds du défunt, était représenté aussi un écusson. Celui de droite portait l'image d'un castor (bièvre) (*Fribourg*) et était traversé d'un trait ; celui de gauche figurait trois guidons, chargés chacun d'une croix fichée (*Lully*).

De plus, les deux seigneurs ayant interrogé les notaires sur cette tombe et sur celui qu'elle renfermait, le plus âgé d'entre eux, Waultier dit Vaty, déclara que cette sépulture était, comme on le disait généralement à Dieulouard, celle du capitaine Gabriel, que ce noble avait épousé Barbe de Guermanges, dont il eut deux filles, l'une emportée avec sa mère par une maladie contagieuse et enterrée dans l'église

(1) *Chevalier*.

(2) *Seigneur voué*.

(3) *Dieulouard*.

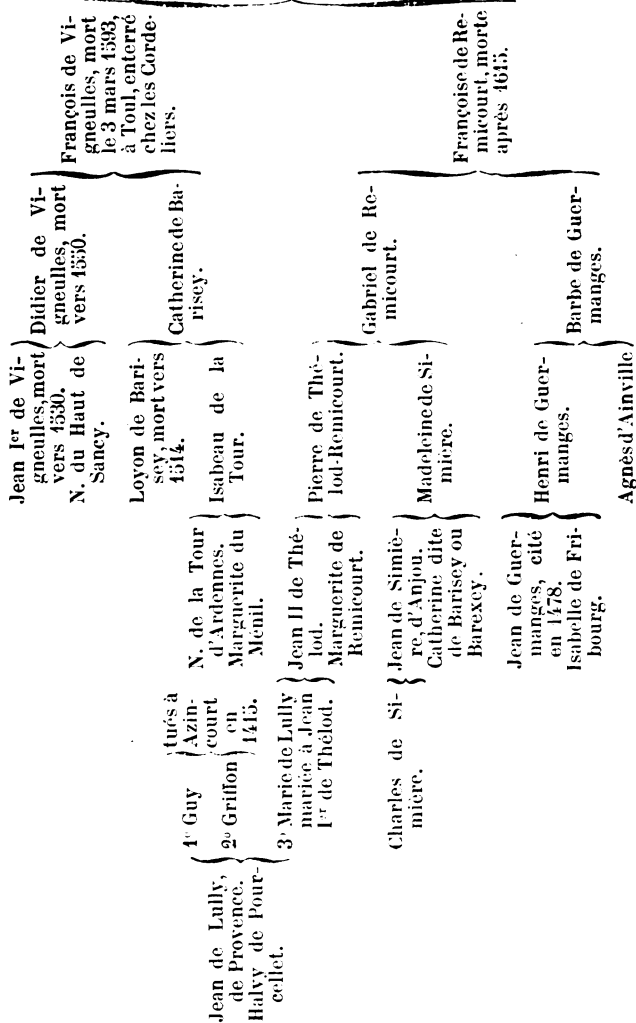
(4) *Partie* ; les lettres *ar* sont représentées par le signe habituel, à la partie inférieure de la hampe du *p*.

de Vandelainville (ce que ledit Vaty pouvait affirmer, puisque lui-même était né à Vandelainville, et que son père, Didier Waty, s'était chargé d'y faire célébrer les services religieux de ladite défunte), et l'autre fille, mariée dans la suite à François de Vigneulles, seigneur de Ménil-la-Tour et de la vouerie de Dieulouard. (Arch. de Brissac, Vigneulles, XIV, 23.)

Le même jour (10 décembre 1613), malgré la brièveté d'un jour d'hiver et les six lieues (24 kilom.) de distance, Charles de Vigneulles, seul cette fois (parce que son beau-frère, Georges de Norroy, avait dû s'arrêter chez soi à Norroy, qui se trouvait sur la route à parcourir), entra dans l'église de Vandelainville, assisté de Remy Clément, tabellion juré en la terre et seigneurie de Gorze, résidant à Onville, et des échevins de la fabrique du lieu, et faisait rédiger par ce notaire le procès-verbal de reconnaissance d'un tombeau situé devant l'autel de Notre-Dame, et autour duquel était gravée l'inscription suivante : *Cy gist honorée dame Barbe de Guermange, et Bastienne, sa fille, dame de Wandelainville en ptie (1), laquelle mourut le vingt uniesme jour du mois de septembre mil cinq centz quarante-deulx.* Au-dessus étaient figurés deux écussons aux armes de Guermanges et d'Ainville, blasons qui ornaient aussi une chasuble donnée par les seigneurs à l'église du lieu. Les deux plus âgés des échevins, interrogés par Charles de Vigneulles, attestèrent que dans leur enfance ils avaient connu dame Barbe de Guermanges, Gabriel de Remicourt, son mari, et ses deux jeunes filles, Bastienne, qui mourut en même temps qu'elle et fut inhumée avec elle, et Françoise, qui épousa François de Vigneulles, de son vivant seigneur de Ménil-la-Tour et Vandelainville, et « laquelle réside aujourd'huy à Toul..., et desquels est sorty messire Louys de Vigneulles, à présent demeurant à Maxey-sur-Vaise... » (*Ibid.*, Vigneulles, XIX, 26.)

(1) *Partie*, comme plus haut.

# Ascendance de Louis 1<sup>er</sup> de Vigneulles.



Gabriel de Remicourt, le septième des seize enfants de Pierre Pellegrin de Remicourt et de demoiselle Magdeleine de Symière, né à Nancy, paroisse de Saint-Georges, le samedi 1<sup>er</sup> mars 1486, eut pour parrains M. de Valengin, M<sup>re</sup> Jehan Bonne, médecin de M. le duc, Evrard de Haraucourt, M. l'aumônier de Mme la duchesse, et pour marraines : Mmes de Dompjulien et Mlle la maîtresse (Arch. de Brissac. Vigneulles, XIII, 5).

Barbe de Guermanges était fille d'Henri de Guermanges et d'Agnès d'Ainville (1).

Armes de Remicourt : voir *Mém. Soc. des lettres de Bar-le-Duc*, 3<sup>e</sup> série, t. X, 1901, p. 179, note 5 (2).

Lully : d'argent à 3 languettes (oriflammes) d'azur chargées d'une croix pommetée au pied fiché d'or (Provence).

Abbé GÉNIN.

---

LES SIREs DE DARNEY (*suite*).

1213. — Aubert de Darney fait une donation au profit de l'abbaye de Remiremont, à laquelle il abandonne en aumône perpétuelle des biens fonds qu'il possède à Vittel (3).

Cette donation sera plus tard (1250) l'occasion d'une transaction qui ne rentre pas dans notre sujet (4).

1213. — Le même abandonne à ladite abbaye, à titre de réparation pour les dommages qu'il lui a causés, toutes les maisons construites par sa mère sur le ban de Vittel (5).

(1) Sur cette famille, v. l'article de M. Léon Germain : *Les premiers degrés de la Maison de Guermanges*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1898, p. 238-248.

(2) V. aussi l'article de M. Léon Germain, *Note sur l'origine de la famille Thélod-Pelegrin*, dans le même *Journal*, 1898, p. 62-70.

(3) Arch. des Vosges, G. 1714.

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) *Id.*, 1670. Viard de Deuilly, faisant son testament au camp de Damiette, en 1218, donnera à la même église de Remiremont, pour le même motif exactement, la moitié de ses biens de Vittel (*Id.*, G., 1714). Nous nous contentons de rapprocher les deux actes, sans en tirer de conclusion ; mais rappelons-nous que Hawdis de Darney a

1215, octobre. — Aubert, seigneur de Darney, fait hommage lige à Thiébaut IV, comte de Champagne, après le duc de Lorraine et le comte de Bourgogne (1).

1215. — Ferry, duc de Lorraine, approuve une donation faite au prieuré de Relanges par Aubert de Darney, sa femme Alix, Jean et Aubertin, ses fils (2). Ils avaient fondé un service pour leurs défunts.

1216, mars. — Aubert, seigneur de Darney, a reçu de Blanche et de Thiébaut IV, 15 livres de rente, en sus des 30 livres qu'il tenait d'eux, sur les foires de Bar-sur-Aube ; en conséquence, il les aidera contre Errard de Brienne ; il recevra même les gens de Blanche dans son château de Darney pendant cette guerre. (D'Arbois de Jubainville, *Hist. des comtes de Champagne*, t. V, n° 1053.)

1216 à 1217. — Aubert perçoit 15 sols de rentes sur le comté de Champagne (3).

1217. — Albert de Darney signe comme témoin une donation faite à l'abbaye de Mureaux (4).

1218. — Aubert de Darney s'engage en faveur du comte

épousé Gauthier de Deuilly, en 1175 : dès lors, il y a eu communauté d'intérêts, et sans doute concert dans les incursions sur les terres du chapitre.

(1) *Histoire des comtes de Champagne*, par H. d'Arbois de Jubainville, V, n° 931.

(2) Plus loin, nous trouverons Aubert, Gile, sa femme, Jean et Antonin, ses fils. Faut-il en faire deux personnages, ou les identifier, en supposant qu'Aubert, veuf d'Alix, a épousé Gile en secondes noces et en a procréé Antonin ? Dans le doute, nous accepterons la première hypothèse, au moins provisoirement.

La fondation d'un service pour leurs défunts, laisserait supposer qu'Aubert III n'est plus et qu'il a fait place à Aubert IV. Cette supposition nous donnerait peut-être la clef de la rivalité qui éclata alors entre Aubert de Darney et son frère Henry, divisés pour la succession paternelle ? L'un cherche appui près du duc de Lorraine ; l'autre, près du comte de Bar. Puis, l'accord intervenant, Aubert rentre dans les bonnes grâces du duc de Lorraine, et lui rend hommage pour ses châteaux de Darney et de Belrupt.

(3) *Hist. des comtes de Champagne*, par H. d'Arbois de Jubainville, IV, 170.

(4) Arch. des Vosges, Cartulaire de Mureaux, II, p. 446.

de Champagne contre le duc de Lorraine, Thiébaud I<sup>er</sup>, dans cette campagne qui fut si désastreuse pour la Lorraine (1).

1222. — Le sire de Darney met par jugement le prieur de Relanges en possession de plusieurs terres sises à Bouverons (2).

1220, juin. — Aubert, sire de Darney, s'engage à ne reprendre le château de Darney d'aucun autre seigneur, tant que Mathieu remplira ses devoirs envers lui.

Il lui promet aussi que si Henri, son frère, faisait la paix avec le comte de Salm et devenait son homme, il serait l'homme-lige du duc, après le comte de Salm, et contre tous. Dans le cas contraire, il serait l'homme-lige du duc avant et contre tous.

Enfin, il déclare que ni lui, ni son frère Henri, ne feront la paix avec le comte de Salm, sans l'assentiment du duc, de Thierry d'Enfer, et de Philippe, sire de Gerbéviller (3).

1222 (Sans date, mais postérieur à). — Aubert autorise Gérard de Ville à engager au duc Mathieu II ce qu'il tient de lui, Aubert, à Martigny (4).

1224. — HENRY DE DARNEY signe à cette date.

Nous pensons qu'il faut l'identifier avec le chevalier qui prend le duc Mathieu II pour cautionner un emprunt au juif Turqueim, de Nancy (5).

1226, novembre. — AUBERT, sire DE DARNEY, promet à Mathieu II que, de la prochaine fête de Pâques en cinq ans, il ne reprendra d'aucun autre seigneur que de lui le château et l'alleu de Darney. Passé ce terme, il sera tenu d'observer les arrangements conclus entre lui et le duc ; car, s'il les enfreignait, ses vassaux, Regnier de Mandres,

(1) *Idem*, 153.

(2) Mention relevée sur un inventaire (du xvi<sup>e</sup> siècle) des archives du prieuré de Relanges (Arch. des Vosges, fonds de Relanges). Beaucoup de pièces, inventoriées alors, n'existent plus dans le fonds de Relanges.

(3) Cartul. de Bar, fol. 37 et 38.

(4) Le Mercier de Morière, *Catalogue des actes de Mathieu II*.

(5) Le Mercier de Morière, *op. cit.*

Jean de Verre et Guérin, son frère, Gérard de Ville et Pierre de Malécuelle passeraient à l'hommage du duc (1). *Malécuelle* ne serait-il pas la forme ancienne de *Brisécuelle*, cense de la commune de Claudon, dans les forêts de Dar-et le voisinage du prieuré de Droiteval, bâti par la maison de Darney ?

1227. — LEYARD DE DARNEY et sa femme, Wulla, donnent au prieuré de Droiteval, pour le repos d'Albert de Darney et d'Elvide, ses père et mère, la Blanche-Côte (2).

1227. — AUBERT DE DARNEY fait hommage, au duc Mathieu II, du château de Darney, et de Belrupt, de ses fiefs de Bonvillet, Nonville et Ambévillers, tant en son nom qu'en celui de ses enfants, issus de son mariage avec Gile, savoir Jean et Aubertin, et, à leur défaut, de ses autres enfants (3).

1227. — Aubert reprend son château du duc Mathieu et fait divers accords au sujet de Henry de Darney, son frère (4).

1228. — Aubert de Darney est témoin d'une donation faite en faveur de Bonfays (5).

1230. — Pour réparer ses torts envers le chapitre de Remiremont, Aubert lui concède, à perpétuité, une rente

(1) Trésor des chartes, Cart. de Bar, fol. 40. Il serait intéressant d'identifier ces seigneurs, pour avoir une idée de la puissance féodale du sire de Darney ; mais nous ne sommes pas en mesure de le faire.

Dans un acte sans date, Aubert, sire de Darney, autorise Girard de Ville, son homme, à engager à Mathieu ce que le sire Gérard tient de lui Aubert, à Martigny, pour dix livres de toullois, en garantie des obligations que le sire Gérard a vis-à-vis du duc (Cartulaire de Bar, fol. 233).

(2) *Doc. rosg.*, IV, 15, territoire de Claudon.

(3) Cartul. de Bar, 41, fol. 40. Quels autres enfants ? Si l'on accepte l'hypothèse de l'identification d'Aubert, époux d'Alix et de l'époux de Gile, la réponse est toute simple.

(4) Cartulaire de Bar, fol. 3.

(5) *Annales Premonstratenses*, I, p. 382. Cf. *Bulletin paroissial d'Adompt*.



annuelle de 60 sols qu'il tenait du duc Mathieu (droit de gîte), lequel autorise cette donation (1).

Quels étaient ces torts ?

1230, 12 décembre. — Sentence arbitrale de Thibaut, comte de Champagne, et de Philippe, comte de Boulogne, terminant les différends entre le comte de Bar et le duc de Lorraine.

Mathieu II devra remettre les choses en l'ancien état, et rendre à son oncle tout ce qui lui appartient dans le château d'Amance.

Henri de Bar gardera le fief de Neuville ; mais il devra renoncer à l'hommage d'Aubert de Darney, le tenir quitte de toutes les promesses qu'il l'a fait obligé de lui faire, et lui rendre les lettres qu'il en avait tirées (2).

1235. — Pour réparer ses torts envers le chapitre de Remiremont, Aubert lui abandonne son revenu sur Harol (3).

1238, 15 juillet. — Lettres par lesquelles Mathieu II se

(1) Archives des Vosges, G. 1670. Nous ne connaissons cet acte que par *l'Inventaire des archives du chapitre de Remiremont*, par M. Chevreux. Nous ne savons pas s'il fait double emploi avec celui de 1235.

(2) Le Mercier de Morière, *Catalogue des actes de Mathieu II*, n° 121. Réciproquement, le seigneur de Darney restituait au comte de Bar l'argent qu'il en avait reçu (Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 2<sup>e</sup> édit., III, p. 28).

(3) Arch. des Vosges, G. 1610. Cf. Obituaire de Remiremont : « XII calend. junii. *Abertus* (a) dominus de Darneyo, par lequel notre église ait ordonné pour son anniversaire, chascun an, un départ c et iii sols toulois. Item xv liv. ii sols à la Nativité de nostre Seigneur et x liv. et ii sols à Paques.

« Car quand il fit la paix à nostre église des torts faits, qui il li faisoit, ...ensi con Haro, de Vitel et Vallois, il regardait pour le salut de son âme, donnait et offriait à nostre église les tailles et rentes desdits Vitel et dessusdits. » (Collection de M. l'abbé Didier-Laurent, curé doyen de Monthureux-sur-Saône, qui possède la plus riche collection particulière de pièces manuscrites sur le célèbre chapitre.)

(a) *Abertus* : c'est le seul titre où nous trouvons cette orthographe. Le rédacteur de l'obituaire est du xvi<sup>e</sup> siècle ; mais il avait les anciens titres sous les yeux.

soumet au jugement du Primicier de Metz, son frère, — et, s'il refuse, à celui qui sera choisi par le chapitre de Remiremont, — pour fixer la satisfaction qu'il doit pour les torts par lui causés à ladite église (1).

1242, janvier. — Aubert, sire de Darney, déclare tenir ligement de Mathieu II le château et la ville de Darney, Belrupt, Bonvillet, Nonville, Ambléville (*Ambiéville*) et toutes les dépendances. Il aidera Mathieu contre tous du château de Darney; mais ni lui, ni sa *masnie*, ne doivent être *désatairis*.

Le duc, de son côté, doit respecter les franchises des fiefs susdits.

Aubert promet que ses fils, issus de son mariage avec Gile, à savoir Jean et Aubertin, et à leur défaut ses autres enfants, tiendront après lui ces engagements (2).

1242. — Hugue, chevalier, seigneur de *Hermouilles*, donne, à perpétuité, au prieuré de Relanges, tout ce qu'il possède et peut posséder à « Vivirs, près Provenchères », en hommes, terres, prés, eaux et forêts, « in banno et omni usu », donation faite avec l'assentiment de tous ses héritiers, savoir son fils Riner, sa fille Amelyde, ainsi que de sa femme Houdiart, communément appelée Perrete. En témoignage de quoi *Dominus meus, vir illustris Matheus, duc Lotharingia et marchio*, y apposa son sceau (3).

1248. — Humbert (4), seigneur de Darney, atteste que

(1) Cartulaire de Remiremont, par Villemin (Archives des Vosges, I, 243).

Parmi les témoins, nous relevons d'abord les noms de *A. dominus de Darneo, dominus Vich. de Passavant*.

Mathieu II avait dû s'y reprendre à quatre fois pour réparer entièrement les torts causés par lui à Remiremont (en 1223, 1223, 1232 et 1236). Le sire de Darney, le fidèle compagnon du duc Mathieu, dut l'imiter dans la guerre et dans la paix.

(2) Cart. de Bar, fol. 40 et 41.

(3) Arch. des Vosges, H., carton 100. Original sur parchemin.

(4) *Humbert pour Aubert*, évidemment.

Geoffroy de Belrupt, dit *Vomicellus*, donne au prieuré de Relanges tout ce qu'il possède à Viviers-le-Gras (1).

1248. — Nos, Aubertus, dominus Darney, notum facimus quod in presentia nostra Joffridus Vomicellus, dominus de Bellorivo, dedit ecclesie de Relengis in perpetuam eleemosynam illud carrerium tre quod habebat apud Viveyum in omni usu... (2).

1252. — Aubert de Darney confirme la donation faite par Willerme et Gérard II de Belrupt à l'abbaye de Bonfays (3).

1253, 22 septembre. — La duchesse de Lorraine Cathérine et son fils Ferri III reçoivent à perpétuité sous leur garde les habitants de Toul, moyennant une rente de cent livres.

Pour sûreté de cette convention, ils assignent comme garants Albert de Darney, les sires de Passavant et d'autres (4).

1254. — Aubers donne au prieuré de Relanges un quart d'écu annuel, à prendre sur les revenus de Nonville (5).

(1) Arch. des Vosges, Fonds de Relanges. Ce Geoffroy, damoiseau de Belrupt, complète la donation de Hugues, seigneur d'Hermogüiles, qui, en 1242, avait donné à perpétuité (*in banno et omni usu*) pour lui, Ameline sa fille, son fils René et Houdiart, sa femme, tout ce qu'il possédait à Viviers-le-Gras (*Id., ibid.*).

Le duc Mathieu II confirme cette donation.

Ainsi se reforme, au profit du prieuré de Relanges, la seigneurie de Viviers, jadis fief de la Maison de Darney.

(2) Arch. des Vosges, H., carton 100. Original en parchemin.

(3) Cartulaire de Bonfays. En 1334, Poinars dit Castenaiz, sire de Pierrefite, et dame Alix, sa femme, approuvèrent de nouveau cette donation de « Willerme et Girais de Bêru, leurs ancêtres, fils de monseigneur Aubry de Bêruz » (Cart. de Bonfays).

Il est également question de Girard de Belrupt dans la donation d'Albert de Darney à l'abbaye de Morimond (*Hist. de Morimond*, par Dubois, 116).

(4) Calmet, *Hist. de Lorr.*, II, 473 et 474 ; Digot, *Hist. de Lorr.*, II, 77.

(5) Arch. des Vosges. Fonds de Relanges. Cette donation sera confirmée par Aubry de Darney en 1265 (Arch. des Vosges, fonds de Relanges).

1234 ou 1235. — Aubers, Gile sa femme, Jehan et Antonin leurs fils, donnent au prieuré de Droiteval le droit de paisson et de pâture (1).

1235. — Le sire de Darney est vassal du duc de Bourgogne pour le château de Monthureux-sur-Saône (2).

Comment était-il devenu possesseur du château de Monthureux ? Nous n'avons pu le découvrir. Ce que nous savons, c'est qu'il ne devait pas l'être bien longtemps : en 1293, Othon, comte de Bourgogne, notifiera à Villaume et à Jean de Monthureux-sur-Saône (3) qu'il a cédé ce fief au duc Ferry de Lorraine, et qu'ils aient à lui rendre hommage (4).

C'était toujours une maille de plus dans le réseau des places fortes de la frontière (5).

1256. — Aubert de Darney fait, avec le chapitre de Remiremont, une transaction dont la donation de 1213 est l'objet (6).

1256, avril. — Lettres par lesquelles Guillaume, sire de Deuilly, déclare remettre, du consentement de sa femme Alix, et de Joffroy, son fils aîné, ez mains de Thiébaut,

(1) *Doc. vosg.*, IV, 17. Voir, en 1294 et années suivantes, les actes qui concernent ce droit de paisson, et le transfert accompli par Jean de Calabre. (*Id.*, *ibid.*, 18.)

(2) Gollut, *Hist. des Bourguignons de Franche-Comté*, 603. — Dufourny, t. II, p. 263.

(3) Trésor des chartes de Lorraine, layette Monthureux.

(4) En 1321, Guillaume de Monthureux-sur-Saône engage à Maheu de Lorraine 40 livres annuelles sur les tailles de Nonville et Belmont, seigneurie d'abord partagée entre les sires de Darney et Monthureux, mais dont la première part avait fait l'objet d'une fondation au prieuré de Relanges.

En 1255, nous relevons aussi, mais dans l'Inventaire des Archives de Relanges cité plus haut, la donation au prieuré dudit Relanges, par le sire de Monthureux-sur-Saône, du moulin de Contrexéville. (Fonds de Relanges.)

On sent à chaque pas des liens qui unissent les Maisons de Darney et de Monthureux-sur-Saône ; mais ce ne sont que des inductions : le document décisif nous échappe.

(5) Gollut, *op. cit.*, p. 603. Cf. Dufourny, II, 263.

(6) *Inventaire sommaire des Archives des Vosges*, G, 1714.

comte de Bar, et à ses hoirs, les fiefs de Vaudoncourt, Bulgnéville, Sauville et Médouville, qu'il tenait dudit comte, et qu'Aubert, sire de Darney tenait de lui (1).

1256. — Lettres par lesquelles le prieur de Relanges déclare que, — comme son église tenait d'ancienneté de celle de Remiremont, la moitié des terres, prés, bois, rivières, pâturages situés à Boverous, moyennant un cens annuel de 3 sols toullois (2), contre Aubert et Bertrand de Darney, Hugues de Saint-Baslemont (à cause de sa femme Halvide de Darney), Humbert de Contrexéville (à cause de Ydette (3), dite Blanche, sa femme), pour l'autre moitié, chargée pareillement d'un cens de 3 sous toullois pour le luminaire de Remiremont, — ceux-ci lui ont donné cette moitié qui leur appartenait, à charge par lui d'obtenir le consentement du chapitre ; en conséquence, il s'est rendu en personne à Remiremont, pour reprendre de dame Thomasse, trésorière, ces biens que les seigneurs de Darney lui avaient donnés, moyennant un cens annuel de 10 sols toullois pour le tout (4).

1256. — Déclaration de dame Thomasse, trésorière (secrète) de l'abbaye de Remiremont, donnant son consentement à la libéralité ci-dessus, moyennant un cens de 10 sols toullois pour le tout (5).

(A suivre.)

L'abbé Ch. PIERFITTE.

(1) Trésor des chartes de Lorr., Vaudémont, n° 1 ; Cf. *Doc. vosg.*, VII, 23.

(2) Nous avons vu comment cette moitié avait été donnée à l'église de Remiremont par Ermenbertus et Vulferus de Relanges. La contre partie faisant l'objet de la donation des héritiers d'Aubert de Darney, confirme nos conjectures sur Ermenbertus et Vulferus ; la communauté du patrimoine indique l'unité d'origine.

(3) Ydette, ou Idette, était fille de Bertrand de Darney. Bertrand de Darney et Halvide, collatéraux de Aubert de Darney, sont probablement issus de Henry de Darney.

On remarquera ce nom de Hadvide, Hawide ou Hawdis, qui tend à devenir commun dans la famille de Darney.

(4) Arch. des Vosges, G. 1310.

(5) Copie authentique, collection Didier-Laurent.

UNE INSCRIPTION A LONGWY

A l'ouest de la ville-basse de Longwy (1), et non loin des dernières maisons, se trouve l'ancien couvent, aujourd'hui propriété particulière, des chanoinesses régulières de la Congrégation de Notre-Dame. Ce monastère, fondé en 1628, par Pierre de Lamouilly, receveur de Longwy, était primitivement établi dans les dépendances du Château, situé au centre de l'ancienne ville. Lors de la destruction de la forteresse, vers 1682, il fut transféré près de la ville-basse, où existait une maison avec chapelle, connue sous le titre de N.-D. de la Miséricorde (2).

Après le départ des religieuses chassées par la Révolution, les bâtiments conventuels subirent de nombreuses modifications, et la chapelle fut détruite. C'est dire que peu des anciens souvenirs sont là pour nous parler du passé.

On remarque, encastré dans le mur, au-dessus d'une porte, un bas-relief en pierre, représentant un anachorète, agenouillé, en prière, et, près de lui, un personnage grimaçant. Ne serait-ce pas la tentation de saint Antoine ?

On lit aussi, encastrée dans la muraille d'un bâtiment, une inscription chronogrammatique, encadrée par une moulure formant carré (environ 0<sup>m</sup>40 sur 0<sup>m</sup>35). Les caractères sont gravés en minuscules pour le texte, et en majuscules pour les lettres ayant une valeur numérique :

soLVs nos ple  
ConsoLatVr DeVs  
et ab oMnIbVs erIplt  
trIbVLatIonIbVs.

Traduction : Seul, Dieu nous console avec miséricorde et nous protège contre toute adversité.

(1) Chef-lieu de canton, arr. de Briey, Meurthe-et-Moselle.

(2) Cf. Jean Mussey, *Hist. de Longwy et de la famille de Mussey*, Nancy, Le Chevallier, 1898, p. 68 et 69.

La totalité des lettres, qui, dans ce genre épigraphique, jouent le rôle de chiffres romains, forme le millésime 1787.

Alors, le couvent des religieuses de la Congrégation de Notre-Dame était en prospérité : il comptait, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, 19 professes et 6 sœurs converses (1).

Peu d'années auparavant, la chapelle du monastère s'était enrichie de précieuses particules provenant des reliques des saints Augustin, Donat et Quirin, reconnues authentiquement, le 4 janvier 1774, par Nicolas de Hontheim, évêque de Myriophite, suffragant de Trèves.

Il était naturel que les Dames de la Congrégation eussent une dévotion particulière envers le grand docteur d'Hippone, dont elles suivaient la règle.

A la date marquée par ce chronogramme, comme tous les pieux établissements de ce genre, le monastère de Longwy était, hélas ! à la veille de sa ruine. Les « moniales » devaient bientôt, et, plus que jamais, éprouver le besoin de recourir à « la consolation divine, efficace contre toute tribulation ».

J. NICOLAS.

---

## NÉCROLOGIE

---

CHARLES COURNAULT (1813-1904)

C'est toujours avec de vifs regrets que la Société d'Archéologie lorraine voit disparaître l'un de ses membres ; mais les regrets sont plus grands encore, quand celui que la mort a frappé, lui a donné pendant de longues années des preuves de dévouement et de sincère attachement.

Charles Cournault naquit le 9 novembre 1813 à Langres, où son père était alors officier du génie. Après avoir ter-

(1) Viville. *Dict. de la Moselle*.

miné ses études, ses goûts artistiques le poussèrent vers la peinture, et il entra successivement dans les ateliers de Paul Delacroix et de Charlet. Il se mit ensuite à voyager et fit plusieurs séjours en Italie et en Algérie. L'art oriental eut pour lui un attrait tout particulier; aussi, lorsqu'il vint se fixer à Malzéville, où il s'était marié en 1852, se fit-il construire une habitation de style mauresque, dans laquelle il réunit des antiquités, des tableaux, de nombreux objets d'art et une importante bibliothèque.

Le 8 novembre 1858, Charles Cournault entra à la Société d'Archéologie lorraine; l'année suivante, il était nommé membre correspondant du Musée lorrain, et, lorsqu'en 1861 l'extension rapide des collections nécessita la création d'un Conservateur en titre, ce poste de confiance lui fut donné à l'unanimité.

Dix ans plus tard, il eut le profond chagrin de voir un terrible incendie anéantir en quelques heures la plupart des œuvres d'art si péniblement rassemblées pendant plus de vingt années dans l'ancien Palais ducal. Quand celui-ci se fut relevé de ses ruines, Charles Cournault, aidé de quelques confrères dévoués, réussit à reconstituer, en quelques années, le Musée historique lorrain.

Elu vice-président de la Société d'Archéologie en 1884, il en occupa les fonctions jusqu'à la mort de Henri Lepage (1), auquel il succéda pendant quelques mois à la Présidence.

Dessinateur habile, Charles Cournault fut chargé en 1875 et en 1880 de missions en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Il avait rapporté, des différents pays qu'il avait visités, un nombre considérable de dessins d'objets antiques conservés soit dans les musées, soit dans les collections particulières. Déjà le 30 avril 1862, il avait remis au Musée de Saint-Germain deux gros volumes de dessins,

(1) 29 décembre 1887.



admirablement rehaussés de couleurs à l'aquarelle, et, le 19 avril 1879, il déposait au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, huit autres volumes, comprenant 1077 feuilles de dessins d'archéologie.

Le gouvernement, voulant récompenser à la fois l'artiste et l'archéologue, le nomma en 1874, chevalier de la Légion d'honneur et, en 1879, officier de l'Instruction publique.

Son âge et sa santé le déterminèrent à prendre, dès 1890, une retraite, trop prématurée au gré de ses confrères ; mais, afin de lui témoigner sa gratitude pour ses longs et dévoués services, la Société d'Archéologie lorraine lui conféra le titre de Conservateur honoraire.

Si Charles Cournault n'assistait plus que très rarement à nos séances, il ne se désintéressait pas néanmoins de nos travaux, qu'il lisait toujours avec plaisir dans les publications de la Société, et dont il aimait à s'entretenir avec ses amis.

Le 28 janvier, après une courte maladie et après avoir reçu les secours de la religion, il s'éteignit doucement entouré de tous les siens. Le 30, une foule de parents et d'amis accompagnait son cercueil au cimetière de Malzéville, où, selon sa volonté expresse, aucun discours ne fut prononcé.

Esprit fin, causeur charmant, érudit modeste, artiste de talent, Charles Cournault laissera le souvenir d'un homme droit, d'un chrétien convaincu, d'un excellent confrère et ami.

LÉOPOLD QUINTARD.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE



**CHARLES COURNAULT**

1813-1904



**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 3. — MARS 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 12 février 1904.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

Le Président donne lecture d'une lettre circulaire du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative au Congrès international archéologique qui se réunira à Athènes en 1905.

Le volume des *Mémoires* pour 1903 est déposé sur le bureau.

Sur le désir d'un certain nombre de nos confrères, l'échange des publications ayant été proposé à la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, la demande a été favorablement accueillie. Il est décidé que l'échange sera également proposé à la Société historique et archéologique du Périgord et à la Société préhistorique de France.

### Nécrologie.

Le Président fait part du décès de **M. Charles Cournault**, conservateur honoraire du Musée historique lorrain, et de **M. Pérot**, ancien intendant militaire.

### Distinction honorifique.

**M. Pierre Boyé** a été nommé Chevalier du Mérite agricole.

### Admission.

**M. le docteur Regnier** est admis comme membre titulaire.

### Présentations.

Sont présentés en la même qualité : **M. L. Davillé**, à Briey, par MM. de Crevoizier d'Hurbache, Léopold Quintard et Léon Germain ; **M. J. Plauche-Gillon**, avocat à la Cour d'appel, 26, rue de Babylone, à Paris, par MM. Charles Guyot, Albert Collignon et Léopold Quintard ; **M. Abel Cournault**, 4, rue de Boudonville, par MM. Léopold Quintard, Charles Guyot et Lucien Wiener ; **M. l'abbé Eugène Mougel**, curé de Domèvre-sur-Durbion (Vosges), par MM. l'abbé Pierfitte, l'abbé Didier-Laurent et Léon Germain ; **M. l'abbé Modeste Baudoin**, curé d'Igney (Vosges), par les mêmes ; **M. l'abbé Théophile Poirot**, curé de Ramonchamp (Vosges), par les mêmes ; **M. l'abbé Soyer**, curé d'Avioth (Meuse), par MM. l'abbé Aimond, l'abbé Nicolas et Léon Germain.

### Ouvrages offerts à la Société.

*La Roche du Trupt*, par MM. J. Frælich et P. Perdrizet ; Nancy, Berger-Levrault, 1904, in-8° de 13 pages, avec deux gravures et une planche.

*Neue Versuche über den Zweck des Briquetage*, par M. H. Grosse. (Extrait.)

*Le Coq du clocher. Essai d'archéologie et de symbolisme*, par l'abbé Eug. Martin ; Berger-Levrault, 1904, in-8° de 42 p.

*Rational et surhuméral*, par le même ; Société de Saint-Augustin, 1904, in-4°, de 19 p., figures.

*Excursion épigraphique. Colombey-les-Belles*, par M. Th. Pernot ; Nancy, Crépin-Leblond, 1903, in-8° de 24 p.

#### Lectures.

M. H. Lefebvre donne lecture de son travail sur *Henri de Bar, gouverneur de Bourgogne* (addition aux *Sires de Pierrefort*) ; ce travail est destiné au *Bulletin*.

Le comte J. Beaupré communique des *Observations sur un instrument généralement désigné sous le nom d'épingle*.

M. N. Haillant donne lecture de son mémoire sur *Les formes originales des noms de lieu vosgiens et leurs formes officielles*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires* et désigne pour former la commission de révision : MM. Léon Germain, Pierre Boyé et Charles Sadoul.

---

### MÉMOIRES

---

#### ADDITION AUX « SIRES DE PIERREFORT DE LA MAISON DE BAR » (1) : HENRY DE BAR, GOUVERNEUR DE BOURGOGNE.

Il existe, dans notre étude sur les sires de Pierrefort, une lacune dont nous nous rendions bien compte, mais que le manque de documents et le silence des chroniques ne nous permettaient pas de combler. Nous voulons parler du rôle joué par Henry de Bar au service des rois de France, Jean le Bon et Charles V. Nous savions bien et nous avons raconté qu'Henry de Bar, familier de ces princes et honoré

(1) *Mémoires Soc. d'archéol. lorr.*, 1903, et tirage à part, Nancy, Crépin-Leblond.

de leur confiance, avait exercé les fonctions de gouverneur de Châlons-sur-Marne et pays environnant, au plus fort de l'invasion anglaise (1359-1360). Nous avons rapporté quelques faits d'armes auxquels il avait pris part. Nous l'avons vu à Vincennes, à la cour du roi Charles où, par un coup d'audace inouï, Yolande de Flandre avait pu s'emparer de sa personne, etc. Mais tout cela ne suffisait pas à remplir la longue absence d'Henry en dehors de ses domaines, et nous pressentions que tout un côté de la vie de ce prince nous échappait presque entièrement.

Depuis la publication de notre étude, quelques recherches complémentaires nous ont aidé à soulever un coin du voile, et, bien qu'ici encore nous n'ayons à apporter à la question qu'un insuffisant appoint, il importe à l'histoire de la Maison de Bar de faire connaître les renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet.

On se rappelle que les Pierrefort avaient hérité, de Jeanne de Toucy, femme du comte de Bar Thibaut II, leur auteur, de vastes domaines en Bourgogne, dans cette partie de l'Auxerrois appelée « la Puisaye ». Cette circonstance et leur alliance avec la Maison de Vergy, l'une des plus puissantes du duché, désignaient assez naturellement Henry de Bar au choix du roi de France, pour remplir en ce pays d'importantes fonctions ; et, en effet, lorsqu'au chapitre III nous avons constaté la présence d'Henry de Bar aux Etats de Bourgogne convoqués à Beaune par le roi Jean, en janvier 1362 (n. st.), c'est qu'il était allé, en qualité de gouverneur de Bourgogne, présider ces solennelles assises.

A la mort de Philippe de Rouvres, dernier duc de la première maison de Bourgogne, arrivée le 21 novembre 1361, le duché se trouvant par succession acquis à la Couronne (1), Henry de Bar en fut nommé gouverneur pour le

(1) Le roi Jean était par sa mère, Jeanne de Bourgogne, sœur d'Eudes IV, le plus proche héritier du feu duc.

Roi par lettres patentes du mois de janvier suivant (1362) (1). Il exerça ces hautes fonctions jusqu'en mai 1363 (2), époque à laquelle le gouvernement de la Bourgogne fut dévolu à Philippe le Hardi, 4<sup>e</sup> fils du Roi Jean, lequel devait, après la mort du roi, recevoir définitivement l'investiture du duché (2 juin 1364).

Henry de Bar reçut, paraît-il, alors le gouvernement du Lyonnais (3).

Là s'arrêtent nos renseignements ; nous donnons seulement ci-dessous quelques mentions, trop rares malheureusement, sur la courte administration du sire de Pierrefort durant son gouvernement :

Du 14 mai 1362, lettres du Roi au gouverneur de Bourgogne, Henry de Bar, pour l'imposition de 12 deniers par livre pour payer le reste de sa rançon (4).

Jean de Mailly, capitaine du château de Brazey (5), séjourne en ce château avec 10 gentilhommes, du 11 juin au 25 juillet 1362, par ordre d'Henry de Bar, gouverneur de Bourgogne (6).

Du 20 janvier 1362 (1363 n. st.), lettres d'Henry de Bar, sire de Pierrefort, gouverneur du duché pour le Roi, accordant aux habitants de Nuits (7) la permission de fortifier leur ville (8).

Nous relevons dans l'*Inventaire sommaire* des archives de la Côte-d'Or, sous la cote B, 11,260, la mention d'un arbitrage prononcé par Henry de Bar, gouverneur de Bour-

(1) Arch. de la Côte-d'Or. Compte de Dimanche Vitel, recueil de Peincedé, B, 11,994 et seq.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Arch. Côte-d'Or. B, 11,924.

(5) Brazey-en-Plaine, Côte-d'Or, arr. de Beaune, canton de Saint-Jean-de-Losne.

(6) Arch. Côte-d'Or. Compte de Guillemin de Chine, rec. Peincedé.

(7) Côte-d'Or, arr. de Beaune, ch.-l. de canton.

(8) Arch. Côte-d'Or, rec. Peincedé.



gogne, et Hugues Aubryot, bailli de Dijon, entre Guiard de Pontaillier, chevalier, et Guy de Pontaillier.

Henry de Bar possédait un hôtel à Beaune où il descendait, vraisemblablement, lorsqu'il allait assister aux Etats. Il le vend en 1363 à Philibert Paillard, chancelier de Bourgogne, avec les moulins de la Tour, moyennant 1,000 florins.

Une quittance délivrée par Henry de Bar, durant son gouvernement, porte son sceau présentant les armes de Bar à la bordure.

H. LEFEBVRE.

---

#### DES ANCIENNES MURAILLES D'AMANCE

Amance était au moyen âge l'une des plus fortes places de la Lorraine. Aujourd'hui, ses remparts sont détruits ; leurs fondations, qui subsistent certainement encore, sont recouvertes par les maisons du village, et il serait difficile d'en donner une restitution, comme un de nos confrères l'a fait ici même l'an dernier et très heureusement pour l'autre grande forteresse lorraine, celle de Prény. A défaut de ruines, trouve-t-on au moins des vues ou des plans qui reproduisent l'aspect ancien des murailles ? Il n'y a rien ni à la Bibliothèque municipale de Nancy, ni dans les collections de la Société d'Archéologie lorraine. Aux Archives départementales est classé sous la cote B. 11,172 un « plan figuratif de la monticule (*sic*) où étoit bâti l'ancien château domanial d'Amance, levé et dressé par l'inspecteur général des bâtimens et usines des domaines du roi », pour l'acensement en 1776 de cet emplacement à André Chappé, avocat à la Cour Souveraine à Nancy. Sur ce plan, d'assez grandes dimensions, est marqué par un pointillé le tracé des murailles et des tours, et il est bon de s'y reporter.

Dans les archives communales d'Amance, liasse FF. 2,

est un autre document plus curieux : c'est une carte dressée en 1763 au cours d'un procès entre les communautés d'Amance et de Laitre, pour la possession d'une prairie dite « dessous le Jard », et située entre ces deux villages ; devant être produite en justice, elle est sur papier timbré aux armes de Stanislas, de 0,56 de haut sur 0,78 de large ; elle porte en marge la mention suivante : « la présente carthe a été affirmée sincère et véritable par Sébastien Michel, architecte à Nancy, entre les mains de nous, écuyer, conseiller au bailliage royal de Nancy..., ce jour 7 avril 1763, au lieu d'Amance », mention suivie des signatures de l'architecte dessinateur, du syndic, du maire et de quelques notables d'Amance. Au sommet de cette carte, une partie du village d'Amance est dessinée d'une manière un peu fruste ; mais que nous avons tout lieu de croire exacte, puisque le document est certifié par des gens du pays. C'est cette portion de la carte que nous reproduisons ci-contre d'après un calque fait avec un grand soin sur l'original par M. l'instituteur d'Amance. A gauche est l'église paroissiale : on remarquera que la tour s'élève derrière le chœur ; la tour actuelle bâtie au-dessus du portail n'a été commencée qu'en 1774 (voir les *Mémoires* de 1899, p. 192). La maison isolée au bas est cette maison du Jard, dont les prés mettaient aux prises les deux communautés. A gauche, se montrent des tours et une courtine assez bien conservées ; vers le centre, des maisons, dont une paraît être une chapelle, puis, près de l'église, un pan de mur à moitié ruiné. Toute la partie d'Amance, ainsi représentée, est celle qui domine Laitre et le principal escarpement du mont. Si partielle et si gauche que soit l'œuvre de l'architecte Michel, nous pensons qu'elle ne sera pas inutile à ceux qui voudraient un jour faire une histoire complète d'Amance, cette forteresse si ancienne et si importante de notre pays.

E. DUVERNOY.

UNE ÉPITAPHE DE L'ÉGLISE DE VILLEFRANCHE, 1624.

Il existe encore dans l'église de Villefranche (1) une pierre tombale, que je crois être celle du gouverneur Christophe de Gorgias, mort en 1585. Notre excellent confrère M. le curé J. Nicolas est parvenu à lire une bonne partie de l'építaphe, très curieuse, mais fort détériorée ; je la publierai lorsque certaines vérifications auront pu être faites.

Dans la même église se trouvait une autre építaphe, aujourd'hui disparue et dont je possède deux copies : l'une, que j'appellerai la copie A, m'a été envoyée, il y a longtemps, par M. Beauzée-Pinsart, de Stenay ; elle fut faite soigneusement, ligne pour ligne ; cependant la date est incomplète du dernier chiffre, et quelques défauts y paraissent évidents, d'autres probables. La seconde, que je distinguerai par la lettre B, est une transcription courante et de seconde main, que j'ai reçue, il y a bien des années aussi, de feu M. L. Maxe-Werly.

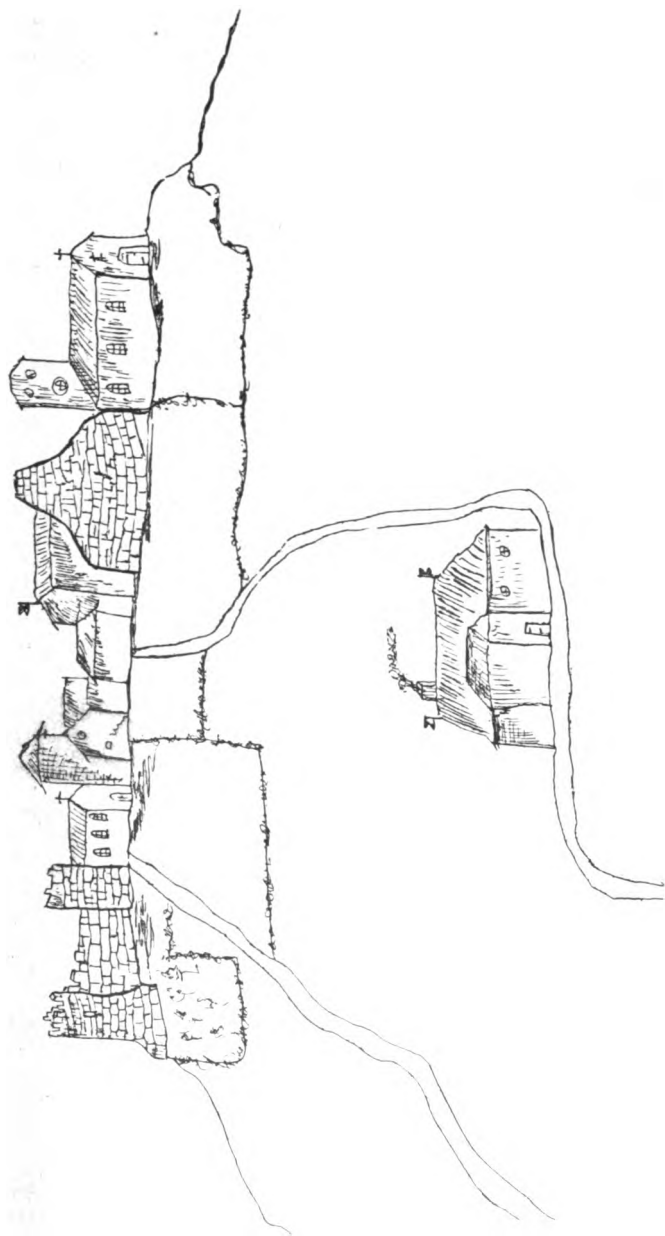
Il y a une troisième leçon que j'ai connue postérieurement à la rédaction de ce petit article ; elle a été publiée, incidemment et dans un journal très local, par feu notre confrère Arthur Benoit (2), « telle, dit-il trop vaguement, que la donne Oudet en 1842 ». J'en noterai les variantes sous la lettre C. — Elle est transcrite à longues lignes, en petits caractères.

Voici cette építaphe d'après les leçons qui me paraissent les meilleures ou du moins les plus fidèles. J'indiquerai en note les variantes notables (3) :

(1) Commune de Saulmory, canton de Dun, arr. Montmédy, Meuse.

(2) *La place forte de Villefranche pendant les guerres de la Ligue (1587-1600)*, dans le *Journal de Montmédy*, sept numéros, à partir du 29 octobre 1897 ; l'építaphe se lit dans le dernier. L'article n'est signé que des initiales du nom de l'auteur.

(3) Les deux copies sont faites en écriture courante ; je crois convenable de reproduire cette építaphe en caractères majuscules, mais j'ai laissé les *u* sans les remplacer par des *v*.



VUE D'AMANCE EN 1763



CI DEVANT GIST LE CORPS DE DEFUNT (1) NOBLE HOMME PIERRE DE PORT EN SON | VIVANT LIEUTENANT (2) DE LA COMPAGNIE (3) DE M<sup>re</sup> LE GOUVERNEUR DE | VILLEFRANCHE OU IL TREPASSA LE 7 SEPTEMBRE (4) APRES Y (5) AVOIR | FIDEL (6) ET GENEREUSEME (7) EXERCE LA DITE CHARGE (8) L'ESPACE (9) DE 29 ANS | PENDANT LES GUERRES ETRANGERES (10) ET AUTRES TROUBLES DE CE (11) ROYAUME | TANT DANS (12) LA GARNISON QU'AU DEHORS D'ICELLE (13) POUR LA DEVENCEME (14) | DU SERVICE DU ROY TRES CHRETIEN (15) DONT LUI RESTOINT (16) | PLUSIEURS MARQUES ET MORTELLE BLESSURE (17) POUR VRAI (18) TEMOIGNAGE (19) | DE SA PERSEVERENCE (20) ET INCORRUPTIBLE AFFECTION JUSQUE | AU TOMBEAU (21). PRIEZ DIEU POUR LUI (22).

1624 (23).

(1) La copie A porte : *defun*. C omet la préposition *de*.

(2) La copie A unit *Port* et *en* (*Porten*) ; la copie B donne, d'une manière évidemment erronée : « Pierre Deporteen, lieutenant » ; elle met : *en son virant* avant *noble*. C écrit : *Deporte en*.

(3) A : *de la compagni*. — B met *en* au lieu de *de*.

(4) B et C mettent ici la date 1624.

(5) B passe *y*.

(6) B met *fidelement*, qui est bien dans le sens ; mais peut-être y aurait-il une élision volontaire, à cause de *généreusement* qui suit. — C écrit : « *fidellem*. ».

(7) C : *généreusem*. — B : *généreusement*.

(8) A porte *charche*, leçon qui me paraît sinon inadmissible, du moins peu probable.

(9) Au lieu de *l'espace*, A porte : *espaces*.

(10) Au lieu de *les guerres etrangeres*, A porte cette leçon inadmissible : *lesquels, étrangé*.

(11) Au lieu de *de ce*, B porte : *du*. — A écrit *trouble*, sans s.

(12) Au lieu de *dans le*, B porte : *en*.

(13) A : *que dehors icelle*. — C : *que hors y celles*.

(14) Telle est la leçon de A, évidemment défectueuse ; mais celle de B ne me satisfait pas absolument : *pour la défense* ; peut-être le sens est-il *l'avancement*, c'est-à-dire : les progrès. — C écrit : « *l'avencem* ».

(15) Les lettres H R ont un jambage commun. — C : *chrestien*.

(16) B : *dont il lui restait*. — C : *dont lui restaient*

(17) C : *mortelles blessures*.

Cette épitaphe, me disait M. Beauzée-Pinsart, était gravée sur une plaque de marbre (0<sup>m</sup>70 de haut sur 0<sup>m</sup>60 de large), encastrée dans le mur, sous le porche de l'église de Villefranche. Au bas se trouvaient les armoiries, dont mon obligé correspondant a fait un croquis. L'écu offre une tour ; il est placé sur un cartouche et surmonté d'un armet grillé, de profil, garni de lambrequins.

Le nom du défunt semblerait être, d'après les copies B et C, *Deporte* et, d'après la copie A, *de Port*, forme qui, avant que je connusse l'article d'A. Benoit, me paraissait la plus probable ; ce dernier nom se rencontre assez fréquemment en Lorraine, et je possède plusieurs fiches concernant des personnages qui l'ont porté ; mais je n'en vois pas qui soient relatives à cet officier, et l'on doit croire qu'il appartenait plutôt à une famille française (1).

Mais, d'après A. Benoit, la forme *Deporte* serait la vraie : « Le lieutenant Deporte, dit-il, vint à Villefranche vers 1596, lors de la remise de la place (au roi) par le duc de Lorraine, par suite du traité de paix ; mais il dut avant (2)

(18) *Pour vrai* : telle est la leçon de C ; A omet *pour* ; B porte : *pour rendre*.

(19) C : *tesmoignage*.

(20) B : *perseverance*.

(21) B : *jusques avant de descendre au tombeau*.

(22) Au lieu de *lui*, B et C portent : *son âme*.

(23) Ainsi que je l'ai marqué, A ne donne pas le dernier chiffre, qui, me disait Beauzée-Pinsart, était martelé ; B et C, comme on l'a vu, placent ailleurs la date : 1624.

(1) Cela n'est pas tout à fait d'accord avec ce que A. Benoit a écrit d'après Oudet : « Un souvenir de ces luttes intestines..., disait-il, se trouve encore dans l'église Sainte-Marie-Madeleine de Villefranche ; c'est une pierre tombale dont les lettres sur le marbre noir étaient jadis dorées ». Evidemment l'expression *pierre tombale*, qui indiquerait une dalle placée dans le pavé, est inexacte. De telles tombes, dans notre pays, n'étaient guère en marbre et l'on n'y mettait pas des inscriptions en lettres d'or, qui eussent été trop rapidement usées par les passants.

(2) Auparavant.

assister à tous les faits de guerre qui se passèrent dans la contrée. »

Espérant que le monument était conservé, j'avais prié notre confrère M. J. Nicolas de vérifier sur place le texte de l'épithaphe. « Hélas ! a-t-il eu l'obligeance de me répondre, cette pierre tumulaire a disparu lors de la construction de la nouvelle église... Il n'y reste plus d'autre dalle funéraire que celle, mutilée, du Gouverneur ».

L GERMAIN.

---

LE PRIEURÉ DE LA COLOMBE, PRÈS DE LONGWY.

Il y a six ans (1898), M. Veulin avait fait, au Congrès des Sociétés savantes, une curieuse lecture sur la translation du prieuré de la Colombe, situé près de Longwy (1), en l'abbaye de l'Estrée, Normandie. J'en ai reproduit l'analyse dans les *Annales de l'Est* (1900, p. 138). L'année suivante, le même historien a donné au Congrès un travail complémentaire, dont l'analyse, également empruntée au *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques* (1899, p. 146 : séance du 7 avril), est intéressante à conserver ici. Voici cette analyse :

« M. VEULIN... raconte, dans un mémoire intitulé *Deux abbesses pour une abbaye*, les tribulations qu'eurent à éprouver les religieuses cisterciennes du prieuré de la Colombe, établi en 1633, près Longwy, au diocèse de Langres (2) : destruction de leur prieuré par la construction des fortifications de Longwy (vers 1680) ; incendie de la maison où elles s'étaient réfugiées à Rodonges (3) ; translation labo-

(1) Prieuré de moniales cisterciennes. — Cf. *Histoire de Longwy et de la famille bourgeoise de Mussey jusqu'en 1706*, par Jean Mussey, curé de Longwy. Nouvelle édition, avec notes et index alphabétique, par H. de Dartein ; Nancy, 1898, p. 7, note 2.

(2) Il faut lire : au diocèse de Trèves.

(3) Au lieu de *Rodonges*, il faut sans doute lire : *Rodange*, village situé près de Longwy, dans le Grand-Duché de Luxembourg.



rieuse (vers 1692) en l'abbaye de l'Estrée, en Normandie ; vexations et tracasseries de toutes sortes suscitées par les sœurs des missions étrangères auxquelles avait été confiée l'administration des revenus de ladite abbaye ; expulsion par des moines voisins ; réintégration suivie de procès nombreux que les religieuses eurent à soutenir et dont le plus intéressant fait l'objet du mémoire précité. En 1733, furent nommées simultanément abbesses de la Colombe deux religieuses d'origine noble : 1<sup>o</sup> Olympe de Maulde de Colemberg ; 2<sup>o</sup> Françoise de Guenet. Un procès, qui se termina en 1735, donna gain de cause à la première occupante ».

L. G.

---

LES SIRES DE DARNEY (*suite et fin*).

L'année suivante, 1257, en la fête de saint Romaric (9 déc.), Agnès de Salm, abbesse de Remiremont, approuvait la cession (1).

1259. — Aubert (ou Aubry, *Albricus*) donne pour toujours au prieuré de Relanges ce qu'il possède à Dommartin.

(1) Cette donation sera confirmée en 1265 par Ferry de Lorraine, en 1271 par Girard de Fontenoi, seigneur de Pulligny.

Les ducs de Lorraine se sont toujours intéressés au prieuré de Relanges : Mathieu I<sup>er</sup>, quand il fit le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle, se détourna pour visiter l'abbaye de Cluny, où il laissa en partant une charte datée du 13 des calendes 1164. C'était une donation de tout ce qu'il possédait à Dombasle-devant-Darney, en faveur du prieuré de Relanges (de l'ordre de Cluny). *Cartulaire de Cluny*, V, 563, n<sup>o</sup> 4217.

Le comte Girard de Vaudémont et sa femme, sur le point d'entreprendre le même pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle, viennent de même à l'abbaye de Flabémont, fondée par leurs ancêtres, et y confirment toutes les fondations faites. (Calmet, *Hist. de Lorraine*, 1<sup>re</sup> édit., t. I, Dissert., Liste généalogique des comtes de Vaudémont, col. 5.)

La seigneurie de Dombasle était partagée en trois parties au commencement du x<sup>e</sup> siècle : la première au duc de Lorraine ; la seconde au comte de Toul, Renard, qui l'affecta à la dotation de l'abbaye de Bleurville (1030) ; la troisième au seigneur de Darney, qui fit une fondation au prieuré de Relanges. Ce n'est pas la seule seigneurie mi-partie entre les sires de Darney et la Maison de Lorraine.

les Vallois, pour acquérir droit de sépulture à l'église dudit prieuré et y fonder à perpétuité trois messes par semaine (1), qui doivent se « chanter à l'autel de mon dict signour saint Pierre, où je ay devisé mon corps gisir, lou lundî pour..... Jésus-Christ, lou médi dou Saint-Esprit, lou samedi de Nostre Dame, et aultres oraisons ; que Jésus-Christ, nostre sires, velle avoir pitié et merci de moi et de mes hoirs, et de tous mes antécessours... », qui y reposaient sous les dalles du chœur.

C'est le dernier acte qui porte sa signature. On peut supposer qu'il n'y survécut guère.

En cette même année 1259, Aubert fonde son anniversaire dans l'église de Morimond (2). Cette double fondation de services funèbres avec le choix de sa sépulture, et la disparition de son nom dans tous les actes postérieurs, nous permettent de fixer sa mort vers 1260.

Les années qui suivent enregistrent de nouvelles fondations en faveur du prieuré de Relanges, mais faites par d'autres membres de la famille, les sires de Belrupt en particulier.

En décembre 1260, Plaisance de Biairus (3) lui abandonne « tout ce qu'elle tenait audit Biairus, en champs, terre, et sa curtille sur Sonne (Saône) (4). »

En 1262, N..., « écuyer de Béru, et monseigneur Guillaume, chevalier du même lieu, donnent en aulmône, pour le salut de mon père et de ma mère et de mes antécessours qui gisent en ladite église... », différentes terres (5).

Après Aubert, le fief de Darney fait retour au duc de

(1) Archives des Vosges, fonds de Relanges.

(2) *Histoire de Morimond*, par Dubois.

(3) Femme de Rochard.

(4) Arch. des Vosges, fonds de Relanges.

(5) *Idem*. Parmi les témoins, nous remarquons « lou baron Nicolle, abbé de Flabémont, lou féoul Hymber, lou religious abbé de Bonfays »

Lorraine, sinon en totalité, du moins en grande partie ; nous ne savons à quel titre (1).

L'abbé Daux nous affirme bien que c'est par donation testamentaire, mais sans fournir aucune référence (2). Comment ce testament n'est-il pas au Trésor des chartes (3) ?

Quoi qu'il en soit, les membres épars de la famille n'agissant plus qu'à titre de particuliers, leurs signatures se font rares dans les titres et ne nous fournissent plus que des glanures.

Nous avons indiqué que le « sire de Darney » est cité par Gollut dans la liste des vassaux fournie au roi Philippe le Bel par Otton, comte palatin de Bourgogne. Le comte Otton indique la vassalité du sire de Darney à cause de Monthureux-sur-Saône et ajoute que « les reprises de fiefs sont de l'an 1255 ». Cette déclaration est datée de 1285.<sup>1</sup>

Or, vers la même époque, c'est-à-dire en 1293, nous voyons que Otton, comte de Bourgogne, a cédé son fief de Monthureux-sur-Saône au duc Ferry de Lorraine ; il notifie aux deux frères Guillaume et Jean de Monthureux-sur-Saône que l'hommage en est dû désormais au duc de Lorraine (4).

(1) Nous verrons le duc Ferri III soulever, en qualité de seigneur de Darney, des difficultés sur le titre de 1254, qu'il ne pourra éluder, du reste, et qu'il devra confirmer, en reconnaissant à l'abbaye de Droiteval le droit de pâture et de paisson (1294). Jean de Calabre sera contraint de le renouveler en 1453, toujours en la même qualité.

(2) L'abbé Daux, ex-tiercelin de Monthureux-sur-Saône, est l'auteur d'un roman historique intitulé *Agnès de Montdoré*, dont la scène se passe à Darney, sous Aubert, qu'il fait mourir des suites d'un accident de chasse, sans postérité et instituant le duc de Lorraine son légataire pour la seigneurie de Darney. (Manuscrit du commencement du xix<sup>e</sup> siècle, propriété de M. Mulot, gardien des Archives départementales des Vosges, à Epinal.)

(3) A moins qu'il n'ait disparu. « Les comtes de Darney, dont le duc Mathieu II a recueilli la succession », lisons-nous dans un mémoire sans signature, mais qui semble le résumé d'une pièce produite à la Cour : « Ainsi que l'a démontré le procureur général à la Cour... » (Arch. de Meurthe-et-Moselle, H, 163.)

(4) Gollut, *les Mém. hist. de la Répub. séquanais*, Paris 1836, in-8°, p. 603 et suiv.

Serait-il téméraire de voir dans les deux frères Guillaume et Jean de Monthureux-sur-Saône les descendants du « Sire de Darney », qui fit ses reprises en 1255 et qui était vassal du comte Otton en 1285 ? Nous ne le pensons pas. Rappelons, en passant, que Jean de Monthureux-sur-Saône fit en 1273 les reprises exigées du duc de Lorraine (1).

C'est ainsi qu'en l'année 1321 on voit Guillaume de Monthureux-sur-Saône engager à Maheu de Lorraine 40 livres de terre chacun an sur les tailles de Nonville et de Belmont (2). Enfin, en 1359, Jean, sire de Monthureux-sur-Saône, chevalier, se rend caution pour Thomas de Martinville (3).

1265, septembre. — Renaud de Grancey, seigneur de Larrey, et Marguerite, sa femme, fille du seigneur de Darney, font une fondation à l'abbaye de Longay (4).

1265, décembre. — Lettres de Geoffroy, sire de Bourlémont, qui se déclare homme lige du duc de Lorraine et reconnaît avoir reçu, en accroissement de fief, Haurainville, avec les fief et hommage que le sire de Saint-Baslemont et Wauthier le Louve de Moncé tenaient de Jean de Darney à Moncé et Haponcourt (5).

Même date. — Ledit Jean de Darney paraît en qualité de témoin dans une reprise faite par le même Geoffroy (6).

(1) Trés. des Ch. de Lor., lay. Montreuil, n° 3.

(2) Lepage et Charton, *Statist. des Vosges*, art. *Monthureux-sur-Saône*. Cf. Trésor des Chartes de Lorr., lay. Darney, n° 14.

(3) Dufourny, II, p. 263.

(4) Archives de la Haute-Marne, fonds de l'abbaye de Longay.

(5) Archives de Meurthe-et-Moselle. Fiefs de Lorr., I, n° 3. Cf. Dufourny, VI, 414.

En 1268, le prieur de Relanges est appelé à apposer son sceau à la confirmation, par Guis de Saint-Baslemont, de la fondation faite à l'abbaye de Bonfays par Viard de Moncel, Alide, sa femme, et Viviant de Saint-Baslemont (Cartulaire de Bonfays).

(6) *Id.* Jean I<sup>er</sup> avait une sœur que nous retrouverons plus loin au chapitre de Remiremont. Il laissa deux fils, Jean II et Ferry. Il était certainement mort en 1277, puisque ses fils se disputaient sa succession : ils ne se mirent d'accord que grâce à la médiation d'Aubert, abbé de Bonfays.

1272. — Alix de Darney, femme de Romengin, de Saint-Nicolas de Port, donne au prieuré de Relanges ce qu'elle possède à Bouverous, Aviot, Refroimont et la Protère (1).

1272. — Aubert de Darney, « qui fut », et dame Hayvse Damblonville, « qui fut », sont rappelés dans une donation complémentaire, du mois de mars 1272 (2).

1277. — Aubert, abbé de Bonfays, procède au partage des biens patrimoniaux, entre Jean II et Ferry de Darney (3).

1283, samedi après la Sainte Magdeleine. — Gauthier de Darney, chanoine de Remiremont, confirme un acte du prieur de Relanges ; c'est un bail passé entre celui-ci et Hugues, curé de Nonville, pour lui concéder sa vie durant l'usage d'une maison sise à Nonville, déjà louée à ses deux prédécesseurs (4).

1284. — Jean de Darney, seigneur d'Arrentières (5), vend

(1) Archives des Vosges, fonds de Relanges. Il ne faut pas confondre cette Alix de Darney avec celle que nous retrouverons en 1290 et 1292, chanoinesse de Remiremont. Peut-être la seconde est-elle une nièce de la première.

(2) Archives de la Haute-Marne, fonds de Marimond. Une autre donation à la même abbaye, en 1277, nous livre les noms de Huars, écuyer de Ville, Ysabel sa femme, et Ysabel d'Amblaviler, mère de ladite Ysabel (*Ibid.*).

(3) Cartulaire de Bonfays. Cf. *Bulletin paroissial d'Adompt-Bainville*, 1901, sept., p. 3, et *Gallia christ.* XIII, 1150. On se demande à quel titre cet Aubert intervient entre les deux frères. L'abbaye de Bonfays avait déjà reçu des faveurs de la famille de Darney. Willaume et Girard de Belrupt y faisaient une fondation dès l'an 1228. Mais, à partir d'Aubert, Bonfays partage avec Relanges les libéralités familiales : Wichard II de Monthureux-le-Sec en 1176, Poincette de Vallerioi-Monthureux en 1311, entre autres, y feront de grandes largesses. (Cart. de Bonfays.)

Nous appelons l'attention du lecteur sur la *Gallia christiana*, qui imprime à cet endroit : Joannes et Ferricus de *Durneio* ; c'est une mauvaise lecture sans doute, mais qui peut n'être pas un cas isolé.

(4) Archives du département des Vosges, H. 403. — Original en parchemin, daté de Darney. Le sceau a disparu. Il semble bien que Gauthier agit comme seigneur de Darney.

(5) Arrentières, localité dépendant de l'élection de Bar-sur-Aube. (Caumartin, *Procès-verbal de la recherche de la noblesse de Champagne*, in-12, p. 154.)

à Thomas de Darney tout ce qu'il possède à Dommartin-les-Valois, lui venant de Ferry, son frère (1).

1285, mai. — Le duc Ferry III confirme cette vente (2).

1290. — Alix de Darney, chanoinesse de Remiremont, a cédé ses biens de Belrupt et Bonvillet au duc Ferry, de même que ceux de Girovillers, etc. (3). Alix était sœur de Jean 1<sup>er</sup> de Darney.

1290, juin. — Etienne de Chalons, sire de Vignory, et Jeanne, sa femme, font un échange avec Thiébaut de Lorraine, sire de Remigny et de Bove, et Isabelle, sa femme.

Entre autres biens, ce dernier cède ce qu'il tenait en fief et en hommage du roi de France, en différentes terres, parmi lesquelles Arrentières (4) fait l'objet d'une réserve, « sauf la maison d'*Aranthieres* et l'*acise baillie* à *Jehan de Darney* (5).

1292. — Alix de Darney signe comme témoin la reprise que fait Pierrenot de Fouchécourt, à l'abbaye de Remiremont, des terres qu'il tient d'elle (6).

(1) Dufourny, V, p. 83. Cf. Trésor des chartes de Lorraine, layette Darney. La contre-partie avait été donnée au prieuré de Relanges par Aubert de Darney en 1259, donation confirmée par Ferri III en 1265 et par Gérard de Fontenot, seigneur de Pulligny en 1271. (Voir précéd.)

(2) Lepage, *Catalogue des actes du règne de Ferri III*, n° 357, d'après Arch. de Meurthe-et-Moselle, B, 379.

(3) *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine*, 1876, p. 271. Ferry les recède bientôt à Henri de Blâmont, en accroissement de fief. (Dufourny, III, 5.) Et ce dernier complètera son acquêt par celui-ci, qui en est la contre-partie : en 1315, il achète de Bertrand, fils de Huart de Deneuvre et de Colette, sa femme, ce que celle-ci possède à Belrupt, Attigny, Gruéy et Bonvillet. (Dufourny, Table des noms de lieux, art. *Darney*, et tome X, 2<sup>e</sup> partie, p. 174.) Il est probable que Colette était issue d'Alix de Darney, fixée à Saint-Nicolas de Port.

(4) Arrentières, canton de Bar-sur-Aube (Aube).

(5) Natalis de Wailly, *Notice sur les actes en langue vulgaire du XIII<sup>e</sup> siècle, contenus dans la Collection de Lorraine, à la Bibliothèque nationale*, n° 296 : Lorr. 209, n° 4. (Communication de M. Léon Germain.)

(6) *Inventaire sommaire des Arch. du départ. des Vosges*, II.

Même année. — Alix et Vauthier de Darney comparaissent comme témoins dans un autre acte (1).

1295. — Gauthier de Darney, chanoine de Remiremont, atteste un acensement (2).

1296. — Nous trouvons Jean de Durnay, archidiaque de Bassigny, témoin d'un prêt de Jean de Rochefort, évêque de Langres, au chevalier Guillaume de Lentil. En 1304, Jean de Durnay était passé à l'archidiaconé de Lassois, tandis que Pierre de Durnay était chanoine de Langres. Conjointement avec Eude de Clémont, second fils du héros de Clémont, Simon IV, Jean de Durnay était seigneur de Vendeuvre, vers 1260. Mais sa principale seigneurie était Durnay (3). Nous avons vainement cherché à identifier Durnay. Ni en Champagne, ni en Lorraine, ni dans le Barrois, nous n'avons trouvé localité de ce nom. Durnay nous semble être une mauvaise lecture pour Darney.

1297. — Demenges dis Darney, de Jésonville, prêtre, Aubertin et Reignier, ses frères, Ysabellot, femme Drouyn de Darney, Ysabel, femme Demangin de Peteigne, et Adelinette de Jésonville, ses sœurs, vendent à l'abbaye de Chaumousey ce qu'ils ont à Dommartin, Gironcourt, Hayro et leur ferme de Hennecourt (4).

1303. — Gauthier de Darney fait une transaction à Jésonville (5).

1307. — X... de Darney fait au prieuré de Relanges la cession du droit de patronage de la cure dudit Darney (6).

(1) Collection de M. l'abbé Didier-Laurent.

(2) *Idem*.

(3) Ces détails nous sont donnés par le P. Jérôme Vignier. *Décade histor. des évêq. de Langres*, II, p. 151, 152, 475 (édition de 1894).

(4) Arch. du départ. des Vosges. Cartulaire de Chaumousey. *Doc. Vosg.*, X, p. 302. Nous verrons plus loin Gauthier de Darney, chanoine de Remiremont, faire une transaction à Jésonville, où il était également propriétaire ; mais nous ignorons leurs liens de parenté. Ce qui est certain, c'est qu'il avait aussi des droits sur Harol. (*Statistique des Vosges*, par Lepage et Charton, *Harol*. Cf. Dufourny, tables, *Harol*, 9.)

(5) Collection Didier-Laurent.

(6) *Universis presentes litteras inspecturis, ego... de Darneyo notum*

1309. — Gauthier de Darney figure parmi les arbitres choisis pour terminer le différend soulevé entre l'abbesse Clémence d'Oyselet et les chanoinesses de Remiremont (1).

1316. — Jean de Fouchernelles (2), chevalier, vend à Maheu de Lorraine (3) ce qu'il possède à Attigny, Darney, Bonvillet, Belrupt (4).

1316. — Thomassin de Hornes et Marguerite, sa femme, fille de Thomas le Grand et d'Ysabel de Darney, vendent à Maheu de Lorraine tout ce qu'ils avaient à Dommartin-les-Vallois (5).

A la même date, déclaration des droits de Gauthier de Darney sur Harol (6).

*facio quod ego, libere et spontane..., cedo et cessi, resigno et resignari, in manu prioratus de Relangiis quidquid juris habebam, seu habere poteram in jure patronatus ecclesie de Darneyo.* (Arch. des Vosges, fonds de Relanges, parchemin.) Nous n'avons pu lire le nom ; il semble résulter de ce titre que les droits seigneuriaux des sires de Darney n'avaient pas passé en totalité aux ducs de Lorraine.

(1) *Idem.* « Gauthier de Darney, nostre sonrier. » Il était donc l'un des dignitaires du noble chapitre.

(2) Qu'est-ce que ce Fouchernelle ? Faut-il lire Fouchères-et-Vaux ou Fouchères-Val, de l'ancienne élection de Troyes ? Serions-nous ici en présence d'un fils de Jean II de Darney, seigneur des Arrennières ? (M. l'abbé Idoux.) C'est possible ; car Attigny, Darney, Bonvillet et Belrupt forment le centre des apanages de la famille de Darney.

Un siècle auparavant paraît déjà un Jean de Fouchéruels, qui signe comme témoin la lettre de Ferri II (1220) pour affermir la paix entre l'église de Remiremont et lui, et confirmer les privilèges du noble chapitre. (Vuilemin, Cartulaire du chapitre.)

Nous relevons également différents personnages de la souche des Fouchières ou Fouchères : Albéric de Fauchières, ou Foucher : Albéric de Fouchères, chanoine de Toul en 1314 (B. Picard, p. 473) ; Henri de Fouchières en 1332 (*Hist. du diocèse de Toul*, par l'abbé Guillaume, I, 40). En 1313, Albéric de Fouchier, chevalier, fait hommage à Edouard, comte de Bar, pour quelques fonds de terre dont il est acquéreur.

(3) Le duc Ferri III abandonna sa seigneurie de Darney à son jeune frère Maheu, qui compléta ce fief par des acquêts, sur les territoires d'Attigny, de Belrupt, même de Gruey : Jean de Fougerolles lui vend le quart de ce pays. (Léon Louis, *Les Vosges*, VI, 349.)

(4) Trésor des chartes de Lorraine, layette Darney, n° 43. Cf. Dufourny, V, 87.

(5) Dufourny, V, p. 86.

(6) *Statistique des Vosges*, par Lepage et Charton, art. *Harol*. — Cf. Dufourny, tables, art. *Harol*.



1411. — Le nécrologe de Remiremont nous livre le nom de Félicité de Darney, morte au mois de juin de ladite année (1).

1434, 7 décembre. — Le bâtard de Virgy, gouverneur du château de Darney, s'entremet entre Aubert de Darney et les bourgeois d'Epinal. Il avise ceux-ci qu'il a obtenu de celui-là une trêve de 15 jours et qu'il va négocier un arrangement avec Guillaume de Beaujeu ; mais il décline toute médiation entre les Spinaliens et Vautrin de Thuillières (2).

A la même date, nous relevons une mention de Landry de Darney, dans la *Chevalerie lorraine* de Paul Digot, qui ne donne que ce nom et la date de 1434.

1490. — Nous relevons dans la *Gallia christiana* le nom d'un Thierry de Darney, doyen de Toul (XIII, p. 1064), auquel succéda Raymon de Baraille (3). C'est le dernier qui laisse des traces.

D'après P. Digot (*La Chevalerie lorraine*, 84), la maison de Darney aurait porté : *Fascé d'argent et de gueules à trois (évidemment six) pièces*.

Mais voici un blason tout à fait différent.

Darney : *D'azur, à trois glands montant, feuillés et tigés d'or, deux, un.* (Durival, *Histoire de la Lorraine et du Barrois*, II, 135.)

Darney : *D'azur à trois glands montants, tigés et feuillés d'or, deux en chef et un en pointe.* (Lapaix, *Armorial des villes, bourgs et villages de la Lorraine*, 2<sup>e</sup> édit., 1877, p. 93.)

Constant Lapaix, qui fournit cette dernière description, ajoute que ce sont « les armes anciennes de Darney, c'est-à-dire celles que porte le député de cette ville à l'entrée d'Henri II en 1608, ainsi que celles qui sont dessinées dans le *Héraut d'armes* de l'abbé de L'Etanche...

(1) Guinot, *Etude hist. sur l'abbaye de Remiremont*, pièces justificatives, p. 415.

(2) *Doc. Vosg.* III, p. 128. Aubert de Darney avait donc assez de vaisseaux pour s'attaquer à Epinal.

(3) Cf. Benoit Picart, *Hist. du dioc. de Toul*, p. 163.

Ces armoiries font sans doute allusion à la situation de Darney, bâti au centre de forêts considérables. »

Les sires de Darney auraient donc eu des armes différentes de celles de la commune, lesquelles devaient, ce nous semble, remonter au moins au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Nous croyons voir, en effet, Henri Hennezel, premier du nom, le fondateur de la première verrerie dans les forêts de Darney, les emprunter, car il prit : *De gueules, à trois glands montants, posés deux et un* (1).

Henri Hennezel et sa femme acquéraient, le 30 mai 1392, les terres et seigneuries de Bonvillet et Belrupt, de Didier Bestard de Montreuil et Jehannette le Chassenet, sa femme.

Ces trois glands passeront sur fond d'azur (comme Darney) ou sur fond de gueules (comme Hennezel) aux quatre branches issues de la descendance de Henri Hennezel (2) :

La branche du Tholoy : *De gueules, à trois glands montants, accompagnés en chef d'un croissant de même.*

La branche de Beaujeu (3) : *D'azur, à trois glands montants d'argent, accompagnés en abîme d'un croissant d'or.*

La branche d'Ormoy : *De gueules, à trois glands montants d'argent, accompagnés en abîme d'un croissant de même.*

(1) Il paraît qu'il était originaire de Bohême. Ce ne sont point les armoiries de sa femme, Isabeau d'Esch, qui portaient : *De gueules, à deux fasces d'argent, chargés de cinq tourteaux de sable posés trois et deux* (P. Digot), ni les armes des Belrupt qui portaient : *D'azur au lyon d'argent.*

(2) Henri Hennezel ne put prendre les armes de Belrupt, puisque cette ancienne famille n'était pas encore éteinte ; elle ne s'éteignit qu'à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, dit Perrin de Dommartin (*Le Héraut de Lorraine*). Alors le possesseur de la seigneurie, qui était de la maison d'Etissac, « quitta son nom et ses armes d'Etissac, et prit le nom et les armes de Belruz. » (Perrin de Dommartin, *ibid.*, d'après la copie de M. Léon Germain ; au lieu de *d'Etissac*, l'édition publiée en 1902 porte : *d'Estissac* la première fois, et de *Tizac* la seconde (p. 30). Les formes les plus habituelles de ce nom paraissent être de *Thisac* (v. la note de M. L. Germain, *Mém. Soc. d'Archéol. lorr.*, 1898, p. 442, note) et de *Thysac* (v. *Généalogie de la Maison de Hennezel*, Laon, 1902). Ces armes de Belrupt étaient donc bien nobles.

(3) Issue de Pierre-Louis d'Hennezel, père de Antoine d'Hennezel, baron de Beaujeu.

Les branches Thiétry et Tizac : *D'azur, à trois glands versés d'or, accompagnés* (pour les Thiétry) *d'une étoile en abîme* (1).  
L'abbé CH. PIERFITTE.

---

## CHRONIQUE

---

### DON A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ D'UN CAHIER ORIGINAL DES COUTUMES DE VAUDÉMONT.

La codification des Coutumes du comté de Vaudémont fut décidée par Charles III en 1602, et le premier essai, œuvre du lieutenant général Louis Verquelot, soumis aux États en octobre 1605. Du 13 au 20 de ce mois, la révision s'en poursuivit. Mais lorsque, avant de se séparer, les délégués des trois Ordres entendirent la lecture de l'ensemble des articles, des omissions furent constatées et des changements réclamés. On décida donc de renvoyer l'examen approfondi du cahier initial à une commission nommée par les États. Les neuf mandataires élus pour cette tâche s'assemblèrent le 16 novembre, conjointement avec les officiers du prince ; et la discussion reprit, plus serrée. Au cours de cette controverse, le clerc du lieutenant général, le sieur Galland, et l'un des députés du Tiers, l'avocat Robert, notaient, chacun de son côté, en marge d'un exemplaire du projet, les remontrances soulevées, les amendements convenus et les points demeurés en litige. Pour certains articles, en effet, l'accord ne se fit pas, en raison des prétentions contradictoires du pouvoir ducal et de l'ancienne Chevalerie. Le titre des fiefs, spécialement, resta tout entier en surséance ; et si le dispositif reçut plus tard, à ces exceptions près, la consécration de la pratique, si une ordonnance de Charles IV en prescrivit même la

(1) L'auteur serait heureux des communications et rectifications qui lui permettraient de compléter ces notes et d'essayer l'histoire des sires de Darney.

stricte observation, on sait que l'homologation en forme ne fut jamais signée.

De cette rédaction tourmentée deux monuments authentiques subsistent, qui, au milieu du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, étaient logiquement réunis dans une même collection particulière. Ces pièces ayant été depuis dispersées, l'une fut acquise par la Bibliothèque publique de Nancy [Ms. n° 107 (638)]. Mais sur le sort de l'autre, on en était réduit, hier encore, à des conjectures. Aujourd'hui, la question ne se pose plus. L'un de nos confrères, le duc de Bauffremont, vient d'enrichir la bibliothèque de la Société d'archéologie lorraine du précieux document.

Le coutumier correct de la Bibliothèque de la Ville, transcrit de toute probabilité au début de 1611, fournit simplement un texte qui donna naissance à de multiples copies, toutes, il est vrai, plus ou moins infidèles. Le coutumier surchargé dont il dérive et qui nous est offert, permet de saisir sur le vif l'œuvre d'élaboration ; il révèle les prétentions opposées du prince et des trois Ordres ; il renseigne sur les principales phases de débats souvent austères, parfois plaisants. Des deux cahiers identiques rectifiés en novembre 1605, il se trouve que c'est en outre le plus intéressant par les souvenirs qu'il évoque. Il a toute une histoire. Passé des mains du clerc du lieutenant général en celles du bailli du Comté, M. de Tavagny, il fut illégalement emporté et caché à Mirecourt en 1609, à la suite d'une intrigue ourdie par les représentants de la noblesse, qui, déjà en possession du second exemplaire, voulaient, grâce à ce procédé mesquin, prolonger, sur la question des fiefs, une résistance dont leur suzerain se lassait. Il fallut un décret comminatoire de Henri II, en date du 11 août 1610, pour amener sa restitution. Mais, comme un remaniement frauduleux, tenté dans l'intervalle, était à craindre, Galland eut à vérifier l'intégrité de ses surcharges, intégrité qu'il certifia d'ailleurs le 26 janvier 1611, avant la mise au net.

Il faut savoir gré à M. de Bauffremont de sa générosité éclairée. Nous nous faisons d'autant plus volontiers l'interprète des remerciements de la Société, que ce don vient à propos pour nous permettre, au moment où nous en revoyons les épreuves, de compléter par divers commentaires une édition des Coutumes de Vaudémont, publiée sous les auspices du Comité des travaux historiques et scientifiques.

PIERRE BOYÉ.

---

## MUSÉE LORRAIN

### DONS

Par la Ville de Nancy : États de services militaires, Brevet de la légion d'honneur avec la croix, délivrés à Petit (Philippe), lieutenant de dragons, né à Auboué le 4 juillet 1772.

— M. Finot, sculpteur : Maquette du buste de Sellier, pour le monument élevé à sa mémoire à la Pépinière.

— M. de Haldat : 1<sup>o</sup> Taque de cheminée aux armes de François des Salles. — 2<sup>o</sup> Taque de cheminée aux armes de Léopold, duc de Lorraine.

— M. Hutin, à Delouze : Deux racloirs en silex, trouvés sur le territoire de cette commune.

— M. Charles Lorette, à Aboncourt : Médaille de Napoléon 1<sup>er</sup>, commémorative, de Sainte-Hélène, 1840.

— M. Maury, maire d'Ailly, près Saint-Mihiel : Deux vases en terre et un scramasax (époque mérovingienne).

— M. Huffel, inspecteur des forêts : Tête de lion, formant déversoir, provenant d'un vase, trouvé dans la forêt de Champenoux.

— M. Jolyet, inspecteur des forêts : Tuile plate, trouvée dans la forêt de Champenoux (époque gallo romaine).

— M. Louis Majorelle : Reliure aux armes de Léopold, duc de Lorraine (v. *Ordonnances de Lorraine*, tome 2).

— M. Schlutz : offert à la bibliothèque du Musée, l'ouvrage suivant : Georg Stoffel, *Topographisches Wörterbuch des Ober-Elsasses*.

L. W.

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 4. — AVRIL 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 11 mars 1904.**

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

Le Cercle historique et archéologique de Courtrai demande l'échange des publications. Cet échange est décidé.

En raison des vacances de Pâques, la prochaine séance est fixée au vendredi 15 avril.

Le Président dépose sur le bureau deux manuscrits relatifs à l'ancien droit du comté de Vaudémont, offerts à la Société par notre confrère le prince duc de Bauffremont ; de la part de M. Adrien Barbey, une liasse de comptes, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, concernant le prieuré Saint-Pierre de Relanges.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de MM. Norberg et René Vagner,

### Admissions.

MM. L. Davillé, J. Plauche-Gillon, Abel Cournault, les abbés Eugène Mougel, Modeste Baudoin, Théophile Poirot et Soyer sont admis comme membres titulaires.

### Présentations.

Sont présentés en la même qualité : M. Grenier, agrégé de l'Université, 5, rue du Sommerard, à Paris, par MM. Perdrizet, Léon Germain et Mellier ; M. Gabriel Hubert, rentier à Longwy, par MM. le docteur Emile Coliez, Léon Germain et Pierre Boyé.

### Ouvrages offerts à la Société.

*Désiré Caillard, directeur de la Comédie lorraine (1867-1904)*, par M. Emile Badel ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 26 p., avec portraits.

*Saint-Dié pendant l'administration prussienne dans les Vosges (14 octobre 1870-25 avril 1871)*, par M. Henry Bardy ; Saint-Dié, C. Cuny, 1903, in-8° de 76 p., avec 3 planches.

*Les princesses Yolande et les ducs de Bar de la famille des Valois ; 1<sup>re</sup> partie, Mélusine*, par M. Jules Baudot ; Paris, Picard, 1900, in-8° de 393 p., avec une planche.

*La famille Dolmaire de Provençères*, par le comte A. de Bizemont ; Saint-Dié, Cuny, 1903, in-8° de 7 p.

*Ex-libris de Joseph de l'Isle*, par le même ; Mâcon, Protat, 1903, in-4° de 4 p., avec figures.

*Les Ex libris signés Allin*, par le même ; Mâcon, Protat, 1903, in-4° de 27 p., avec figures.

*Les familles et localités du nom de Mandre ou Mandres*, par M. René de Mandre ; La Chapelle-Montligeon, 1904, in-8° de 62 p.

### Lecture.

M. Henri Bernard donne lecture de son étude sur la

*Halle de Saint-Mihiel (1251-1902)*. La société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires*, et nomme pour former la Commission de révision MM. Léon Germain, H. Lefebvre et Marcel Maure.

---

## MÉMOIRES

---

### RECHERCHES GÉNÉALOGIQUES SUR LA FAMILLE DE RAMBERVILLER

Cet article, rédigé il y a bien des années, avait pour but de répondre, — autant que le permettaient les circonstances et des notes recueillies de longue date, — à une question posée par notre regretté confrère le baron de Braux sur la généalogie de la famille de Ramberviller. Si incomplètes que soient ces recherches, j'espère néanmoins que les citations et indications de sources qui vont suivre seront utiles à ceux qui voudront pousser plus loin les investigations.

Je me suis servi, en particulier, de l'article écrit dans le *Dom Pelletier annoté* par M. Regnard de Gironcourt (1), descendant indirect de la famille dont je m'occupe, et sans doute fils, ou neveu, de M. Regnard, avocat au Parlement, résidant à Epinal, qui avait fourni à Dom Calmet les matériaux de la biographie d'Alphonse de Ramberviller. M. de Gironcourt paraît supposer que tous les personnages connus qui ont porté le nom de Ramberviller appartenaient à la même maison ; cela est, évidemment, des plus incertain ; mais, dans l'état actuel des connaissances, toute distinction reste impossible.

Postérieurement à la rédaction primitive de mon travail, j'ai pu consulter un important dossier sur la famille de Ramberviller, que feu M. Chassagnet a bien voulu offrir

(1) L'article, sur la famille de Ramberviller, se termine par la note suivante : « Conforme à la généalogie de cette maison. — 20 mai 1821, — (Signé : de Gironcourt). »



à la bibliothèque de la Société d'Archéologie lorraine (août 1885); on y voit notamment l'indication des titres dont s'est servi Alphonse de Ramberviller pour obtenir ses lettres de gentillesse (1). Bien qu'il ne s'y trouve, pour les temps antérieurs au xviii<sup>e</sup> siècle, que des copies et des notes sommaires, plusieurs des documents et lettres de famille que renferme cette liasse mériteraient d'être l'objet d'une étude particulière; mais, pour les faire connaître, il eût fallu donner au présent travail un développement considérable. M. de Braux aurait peut-être publié quelques-unes de ces pièces, surtout le testament du poète, qui est fort long, et, à tous égards, d'un grand intérêt. Je me suis borné, à peu près, à extraire les renseignements généalogiques, pour les fondre avec ceux que j'avais précédemment recueillis.

En dernier lieu, l'un de nos confrères, M. A. de Gironcourt, a bien voulu me communiquer une généalogie qui, bien que renfermant des erreurs certaines, m'a cependant donné beaucoup de renseignements nouveaux pour les xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

Déjà trois travaux, publiés dans le *Journal de la Société d'Archéologie lorraine*, se rapportent à la généalogie de la même famille. Dès 1893, Arthur Benoit en parla incidemment, mais d'une manière assez étendue (p. 107 à 112). En 1899, M. de Braux y consacra un article spécial (p. 193-205); toutefois il ne remonte pas bien haut; en outre ses résultats sont fort incomplets et non exempts d'erreurs (2). Aussi, bientôt après (p. 273-277), M. A. de Gironcourt a-t-il fait paraître quelques rectifications, qui concernent seulement le xvii<sup>e</sup> siècle.

(1) M. de Braux pensait que ce dossier provenait de la collection Emmery.

(2) Faute d'un séjour suffisant à Nancy, M. de Braux n'avait pu consulter le dossier conservé à la bibliothèque de notre Société et qui ne pouvait être déplacé.

Cette famille a pris son nom de la ville de Rambervillers, dont certains de ses plus anciens membres se qualifiaient de voués. Je ne veux pas rechercher ici ce qu'était cette vouerie. Naturellement, l'orthographe du nom n'a pas été immuable ; la forme *Ramberriller* semble avoir prévalu et être généralement adoptée.

La Maison de Ramberviller portait *d'azur, à la fasce d'argent, accompagnée de trois glands d'or, deux en chef, un en pointe*, avec « un timbre ouvert et grillé, surmonté d'un bouquet de glands ». On voyait, dit Dom Calmet, ces armoiries dans la chapelle de l'église de Vic où Alphonse de Ramberviller avait élu sa sépulture.

Ces mêmes armes, d'après l'abbé Lionnois, ornaient aussi le tombeau de Marie-Gabrielle de Ramberviller, baronne de Bidestroff, inhumée en 1767 dans l'église des Dames Prêcheresses à Nancy ; seulement, le timbre était remplacé par une couronne de comte, et deux lions supportaient l'écu.

Je possède un cachet, de la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, sinon du commencement du <sup>xix</sup><sup>e</sup>, qui provient de M. de Solomé de Ramberviller : l'écu, ovale, environné de deux lions, offre les mêmes armoiries ; le cimier consiste en une branche chargée de six glands de chêne, au-dessus d'un armet grillé, posé de face.

La famille Regnard de Gironcourt écartèle de *Ramberviller*. (V. *Biogr. du Parl. de Metz.*)

On lit, au début de l'article de M. de Gironcourt, dans le *Dom Pelletier annoté* :

« RAMBERVILLER ou Remberviller. Maison de gentils-hommes de nom et d'armes, qui tire son nom de la ville de Ramberviller, dont elle possédait la vouerie en l'an 1174. Eteinte. — ... Cette maison a donné des chanoines aux cathédrales de Toul, de Verdun, de Saint-Diez, des

conseillers d'Etat, lieutenants généraux du bailliage de l'évêché de Metz, séant à Vic..... »

Voici, — rangés, autant qu'il a été possible, dans l'ordre chronologique, pour les temps anciens, et généalogique pour les temps modernes où les filiations se dessinent, — la liste des personnages portant le nom de Ramberviller dont j'ai retrouvé trace. Je ferai suivre des initiales D. R. (*Dossier Ramberviller*) les renseignements empruntés aux papiers offerts par M. Chassignet, et des initiales D. G. (*Documents de Gironcourt*), ceux qui ont été puisés dans les communications de notre confrère M. de Gironcourt.

1. FERRY. — En 1118, Pierre de Brixey, évêque de Toul, atteste que *Ferry de Ramberviller* a vendu à l'abbaye de Beaupré ce qu'il avait dans la pâture de Saint-Boing. (H. Lepage, *Communes*, II, 450.)

2. VELFO — « Plusieurs chartes de Pierre de Brixey, évêque de Toul (1165-1192), rappellent différentes donations faites à l'abbaye de Beaupré, entre autres par *Velfo de Ramberviller* pour son alleu situé au ban de La Chapelle. (*Ibid.*, I, 528.)

1189. Hugues, seigneur de Lunéville, mentionne dans une charte : *Welf miles junior de Ramberviler*. (Archives de M.-et-M., H. 370.)

3. THIERRY. — Thierry ou Théodoric, voué de Rambervillers, donne en 1187, à l'abbaye d'Autrey, un gagnage près de Vic. « Et n'est a passer sous silence, que Theodoric Woüé de Ramberuiller auroit fait donation à l'Eglise d'Aultrey d'un Gagnage qu'il possédoit aupres de Vic. » (Ruyr, *Recherches des saintes antiquitez des Vosges*, édit. d'Epinal, 1634, p. 392-393.) — Déjà nous voyons la famille propriétaire au pays de Vic, chef-lieu de temporel de l'Evêché de Metz et qu'elle ne quittera jamais. Serait-ce

là qu'existaient les terres dont elle était vouée et que lui aurait confiées une église de Rambervillers ?

Dans une liasse de documents allant de 1167 à 1189, on trouve mention d'une donation faite par « Thierry de Rambervillers » au prieuré de Saint-Blin, dépendant de l'abbaye de Beaupré. (*Inventaire sommaire des Archives de Meurthe-et-Moselle*, H. 334.)

En 1190, *Théodoric de Ramberviller* et Viric de Deneuvre donnent à l'abbaye de Haute-Seille le droit de pâturage sur le ban d'Azerailles. (Communication de feu le comte Edmond de Martimprey de Romécourt.)

4. ERARD. — Dans une charte de 1224, Hugues, seigneur de Lunéville, désigne comme ses frères (peut-être beaux-frères) Wichard, voué de Port (Saint-Nicolas), Liébauld de Tilluel et Erard de Ramberviller : « ... *Wichardo, advocato de port, Libaldo de Tilluel, Arardo, advocato de Ramberviller, isti tres sunt fratres mei* » (Arch. M.-et-M., B. 794).

5. WILLERMIN. — Avril 1292. Confirmation par Ferry III, duc de Lorraine, d'un accord entre *Willermin, écuyer de Rambervillers*, et le couvent de Beaupré. (Arch. de M.-et-M., H. 370 ; orig., parch. — Communic. de M. E. Duvernoy.)

6 et 7. JEAN I<sup>er</sup> et ANDREU. — « *Jean de Remberville (sic)* et *Andreus*, son frère, sont rappelés dans un accord fait, en 1314, entre Adhémar, évêque de Metz, et Simon de Salm. » (Notes ms. de J. Cayon ; Cf. le n° suivant.)

8. JEAN II. — La différence d'époque me paraît suffisante pour que l'on soit autorisé à distinguer ce personnage de Jean qui vivait en 1314.

« Jean de Ramberviller, châtelain de Baccarat en 1372. » (G. de Braux, *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1899, p. 195 ; il renvoie à *Deneuvre et Baccarat* par M. l'abbé Bernhardt, pp. 86 et 99.)

C'est sans doute le même, que la table de l'Inventaire de Dufourny, le qualifiant d'écuyer, indique comme décédé avant 1382 et père de Didier, qui suit :

9. DIDIER. — « *Didier de Ramberviller* fait la guerre à ceux d'Epinal en 1382. T. X, partie 2, p. 3. — Le même, fils de feu Jean de Ramberviller, écuyer, fait la paix avec les mêmes en 1382. T. 5, p. 376. » (Dufourny.)

C'est lui probablement qui, dans la généalogie fournie par le dossier, est indiqué comme le plus ancien ancêtre connu d'Alphonse de Ramberviller, sous les qualifications de *Didier de Ramberviller*, seigneur de Fremyfontaine, près de Rambervillers. Il figure dans un « accord entre l'abbé d'Autrey, Henri Chambat, chevalier, et ledit Didier, d'une part, et les habitants de Vomécourt, d'autre, le lundi avant la Saint-Martin 1383 ». (D. R.)

Observons que *Didier* est une dégénérescence de *Théodoric* et une variante de *Thierry* (analogue de l'allemand *Dietrich*). — On donne ce Didier comme le père de *Mengin* 1<sup>er</sup> (D. R.) ; il convient de placer *Hugues* à la même génération.

8. HUGUES. — « *Hue de Ramberville* (sic) vivait en 1416. » (Note de J. Cayon.)

Il s'agit, sans doute, du personnage que Dom Calmet cite comme l'un des membres de la famille qui « auraient pu trouver place parmi les Hommes illustres du Pays ». Il l'appelle « Hugues de Ramberviller, Chanoine de la Cathédrale de Toul, décédé en 1425, qui a laissé de bons et utiles Ecrits ». Dans la *Biographie de Lorraine*, M. Michel dit qu'il naquit à Toul en 1360.

Son épitaphe nous est fournie dans les termes suivants :  
« Cette inscription est extraite d'une tombe ancienne coupée en deux morceaux qui se voit en la Chapelle dite des Vaches de la cathédrale de Toul.



Deux heures après pour nous voir  
par un grand jour pour le  
à Monsieur le Prince et  
à mesmes pour un de la ville et  
de la ville et nous vit-à-bis  
un monastère et nous  
qu'il en ait p-sonis, c'est-à-dire  
de son particulier à l'apostrophe  
pour la fille d'un  
pour la fille d'un homme à la  
et l'écriture par d'autant que  
absolument qu'elle n'est pas  
pour la ville et pour la  
qu'il n'est pas possible  
des hommes et des femmes pour  
en se faisant grand. A Nancy c.

car je pense que je pourrais  
moins, je n'en suis sûr pour le  
qui vaudrait que l'on vint à l'école  
de Nancy pour en acheter une  
de plus, pour l'un et l'autre  
Il ne vaudrait pas d'en acheter  
un. Nous avons bon espoir de le faire  
et de le faire en tout secret. On  
ne peut pas s'en rendre compte, et on  
s'en rend compte, et on le fait. Il y a  
un fait important, mais d'ici là  
il y a de la vie, de la vie, de la  
vie, de la vie, de la vie, de la vie.

Donc de la vie, de la vie, de la vie.  
V. f. et l'enfant.



«  
lari  
(D.  
9  
Mil  
I  
•  
Ve  
épo  
l  
na  
de  
leu  
n  
cé  
«  
Mar  
à Je  
tem  
bien  
mon  
*Ori*  
nac  
t  
cur  
«  
Tot  
que  
tio  
la  
Da  
t

« *Hic Jacet Venerabilis quondam Dñus Hugo de Rambervillarii hujus Ecclesiae Canonicus, qui obiit anno 1425 die (?)... »*  
(D. R.)

9. ALIX paraît avoir épousé successivement Nicolas de Mitry (1409) et Jean de *Moncler* (1433).

Le baron d'Hannoncelles, dans *Metz ancien*, II, 180, dit :  
« Nicolle de Meltry (1), chevalier, seigneur de Sailly, Vernéville, maître-échevin en 1393, vivait en 1404 et avait épousé Alix, dont il eut Pierre... »

D'après le « Dom Pelletier annoté », cette dame appartenait à la famille de Ramberviller ; elle « achette 1000 francs de messins le 19 avril 1409 ». Mais, plus loin, nous verrons leur petit-fils Aimé de Mitry épouser une femme du même nom. Y aurait-il confusion ? Cependant l'allégation précédente paraît très précise.

« **1433**, 29 janvier. — Thomas Dorchez, écuyer, et Marie de Rimont, dite de Magnier, déclarent avoir envoyé à *Jehan de Moncler*, écuyer, et à ALIX DE RAMBERVILLER, sa femme, la moitié du gagnage de Romont ; il reprend ce bien en fief de Thiedry Beyer, chevalier, seigneur de Romont et de St. Morixe, après le décès de ladite Marie. — *Origina<sup>l</sup>. Parchemin. Sceaux tombés.* » (Chartes de Reinach, n° 1436 : *Publications de Luxembourg*, t. XXXIII.)

10. MENGIN I<sup>er</sup>, fils de Didier, mari de *Catherine*, procureur général de l'Evêché de Toul.

« Mengin de Rembervillers étoit habitué en la cité de Toul, par l'alliance qu'il y avoit prinse l'an 1415, et y acquista plusieurs seigneuries, entre autres quelques portions en la vouerie de Toul, comme appert par extrait de la lettre d'acquest du jeudy après la Purification Notre-Dame de l'an 1430 : et depuis, pour la doctrine, fut pour-

(1) Ancienne forme du nom de Mitry.

veu de l'état de procureur général de l'évêché de Toul, du tems de feu Mgr Henry de Ville, évêque de Toul... »

« Du 2 septembre 1431. Vente par Drowin Lardenoix, à *Mengin de Remberviller*, des droits de voüerie à Toul et autres héritages. (Copie moderne d'un contrat fort curieux rappelant des droits fort bizarres...) » (Noël, *Catal.*, n° 1716.)

L'inventaire des meubles de sa succession est daté du 4 mars 1468, et celui de la succession de sa veuve, du 21 suivant. Il eut pour fils *Nicolas-Mengin* (D. R.). On trouve vers la même époque Baudonnel et Awis.

10. BAUDONNEL. — « *Baudonnel de Ramberviller* donne lettres de défiance à ceux d'Epinal en 1432. T. 5, p. 501. » (Dufourny.)

11. AWIS. — *Awis de Remberviller* épousa successivement Ferry d'Einville, bâtard de Lorraine, et Lienard de Gueldoff.

Ferry, dit d'Einville, fils bâtard de Charles II, duc de Lorraine, et d'Alison du May, fut la tige de la Maison de de Bildstein. Dans l'une des pièces produites au sujet des difficultés qui s'étaient élevées, en 1568, sur la question de savoir si Villacourt dépendait du bailliage de Châtel ou de celui de Nancy, on lit que « la gaigiere presentement tenue par le sieur de Billistein » passa « ès mains d'ung seigneur de Hassonville, lequel la transporta à *Ferry d'Einville, bastard de Lorraine*. Ledit Ferry mort, la dicte gaigiere demeura à sa femme, qu'estoit mère du sieur Anthoine de Billistein, laquelle se remariat à Lyenard Gueldoff »... etc. (H. Lepage, *Communes*, art. *Villacourt*.)

« Ferry d'Anville (*sic*), bâtard de Lorraine, achette, etc., en 1426. T. 5, p. 384. — *Havuis de Ramberviller*, sa femme. *Ibid.* » (Dufourny.)

« Lienard de Gueldoff, écuyer, demeurant à Ramber-

viller, et sa femme, Havis de Ramberviller, auparavant femme de feu Ferry Deinville, bâtard de Lorraine, vendent la gagerie de Velacourt, Vaxoncourt, Pulligny et Zin-court en 1456. T. 5, p. 384. » (Dufourny.)

12. NICOLAS-MENGIN. — *Nicolas-Mengin de Remberviller*, fils de Mengin I<sup>er</sup>, devint maître échevin de Toul ; il épousa *Isabelle Aubertin de Vignoy* alias *Isabelle Aubrigny de Vinoy*. Il fut seigneur de Fremifontaine.

Le 2 ou le 6 juillet (1) 1444, il fit reprise des fiefs qu'il tenait de l'évêché de Toul ; le titre prouve qu'il était fils de Mengin. Le 21 mars 1468, il est cité dans « l'inventaire des biens délaissés par la veuve de Mengin (2) ».

Le 22 mars 1469, il fonda la chapelle Saint-Sébastien et Sainte-Croix en l'église Saint-Léon de Toul (3). On voit par cet acte que Nicolas-Mengin était fils de Mengin et procureur général de l'évêché de Toul, ainsi que maître échevin de la même ville. Il porte encore cette dernière qualité dans « une transaction intervenue entre feu Mgr Antoine de Neuchâtel, évêque-comte de Toul, et ledit Nicolas du 1<sup>er</sup> novembre 1481, pour le moulin du Tombel, où ledit Nicolas avoit part et le tenoit en fief ». Il est enfin cité, avec sa femme, dans une « délibération » de Jean de Ramberviller (son fils), du 1<sup>er</sup> mars 1492.

Nicolas-Mengin est indiqué comme le père de Mengin II et de Jean III. (D. R.)

(1) Deux pièces différentes donnent chacune l'une de ces dates ; la seconde paraît mieux établie.

(2) Je ne dis pas *par sa mère*, dans la crainte que Mengin n'ait été marié deux fois.

(3) Une pièce attribue cette fondation à Mengin I<sup>er</sup>, qui était décédé bien auparavant. S'agit-il d'une ou de deux chapelles, comme le ferait croire le pluriel employé dans une pièce ? Il est difficile de le dire, parce qu'il y a des confusions évidentes faites entre cette fondation et celle d'une chapelle dans une église de Bar, par Jean de Barbonne, aïeul maternel de Gérard de Ramberviller, vers la même époque.

13. ALIX, femme d'Aimé de Mitry.

« PIERRE DE MELTRY (1), seigneur de Sailly, eut pour femme Alix de Chastel, avec il vivait en 1446, et dont il eut Aimé, qui suit :

« AIMÉ DE MELTRY OU METRY, seigneur de Fauconcourt, Bouzillon, haut voué de Châtel-sur-Moselle, épousa *Alix de Rambervillers*, dont il eut Jean I<sup>er</sup>... » (Cf Husson-l'Escossois, *Simple crayon*, art. *Mitry*.)

14. JEAN III. — *Jean de Ramberviller*, qui habitait Toul, donna une *déclaration*, en date du 1<sup>er</sup> mars 1492, pour un arrangement d'intérêts avec son frère ; on ne voit pas qu'il ait eu des enfants. (D. R.)

15. MENGIN II. — *Mengin II de Ramberviller*, écuyer, demeurait à Commercy. Il épousa Marie de Barbonne, *alias* Marielle de Vendredy (2), dont la famille, venue d'Angleterre, portait : D' « *azur, à trois têtes de pucelles d'argent, les cheveux d'or* ». Mengin était fils de Nicolas-Mengin, comme l'apprend la « transaction ou reconnaissance de Jean de Ramberviller, demeurant à Toul, son frère germain, datée du 1<sup>er</sup> mars 1492 ». Il est qualifié écuyer dans plusieurs lettres d'acquêts, dans des « patentes de Mgr Olry, évêque et comte de Toul, seigneur de Blâmont..., du 6 janvier 1502 », et dans des reprises de fiefs tenus de l'évêché de Toul, faites le 7 juin 1502 (3). Il figure encore dans un acte du 25 août 1505 (D. R.)

(1) Ancienne forme du nom de la famille de Mitry. — Je cite Pierre de Mitry à titre de renseignement chronologique. On remarquera que le nom d'Alix se présente à trois générations consécutives.

(2) Nommée aussi Marie Barbonne et Mariette de Barbonne.

(3) Une autre pièce donne la date de 1505, qui paraît erronée ; elle stipule qu'il s'agit d'une présentation « *ès chapelles de St Sébastien et Ste Croix fondées en l'église de Bar* » ; mais il paraît y avoir confusion avec la fondation faite par Nicolas-Mengin de Ramberviller en l'église Saint-Léon de Toul.

On donne deux fils à Mengin II, savoir Gérard et Jean IV.  
— A la même époque vivait Claude. Avec ces personnages nous entrerons dans le xvi<sup>e</sup> siècle.

(A suivre).

L GERMAIN.

UNE LETTRE INÉDITE DE SAINT PIERRE FOURIER

C'est pour nous une véritable bonne fortune que de pouvoir publier une lettre inédite de notre saint lorrain. Nous sommes redevables de la communication gracieuse de cet intéressant document à M<sup>me</sup> Berlet, à la complaisance de laquelle nous sommes heureux de pouvoir rendre un respectueux et public hommage. Ce n'est pas d'ailleurs la première fois que nous y avons fait appel, car, il y a quelques années, M<sup>me</sup> Berlet avait bien voulu nous autoriser à publier l'intéressant manuscrit héraldique de Perrin de Dommartin, qui fait partie de ses riches archives. Mais, si la mort n'était pas venue ravir le guide précieux et le collaborateur aimable qu'était pour nous le feu baron de Braux, c'était à lui qu'aurait dû revenir la publication de ce document, dont nous donnons ci-contre la reproduction en fac simile :

« Aux filles de Notre Dame à Saint-Nicolas.

Mes bonnes et bien aimées sœurs en Dieu.

Je vous supplie que pendant que je suis à Nancy vous preniez la peine de m'écrire de vos nouvelles, et spécialement comme se porte sœur Claude Mengenot depuis qu'elle est à Saint-Nicolas ; et comme vous vous trouvez d'elle, et en quoy vous l'emploiez. Vous aurez du temps assez pour m'écrire, car je pense que je demeureray par icy huit jours pour le moins, je n'ay pas encor parlé à Monseigneur le primat qui veult que l'on vende une place de maison qu'avez en la ville de Nancy pour en acheter une en la ville neufve vis-à-vis de chez luy, pour vous y bastir un monastère ; aultrement il ne veult pas donner la rente qu'il avoit promis, ce dit-on. Nous avons bon besoing de

prières et d'une particulière assistance de Dieu en cest endroit. On m'a dict que la fille dont vous m'aviez dernièrement escri, et qui vouloit venir me trouver à Matincourt est boiteuse, s'il est vray ne l'entretenez pas davantage en ses espérances, mais dicte luy absolument qu'elle n'est appelée de Dieu à une vocation, et ne pouvez la recevoir. J'attendray de vos nouvelles, et prieray Nostre Seigneur qu'il vous maintienne mes bonnes et bien aimées sœurs en sa sainte grace. A Nancy ce jour de sainte Lucie vierge et martyr. 1614. Votre frère et serviteur en Dieu. »

Cette lettre n'est pas susceptible de beaucoup d'annotations.

Elle a cependant le mérite de combler une petite lacune de l'*Histoire du B. P. Fourier*, t. I, p. 287, où le P. Rogie ne parle pas d'un séjour du saint à Nancy en mi-décembre 1614. En outre, elle fait allusion aux négociations avec le Primat au sujet de la fondation du premier monastère. Mgr de Lenoncourt voulait faire vendre le cloître Notre-Dame, rue des Etats, acquis en 1606 et agrandi en 1609, pour acheter un emplacement en face de la Primatiale, ce qui d'ailleurs fut fait par acte du 15 février 1615.

Le nouveau terrain « était réellement magnifique et situé dans la ville neuve presque en face de l'hôtel primatial ; il prenait à côté de l'hôpital Saint-Julien et s'étendait jusqu'à la porte Saint-Georges... La Révolution l'a aliéné ; il est aujourd'hui couvert de maisons et coupé en deux par la Rue Bailly (1) ».

La lettre de saint Pierre Fourier que nous publions aujourd'hui pour la première fois, présente donc, malgré son apparence assez insignifiante, un intérêt historique très réel.

EDMOND DES ROBERT.

(1) *Histoire du B. Pierre Fourier*, par le P. J. Rogie ; Verdun, 1887, t. I<sup>er</sup>, p. 291-292.

L'ORDRE DES TRINITAIRES EN LORRAINE.

Aucun travail n'a été fait, que nous sachions, sur l'existence en Lorraine de cet ordre religieux, fondé en 1198 par le provençal Jean de Matha, pour racheter les chrétiens captifs des musulmans, et qui existe encore. Mais voici que l'histoire générale, et surtout en France, de cet ordre, vient d'être remarquablement écrite par M. Paul Deslandres, archiviste-paléographe, attaché à la bibliothèque de l'Arsenal, en deux gros volumes in-8, l'un de texte, l'autre de pièces justificatives (Paris, Plon-Nourrit, 1903.) Au tome 1<sup>er</sup>, on trouve des notices succinctes, mais précises, sur les deux maisons que les trinitaires ont possédées dans nos pays, page 516, sur le couvent de Lamarche, fondé en 1238 par Henri II, comte de Bar, et qui paraît avoir été une des plus riches maisons de l'ordre, p. 542, sur le couvent de Metz, qui aurait été fondé dès 1198, l'année même de la création de l'ordre, suivant une tradition un peu suspecte. Dans le second volume sont imprimés et soigneusement annotés un bon nombre d'actes intéressants ces maisons, et pris, soit dans les archives départementales de Nancy et de Metz, soit dans les dépôts de Paris. En voici la brève énumération :

Nos 13, 14. — 1238, 1239. Henri, comte de Bar, donne aux trinitaires la cure de Lamarche.

17. — 1243. Le pape confirme ce don.

19. — 1245. L'évêque de Toul met les trinitaires en possession de cette cure.

23. — 1250. Thibaut II, comte de Bar, prie l'évêque de Toul de leur conserver cette possession.

57. — 1309. Accord entre le curé trinitaire de Lamarche et une femme du lieu sur le prix d'un enterrement.

61. — 1320. Droit de bergerie pour les trinitaires de Lamarche.

66. — 1340. Henri IV, comte de Bar, approuve un don pour l'entretien d'une chapelle au château de Lamarche, qui sera desservie par les trinitaires.



79. — 1360. Non préjudice délivré aux trinitaires de Lamarche parce qu'ils ont fait la garde dans le château de cette ville contre les ennemis du duc de Bar.

102. — 1477. Consécration de l'église des trinitaires à Metz.

115. — 1532. Le duc Antoine autorise les trinitaires de Lamarche à quêter dans ses pays pour le rachat des chrétiens captifs.

125. — 1564. Don par l'abbaye de Gorze aux trinitaires de Metz.

126. — 1566. Le duc Charles III nomme son prédicateur ordinaire le trinitaire de Metz Bernard Dominici.

133. — 1578. Lettres de recommandation pour le même par le chapitre de Metz.

171 — 1622. Le ministre du couvent de Lamarche est convoqué à Paris par le général de l'ordre.

188. — 1643. Autorisation à une laïque de Metz de porter l'habit de l'ordre.

261. — 1712. Envoi des constitutions au ministre du couvent de Metz.

286. — 1740. Profession de Gaspard la Lame, de Metz.

308, 312. — 1753, 1759. Contributions mises sur divers couvents pour l'entretien du procureur général en cour de Rome, pour les frais d'un procès.

343. — 1787. Mise en pension chez les trinitaires de Metz d'un jeune homme qui travaille dans les bureaux de l'intendance.

352 — 1791. Requête adressée au district par les trinitaires de Metz pour qu'on leur paye leur pension.

Ces courtes notes montrent que cet ordre, destiné à agir sur les bords de la Méditerranée, eut cependant une vie très réelle dans nos pays du Nord-Est, et qu'on ne saurait le négliger quand on étudie leur histoire religieuse.

E. DUVERNOY.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 3. — MAI 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 15 avril 1904.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

La Société historique et archéologique du Périgord a favorablement accueilli la demande d'échange des publications qui lui avait été adressée.

Le Cercle historique et archéologique de Courtrai remercie la Société d'avoir décidé semblable échange.

MM. Davillé et l'abbé Baudouin ont envoyé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de M. Maurice du Coëtlosquet.

**Distinctions honorifiques.**

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a attribué, sur la fondation Prost, un prix de 900 francs à M. Pierre Boyé, pour son travail sur *Les Hautes-Chaumes des Vosges*.

A l'occasion des fêtes de son centenaire, la Société des antiquaires de France a décerné une médaille d'or à notre distingué secrétaire perpétuel, M. Léon Germain ; M. Henri Jadart, membre correspondant, a reçu une médaille d'argent.

#### Admissions.

MM. Grenier et Lucien Hubert sont admis comme membres titulaires.

#### Présentations.

Sont présentés en la même qualité : le prince de **Beauvau**, au château de Haroué, par MM. le comte Ferri de Ludre, le comte Gaston de Ligniville et de Lallemant de Mont ; M. Jean **Noël**, à la Tour, commune de Saint-Max, par MM. Léopold Quintard, Lucien Noël et Pierre Quintard ; M. l'abbé **Mathieu**, à Fresse-sur-Moselle (Vosges), par MM. l'abbé Ed. Chatton, l'abbé Emile Chatton et Emile Duvernoy ; M. Emile **Groffe**, huissier à Montfaucon (Meuse), par MM. l'abbé Nicolas, Beauzée-Pinsart et Léon Germain ; M. Charles **Farnier**, fondeur de cloches à Mont-devant-Sassey (Meuse), par les mêmes.

#### Ouvrages offerts à la Société.

*Huit jours en voiture dans l'Est. La Champagne et la Brie*, par M. Emile Badel ; Nancy, Kreis, 1904, in-8° de 91 p.

*Compte-rendu de l'assemblée générale de la Chambre syndicale des Maîtres imprimeurs de Nancy et de la région de l'Est*, année 1902-1903 ; s. l. n. n., in-8° de 32 p.

*Annuaire de Lorraine*, année 1904 ; Nancy, Crépion-Leblond, 1904, in-8° de 1830 p.

#### Compte-rendu financier.

Le Président donne lecture, au nom du Trésorier, de l'exposé de la situation financière pour l'exercice 1903-1904. — Renvoyé à la Commission des finances.

**Lecture.**

M. L. Quintard continue et termine la lecture de son travail sur *Le Prieuré de Froville*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires*, et nomme pour former la Commission de revision : MM. Léon Germain, Emile Duvernoy et Pierre Boyé.

**Compte-rendu du Trésorier.**

MESSIEURS,

En exécution de notre règlement, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau les pièces justificatives de ma gestion pour l'exercice 1903-1904, et de les soumettre à la vérification de la Commission des finances.

Les recettes de la Société, provenant des cotisations de 1903, se sont élevées à : 3,648 francs contre 3,536 francs l'année précédente, soit une augmentation de 112 francs.

Voici l'état comparatif du nombre des membres au 1<sup>er</sup> février 1903 et à la même date de cette année :

Au 1<sup>er</sup> février 1903, la Société d'Archéologie lorraine comptait : 302 membres abonnés aux *Mémoires* et au *Bulletin* ; 180 membres abonnés aux *Mémoires*.

Au 1<sup>er</sup> février 1904, la Société compte : 290 membres abonnés aux *Mémoires* et au *Bulletin* ; 185 membres abonnés aux *Mémoires*, soit une diminution de 7 membres dans le courant de l'année 1903, diminution due à de nombreux décès.

La Société n'a pas compté de nouveaux membres perpétuels en 1903.

Enfin, la table de toutes les publications de la Société, si utilement dressée par M. Sadoul, nous a occasionné une dépense de 2.162 francs, qui mettra l'exercice 1903-1904 en déficit, en attendant que nous soyons couverts par la vente successive des volumes.

*Le Trésorier,*  
Julien KNECHT.

## MÉMOIRES

### LE CALVAIRE DE BRIEY

La lettre suivante, en date du 22 avril 1904, a été adressée à M. le Président de la Société par notre confrère M. L. Davillé, de Briey ; elle complète d'une manière très intéressante les articles publiés récemment par MM. H. Lefebvre et L. Germain sur le Calvaire de cette ville (*Bulletin*, sept.-oct. 1903.).

J'ai le plaisir de vous faire savoir, Monsieur le Président, que le beau groupe de statues dites « le Calvaire de Briey », et si bien décrites et étudiées par MM. L. Germain et Save, vient d'être classé parmi les monuments historiques en vertu d'un arrêté pris le 21 mars 1904, par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Ce groupe, dans l'arrêté, est désigné : « Le Calvaire, groupe en bois sculpté de l'école de Ligier Richier, xvi<sup>e</sup> siècle ».

Je me fais aussi un devoir de vous envoyer une traduction du titre (le texte en latin) de l'Oratoire du Calvaire, dit l'Ossuaire, érigé près de l'église de Briey par Jean Milet, curé de La Chaussée (et enfant de Briey), en 1534.

Ce titre se trouve aux archives municipales, GG. 1.

Je crois aussi devoir vous entretenir sur le bas-relief du xvi<sup>e</sup> siècle appelé « le dit des 3 vifs et des 3 morts », décrit par M. Abel dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de la Moselle*, 1866.

M. Abel, à ce moment, n'avait sans doute pu bien lire les paroles gravées sur les phylactères s'enroulant autour des six personnages. M. Martial de Lamotte et moi venons enfin de déchiffrer les paroles qui y sont inscrites, achevant ainsi le travail de M. Abel. Ces paroles sont ainsi conçues :

Nous . avons . bien . esté . en ... chaire . comme . vous . es ... (1)

(1) Ces pointillés indiquent un mot ou deux effrités. — Le mot final est sans doute *estes*.

Mais . vous . vindrez . en . nostre . demeure .  
En . gloire . et . honneur .  
Remply . de . tous . biens . et . cheyance .  
Au . nom . Regereur .  
du . Dieu . le . saint . maistre . puissant .

Dans un opusculé de *Science et Religion*, intitulé *les Danses macabres*, M. L. Dimmer, docteur ès lettres, classe le dit de Briey parmi ces rares sculptures qui ont précédé les Danses macabres.

Ces sujets sont certainement très rares en France (1), et, puisque le département de Meurthe-et-Moselle a le bonheur de posséder à Briey une œuvre aussi remarquable, il serait peut-être bon de la faire classer aussi parmi les monuments historiques, et lui faire donner une autre place qu'au dessus d'une porte, à 6 ou 7 mètres de hauteur, exposée, à l'extérieur, à toutes les intempéries. Sa place serait ou à l'intérieur de la chapelle de l'Ossuaire, ou mieux encore encastré dans un mur de l'église paroissiale, intérieurement, et à la portée de tous les visiteurs.

Ce bas-relief ornait également la chapelle érigée par J. Milet ; le nom du sculpteur est inconnu.

Daignez agréer, etc.

L. DAVILLÉ.

*Titre de l'Oratoire du Calvaire dit l'« Ossuaire », érigé près de l'église de Briey, par Jean Milet, curé de Lachaussée, en 1534 : Briey, archives municipales, GG. 4, parchemin (traduction du latin).*

(1) Cinq autres scènes analogues ont été signalées en Lorraine : peintures dans la chapelle du cimetière de Sepvigny (Meuse) ; fresque de l'église de Sainte-Ségolène à Metz ; peinture extérieure à l'église de Vraincourt (Meuse) ; vitrail de Charmes, 1493 (Vosges) ; peinture à l'église de Saint-Clément (Meurthe). Cette scène sculptée n'est connue en Lorraine qu'à Briey ; elle paraît être fort rare en France, où l'on peut citer celle du portail des Saint-Innocents à Paris ; elle semble être moins rare en Allemagne et en Italie. — (Note de M. Léon Germain.)

Augustin de Rosières, par la grâce de Dieu et du S<sup>t</sup> Siège apostolique, évêque de Basilie (1), vicaire général, administrateur perpétuel du très-Révérénd et illustre prince et seigneur Jean, cardinal-diacre de l'Eglise romaine, du titre de St Onaphre, appelé cardinal de Lorraine et son coadjuteur dans les charges spirituelles de son Pontificat, aux cleres et aux fidèles, notifie que les chapelles et les lieux saints fondés par la piété des fidèles (2).....

Il paraît digne en effet que ces lieux qu'on sait avoir été édifiés et construits en mémoire de la Très-sainte Passion du Rédempteur N. S. J. C. par lequel nous avons été délivrés ; que ce Saint-Sépulcre divin marqué du signe de la T. S. Croix par laquelle il a racheté le monde qui était perdu soient honorés d'un souvenir d'autant plus illustre que Notre même Seigneur Jésus-Christ dirige d'une manière plus parfaite les pieux fidèles qui ont mis leur espoir dans la clémence de Sa Majesté, les fait participer aux prières et aux mérites de ses saints et les admet à la faveur du pardon.

Désirant donc que l'Oratoire extérieur contigu à l'église paroissiale de la ville de Briey située dans le diocèse de Metz, et que notre honorable et bien aimé Maître Jean Milet, recteur de l'église de La Chaussée, dans le même diocèse de Metz, a, dans l'ardeur de sa dévotion, dernièrement fait ériger et construire à ses frais, sous l'invocation et le vocable du Sépulcre divin ou du Mont-Calvaire, soit vénéré comme il le doit, soit réparé dans sa construction, entretenu des choses nécessaires, comme mis sous la main et constamment honoré des fidèles, qui eux-mêmes visiteront plus volontiers cet oratoire et cette chapelle dans laquelle le susdit Jean Milet a placé plusieurs croix et d'autres pieuses et salutaires images, représentant et énumérant les scènes de la Passion et de la Rédemption, soit aussi celles qu'il a fait planter soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville sur les chemins qui conduisent au susdit oratoire et aux lieux qui l'avoisinent ; que les fidèles qui, se rappelant l'amour du Christ, viendront aux lieux où cette bienfaisante image a été placée, aussi bien qu'à l'autel de la

(1) Sur le parchemin détérioré, ce mot est incomplet ; on lit seulement : *Basi.....* — Une ancienne traduction de cette charte porte *Bâle*, ce qui n'est pas exact ; en 1334, l'évêque de Bâle était Philippe de Gundelsheim. Il s'agit très probablement du titre *in partibus infidelium* d'évêque de *Basilie*, titre qui fut celui de Cumin de Rosières, suffragant de Jean, cardinal de Lorraine, évêque de Metz (Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 1<sup>re</sup> édit., t. I, Dissertation sur les évêques de Metz, col: xxv) et de Conrad le Payen, autre suffragant du même cardinal (Viville, *Dict. du départ. de la Moselle*, t. I, p. 364).

(2) Ces pointillés marquent l'absence du reste de la phrase. Le parchemin est rongé à ces endroits.

Bienheureuse Marie, Mère de Dieu, dite de la Pitié, située dans la même église, qui poussés par leur dévotion viendront vénérer le sépulcre et la chapelle en pensant salutairement à la Passion de N. S. ....

D'autant plus que dans ce même lieu, ils s'apercevront qu'ils reçoivent plus de grâces. ....

..... Nous ..... évêque et Vicaire susnommé, confiant dans la miséricorde divine, de notre autorité épiscopale et de l'autorité attachée à notre titre de vicaire, Nous accordons en général, à chacun en particulier, à tous les fidèles de l'un et de l'autre sexe, qui vraiment pénitents, et s'étant confessés, ou qui sans être coupables de fautes mortelles auront au moins le désir de se confesser et de satisfaire pour leurs péchés et véritablement contrits visiteront le susdit oratoire, la susdite chapelle, les images et les autres lieux mentionnés ci-dessus, en tout ou en partie, le lundi d'après la fête ..... selon que le temps le leur permettra ou qu'ils en seront capables ..... Et tous les jours susdits dans lesquels ils le feront, Nous remettons miséricordieux dans le Seigneur, quarante jours de pénitence qui leur ont été imposés.

Ces pièces subsistent pour le temps à venir. En foi de tout ce qui a été dit ci-dessus ..... pour que cela se fasse dans la suite ..... de notre vicariat pontifical. .... Nous ordonnons. .... et soit fait à frais commun.

Donné à Metz, dans le palais épiscopal, le 21 du mois de novembre de l'an de la Nativité du Seigneur 1534.

#### UNE BRANCHE BOURGUIGNONNE DE LA FAMILLE DE VILLE

Une des branches de la famille de Ville (1), et non la moins illustre, devint bourguignonne au XV<sup>e</sup> siècle, où elle s'établit à Saint-Remy (2). M. Sarlot, sous-directeur de l'Ecole pratique d'agriculture, établie par les Frères de Marie dans cette antique résidence, a réuni quelques notes généalogiques et historiques sur les seigneurs qui s'y sont succédés. C'est dans son manuscrit que nous avons puisé les éléments des pages qui vont suivre.

(1) Ville-sur-Illon, canton de Dompaire, arr. de Mirecourt, Vosges.

(2) Canton d'Amance, arr. Vesoul, Haute-Saône ?



Le vénérable M. Sarlot, n'écrivant pas pour le public, a négligé d'indiquer ses sources ; mais on sent bien qu'il n'avance rien sans preuves. Aussi relèverait-on plutôt des lacunes que des erreurs dans son travail.

Mais avant de dire comment une alliance avec l'antique souche des seigneurs de Rupt apporta à la famille de Ville la seigneurie de Saint-Remy, rappelons que cette maison de Rupt était une branche cadette des sires de Pesmes, qui, arrivée sur la terre fiefée de Rupt en 1169, en avait pris le nom.

De cette famille, nous citerons Othon de Rupt, père de Jean 1<sup>er</sup> qui épousa Marguerite d'Achey. Jean de Rupt est inhumé au monastère cistercien de Cherlieu (1244).

Il laissait cinq enfants en tutelle. Son fils Jacques lui succéda ; il fut enterré à Cherlieu en 1345. Sa femme ne lui survécut qu'un an, laissant trois fils et deux filles.

Gauthier lui succéda dans la terre de Rupt ; Hugues devint archevêque de Bénévent ; Jean, dit *Riset*, épousa Philippette d'Achey (1), fille du seigneur de Saint-Remy. C'est par ce mariage que la terre de Saint-Remy passa aux seigneurs de Rupt.

Gauthier, marié à Marie de Rougemont (1347), mourut en 1380, laissant trois enfants : Jean, Béatrix et Guillemette.

Jean II, son fils, lui succéda. De son mariage avec Mahaut de Grancey, sont issus cinq enfants parmi lesquels :

Jean III, qui, à la mort de son père, hérita de la seigneurie de Rupt, à laquelle bientôt devait s'ajouter celle de Saint-Remy.

Nous ne connaissons pas la date précise de la prise de possession de Saint-Remy par ce personnage.

(1) Les seigneuries de Rupt et de Saint-Remy vivaient en bon voisinage. Richard d'Achey (fils de Jean d'Achey), seigneur de Saint-Remy, épousa Jacquette Grenans, dont il n'eut qu'une fille, Philippette, qui devint en 1342 la femme de Jean de Rupt, dit *Riset*.

Jean IV, son fils, lui succéda, mais non dans la totalité de ses possessions. En vertu d'un arrangement de Jean III avec ses deux sœurs, qui avaient épousé les deux frères, Guy et Jean de Rye, la terre de Saint-Remy leur revenait. Jean IV s'était uni (1437) à Agnès de Beaufremont, qui mourut trois ans après (1). En la même année il convola en secondes noces avec Marguerite, fille d'Antoine de Ray, seigneur du dit lieu, et de Jeanne de Vienne.

N'ayant pas eu d'enfant de ces deux femmes, il laissa sa seigneurie à Pierre de Gaux, sire de Vacheresse, chancelier de Bourgogne, son petit-neveu (2), mais à la condition que ce dernier prendrait le nom et les armes de Rupt.

Le fils de Pierre de Gaux, Jean V, sire de Rupt et d'Autricourt, devint le chef de la maison de Gaux-Rupt, destinée à s'éteindre au siècle suivant dans celle de Clermont-d'Anjou. Mais revenons aux seigneurs de Saint-Remy.

Jean de Rye, beau-frère de Jean III de Rupt, lui succéda (1439) comme seigneur de Saint-Remy, du chef de sa femme, Jacqueline de Rupt.

Hugues de Rye, son fils, seigneur de Balençon, mourut sans postérité, fort jeune du reste. Sa veuve, Marie d'Igny, dame de Balençon, le suivit de près dans la tombe. Il lui avait laissé tous ses biens qu'elle légua à ses neveux, savoir : Hélyen, Jean, Anne et Antoine d'Igny.

La seigneurie de Saint-Remy fut l'apanage d'Anne d'Igny, qui avait épousé Jean de Ville, seigneur de Fontette.

#### *Jean de Ville.*

Dans le partage de la succession de Marie d'Igny, la

(1) Fille de Pierre de Beaufremont, seigneur de Ruppes, et de Béatrix du Chatelet. Son épitaphe porte que *obiit Agnes de Beaufremont, domina de Rupt anno MCCCCXL*.

(2) Car il avait épousé Mathiète de Rye, fille unique issue du mariage de Marie de Rupt avec Guy de Rye.

jouissance de la seigneurie de Saint Remy échut à Anne d'Igny sa nièce, femme de Jean de Ville, sans toutefois qu'ils en eussent la propriété, cette terre devant être indivise entre les cohéritiers.

En effet, la mort d'Anne, survenue bientôt après, fut l'occasion d'un nouvel accord entre Jean de Ville et ses beaux-frères, stipulant que le seigneur de Fontette « tiendrait et posséderait sa vie durant, *tant seulement*, le château et fort-maison entièrement dudit lieu de Saint-Remy, ensemble les terres et seigneuries dudit lieu et villaige de Saint-Remy, Anchenoncourt, Chazelle, Saint-Berthaise, et du passage de Bauley, c'est assavoir en iceulx lieux haute justice, moyenne et basse, fiefs ou arrière fiefs, hommes, femmes, tailles, dixmes, vignes, prés, terres, gelines, chenevières et autres droits et possessions quelconques, appartenans et appendans à ladite seigneurie dudit Saint-Remy, sans en aucune chose retenir ».

Mais il restait entendu que « lesdites terres, seigneuries, ensemble tous les droits et choses susdites devaient retourner auxdits messires Hélyen, Jehan d'Igny et leur sœur, avec aussi semblablement tous les autres héritaiges de feu messire Jehan d'Igny, jadis leur père, incontinent après le trespas dudit seigneur de Fontette, pour raison de ce que icelle seigneurie de Saint-Remy et toutes ès-autres seigneuries et droits dessusdits venaient et dépendaient de Madame de Balançon, jadis leur tante... »

Telle était la situation, lorsque Jean de Ville devint seul propriétaire de Saint-Remy et ses dépendances par le rachat des droits d'Hélyen et Jean d'Igny.

Par un acte daté de 1302, Hélyen « vend, cède, quitte, transporte, délaisse à toujours et perpétuellement à Jean de Ville la quarte partie par indivis qui compétait à feu Anthoine d'Igny, de ladite terre et seigneurie de Saint-Remy et autres lieux, appartenans et appendans d'icelle seigneurie pour la somme de 800 francs, monnaie courante de Bourgogne », que l'acquéreur paya comptant.

Par un acte du 13 octobre de la même année, Jean lui céda aussi sa « quarte partie, plus la moitié de la quarte partie, aussi par indivis, qui compétait à feu Anthoine d'Igny, pour la somme de 700 francs ».

Après y avoir établi définitivement son foyer, il songe à pourvoir au repos de son âme par une fondation pieuse, dont nous extrayons le passage suivant, où la foi de ses ancêtres se trahit si vivement :

« Au nom de Notre Seigneur, Amen. Jehan de Ville, seigneur de Fontette, de Saint-Remy, de Maiche et de Cenkoing, savoir fais à tous que je, meu d'une singulière dévotion pour le salut et le remède de mon âme et de mes prédécesseurs, de mon très chier et bien-aimé nepveu, Anthoine de Ville, escuyer, seigneur dudit lieu, de feu Damoiselle Anne d'Igny, jadis ma première femme, et de Damoiselle Guillemette de Malbry, aujourd'hui ma bien-aimée femme et compaignie, et de leurs prédécesseurs et successeurs ; et affin qu'il plaise à Dieu, mon souverain Créateur et Rédempteur, par le mérite de sa benoite mort, et aussi par l'intercession et requête de sa glorieuse mère, la benoite Vierge Marie, ma bonne Maitresse, et de ses benois saints et saintes du Paradis, me pardonner mes fautes et péchés, je fonde, ordonne et institue dès maintenant par les présentes lettres une chapellanie et chapelle, qui sera brièvement édiflée et construite belle et honeste, joignant et contiguë à l'église parochiale de Saint-Remy, à mes frais et despens, en l'honneur et révérence de la benoite et bienheureuse Vierge Marie, mère de Dieu, et de Monseigneur saint Georges, et de Monseigneur saint Jehan Baptiste ; en laquelle je fonde, institue et ordonne une messe quotidienne, qui sera dite et célébrée par le chapelain d'icelle et ses successeurs perpétuellement chaque jour de la semaine de la manière qui s'ensuit, c'est assavoir : le dimanche, du jour ; le lundy, une messe de *Requiem* à notes et haute voix, ensemble les Vigiles des

morts qui seront dictes le dymanche précédent, après les Vespres, lesquelles seront semblablement dictes à notes et haute voix, se tant est que ledict chappelain puisse avoir aide pour lui ayder à chanter, ou aultrement sera tenu de les dire tout bas ; le mardy, une messe basse de Monseigneur saint Georges ; le mercredi de Monseigneur saint Jehan Baptiste ; le jeudy du saint Esprit ; le vendredy des cinq plaies de Nostre Seigneur ; le samedi de Nostre Dame » (1504).

Une autre clause prescrit en outre de « dire et chanter à notes et haulte voix, en ladite chapelle, devant l'imaige de Nostre Dame chaque jour, perpétuellement, à l'heure de complies, le *Salve Regina*, avec les oraisons ».

Pour ces fondations et « l'entretènement de la chapelle », il donne et transporte au chapelain, à perpétuité, « les terres et seigneuries d'Augicourt-les-Jussey, au comté de Bourgogne, et celles de Longay et de Cevenay, au duché de Lorraine, tant en hommes, femmes, rentes, cens, tailles, corvées, dismes, bois, fours, rivières, etc., etc. », ne se réservant sur icelles que la haute justice et les amendes qui passeront « dix sols estevenants ».

Ces fondations sont à charge, par le chapelain, de garder la résidence « continuelle et perpétuelle dans la maison que brièvement il luy fera faire et édifier... Mais il pourra si bon luy semble, se faire ayder pour le chant par un magister d'escole, ou quelque clerc qui saura chanter, et luy confier le soin de seconder les effants de Saint-Remy ».

Malgré son origine et ses attaches lorraines, il suivit la fortune du Téméraire. Etant feudataire de Bourgogne et de Lorraine, il avait dû choisir entre les deux. Fait prisonnier à la bataille de Nancy, il dut payer 15,000 écus pour sa rançon, et de plus céder une rente annuelle de 4,000 écus, qu'il tirait auparavant de ses possessions lorraines.

*André de Ville (ou Andry).*

A la mort de Jean, ses quatre enfants n'avaient pas encore quitté le foyer ; et, s'ils durent faire un partage, ce ne fut que plus tard, après 1519.

A cette époque, en effet, les deux aînés, Jean et André, gouvernaient conjointement la seigneurie, comme il appert d'un acte d'affranchissement donné en faveur de « certains habitants de Chazel », et dans lequel ils déclarent agir « tant en leur propre nom, qu'au nom de Damoiselle Guillemette de Malbry, leur mère, d'Anthoine leur frère, et d'Anne leur sœur ».

Dès 1533, André reste seul seigneur de Saint-Remy, dont il obtient de Charles-Quint l'érection en baronnie, avec l'autorisation « de faire et dresser sur ses terres un signe patibulaire à quatre piliers et bannerottes ».

C'était la digne récompense des services rendus par ses ancêtres, spécialement du concours prêté par Jean de Ville au siège de Nancy, et aussi de ses propres services, à lui, André de Ville, notamment de la glorieuse part qu'il avait prise, en 1521, au siège de Mézières, et à la campagne contre les Turcs où il avait été fort remarqué, « bien monté qu'il était, en ordre et à ses propres frais ». Aussi l'empereur avait voulu qu'il figurât au cortège de son couronnement à Boulogne (1530).

*Jean II de Ville.*

Jean II de Ville, fils d'André, épousa en 1539 la fameuse Nicole de Savigny, sa parente et sa copersonnière dans la seigneurie de Fontette. Il est probable qu'à cette époque, il avait déjà succédé à son père comme baron de Saint-Remy (1).

(1) On sait qu'elle était auparavant la maîtresse attitrée du roi Henri II, dont elle eut le bâtard *Henri Monsieur*, baron de Fontette, seigneur de Noé, de Beauvoir et du Chatelier (1538).

Il devint gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, colonel d'un

Il vivait encore en 1563, mais nous ne trouvons plus mention de lui après cette date, En tout cas il n'était plus en 1566.

*André II de Ville.*

Jean II laissait un fils en bas-âge, sous la tutelle de sa mère (1) ; ce fils, André II, ne marcha point sur les traces de son père.

« Citée au parlement de Dole en 1566 pour cause d'hérésie, Nicole avait entraîné son fils dans le parti des Huguenots, auquel on le trouve uni lorsque Guillaume de Nassau, prince d'Orange et Wolfgang, duc de Deux Ponts, franchissent les frontières de Bourgogne à la tête de 1,200 à 1,500 protestants d'Allemagne, accourus à l'appel de Coligny (2). »

Ils mirent le baillage d'Amont à feu et à sang, depuis Jussey jusqu'à Vesoul et Faverney ; pour sa part, le baron de Saint-Remy incendie Cherlieu et Clairefontaine, après les avoir consciencieusement pillés. C'est justement ce qui

régiment de cavalerie et gouverneur de Châteauvillain, fut la souche de la maison de Valois-Saint-Remy, dont la dernière descendante Jeanne de Valois, comtesse de Lamotte, joua le rôle que l'on sait dans *l'affaire du collier* et mourut en Angleterre (1791).

Pour apanager cet enfant, Henri II avait laissé un legs de 30,000 écus sol, mais qui ne fut réellement délivré qu'en février 1597. (H. Thévenot, *Notice sur Fontette*, p. 35.)

Nicole était fille de Georges de Savigny, 2<sup>e</sup> du nom, et de Nicole de Haussonville, sa première femme.

(1) « Elle épousa Jean de Ville, dont elle n'eut pas d'enfants », dit H. Thévenot (*Notice sur Fontette*, p. 34). Ce qui le lui fait supposer, c'est sans doute le testament de Nicole (daté du 12 janvier 1590), par lequel elle lègue à *Henri Monsieur* le don royal de 30,000 écus sol, et tous ses meubles et acquets avec le tiers de ses biens propres à Albert de Savigny, fils de son frère, Philippe de Savigny, son neveu ; mais à la condition qu'il se chargeait de solder toutes les dettes de la succession de sa tante. La considération a sa valeur ; mais, en l'absence d'autres renseignements, nous ne pouvons nous prononcer.

(2) Si elle n'était point tutrice de son fils, comment serait-elle demeurée en tête de la baronnie de Saint-Remy après la mort de Jean II ?

nous fait douter que André fût le fils de Jean II, qui n'avait pas dû épouser Nicole avant la mort de Henri II ; en 1369, il n'aurait été qu'un enfant.

Quoi qu'il en soit, Philippe II confisqua les biens du félon et le bannit des terres de Bourgogne.

André vint à résipiscence et obtint son pardon. Son souverain l'admit à renouveler le serment de fidélité entre les mains de Philibert de Montmartin, commis et député à cet effet par messire François de Vergy, comte de Champlitte, lieutenant général, gouverneur pour le roi en ses pays de Comté et Bourgogne.

La réhabilitation du baron de Saint-Remy eut lieu le 23 octobre 1378, au territoire de Chauvirey « à trois ou quatre traits d'arquebuse, sur le chemin allant de Chauvirey à Augé ».

En présence de nombreux seigneurs figurant comme témoins, André mit pied à terre « et se représenta en toute humilité et réviscence, tête nue et mains jointes », devant Philibert de Montmartin, à qui il déclara qu'il « reprenait en fief de Sa Majesté la seigneurie de Saint-Remy, membres et dépendances d'icelle ». Il jura foi et hommage de fidélité à Sa Majesté, « promit et jura de s'acquitter du service à elle du et accoutumé, moyennant qu'on luy fasse raison et restitution de tous ses biens ». A quoi acquiesça le seigneur de Montmartin, en vertu des pouvoirs à lui conférés par François de Vergy.

Il ne survécut guère et ne semble même pas avoir eu avant sa mort la main levée du séquestre de ses biens.

Il ne laissait pas de postérité. Sa plus proche héritière était Nichole de Faze, épouse de Jacques de Luz (1), baron de Bazaille et de Neufville. Mais Jacques se vit disputer cet héritage par Gaspard de Rabbes, baron de Billy, à qui

(1) Chrétienne de Luz, l'une de ses filles, veuve en premières nocces de Claude Fresnay, seigneur de Loupy, épousa en secondes nocces *Henry Monsieur*, baron de Fontette.



Philippe II, pour le récompenser de ses services, avait accordé dès l'an 1373, une rente de 2,000 livres à prendre sur les revenus des terres confisquées au baron de Saint-Remy.

C'est l'ère des procès qui s'ouvre et n'est pas près de se clore entre les deux familles de Savigny et de Saint-Remy. Nous y glanons un simple fait pour notre épilogue.

Antoine de Luz, seigneur de Saint Remy, hérite de son frère René de Bazaille, qui par testament « laissait en héritage à ses frères et sœur, par égale part, une somme de 60,000 livres tournois, revenant à 90,000 fr. barrois, à luy donnés et cédés par *Henry Monsieur* de Saint-Remy, seigneur et baron de Fontette, en une obligation passée au proffict de feu Nicholle de Savigny, le 28 juillet 1576, sur messire André de Ville son fils... ensemble d'aultres sommes de deniers, résultant d'un certain arrêt rendu en court du Parlement de Paris, au proffict de ladite dame de Savigny sur ledict André de Ville ; à charge toutefois que l'usufruit des 90,000 francs demeurerait en usufruit tant seulement la vie durant des sieurs et dame de Bazaille, ses père et mère, et au survivant des deux ».

Les copartageants de cette somme étaient au nombre de cinq : Antoine de Luz, baron de Saint-Remy, Henry Monsieur de Saint-Remy, baron de Fontette (en nom et comme mari de dame Chrétienne de Luz), dame Manne de Luz, femme et épouse de messire François de Choizeul, seigneur et baron d'Ambronville, Damoiselle Magdeleine de Luz, et Gaspard de Luz (ces deux derniers alors absents représentés par leur père Jacques de Luz), tous frères et sœurs du défunt François René.

Dans ces contestations, procès et arrangements, nous voyons qu'à cette époque la seigneurie de Fontette a été distraite de celle de Saint-Remy en faveur d'un frère cadet d'André de Ville, fils comme lui de Nicole de Savigny, à laquelle il avait souscrit une obligation importante. Ne

serait-ce pas cet Albert de Savigny que différents auteurs donnent comme son neveu ? (Voir la *Notice sur Fontette*, p. 35).

Quoi qu'il en soit, ce fut Antoine de Luz, encore mineur, qui succéda à André de Ville comme baron de Saint-Remy.

Abbé CH. PIERFITTE.

---

EPITAPHE DE CHRISTOPHE DE GORGAS, A VILLEFRANCHE († 1585)

Plus de quatre années se sont écoulées depuis que notre zélé confrère M. le curé J. Nicolas m'écrivait ceci : « Il y a dans l'église de Villefranche (1) une dalle funéraire... fort intéressante, mais qui a été mutilée pendant la Révolution. C'est la tombe de l'un des gouverneurs de la petite cité. A force de patience et de temps, j'ai pu la restituer presque entièrement. Elle date de 1585. Malheureusement M. Jean-tin ne donne la liste des gouverneurs de Villefranche que postérieurement à cette époque, de sorte que je n'ai pas de certitude sur le nom de ce gouverneur... » M. Nicolas voulut bien m'envoyer sa transcription. Pour le nom de famille du gouverneur cité et pour celui de sa seigneurie, notre confrère avait écrit, par à peu près, CORCIANS et LEVRGEAI; mais, d'après ce qui sera dit plus loin, il faudrait lire GORGAS et LEVIGNAN (OU LEVIGNEN); rien ne s'oppose à cette rectification, tellement la dalle funéraire, paraît-il a été détériorée par le ciseau révolutionnaire (2).

De plus, pour le prénom, M. Nicolas avait lu CHRESTIEN; cependant, à la suite de recherches assez longues, je me persuadai que le personnage dont il s'agit s'appelait, non *Chrétien*, mais *Christophe*, et je sollicitai une vérification nouvelle; son résultat fut que, au lieu de CHRESTIEN, il

(1) Près de Stenay (Meuse).

(2) Une vérification récente a fait reconnaître parfaitement le nom DE GORGAS.

faut lire  $\widehat{\text{XRPF}}$ , abréviation insolite, qui toutefois ne peut convenir qu'au nom de Christophe, auquel on conservait d'habitude, comme au mot *Christ* et à ses autres dérivés, les deux initiales grecques : XP, pour *Chr.* Mais souvent, oubliant que le P grec remplaçait le R latin, on mettait ce dernier caractère à la suite du P, dont on avait perdu le sens ; je pense que le graveur aura reçu un modèle commençant par  $\text{XPR}$ , et que, par ignorance et distraction il a interverti ces deux dernières lettres. Peut-être, néanmoins, ce caractère P appartient-il à la dernière syllabe du nom ; mais l'absence de l'H serait difficilement explicable ; et, à cette époque, on écrivait encore souvent *Christofle* au lieu de *Christophe*, comme on le verra plus loin par un exemple de 1582.

Voici donc le texte communiqué, avec modification des trois noms qui se trouvent au commencement :

ICY GIST M<sup>e</sup> (1)  $\widehat{\text{XRPE}}$  DE GORGAS  
 S<sup>r</sup> DE LEVIGNAN ET CHEVALIER DE L'ORDRE DE  
 S<sup>t</sup> MICHEL GOVERNEVR DE VILLEFRANCHE  
 QVI TREPASSA LE 27<sup>eme</sup> OCTOBRE 1585 APRES  
 AVOIR FAICT RECEPVOIR AVDICT GOVERNEMENT  
 M<sup>e</sup> ROBERT DE TREMELET SON PETIT FILS  
 LEQVEL FIST AINSI (?) METTRE LA PRESENTE TOMBE  
 A DECLARE SIL NE MEVRT AILLEVRS QVIL DESIROIT (2)  
 ESTRE AVEC SON BIENFAICTEV<sup>r</sup> ET QVIL SOIT  
 NOTOIRE COE (3) AVANT ESTRE EXPVLSE VNE FOIS  
 PAR TROIS ANS VNE AVE (4) PAR SA LIBRE  
 DEMISSION EN FAVEVR DV S<sup>r</sup> DE VIANGE FVST POVR  
 LA TROISIESME FOIS POVRVEV PAR TROIS DE NOZ  
 ROYS (5).....

(1) *Messire.*

(2) C'est-à-dire : *a déclaré que, sauf le cas où il mourrait ailleurs, il désire, etc.*

(3) *Comme.*

(4) *Autre.*

(5) La fin de ce texte, d'une rédaction assez embarrassée, paraît

CETTE SEPULTURE SE DOIBT CVRIEVSEMT (1)

CONSERVER.

PRIES DIEV POVR SON AME.

« Au bas se retrouvent les armoiries, mutilées plus encore que l'inscription. On distingue à peine l'écu écartelé, surmonté d'un heaume et entouré de l'insigne de l'ordre de Saint-Michel. »

Cette épitaphe est vraiment très curieuse et de nature à provoquer un commentaire ; il exigerait des recherches étendues, mais longues et assez difficiles, sur l'histoire de Villefranche dans la seconde partie du XVI<sup>e</sup> siècle. J'ai pensé qu'il convenait tout d'abord de s'attacher à l'identification du gouverneur. Ne pouvant le faire sur mon propre fonds, je me suis adressé à l'obligeance et au savoir de M. le Dr Henry Vincent, de Vouziers, très particulièrement versé dans l'histoire des régions ardennaises, sur la frontière desquelles se trouve notre ancienne forteresse. La réponse ne se fit pas attendre : mon excellent correspondant a bien voulu m'y fournir des renseignements sur le gouverneur de 1583 et sur la famille de Tremelet. Je commence par ce qui touche le premier.

« D'après les noms altérés que vous me donnez, m'a écrit M. H. Vincent, je crois que le gouverneur dont M. le curé de Laneuville a trouvé la pierre tombale se nommait Chrétien (2) de *Gorgias*, sieur de *Levignan*, car je rencontre dans la région, en 1624, Christophe de Gorgias,

signifier que Robert de *Tremelet* fut nommé trois fois gouverneur de Villefranche : l'effet des deux premières nominations, fut détruit, une fois par une « expulsion » de trois années, une autre fois par sa démission en faveur du S. de Viange. Les cinq derniers mots donnent à penser (sans certitude, car la phrase est interrompue) que chacune de ces nominations fut faite par un roi différent, sans doute Henri III, Henri IV et Louis XIII.

(1) *Curieusement*.

(2) M. Vincent donnait ce prénom d'après la lecture défectueuse dont je lui avais fait part.

sieur de Levignan, faisant hommage pour La Fontaine au Croncq, localité voisine de Nouart.

« Ces Gorgias sont des environs de Senlis (Levignen). Il se trouve des renseignements sur eux dans un article publié par un curé de Levignen dans les volumes du Comité archéologique de Senlis... »

J'ai recherché ce travail et l'ai trouvé dans les *Comptes-rendus et Mémoires* de ce Comité pour l'année 1877 (2<sup>e</sup> série, t. III) ; il est intitulé : *Extrait d'une notice sur Léviguen et sa seigneurie*, par M. Gross, curé de Léviguen. Mais, je n'y ai remarqué qu'une mention se rapportant à la famille qui nous intéresse ; c'est au sujet de La Folie, fief situé à Levignen (p. 44) : « 1527, Jean de Gorgias est seigneur de ce fief et veut y construire un moulin à vent ».

Et ailleurs (p. 40), l'auteur revient sur ce « fief de la Folie de Léviguen, situé à l'endroit où Jean Gorgias demanda au roi, en 1527, la permission de construire un moulin à vent, permission qu'il n'obtint pas, parce que le roi ne voulait pas que le moulin de Léviguen nuisit à ses moulins de Duvy et de Pontron ».

Dans des papiers concernant la famille de Senlis (1) qui ont été retrouvés à la Bibliothèque de l'Arsenal par M. Bigorgne et dont l'analyse m'a été, je crois, communiquée par notre confrère M. le curé Gillant, il est fait mention de « N. de Gorgias », qui me paraît être Christophe, le gouverneur dont nous nous occupons.

« Charles de Senlis, y lit-on, avait porté les armes sous la charge de N. de Gorgias, gouverneur de Villefranche » ; il fut « sous lieutenant du gouverneur de Villefranche ».

Et ailleurs il est fait encore mention de « N. de Gorgias,

(1) Sur cette famille, cf. mon travail *Armorial des écuyers du bailliage de Saint-Mihiel*, n° 180, et R. des Godins de Soubesmes, *Armorial de la Recherche de Didier Richier*, p. 75. — Ces rapprochements semblent bien prouver que la famille était originaire de Senlis et en avait pris le nom.

escuyer, seigneur de la Fontaine, etc., gouverneur pour le Roy à Villefranche ». Bien que ces renseignements m'aient paru tout d'abord se rapporter à une époque un peu plus ancienne, je pense que l'*N* a été mis dans l'ignorance du vrai nom et qu'il s'agit là de Christophe de Gorgias ; car, s'il avait eu un ascendant dans la même charge de gouverneur, l'épithète le rappellerait sans doute.

Un inventaire d'archives qui se rapportent à la famille de Maillard de Landres me fournit cette mention : « Divers acquêts pour honoré seigneur Christophe de Gorgias, écuyer, seigneur de Levignan, la Fontaine, etc ; D<sup>lle</sup> Nicole, son épouse. En 1552, il est dit capitaine de Buzancy ; en 1576, gouverneur de Villefranche (1). »

La *Revue d'Ardenne et d'Argonne* a publié dernièrement un « Inventaire sommaire de la collection de notes et documents sur l'histoire des Ardennes réunis par le marquis Olivier de Gourjault et déposés à la Bibliothèque de Sedan ». Au portefeuille 38, « Ligue », je lis :

« 1582. — Copie de lettres adressées aux échevins de Mézières par le duc de Guise, Henri de Lorraine, Lavieuville, *Christofle de Gorgias*, Colignon (2), Danisy.... 12 pièces (3). »

Enfin, l'on doit se rappeler que, d'après M. H. Vincent, un autre Christophe de Gorgias, seigneur de Levignen, fit hommage au seigneur de Nouart pour la Fontaine au-Croncq, en 1624. Était-il fils ou neveu et filleul du gouverneur de Villefranche ? Quoiqu'il en soit, ce gouverneur eut une fille, qui épousa *N. de Tremelet* et en eut Robert de

(1) Parchemin. Archives de Maillard, n<sup>os</sup> 145 à 149. Ces archives appartiennent à M. le baron de Landres, à Ludres ; l'inventaire m'en a été communiqué, il y a une vingtaine d'années, par feu notre confrère le comte Edmond de Martimprey de Romécourt, gendre de feu M. de Landres.

(2) Ne faudrait-il pas lire : *Colignon d'Anisy* ?

(3) *Revue d'Ardenne et d'Argonne*, t. x., avril 1903, p. 132.

Tremelet, puisque, dans l'építaphe, ce dernier est dit petit-fils de Christophe de Gorgias.

Je passe maintenant à la seconde famille, sur laquelle M. H. Vincent a eu l'obligeance de m'écrire :

« En ce qui concerne les Tremelet ou Trumelet, je suis plus renseigné.

« Il existe, en effet, à Nouart (Ardenues), non loin de Villefranche, la pierre tumulaire de Pierre Tremelet ; j'ai dû, pour la commenter, faire, sur la famille, des recherches qui ont eu un résultat curieux, à distance.

« La famille Trumelet ou Tremelet est rémoise d'origine. — Les *comptes de l'Échevinage* de Reims, de 1379 à 1386, nomment Jesson Trumelet.

« Pendant la Ligue, des Tremelet et Trumelet, de Troyes, jouèrent un rôle des plus turbulents d'après les mémoires locaux du temps.

« En 1589, un Trumelet était gouverneur de Villefranche et il hésitait fort entre le roi et la Ligue. Craignant la prise de Villefranche par le maréchal de la Ligue (Saint-Paul), Dinteville, agent du roi, autorisa un sieur Flamenville « d'en jeter hors Tremelet et y commander en son lieu et « place pour le service du Roi : vers lequel Tremelet « expulsé se retira et depuis a diligemment servi Sa Majesté « en qualité de maréchal de camp aux armées, etc. » Flamenville, au contraire, trahit le roi et fut pendu à Châlons le 11 décembre 1590.

« Tremelet rentra un peu auparavant à Villefranche comme gouverneur et le défendit habilement contre d'Allamont, gouverneur de Damvillers, et Gaucher, capitaine lorrain (Herelle, *Mémoire des choses notables*. — D. Le Long, *Hist. de Laon*, p. 464. — Palma-Cayet, *Chronologie nornennaise*, dern. partie).

« Les Trumelet continuèrent à tenir le gouvernement de Villefranche jusqu'en 1638.

« Le colonel Trumelet, né à Reims en 1820, mort en

juin 1892 à Valence, était le dernier descendant de la famille. Il est l'auteur d'ouvrages estimés sur la conquête de l'Algérie. Il a adopté le commandant Trumelet-Faber qui, en 1892, était au 53<sup>e</sup> régiment d'infanterie. »

On trouvera d'autres renseignements sur Robert de Trumelet et sa famille dans l'ouvrage de M. H. Vincent, *Les inscriptions anciennes de l'arrondissement de Vouziers*, p. 295-297.

(A suivre.)

L. GERMAIN.

## MUSÉE LORRAIN

### ACQUISITION

#### *Découvertes faites à Scarponne.*

Le 31 mars dernier, M. Bussienne, de Dieulouard, me prévenait que l'on venait de faire une découverte en creusant les fondations d'une maison de cette commune au lieu dit « Vieux Paquis », sur le territoire de l'ancien Scarponne.

Je me rendis à Dieulouard et, grâce aux bons offices de M. Bussienne, je pus acquérir ces objets pour le Musée lorrain. Il restait encore une partie du terrain à déblayer ; je recommandai aux ouvriers de prendre les plus grandes précautions pour le travail qui restait à faire et, dans le courant d'avril, notre dévoué confrère m'annonçait que les nouvelles fouilles avaient mis à jour différents objets que, non sans difficultés, j'obtins en me rendant encore à Dieulouard.

Nous adressons à M. Bussienne tous nos remerciements pour la peine et le désintéressement qu'il a déployés en cette circonstance ; à plusieurs reprises, grâce à son intervention, le Musée est devenu possesseur d'une série importante d'objets trouvés à Scarponne qui figurent avec les nouvelles découvertes dans une de nos vitrines.



Les poteries gallo-romaines présentent des variétés curieuses, tant pour leurs formes que pour leur matière, depuis la pâte grossière jusqu'à la pâte fine, dite samienne.

*Description des objets.*

Grande cruche à anse et bec, terre grossière.

Pots à anses, avec larges ouvertures (2 pièces).

Cruche à anse, avec trois becs déversoirs, terre rouge très fine.

Écuelles de formes variées, terre rouge très fine (4 pièces).

Vases en terre noire à larges panses, ouverture plus large que les pieds (2 pièces).

Vase en terre noire, col allongé, large panse, petit pied.

Vase en verre en forme de cornet.

Bouteille en verre, avec col s'évasant vers l'ouverture.

Vase en verre, de forme plate,

Vase en verre, forme de tasse (2 pièces).

Bague en bronze avec chaton en pierre, représentant une femme assise.

Cuiller en bronze.

Marteau en fer.

DONS

Par la Ville de Nancy : Vase avec fleurs en fer forgé, provenant des grilles de la place Stanislas (œuvre de Jean Lamour).

— M<sup>lle</sup> Lucie Prévot, à Baslieux (canton de Longwy) : Lampe en cuivre montée sur une tige en fer, avec récipient mobile pour l'emploi de mèche baignant dans l'huile.

L. W.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 6. — JUIN 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 13 mai 1904.**

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

La Société historique et archéologique de Saint-Malo propose l'échange des publications. L'envoi des *Mémoires* est décidé.

Sur la demande du comité de la Revue héraldique, les *Mémoires* seront également échangés avec cette publication.

M. Lucien Hubert a adressé une lettre de remerciements, à l'occasion de son admission.

Le programme du Congrès archéologique de France qui tiendra au Puy sa 71<sup>e</sup> session, du 21 au 28 juin prochain, et celui du 18<sup>e</sup> Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique qui s'ouvrira à Mons le 30 juillet, sont déposés sur le bureau.

**Admissions.**

MM. le prince de Beauvau, Jean Noël, l'abbé Mathieu,

Emile Groffe et Charles Farnier sont admis comme membres titulaires.

**Ouvrages offerts à la Société.**

*La milice en Lorraine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par M. Pierre Boyé ; Paris, Berger-Levrault et C<sup>ie</sup>, 1904, in-8° de 111 p.

*La léproserie de la Magdelaine-lès-Remiremont*, par M. Bernard Puton ; Saint-Dié, Cuny, 1904, in-8° de 120 p., avec 3 planches.

**Rapport de la Commission des finances.**

M. Léon Laprevote donne lecture du rapport qu'il présente au nom de la Commission des finances. Les conclusions de ce rapport, approuvant les comptes de l'exercice 1903, sont mises aux voix et adoptées. La Société vote des remerciements au Trésorier pour le soin apporté à sa gestion.

**Lecture.**

Le Président donne lecture d'un travail de M. Paul Fournier, intitulé *Notes relatives à l'histoire de la commune de Maron*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

---

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES SUR LES COMPTES  
DE L'EXERCICE 1903.**

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission des finances, qui, dans ses séances des 21 avril et 11 mai dernier, a procédé à la vérification des comptes de l'exercice 1903 et approuvé la gestion de notre Trésorier, dont la comptabilité est établie avec une régularité parfaite, j'ai l'honneur de vous soumettre les observations suivantes :

I. — *Musée et Bibliothèque.*

A) Recettes. — Outre les recettes habituelles consistant

essentiellement en allocations de la Ville (1,000 fr.) et du Département (500 fr.), nous avons encore encaissé 123 fr. par suite de la vente du catalogue.

B) Dépenses. — Les dépenses courantes (assurances, traitement du concierge, entretien, service de la bibliothèque, menus frais), sont restées sensiblement constantes. L'article essentiel, relatif aux fouilles, acquisitions et réparations du Musée, ne se monte qu'à 472 fr. 05 ; il eût été possible d'y consacrer davantage si l'occasion s'en était présentée.

Aussi le bénéfice de l'exercice, pour le Musée et la Bibliothèque, est-il de 1,210 francs ; cette somme ira rejoindre dans notre épargne d'autres économies antérieures, que nous saurons utiliser lors du transfert prochain de l'Ecole des Beaux-Arts et des annexions de bâtiments qui en seront la conséquence.

## II. — Société.

A) Recettes. — C'est avec plaisir que nous constatons cette année une augmentation appréciable dans le chiffre des cotisations perçues (3,648 fr. au lieu de 3,536 fr., soit une différence en plus de 112 fr.). Ce n'est pas encore l'effet de la majoration votée l'an dernier et qui ne sera applicable qu'au prochain exercice, mais bien d'un accroissement dans le nombre des membres, qui a passé de 489 à 494 (y compris les membres perpétuels).

Les ventes de volumes ont encore produit la somme, relativement importante, de 133 fr. 60.

La maison Crépin Leblond a consenti à nous faire état d'une somme de 100 francs pour la publicité dans les *Bulletins* et les *Mémoires*.

Les arrérages de rentes sont en légère augmentation (241 fr. 50 au lieu de 229 fr. 50) par suite de la consolidation des sommes versées en 1902 par des membres perpétuels. Mais nous n'avons pas eu de nouvelles adhésions à ce titre en 1903.

Cet ensemble de nos recettes ordinaires est certainement satisfaisant.

B) Dépenses. — En revanche, les dépenses sont p'us considérables que nous ne les avions prévues. Nos publications, pour lesquelles nous comptons allouer 3,650 fr., nous reviennent à 4,029 fr. 40. L'an dernier, nous avons dépensé de ce chef la somme, déjà trop élevée, de 3,975 fr. 35. Les augmentations proviennent : d'abord, du nombre des feuilles des *Mémoires*, qui a dépassé 36 (au lieu de 32, chiffre normal) ; ensuite, du prix des planches, qui a atteint 513 fr. 75, alors qu'il serait désirable de le voir rester au-dessous de 300 francs. Sans doute ces illustrations présentent un réel intérêt, et il est souvent pénible de maintenir à ce minimum les désirs des auteurs ; mais nous devons nous efforcer d'être plus économes à l'avenir, si nous voulons éviter de creuser un déficit qu'il serait bien vite impossible de combler.

Les autres dépenses ordinaires n'appellent point de commentaire, et nous arrivons à notre grosse dépense extraordinaire, l'édition des tables générales préparées par notre laborieux et dévoué confrère, M. Ch. Sadoul. Cette dépense s'est élevée à la somme de 2,162 fr. 80, et les exemplaires vendus ont produit 535 fr. 35 ; le découvert est donc de 1,627 fr. 45, à peu près égal aux prévisions. Nous aurons, il est vrai, des recouvrements successifs dans les exercices suivants ; mais pour le moment l'actif liquide de la Société est descendu à 905 fr. 13 : jamais il n'a été si bas, ce qui nous interdit pour longtemps de songer à de nouvelles publications en dehors de nos deux volumes annuels.

Il résulte de ces différentes causes que le budget de 1903 se solde, pour la Société, par un déficit de 1,752 fr. 50, que nous devons nous efforcer de réparer le plus tôt possible.

Votre Commission, Messieurs, vous invite à vous associer à elle pour remercier bien vivement notre excellent

Trésorier, M. J. Knecht, pour le zèle désintéressé et l'activité intelligente avec lesquels il gère si bien nos intérêts financiers.

L. LAPREVOTE.

---

## MÉMOIRES

---

### NOTES RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA COMMUNE DE MARON

Les trois fragments qui suivent concernent l'histoire de la commune de Maron, sise sur la rive droite de la Moselle, entre Pont-Saint-Vincent et Toul. Les deux premiers de ces fragments sont la reproduction ou l'abrégé de notes insérées dans les registres paroissiaux par Jean-François Couquot, curé de Maron de 1747 à 1774 (1). Ces registres sont conservés aux Archives municipales de Maron, où ils m'ont été communiqués avec une extrême obligeance par M. Jérôme, instituteur et secrétaire de la Mairie. Le premier fragment traite de la bénédiction de l'église de Maron et contient une esquisse de l'histoire de la paroisse ; le second, beaucoup plus important, est un état du temporel de la cure. Quant au troisième fragment, il est tiré des comptes dressés par le curé Couquot pour la perception du quart de la dime du vin, auquel il avait droit ; ces comptes sont déposés de nos jours aux Archives départementales. Il a paru utile d'en donner cet extrait, qui fournit des renseignements exacts sur la production vinicole de Maron et l'importance de la dime au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

(1) Une notice sur le curé Couquot sera publiée dans le volume des *Mémoires* de l'Académie de Stanislas actuellement en cours d'impression (Série V, tome XXI, ann. 1903, p. 27 et s.).

I. — BÉNÉDICTION DE L'ÉGLISE DE MARON. — NOTICE  
HISTORIQUE SUR LA PAROISSE  
1761.

« L'an 1761, le troisième de février, je soussigné, prêtre, curé de Maron, par commission de M. le grand archidiacre et vicaire général de Toul, ai béni solennellement..., en présence de toute la paroisse, l'église paroissiale dudit Maron, bâtie toute à neuf, au milieu du même lieu, au-dessous de la maison de cure. »

À cette occasion, Couquot esquisse l'histoire de la paroisse. Maron existait, à titre d'annexe de Chaligny, dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle. L'église se trouvait, de même que le village, « au coin du bois en allant à Nancy, à l'endroit où est actuellement le cimetière (1) ». Couquot cite, d'après dom Calmet, la charte de l'évêque de Toul, de 1117, où est mentionnée l'église de S. Gengoult de Maron (2). Il rappelle l'érection de la cure, à laquelle procéda, en 1678, Mgr de Fieux, évêque de Toul : cette érection fut confirmée par sentence du bailliage de Toul en 1693, et par arrêts de la Cour Souveraine de Lorraine en 1748 et 1759. « Cette église est donc subsistante par elle-même, et son titre de cure est inattaquable (3). »

L'église « qui vient de tomber en ruine » se trouvait au milieu du « cimetière actuel ». C'était sans doute la seconde qui fut bâtie dans cette paroisse, probablement sur le même emplacement que la première, dont on n'a

(1) Le cimetière est, je crois, toujours au même endroit.

(2) Dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, 2<sup>e</sup> édit., V, col. clvi. Chaligny et ses annexes dépendaient alors de l'abbé de Saint-Vincent de Metz, patron de la cure, à raison du prieuré que l'abbaye de Saint-Vincent possédait à Neuves-Maisons.

(3) Le titre de curé fut contesté à Couquot et à ses prédécesseurs par le noviciat des Jésuites de Nancy, décimateur à raison du prieuré de Neuves-Maisons qui lui avait été uni. Je me propose de dire quelques mots de ce conflit dans l'article concernant Couquot qui paraîtra dans les *Mémoires* de l'Académie de Stanislas.

point de connaissance. En tout cas cette seconde église fut bâtie en 1535 ; « c'est un fait certain, la pierre fondamentale, que j'en ai vue, le portait expressément ».

L'emplacement de l'ancienne église était trop éloigné. « M. l'Evêque de Toul et M. l'Intendant de Lorraine ordonnèrent que l'église soit bâtie au milieu du village. » La construction a duré quatre ans : le « plan estimatif » montait à près de 20 000 livres. On y célèbre le culte depuis ce jour, 3 février 1761.

Il y avait, au milieu du village, une petite chapelle bâtie pour la commodité du peuple, à cause de l'éloignement de la paroisse. C'est là qu'on disait la messe les jours ouvriers ; cette chapelle n'a jamais eu aucun titre. Devenue inutile, elle pourra être convertie en école publique de la paroisse.

Ce procès-verbal qui a été rédigé par le curé Couquot, pour être inséré aux registres paroissiaux, est signé de lui, et en outre des noms qui suivent :

Dominique Bagard, maire ;

C. Grillot, syndic ;

J. Gabay, juré ;

J. Petitdidier, juré ;

N. Trotot ;

Joseph Boileau ;

Joseph Trotot.

## II. — ÉTAT DE LA CURE DE MARON, DE CE QU'ELLE POSSÈDE, DE LA DIME, DU TANT FIXE QUE NON FIXE, ET DE SES AUTRES DROITS (1).

Couquot présente d'abord un court historique de la paroisse. Il ajoute, à ce qui a été dit précédemment, que la nomination du curé appartient à l'abbé de Saint-Vincent de Metz dans ses mois (2) et qu'elle est faite au concours

(1) Cette note se trouve à la fin du registre de 1768.

(2) La cure, suivant les règles du droit canonique, était donnée au



dans les autres mois. Il établit la liste des curés depuis 1678 ; six fois, depuis cette époque, la paroisse a été donnée au concours. Couquot passe ensuite à l'énumération des biens et droits qui constituent le bénéfice du curé. Je reproduis ces renseignements, soit *in extenso*, soit en résumé.

*Maison de cure et bouverot.*

La maison de cure a été bâtie en 1678 ; elle possède un colombier. Le droit de colombier n'est pas contesté au curé. En 1747, l'intendant de Lorraine, en fixant les réparations de cette maison, qu'il mit au compte des paroissiens, y comprit le colombier.

A côté de la maison est un jardin entouré de hautes murailles, que Couquot a fait bâtir, et qui ne sont pas mitoyennes. Derrière la maison se trouve un autre jardin entouré de murs non mitoyens (1). Enfin la cure a un troisième jardin, celui-ci petit, situé près de la maison de Ferry et chargé d'une messe de fondation, et un autre petit jardin vers le cimetière, en allant à Nancy.

En outre, la cure possède une vigne d'un jour (20 ares 44 c.), vers le cimetière en allant à Nancy ; c'est le jardin de l'ancienne cure, qui a été mis en vignes. Il a été accensé il y a quarante ans : le censitaire doit fournir à la cure 4 l. 6 s. de cens, et en outre le 1/22 du vin. Il ne paie pas d'autre dime, c'est-à-dire qu'il ne paie rien aux Jésuites du noviciat de Nancy, gros décimateurs de la paroisse.

La cure possède encore un pré sur le ban de Chaligny, entre Grillot, les héritiers de François Jeandidier, les

concours quand la vacance s'était produite dans un des mois dits du Pape, à savoir : janvier, février, avril, mai, juillet, août, octobre, novembre. Si elle se produisait en dehors de ces mois, la nomination appartenait à l'abbé de Saint-Vincent de Metz, patron de la paroisse de Chaligny et de la paroisse de Maron démembrée de Chaligny. — Le curé Dumont, prédécesseur de Couquot, était mort le 4 avril 1747.

(1) Un de ces deux jardins est chargé annuellement d'une messe du Saint-Sacrement.

pointes et le sauley de Chaligny. Le curé, à raison de ce pré, est chargé de dire tous les ans des messes pour la valeur d'un écu à l'intention des défunts de la paroisse ; aussi appelle-t-on ce pré, pré des Trépassés.

Le curé perçoit un franc (1) par ménage pour l'eau bénite (2).

### *Les fondations.*

Suit une énumération des droits du curé sur les fondations et services religieux établis à perpétuité.

J'y remarque la mention du gagnage de Sexey-aux-Forges, gagnage de dix paires, légué par Nicolas Bague-lot, à charge de vingt quatre services par an : il produit environ 186 l. par an.

On y remarque encore :

La fondation Henriet, 8 services : 32 livres par an ;

36 sous au curé pour la messe et les vêpres du jour de Saint Sébastien, fête de la confrérie de ce nom ;

18 sous pour chacune des messes du jour des Cendres, de la Saint Marc, des Rogations, des veilles de Pâques et de la Pentecôte, sur les fonds des anciennes confréries du Rosaire et de Saint Sébastien.

8 livres par an de la congrégation des filles et autant de la congrégation des hommes, pour leur service.

40 sous par an, « pour la conduite » (3) de chacune des confréries suivantes : de la Conception, de Saint Gen-goult, du Saint-Sacrement, de Saint Nicolas.

(1) Le tarif des droits du casuel en vigueur à Maron est indiqué dans la notice publiée dans les *Mémoires* de l'Académie de Stanislas.

(2) Le franc barrois = 0 fr. 34 ; il y avait en 1760 à Maron 108 feux ; le nombre était à peu près le même, sans doute, en 1768. Cette redevance, payée par ménage, valait donc au curé 108 francs barrois, soit, en notre monnaie, 36 fr. 72. — La livre lorraine valait à cette époque 0.80. (Voir l'étude, de M. de Riocour, dans les *Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine*, 3<sup>e</sup> série, XI et XII.)

(3) Après la fête patronale de chaque confrérie, le curé reconduit processionnellement la statue du saint de l'église à la maison d'un dignitaire de la confrérie. C'est, je crois, ce qu'on appelle la conduite.

Le curé prend en outre 20 sous pour la messe, quand on la fait dire.

Les écoliers paient tous les ans 24 sous au curé qui leur chante la messe de Saint Nicolas, sans compter l'offrande qui est pour le curé.

Suit une longue énumération de messes pour les défunts et de messes du Saint-Sacrement, fondées à perpétuité. Cette énumération comprend 37 articles (1). « Notez, ajoute Couquot, que les amortissements de toutes ces fondations ont été payés et passés au Conseil du Roi, ce qu'on trouvera dans les papiers de la cure. »

#### *La dime.*

Jadis la dime se payait à la vigne au 1/11, « comme il conste d'une convention faite au commencement du dernier siècle (XVII<sup>e</sup>) entre les décimateurs et les habitants de Maron, dont l'acte est dans les archives des Jésuites du noviciat de Nancy, acte que j'ai vu et lu ». Maintenant, par arrêts de la Cour Souveraine, elle se paie à la toque et au 1/22. L'usage est de prendre deux chaudrons (le chaudron est de trois pots, soit 7 l. 35) par virli (308 l. 50). Dans cette dime, le curé a le quart (2); et en outre c'est lui seul qui a le droit de prendre, sans entrer en partage avec les Jésuites, la dime des noales (3).

« Comme les gens de Maron ont des vignes sur le ban de Chaligny, dont ils portent les raisins dans leurs bouges, et comme il y en a à Chaligny qui en ont sur le ban de Maron, dont ils transportent le raisin chez eux, mes prédécesseurs rendaient pour cela trois virlis de vin au curé

(1) La somme totale que produisaient, pour le curé, toutes ces fondations, s'élevait à 340 livres lorraines.

(2) Les trois autres quarts appartenaient au noviciat des Jésuites de Nancy, à raison du prieuré de Neuves-Maisons uni à ce noviciat.

(3) Ce droit exclusif du curé sur la dime des noales remonte jusqu'au temps d'Innocent III (29, *Décrétales*, III, 39). A Maron, comme à Chaligny, la question des noales engendra plus d'une difficulté entre les curés d'une part, et d'autre part le noviciat des Jésuites de Nancy.

de Chaligny et les Jésuites autant, à charge au curé de Maron de confondre les novales avec la totalité de la dîme. Le sieur Duchesne, curé de Chaligny, tirait pour cela 130 l., dont la moitié était payée par les Jésuites, à cause de mes novales, et l'autre moitié par moi ; mais j'ai prétendu que c'était trop. »

« Il faut remarquer que, n'y ayant point d'autre dîme à Maron provenant de la terre que pour ainsi dire celle du raisin, elle y tient lieu de grosse dîme et est sujette au droit de rapportage, et que c'est pour cette raison qu'autrefois le curé de Maron ne rendait que trois virilis au curé de Chaligny pour les raisins crus sur son ban. Ce droit de rapportage est reconnu par les décimateurs mêmes et par les curés de Chaligny ; le sieur Duchesne (curé de Chaligny) reconnaît ce droit de rapportage depuis la convention faite entre lui, les Jésuites et moi ; le père Nickel, procureur des Jésuites, le reconnaît de même dans celle faite entre lui et moi ; ainsi dans ces raisins du ban de Chaligny appartenant aux habitants de Maron, le curé de Chaligny n'y ayant que le quart (s'il tire la moitié à Chaligny ou dans les vignes proches du village de Chaligny, c'est à cause des novales, ce qui n'a pas lieu dans les vignes voisines du ban de Maron), n'y ayant donc que le quart, dans ce quart le curé de Maron doit en avoir la moitié, à cause du rapportage, puisque ce sont ses paroissiens qui cultivent ces vignes » (1).

(1) Des explications assez obscures de Couquot se dégagent quelques points certains :

1° Entre le curé de Maron et son voisin le curé de Chaligny était pratiqué le droit de rapportage. Ce droit consistait pour le curé à aller dîmer les récoltes de ses paroissiens sur les bans voisins où ils récoltaient (Cf. abbé D. Mathieu, *l'Ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois*, p. 193). Toutefois le curé étranger ne prélevait pas la dîme en entier ; elle était partagée par moitié entre lui et le curé du ban.

2° En vertu de ce droit, le curé de Chaligny prélevait plus sur le ban de Maron que le curé de Maron sur le ban de Chaligny, sans doute

La dime est due au  $\frac{1}{22}$  de tout le vin qui se trouve dans les bouges après la vendange. Aussitôt les décimateurs ont le droit de faire jauger les bouges pour savoir combien il y a de vin à dimer. On doit dimer le vin de la toque, c'est-à-dire du bouge, et l'on n'est pas obligé de recevoir du vin de pressoir. « On doit dimer le vin façonné et lorsqu'il est en état d'être tiré, et les habitants ne doivent pas le tirer sans avoir payé la dime, à moins que les décimateurs ne jugent à propos de ne recevoir la dime qu'à la seconde tirée ; pour empêcher les fraudes, l'arrêt (de la Cour) les autorise à faire la visite dans toute la maison, tant pour qu'ils n'en cachent pas que pour empêcher qu'ils ne jettent de mauvais vins sur le bouge avant d'en avoir payé la dime. »

« On ne doit rien défalquer, ni pour ce qu'on donne au pressoir, ni pour les marcs, mais payer la dime de tout ce qui est dans le bouge. » Cet usage est équitable. Couquot rappelle le temps où l'on dimait au  $\frac{1}{11}$ . « Quelle différence ! » En un mot, tel est l'usage depuis 60 ans, confirmé par les arrêts de 1730, 1733 et 1739 ; « les gens de Maron n'ont jamais pu le faire changer, malgré leurs efforts ».

parce que les habitants de Chaligny, propriétaires à Maron, étaient plus nombreux que les habitants de Maron propriétaires à Chaligny. (Cependant, en 1661, on comptait 45 habitants de Maron propriétaires à Chaligny ; Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 3936.) Compensation faite, le curé de Chaligny avait à recevoir de ce chef une somme qui fut fixée à forfait à 150 livres. Avant cette convention, il recevait en nature une quantité de vin qui s'élevait en moyenne à six virilis.

3° Régulièrement, le curé de Maron aurait dû supporter le  $\frac{1}{4}$  de cette somme, soit 37 l. 10, le reste demeurant à la charge des Jésuites. Mais ceci fut modifié par une convention passée entre lui et les Jésuites. Le curé de Maron aurait eu le droit de dimer à lui tout seul les noales, terres nouvellement défrichées, sans partager la dime avec les Jésuites. Il consentit à soumettre les noales au même régime que les autres terres, c'est-à-dire à laisser les  $\frac{3}{4}$  de la dime aux Jésuites, moyennant quoi les Jésuites se chargèrent de la moitié des 150 l. ; c'est ce qui fait que le curé de Maron ne payait que 75 l. au curé de Chaligny à titre de rapportage.

4° Le curé de Maron trouvait qu'il payait trop, pour les raisons qu'il déduit ci-dessus.

« Les deux chaudrons qu'on prend par virli doivent se prendre dans le virli et non hors du virli, ainsi que je l'ai expliqué dans un mémoire que j'ai fait exprès et qu'on trouvera dans les papiers de la cure. » Prendre deux chaudrons par virli, c'est dimer à la 22<sup>e</sup> mesure (1). « On en sera plus convaincu par ce qui se passe à Chaligny; c'est la même dime, on n'y doit dimer qu'à la 22<sup>e</sup> mesure, et cependant l'usage immémorial est d'y prendre deux chaudrons par virli ».

Couquot fait ensuite quelques observations pratiques qui lui sont dictées par l'expérience (2). Il ajoute qu'il n'a jamais eu de difficultés considérables pour le paiement de la dime. « Il vaut mieux, écrit-il, que les décimateurs perdent quelque chose de leur dû en pareil cas que d'en avoir. Il ne faut pas que la dime se perçoive avec rigueur; quand le curé de Maron perdrait un demi-virli de vin, il le regagnerait bien ailleurs, surtout dans le casuel, en se conservant dans l'esprit de ses paroissiens, qui aiment d'être ménagés et flattés ».

(1) A l'époque de Couquot, le virli = 308 l. 50, dont le  $1/22 = 14$  l. 02. Le chaudron égale trois pots, qui font  $2$  l. 45  $\times 3 = 7$  l. 35. Donc deux chaudrons font 14 l. 70.

Rigoureusement deux chaudrons donnent aux décimateurs 68 centilitres de plus que le  $1/22$  du virli.

J'ai établi ces calculs en supposant rigoureusement exactes, pour Maron, les estimations de mesures données par M. de Riocour (*Les Monnaies lorraines*, dans les *Mémoires de la Société d'Archéologie Lorraine*, 3<sup>e</sup> série, XII, p. 38).

Il va sans dire que dimer hors du virli, c'est prendre, non pas le 22<sup>e</sup>, mais le 23<sup>e</sup> chaudron; ce procédé réduirait d'autant les droits des décimateurs. Couquot estime, avec raison, que les décimateurs y perdraient une chopine (61 centilitres) par virli; or dans les bonnes années la dime se prend sur 1890 virlis; ils perdraient donc 1800 chopines, soit près de 11 hectolitres.

(2) Il indique un procédé de vérification, permettant de voir si la dime a été perçue exactement. Il fait remarquer que le décimateur a le droit d'appuyer son tandelin contre la cuve. Il recommande, comme modèles à suivre, les procès-verbaux des opérations des jaugeurs faits de son temps. Il fait remarquer que les bouges médiocres tiennent ordinairement 10 virlis (308 l.); les gros, 12 virlis; il y en a même qui tiennent jusqu'à 15 virlis.

Enfin Couquot donne quelques renseignements sur les noales. On a dit plus haut qu'en règle générale, la dime des noales, c'est-à-dire des terres nouvellement défrichées, appartient exclusivement au curé (1). Par suite d'une convention passée avec les Jésuites, Couquot, en échange de 75 livres, leur laissait prendre les trois quarts de la dime des noales. Or ces noales étaient assez considérables à Maron ; là, comme dans les autres villages vignobles de la Moselle et du Toulais, on avait planté beaucoup de vignes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Couquot fait l'énumération des noales de Maron, consistant en vignes et en chenevières. Il conclut qu'on peut compter, en vignes, approximativement 30 jours (6 hectares) de noales. Or le jour, dit-il, peut produire de 5 à 8 virilis de vin par an (de 15 à 24 hectolitres), dont la dime devrait appartenir entièrement au curé. Cela lui ferait 18 à 19 mesures (environ 8 hectolitres) à prendre sur la dime avant partage, sans compter la dime des chanvres.

Toutefois la règle, en ce qui concerne les noales, fut modifiée par l'édit rendu par Louis XV en 1768 (2). « Comme cet édit porte que les curés ne jouiront à l'avenir que des noales faites et reconnues jusqu'à l'édit, il est important de marquer les noales faites jusqu'alors ». Couquot avait prit soin d'en faire une énumération suffisamment précise, pour éviter toute difficulté à ses successeurs (3).

(1) Cette règle remonte au moins jusqu'à Innocent III ; 29, *Décrétales*, III, 30.

(2) Aux termes de l'art. 14 de l'édit de mai 1768, il ne devait être fait à l'avenir aucune distinction entre les dîmes anciennes et les dîmes noales ; en conséquence les dîmes de toutes les terres qui seraient défrichées dans la suite, comme aussi les dîmes de terres remises en valeur..., appartiendront aux gros décimateurs ; par conséquent, à Maron, ils sont attribués aux Jésuites. (*Ordonnances de Lorraine*, XI, p. 347.) Les curés se plaignent de ce que cette disposition les privait d'une partie des noales. (Cf. abbé L. Jérôme, *les Elections et les cahiers du clergé lorrain*, p. 80.)

(3) Il estime à 21 jours de vigne (4 hectares environ) les noales

*Quelques autres droits du curé de Maron*

1° Le curé n'est pas tenu de participer à la fourniture des bêtes mâles. De temps immémorial cette charge incombe exclusivement aux gros décimateurs, Bénédictins, puis Jésuites.

2° La vigne de la cure ne doit point de dîme ; ceci est conforme à la jurisprudence.

3° Le curé de Maron a droit d'avoir un colombier. Léopold a maintenu ce droit aux curés qui étaient en possession en 1701. Or, la maison de cure a été bâtie en 1678 ; on y fit un petit colombier, qu'on a depuis changé de place. Jamais le droit du curé n'a été attaqué. M. l'Intendant de Lorraine l'a reconnu en 1747, lorsqu'il régla les réparations à faire à la maison de cure de Maron (on trouverait ce décret au greffe de la subdélégation de Nancy). Il mit au compte des habitants les réparations du colombier. « Je sais que la jurisprudence a depuis changé, qu'actuellement en France on ne met au compte des habitants que le simple logement, et que même les curés sont chargés des réparations usufruituaires. Mais la preuve de ce qui s'est passé n'en est pas moins claire. » Conformément aux ordonnances, un seigneur peut, dans son colombier, avoir autant de nids qu'il le juge à propos ; mais les curés qui ont droit de colombier n'en peuvent avoir que cent moins un. « Cela s'entend des pigeons qui vont en compagnie, car, pour les tiplis, tout le monde a le droit d'en avoir. »

4° « Le curé de Maron est en possession, de temps immémorial, de ne fournir ni le pain ni le vin pour la messe ; la communauté en est chargée et en a toujours chargé le maître d'école dans son bail » ;

5° « Quant à la fourniture pour l'église, aux réparations

dont il devra être tenu compte ; en outre il ne faut pas négliger les chenevières. Il y avait des déclarations de ces novales dans les papiers de la cure, au temps de Couquot.



ou à l'entretien d'icelle, ou le curé de Maron prend la portion congrue, ou il tire la dime. S'il prend la portion congrue, il n'est tenu à rien. S'il tire la dime, il doit observer l'édit du roi de mai 1768, art. 5: « Les décimateurs ne seront tenus que de la fourniture des livres, « ornements et vases sacrés, ainsi que des réparations du « chœur et cancel » (1). Ainsi le curé de Maron serait tenu de ces charges pour un quart. Couquot rappelle ici le fameux procès soutenu par la communauté contre les Jésuites, pour les faire contribuer à la construction de la nouvelle église ; il déplore que la communauté de Maron ne presse pas le jugement de ce procès. Il fait remarquer que, tant que cette affaire ne sera pas décidée, le curé de Maron, s'il jouit de sa part de dime, ne serait pas plus obligé envers l'église que les décimateurs (2) ;

6° De droit commun, les curés ne sont obligés à aucun frais de paroisse ni débit de ville. » (Il s'agit des dépenses faites dans l'intérêt de la communauté.) Le curé de Maron en est d'ailleurs affranchi depuis un temps immémorial. « Jamais les curés n'ont donné pour l'entretien et la réfection des fontaines, pour le luminaire, les sonneurs, le maître d'école, ni pour des amendes auxquelles la communauté était condamnée, ni pour mévus champêtre du troupeau »

7° « Le curé n'est chargé non plus d'aucune rente seigneuriale ni domaniale, ni d'aucun cens, tel qu'est le cens que les habitants de Maron donnent tous les ans à leur seigneur, et le bichet d'avoine qu'ils paient à la Saint-Martin ;

8° « Il n'est pas obligé de se trouver aux plaids annaux.

(1) En marge, Hussenot, le successeur de Couquot, a écrit : « Les curés de Toul ne fournissent ni livres, ni ornements, ni vases sacrés, à moins qu'il n'y ait prescription au contraire. »

(2) On verra dans la notice publiée dans les *Mémoires* de l'Académie de Stanislas que ce procès fut enfin jugé, en 1773, au profit des habitants de Maron, contre la liquidation des Jésuites.

Il n'est pas vassal du seigneur et ne dépend pas de lui (1), et l'école n'est pas faite pour y tenir des plaids annaux, ni pour y faire des assemblées de communauté. On a voulu tenter une fois de le faire ; mais je m'y opposai avec tant de vigueur qu'on n'a pas recommencé. »

Cependant le curé a droit à tous les avantages de la communauté ; il a une part dans les affouages ; il a droit de passer et de repasser, lui et les siens, au bac de Maron, autant de fois qu'il lui plaira, sans rien donner autre chose que le franc barrois (0 fr. 34) qu'on donne annuellement au passage par chaque habitant, ce qui est un droit de la communauté de Maron ; il a droit d'envoyer son bétail au troupeau communal.

9<sup>o</sup> Il n'est pas obligé de fournir les papiers pour registres des baptêmes, mariages, enterrements ; cela regarde la communauté. Il est seulement tenu (en vertu d'un arrêt de la Cour souveraine) de faire porter au bailliage de Nancy le registre sur papier timbré couvert d'un carton que la communauté lui fournit, de même que les papiers (2). Il doit donner sur une feuille de papier ordinaire une liste des morts et mariages de l'année, et cela gratuitement, quand le maire le demande pour faire ses déclarations aux assésurs des subventions ; le mandement de la Chambre des comptes de Lorraine le marque expressément. Il ne doit d'ailleurs se mêler en rien de la cotisation.

10<sup>o</sup> « Il est très obligé à faire garder les fêtes et dimanches dans sa paroisse, et de n'y souffrir ni marchands ni colporteurs qui vendent en public ». Il doit recourir aux gens du roi ou du seigneur pour éviter de tels désordres (3).

(1) Le seigneur de Maron est alors le chef de la famille de Ludre, marquis de Frolois.

(2) L'obligation de faire porter ce registre au bailliage résultait d'une disposition du Code Léopold, de 1701.

(3) A propos des réglemens civils sur l'observation des dimanches et fêtes, voir à titre d'exemple le *Code de police pour les villes et faubourgs de Nancy*, homologué par arrêt de la Cour souveraine du

11° « Il est baillier, et c'est au bailliage qu'on doit l'attaquer... Il peut cependant attaquer pour ses droits ou pour sa dîme en la prévôté bailliagère de Frolois, s'il le juge à propos ; j'ai même plusieurs sentences de ce dernier tribunal (justice seigneuriale) sur ces sortes de matières (1). »

12° Couquot revient ici sur une question déjà traitée par lui (2). « Le curé ne doit pas souffrir qu'un évêque ou un grand vicaire, dans ses visites, le fasse sortir de son église ; il n'a pas ce droit là ; le curé est pasteur immédiat de son troupeau ; il ne doit pas le quitter, et il doit être témoin de tout ce qui se passe dans son église ; il ne doit pas souffrir qu'un évêque ou son grand vicaire demande à ses paroissiens s'il n'y a rien sur le compte de leur curé. De tels interrogats sont indiscrets, avilissent l'autorité pastorale, détruisent le respect que les paroissiens doivent à leur curé : et l'ordonnance défend de telles informations générales. Qu'on ne m'allègue pas, pour autoriser cet usage, le rituel de Toul ; ce rituel n'aura jamais l'approbation des gens sensés sur cet article révoltant et injurieux aux curés ; c'est là une des raisons qui ont porté la Cour souveraine de Lorraine à rejeter ce rituel (3). Son autorité ne

4 janvier 1769 ; cf. abbé L. Jérôme, *les Elections et les cahiers du clergé lorrain*, p. 71.

(1) La seigneurie et la justice de Maron avaient été achetées par Anne-Marie-Joseph de Lorraine-Harcourt et unies par lui au comté, dénommé comté de Guise, qui fut érigé à son profit en 1718 ; le siège de la justice de ce comté fut établi au village d'Acraines, qui prit alors le nom de Guise. Plus tard, en 1732, l'ancien village d'Acraines devint, sous le nom de Frolois, le siège d'un marquisat appartenant à la famille de Ludre (cf. *Histoire de Chaligny*, dans les *Mémoires de la S. A. L.*, 4<sup>e</sup> série, III, p. 237-239). Les habitants de Maron relevaient de la haute justice seigneuriale établie à Guise-Frolois ; le curé se disait baillier, c'est-à-dire relevant directement du bailliage de Nancy.

(2) Voir, à ce sujet, la notice publiée dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*.

(3) Sur le conflit entre l'évêque de Toul, Thiard de Bissy, et la Cour souveraine, auquel donna lieu la publication du rituel faite en 1700,

doit donc faire aucune impression ; et un évêque ou un grand vicaire qui a l'esprit de son état, ne donnera jamais occasion à un curé de se plaindre de semblables entreprises devant les tribunaux séculiers. »

13° Les curés en Lorraine ne sont vassaux, ni pour le four, ni pour le moulin, ni pour le pressoir (1). Couquot a fait moudre son grain où il lui a plu. Pour le pressoir, la question ne s'est pas posée ; il n'a pas de vendange à faire. Pour le four, chaque habitant paie par an deux francs (0 fr. 68 de notre monnaie) ; c'est la redevance qu'on appelle la cense du four, qui donne à chacun le droit de cuire en son domicile. « Un insolent de Maron fut assez osé, dit Couquot, pour me mettre sur la liste. » Couquot a repoussé ce « trait d'entreprise » avec tant de vigueur, qu'il n'y a pas d'apparence qu'on recommence.

14° « Une chose qui mérite encore l'attention du curé est de ne jamais se compromettre contre une communauté pour soutenir un maître d'école qu'elle ne voudrait pas, ou lorsqu'elle voudrait lui en donner un qui ne conviendrait pas. Pour éviter de pareilles difficultés, c'est de n'en point recevoir qui ne soit approuvé (par l'évêque). Le curé a ce droit là ; c'est de faire faire au maître d'école son devoir. Le curé y est obligé ; il a inspection et juridiction sur lui et sur son école ; s'il fait son devoir, le curé ne peut s'en plaindre. S'il ne le fait pas, qu'il s'adresse à son évêque qui l'interdira. Un curé doit agir vis-à-vis d'un maître d'école avec prudence, en ne se familiarisant pas avec lui ;

cf., abbé E. Martin. *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de St-Dié*, II, p. 393 et s.

Il ne paraît pas, d'après ce qui est dit dans cet ouvrage, que le motif indiqué ici par Couquot ait contribué à indisposer la Cour contre le rituel.

(1) On voit par ce qui est dit ici que les habitants de Maron, comme d'ailleurs leurs voisins de Chaligny, avaient racheté la banalité du four. En ce qui concerne le pressoir, ils laissaient au seigneur le sixième du vin qu'ils y faisaient. J'ignore le montant du droit de banalité au moulin.

avec bonté, puisqu'il est son inférieur. L'humanité veut que nous ayons pour nos inférieurs beaucoup de bonnes façons et des égards. »

Couquot termine ses observations en rappelant à ses successeurs le conseil évangélique : *Estote prudentes sicut serpentes et simplices sicut columbæ*. « Il y a à Maron des génies qui demandent d'être conduits avec politesse et bonté ; c'est un moyen de les gagner et d'en faire tout ce qu'on veut. Mais il y en a d'autres qui demandent une grande fermeté dans leur curé, et vis-à-vis desquels on doit mettre en pratique cette règle de S. Bernard, qu'à ceux qui ont des fronts de fer il faut opposer des fronts d'airain ; tant la prudence est nécessaire, ici comme ailleurs, pour éviter tout procès. L'exhortation de S. Paul doit nous y porter, mais peut-être encore une disposition si peu favorable aux prêtres, qu'on n'expérimente que trop dans les juges. Le vœu le plus sincère que je forme est que mes successeurs réparent avantageusement les brèches qui se trouveraient faites de mon temps. Je ne puis me flatter d'avoir toujours réussi : *Quis est hic, et laudabimus eum ?* » (1).

### III. — GROSSE DIME DE MARON

#### Rolles ou registres de la dime de Maron de 1745 à 1764

(Archives de Meurthe-et-Moselle, B. 1071.)

On présente ci-après le résultat des renseignements fournis par ce registre, tenu par le curé Couquot. Pour l'intelligence de ces renseignements, il faut savoir :

- 1° Que la mesure égale 44 lit. 07 ;
- 2° Que 7 mesures font un virli ; d'où le virli égale 308 lit. 50.
- 3° Que la mesure se divise en six chaudrons, et le chaudron en trois pots ; d'où, 1 mesure égale 18 pots ;
- 4° Que l'estimation en argent de la part du curé donne le produit brut de sa part de dime, et qu'il faut en déduire, outre 75 livres qu'il fournissait au curé de Chaligny pour le droit de rapportage, les frais de perception, variant d'année en année : 45 livres en 1732 ;
- 5° Qu'en 1761 le produit net de la dime a été pour le curé de 261 livres, sur lequel il a dû payer 61 livres de don gratuit ;
- 6° Que les  $\frac{3}{4}$  de la dime appartenaient au noviciat des Jésuites de Nancy ; le curé n'en prenait que  $\frac{1}{4}$ .

(1) *Ecclesiastic.*, XXXI, 9.

| ANNÉES.  | PRODUCTION TOTALE<br>en virilis. | DIME TOTALE  | QUART DE LA DIME<br>afférente<br>AU CURÉ. | PRIX<br>de la<br>MESURE DE VIN | PRODUIT<br>de la<br>PART DU CURÉ. |
|----------|----------------------------------|--------------|-------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| 1745     | 492                              | 164 mesures  | 41 mesures                                | 6 liv.                         | 246 liv.                          |
| 1746 (1) | »                                | »            | »                                         | »                              | »                                 |
| 1747     | 1,603                            | 541 m. 10 p. | 135 m. 10 p.                              | 6                              | 812,5                             |
| 1748     | 1,717                            | 572 6        | 143                                       | 5                              | 715                               |
| 1749 (2) | 727                              | 244          | 61                                        | 9                              | 549                               |
| 1750     | 1,616                            | 536          | 134                                       | 5                              | 670                               |
| 1751     | 2,142                            | 714          | 178                                       | 3                              | 535                               |
| 1752     | 2,340                            | 780          | 195                                       | 4                              | 780                               |
| 1753     | 2,064                            | 688          | 172                                       | 4                              | 688                               |
| 1754     | 1,652                            | 550          | 137                                       | 3                              | 411                               |
| 1755 (3) | »                                | 64           | 16 4 4                                    | »                              | »                                 |
| 1756     | 1,659                            | 528          | 132                                       | 3                              | 396                               |
| 1757     | 2,026                            | 668          | 167                                       | 4                              | 668                               |
| 1758     | 1,657                            | 552          | 138                                       | 4,10*                          | 630                               |
| 1759 (4) | »                                | »            | »                                         | »                              | »                                 |
| 1760     | 3,000 <i>ouv.</i>                | »            | »                                         | »                              | »                                 |
| 1761     | 1,005                            | 335          | 84                                        | »                              | »                                 |
| 1762     | 1,910                            | 576 10       | 144 4                                     | 2                              | 288                               |
| 1763 (5) | »                                | »            | »                                         | »                              | »                                 |
| 1764     | 1,275                            | 420          | »                                         | »                              | »                                 |

PAUL FOURNIER.

JEAN DE VILLE, BARON DE SAINT-REMY, MORT EN 1552.

Dans le travail de M. Ch. Pierfitte sur *Une branche bourguignonne de la famille de Ville* (6), un nom m'a frappé par son étrangeté ; c'est celui de la seconde femme de Jean 1<sup>er</sup> de Ville : Guillemette de *Malbry*. Je suis très disposé à croire qu'il y a là une forme altérée, et qu'il s'agit de la

(1) Pas de renseignements.

(2) Une autre estimation est fondée sur ce fait qu'en réalité le vin n'a été vendu en cette année que 8,10\* la mesure. Elle répond probablement à la réalité des faits.

(3) L'année 1755 fut désastreuse. On ne fit pas venir de jaugeur assermenté ; la vendange n'en valait pas la peine. Les habitants s'en rapportèrent « à la prudence et à la conscience » du curé Couquot pour savoir ce qu'ils devaient payer. Le curé fit une estimation, accompagné du frère Darney, jésuite. La dime produisit en tout 65 mesures. Si ces 65 mesures représentent 1 22 de la production, le vignoble de Maron aurait produit, en 1755, 1,430 mesures, soit 204 virilis.

(4) Pas de renseignements.

(5) Pas de renseignements.

(6) *Bulletin mensuel Soc. d'archéol. lorr.*, 1904, p. 95-105.

très nombreuse famille de *Malberg*. A ce sujet, j'ai recouru aux « Chartes de Reinach (1) », où sont analysés quantité de titres relatifs à cette famille ; je n'y ai pas trouvé Guillemette ; mais, en revanche, j'y ai fait une découverte intéressante touchant l'un des fils, probablement l'aîné, de Jean de Ville dont il vient d'être parlé.

D'après M. Pierfitte, ce seigneur, dont le testament est daté de 1504, laissa trois fils : Jean, André et Antoine. Deux d'entre eux, Jean et Antoine, ne seraient connus que par les actes de partage de la succession paternelle, après 1519. L'autre continua la postérité. M. Pierfitte dit de lui : « Dès 1533, André reste seul seigneur de Saint-Remy, dont il obtient de Charles-Quint l'érection en baronnie... »

Or voici ce qui résulte des deux documents cités dans les « Chartes de Reinach » : Jean porta aussi le titre de baron de Saint-Remy, et il mourut, sans doute célibataire, le 28 mai 1552, à Nancy, des suites d'un coup de pistolet que, antérieurement au 2 avril, lui tira accidentellement Georges Bayer de Boppart, seigneur de Château-Bréhain, son cousin (2).

Ce dernier fut probablement menacé de poursuites, ou du moins craignit de l'être ; aussi Jean de Ville lui donna-t-il, sur parchemin dûment scellé, une attestation de son innocence.

Les querelles, à cette époque, étaient si fréquentes et si souvent suivies de blessures graves, même de mort (3), qu'il est permis de se demander si le coup porté par Georges Bayer était en réalité tout à fait involontaire, et si un sentiment charitable, peut-être aussi un regret de torts personnels, n'a point disposé la victime à dis-

(1) *Publications de la Section hist. de l'Institut R. G.-D. de Luxembourg*, t. XXXIII.

(2) Il serait superflu de rappeler l'illustration de la famille Bayer de Boppart, qui a compté deux évêques de Metz, au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle.

(3) Cf. le bel ouvrage de R. des Godins de Souhesmes, *Etude sur la criminalité en Lorraine, d'après les lettres de rémission*.

culper son parent. Je n'émetts cette idée que pour montrer combien je crois qu'il convient de ne jamais prendre trop à la lettre les documents de ce genre.

Un peu plus tard, le meurtrier sollicita de trois gentilshommes une attestation du décès de Jean, attestation datée du 4 juin suivant.

Voici les deux analyses, avec les nos qu'elles ont reçus dans le catalogue indiqué :

« 2941. 1552, 2 avril. — Jean de Ville, seigneur et baron de Saint-Remy, au comté de Bourgogne, etc., déclare que le coup de pistolet dont il a été atteint est advenu fortuitement et accidentellement, et qu'il en décharge son cousin George Bayer de Boppart, seigneur de Chastelbrechain (1). »

« Orig. Parch. Sceau. »

« 2942. 1552, 4 juin. — Antoine du Fay (2), chevalier, seigneur de Baseilles (3), etc., Jacques de Grantron (4), seigneur de ce lieu et de Barbouville (5), Jehan Dieudevart, écuyer, seigneur de Vielmanet (6), au duché de Normandie, et autres, déclarent à la requête de George Bayer de Boppart, seigneur de Chastelbrechain, Laulnoy (7), etc., que, le 28 mai dernier, Jean de Ville, seigneur et baron de Saint-Remy, est décédé à Nancy. »

« Orig. Parch. Sceau. »

(1) Château-Bréhain, canton de Delme, anc. Meurthe.

(2) Famille de la chevalerie lorraine, qui paraît être originaire de Bourgogne ; il convient d'y rattacher « Nichole de Faze », dont parle M. Pierfitte, p. 103.

(3) Ce nom de *Baseilles* et celui de *Bazaille* que cite M. Pierfitte, p. 103 et 104, doivent désigner Bazoille, près de Neufchâteau.

(4) Nom à identifier. Serait ce, par hasard, une mauvaise lecture de *Grandmon* ou *Granmon*, qui pourrait désigner « *Grammont (La Grande)* », métairie, commune de Bertrichamps », canton de Baccarat, Meurthe ? (Cf. *Dict. topogr. Meurthe*.)

(5) Serait-ce Barbonville, canton de Bayon (Meurthe) ?

(6) Nom à identifier.

(7) Peut-être « *Launoy* ou *Lannoy*, village et château détruits, près d'Herbéviller », canton de Blâmont, Meurthe. (Cf. H. Lepage, *Dict. topogr. de la Meurthe*.)



Comment Georges Bayer de Boppart était-il cousin de Jean de Ville ? On serait curieux de le savoir, mais la recherche risquerait d'être longue et compliquée : ne serait-ce point par la famille de Malberg, qui fut alliée à la famille Bayer de Boppart et à laquelle je soupçonne qu'appartenait la mère de Jean ?

L. GERMAIN.

---

## CHRONIQUE

---

### SOUTENANCE DE THÈSES

Notre savant confrère, M. Emile Davernoy, archiviste de Meurthe-et-Moselle, a brillamment soutenu, le 9 juin, devant la Faculté des lettres de Paris, ses thèses de doctorat, et a été déclaré digne du grade de docteur avec la mention honorable. Ces thèses sont l'une et l'autre écrites en français, comme le permettent depuis peu les règlements universitaires. Les sujets sont tous deux lorrains : *Le duc de Lorraine Mathieu I<sup>er</sup> (1139-1176)*. — *Les Etats généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la majorité de Charles III (1559)*. Par une délicate attention, le premier de ces deux volumes a été dédié à la Société d'Archéologie lorraine.

### COLLECTION DE LORRAINE

Nous apprenons que l'administration de la Bibliothèque nationale de Paris a entrepris de dresser sur un plan uniforme le catalogue des diverses collections provinciales que possède son département des manuscrits. Le catalogue de la collection de Lorraine, qui a été rédigé par notre confrère, M. Paul Marichal, et publié en 1896 par les soins de notre Société, sera repris dans ce travail d'ensemble dont l'exécution est confiée à M. Lauer, ancien élève de l'école des Chartes et de l'école des hautes études.

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 7. — JUILLET 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 10 juin 1904.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

MM. Groffe et Farnier ont envoyé des lettres de remerciements à l'occasion de leur admission.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de M. Henri de Vienne.

**Ouvrage offert à la Société.**

*Notes généalogiques sur les sires de Darney-en-Vosges*, par l'abbé Ch. Pierfitte ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 42 pages.

**Lecture.**

M. Pierre Boyé commence la lecture de son travail intitulé : *Les vestiges du butin de Nancy ; contribution à l'histoire de la journée du 5 Janvier 1477.*

## MÉMOIRES

---

### LES TITRES D'UNE FAMILLE LORRAINE A LA BIBLIOTHÈQUE DE REIMS

Peu de familles possèdent actuellement les papiers de leurs ancêtres. Les partages et les ventes forcées, les déplacements, non moins que l'incurie et la négligence, amènent la dispersion et la perte de ces documents, et effacent même souvent toute notion et tout souvenir des générations d'ascendants. Aussi n'avons-nous pas été médiocrement surpris, intéressé et touché en recevant, moyennant une simple indemnité, le don pour la Bibliothèque de Reims, au mois de mai 1903, d'un ensemble de titres authentiques, s'échelonnant de 1569 à 1826 et concernant la même famille d'origine lorraine. Il s'agit de la famille Renauld, issue de boutavants des salines de Salonne au xvi<sup>e</sup> siècle (1), pourvue de charges militaires en Lorraine, puis en France, aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, enfin alliée à la famille Petitmengin, de Remiremont, dont un descendant remettait les titres à un dépôt public pour qu'ils y restent inaliénables à perpétuité (2).

Avant de classer la généalogie et les titres au nombre de quatorze, parchemins munis de leurs sceaux pour la plupart, dans le carton des familles ou dans la collection des autographes de la Bibliothèque de Reims, nous avons pensé qu'il convenait d'en prendre l'analyse et même d'en reproduire les textes offrant un intérêt historique. La série, étudiée chronologiquement de la sorte, n'est pas non plus sans donner à ce travail un intérêt moral et

(1) Cfr. *Les salines et le sel en Lorraine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par Pierre Boyé, in-8°, Nancy, Crépin-Leblond, 1904.

(2) M. Paul Vienat, employé à l'Exposition de Reims en 1903, appartenant à une branche qui habite maintenant Delle, territoire de Belfort.

social, au point de vue du développement des anciennes familles.

La première pièce en date (7 janvier 1369), que nous donnons en entier, est la plus belle de toutes par son ornementation et le sceau qui l'accompagne : c'est le titre de noblesse conféré à Nicolas Renauld, boutavant en la saline de Salonne, par le duc de Lorraine, Charles III, en récompense des services rendus à la maison ducal par ses ancêtres et qu'il avait lui-même continués « de bien en mieulx » (1).

La famille des Renauld fut ainsi mise en relief, anoblie dans le sens d'une condition plus honorable, mais non de la dispense du travail dans une occupation lucrative. Ses membres pouvaient acquérir des terres nobles, en jouir et les transmettre, sans qu'on les dispensât non plus pour cela des impôts ducaux et des charges communes, tandis qu'avait lieu en France, pour les nobles, l'exemption de la taille royale. La concession d'un blason personnel et transmissible était un signe de noblesse purement honorifique, un privilège distinctif de la roture, sans que cette noblesse entraînât les abus de la féodalité.

La seconde pièce, d'un moindre éclat extérieur, datée du 17 décembre 1619, est le contrat de mariage, « le traité de mariage » comme on disait en Lorraine, du fils de l'anobli de Charles III, « noble François Regnauld » (2) qui portait comme son père le titre de « boutte avant et contre boutteavant aux sallines de Sallone », et s'unissait à Renée Houat, fille de Claude Houat, greffier des Assises du bailliage de Nancy.

(1) Cf. Dom Pelletier, *Nobil. de Lorraine*, p. 686, art. *Regnauld* (N<sup>ic.</sup>).

(2) C'est la seconde variante dans l'orthographe du nom, qui est écrit *Renauld*, puis *Renaud* dans les lettres de 1369, et variera encore dans tous les actes postérieurs, tour à tour en *Regnauld*, *Renaud*, et *Renault*. — Dom Pelletier n'a pas connu cette descendance. Il se borne à dire que « Nicolas Regnauld (l'anobli) avoit épousé Anne Colette, veuve de lui en 1628, et en avoit eu Simon Regnauld ».

Les futurs apparaissent entourés d'un nombreux cortège de parents et d'amis. La mère du futur, Anne Colette, veuve de Nicolas Regnauld, bien vieille sans doute et habitant toujours son domicile de Salonne, délègue pour la représenter son frère, Nicolas Colette, tailleur aux salines de Moyenvic, qui offre de sa part à la future « une chaîne d'or vallante cinquante escus », et s'engage à fournir au futur les habits nuptiaux, lui garantit en même temps les meubles nécessaires à l'entrée en ménage et tous les immeubles de sa mère, notamment sa seigneurie de Dordal. La future a près d'elle son père, le greffier Claude Houat, mais sa mère Barbe Mougenat n'est plus de ce monde, et c'est une belle-mère, Antoinette Callot, sœur de Jean Callot, hérault d'armes, et tante de Jacques Callot, l'illustre graveur lorrain, qui l'assiste avec ses plus proches parents. On voit figurer autour d'eux les chefs des salines, les officiers et conseillers du duc, les gentils-hommes alliés aux gens de robe, portant tous des noms bien connus en Lorraine : Waucher, Magnien, Harmant, de Gournay, de la Forge, Rouyer, Barrois, Habert, Bardin, Play et Mery.

Claude Houat doit meubler et habiller sa fille selon sa condition et lui constitue une dot de « deux milz cinq cenx frans », en outre des biens de la succession de sa mère et de ses grands parents, et stipule que son gendre jouira des revenus et des émoluments de sa charge de boutavant « francz et libres de toutes debtes ». Dès le jour de la consommation du mariage, les époux seront « ungs et communs en tous meubles, acquistz et conquestz immeubles », etc. Ce contrat offre dans sa longue rédaction des formules encore en usage dans les mêmes termes, en particulier la reprise en nature, au cas de décès de l'un d'eux, des « habitz, armes et chevaulx » de l'époux et des « habitz, bagues et joyaulx » de l'épouse. Sa reproduction intégrale offrira diverses clauses intéressantes pour les coutumes et les mœurs de l'époque.

Il n'existe pas d'autres pièces pour le *xvii<sup>e</sup>* siècle, et nous arrivons, au début du suivant (13 décembre 1703), à la série des brevets délivrés par les rois de France à divers membres de la famille Renauld pour des charges militaires. Il y manque le brevet du premier des Renauld qui échangea le titre de boutavant contre une charge dans l'armée. Ce fut probablement Nicolas-François, issu des précédents, et qualifié dans la généalogie de « brigadier commandant les troupes de Lorraine et Garde du Corps de S. A. R. Charles IV », qui naquit à Nancy et se maria à Remiremont avec Jeanne Catherine Griselle le 27 juillet 1660 (1). Des dix enfants issus de cette union, l'un d'eux, Louis, né le 8 avril 1666, devint « lieutenant de carabiniers dans les troupes de S. A. très Chrétienne (*sic*), gentilhomme et chevalier de Saint-Louis » ; il épousa à Remiremont, le 10 janvier 1708, Marguerite Valette, fille d'un « capitaine au service de l'Empereur ».

Dès lors, c'est bien en France que servent les descendants des anciens serviteurs des ducs de Lorraine, et ils entrent de plain-pied dans la noblesse militaire française, sans changement de nom, sans addition non plus au nom patronymique. On les dénomme « le sieur Renaud » ou le « chevalier Renaud », et même selon l'usage impropre et abusif « le chevalier de Renauld », ce qui n'ajoutait rien qu'un ridicule à leur bonne et vieille noblesse lorraine, datant de 1569 (2).

Nous avons en mains les brevets de lieutenant, d'enseigne, de capitaine, et de capitaine commandant, signés

(1) Au mois de septembre 1903, sur les indications de M. B. Puton, procureur de la République, nous avons collationné la généalogie des Renauld que nous possédons avec le relevé des anciens registres paroissiaux à la mairie de Remiremont, dressé par l'abbé Didelot et connu sous le nom de *Dictionnaire paroissial*, et nous y avons trouvé les mêmes dates et mentions. Ce relevé orthographie le nom *Renault*.

(2) *De la particule dite nobiliaire*, par Michel Breuil, Paris, 1903.

de Louis XIV en 1703, de Louis XV en 1734, 1733, 1738, 1739, de Louis XVI en 1777, et un brevet de pension pour une veuve, encore signé de ce dernier en 1783. Aucun grade très élevé ne fut conféré à ces chevaliers Renaud, mais leur situation dans l'armée se maintint durant un siècle, confirmée par des lieutenants généraux en renom et par les ministres de la guerre successifs. D'ailleurs, à l'aide de ces brevets, il serait facile de retrouver au ministère les états de services de chacun de ces officiers.

Malgré l'entraînement de leur carrière militaire, c'est toujours à Remiremont que resta au XVIII<sup>e</sup> siècle le point d'attache des membres de la famille Renaud. Après Louis Renaud, son fils Louis-Hyacinthe, ancien commandant du régiment d'Enghien, chevalier de Saint-Louis, épousa à Remiremont Barbe-Marguerite-Elisabeth de Loyauté, vers 1780. Un autre de ses fils, Claude-François, s'y était aussi marié le 7 décembre 1772, avec Christine-Elisabeth-Marthe Mertenat, fille du trésorier de S. A. R. Madame la princesse Christine de Saxe, abbesse de Remiremont (1).

Cette dernière alliance donna le jour à cinq enfants, dont une fille, Magdelaine-Elisabeth Victoire-Louise, née le 23 mars 1777, qui épousa à Remiremont le docteur Joseph-Xavier Petitmengin, plus connu sous le prénom de Charles Petitmengin, décédé en cette ville le 13 avril 1832, entouré de l'estime publique, membre du Conseil général des Vosges et ancien maire de Remiremont (2). Les dernières

(1) Un frère de Louis, Jacques-Joseph Renaud, occupa aussi une charge judiciaire à Remiremont à la nomination de l'abbaye, et y épousa, le 11 juin 1702, qualifié gentilhomme doyen en la justice ordinaire, et ancien maire, Jeanne-Catherine Moulin, fille de Dominique Moulin, gruyer de Mortagne, tabellion et greffier à Bruyère. (*Généalogie de la famille Renaud*.)

(2) Il était fils de Joseph Petitmengin, également docteur en médecine, décédé le 17 mai 1834, dont la fille avait épousé Jean-Claude-Romary-Amable Renaud, directeur des contributions indirectes à Remiremont.

pièces du dossier des titres de la famille Regnauld sont précisément les trois diplômes de ce docteur Petitmengin, comme bachelier-ès-lettres à Strasbourg en 1820, docteur en médecine en la même ville en 1824, et docteur en chirurgie à Paris en 1826 (1). Ils sont signés de noms illustres dans la science au XIX<sup>e</sup> siècle et terminent dignement la série des titres inaugurée en 1369 par les lettres de noblesse accordées par le duc Charles III au premier ancêtre connu de la famille.

H. JADART.

Reims, le 20 décembre 1903.

#### APPENDICE. DOCUMENTS INÉDITS.

##### I

*Lettres du duc Charles III de Lorraine, conférant la noblesse à Nicolas Renauld. (7 janvier 1369.)*

CHARLES, PAR LA GRACE DE DIEU, duc de Calabre, Lorraine, Bar et Gueldres, marchis, marquis de Pont à Mousson, comte de Provence, Vaudemont, Blamont, Zutphen, etc. A tous presens et à venir salut. Comme originellement et de droiet naturel toutes personnes fussent libres, franchises et non sujettes à aucune servitude, et que, suivant ce, tendent et s'inclinent de leur propre nature et instinct à conserver et maintenir leur ingénuité; toutefois, par le droiet des gens et institution civile, cette franchise a esté tellement restreincte qu'il est demeuré bien petit nombre qu'elles ne soient reduictes en bas estat et méchanique, subjection de service, impoz, tailles et redevances innobles. Néanmoins l'excellence des Princes, qui naturellement s'esjoit à exalter et

(1) Sur ces trois diplômes, il figure avec les prénoms de *Joseph-Xavier*, qui sont ceux de son acte de naissance et restèrent les siens à l'état-civil; mais il fut connu sous le prénom de *Charles*, qui est inscrit sur son épitaphe au cimetière de Remiremont. Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. B. Puton, procureur de la République à Remiremont.



autoriser ceulx qu'elle cognoit estre adonnez à chose louable et vertueuse, pour recognoissance et rémunération de leurs vertuz leur octroie et concède privilège de noblesse, pour les affranchir et exempter de loix de basse et vile servitude, et les eslever à plus haut et honorable estat, au bien, prouffit et utilité de la république. Pour ces causes et aultres justes considérations à ce nous mouvans, et estant certiorez des vertus, preudhommie et intégrité de nostre cher et bien amé NICOLAS RENAULD, boutavant (1) en nostre saline de Salones (2), natif de noz pays, et aiant esgard aux services que ses progéniteurs ont faictz de nostre maison, qui ont tousiours vescu noblement comme il a continué par devoir de bien en mieulx, et qu'il a moien de s'entretenir audit estat de noblesse et en équipage pour nous faire service, Iceuluy Nicolas Renauld de nostre grâce spéciale, pleine puissance et autorité, avons annobly et annoblissons, et du tiltre et du privilege de noblesse décoré et décorons par ces présentes ; voulons, nous plaist et octroions, que luy et ses enfans masles et femelles, naiz et à naistre, descendans de luy en loyal mariage, leur postérité et lignée, soit à tousjours mais tenuz, traictés et réputez, pour nobles en jugement et dehors, joyssent et usent de tous honneurs, libertez, franchises, droicts, privilèges et prérogatives, dont joyssent et ont accoustumé joyr et user tous aultres nobles ; qu'ilz puissent prendre et recevoir ordre de chevalerie, acquster chasteaux, forteresses, seigneuries, haulte justice, moienne et basse, et tous autres fiedz, arrière fiedz, et nobles tenemens de quelque autorité et dignité ilz soient, pour par eulx et leur postérité et lignée les tenir et posséder noblement, en joir plainement et paisiblement, et mesmement, de ceulx qui leur pourront avenir et escheoir par succession, donation ou autrement deuement, iceux accepter et appréhender et en joyr sous les loix et conditions des fiedz de noz pays, et en faire tout ainsi que si d'ancienneté ilz estoient nez et extraictz de noble lignée, sans qu'ilz soient tenus, ni puissent estre contrainctz de les vendre, aliéner, ny mettre hors de leurs mains en quelque façon que ce soit, ny d'en paier finances. Et, en signe de noblesse et pour icelle décorer, avons audit Nicolas Renauld et à sa dicte postérité et lignée descendante de luy en loyal mariage, comme dit est, donné et donnons les armes telles que cy dessouz sont empreinctes, avecq pleine puissance et autorité de

(1) *Boutavant*, officier des salines chargé de mettre, en personne, le sel dans le *vaxel* ; il fallait 16 vaxels pour un *muid*. — Cf. Dictionnaire de Trévoux, 1771.

(2) *Salone* ou *Salonne*, bourg du canton de Château-Salins dans l'ancien département de la Meurthe, autrefois chef-lieu du Saulnois, pays renommé pour ses nombreuses salines.

les porter et en user en tous lieux, comme toutes aultres nobles usent et ont accoustumé user de leurs armes, qui sont d'Azur au Lion d'or, armé et lampassé de mesme, au chef d'argent décoré de trois quintes feuilles de gueule percées d'or, timbré d'un lion naissant d'or, tenant en ses deux pattes une quinte feuille de l'escu, environné de deux cornetz componez d'or, d'azur, d'argent et de gueule, le tout supporté d'un armet morné d'argent, couvert d'un lambrequin aux métaux et couleurs dudit escu (1). Si donnons en mandement à tous nos mareschaux, sénéchaux, président et gens de nos comptes de Lorraine, baillys, capitaines, prévotz, procureurs, receveurs, et à tous nos autres justiciers, officiers, vassaux, hommes et subjectz, et à chaucun d'eulx, si comme à luy appartiendra : que ledit Nicolas Renauld, sa dicté postérité et lignée née et à naistre, comme dit est, ils facent, souffrent et laissent joyr et user plainement et paisiblement de noz présentes grâce, don et octroy d'annoblissement, et de tout le contenu cy dessus, sans leur faire meetre ou donner, ni souffrir estre faict, mis ou donné, ores ny pour l'avenir, aucun trouble, destourbiers ou empeschement au contraire, lequel, si mis ou donné estoit, le reparent ou facent réparer et remettre au pristin estat et deu, sans aucune difficulté, car ainsi nous plaict. Prions en oultre et requérons tous roys, princes, ducs, contes, barons et aultres seigneurs noz alliés, amigs et bien veuillants, (que) de l'honneur et privilège de noblesse, ensemble de nos susdictes présentes grâce et octroy, Ils vucillent laisser et souffrir ledit Nicolas Renauld, sadiete postérité et lignée, joyr et user entièrement et paisiblement à toujours, comme autres nobles ont accoustumé faire, (ne) permettre qu'il y soient en ce aucunement troublez ni empeschez, ainsi qu'ilz voudroient estre faict pour eulx en semblable cas. Et afin que ce que dessus soit chose ferme et stable à tousiours, Nous avons signé ces présentes de nostre main et à lcelles faict mettre et appendre notre grand secl. Données en nostre ville de Nancy, le

(1) Même description de ces armoiries au *Nobiliaire de Lorraine* : « REGNAULD (Nicol.), boutavant et controlleur de la saline de Salonne, fut annobli par lettres de Charles III, données le 7 janvier 1369. Porte d'azur, au lion d'or, armé et lampassé de même, au chef d'argent, chargé de trois quintefeilles de gueules percées d'or, et pour cimier un lion naissant de même, tenant une quintefeuille de l'écu, entre deux cornets componnés d'or, d'azur, d'argent et de gueules. (Fol. 178, vers., regist. 1368, 1369.) Nicolas Regnauld avait épousé Anne Colette, veuve de lui en 1628, et en avait eu Simon Regnauld. » (DOM PELLETIER, *Nobiliaire*, p. 686 ; communication de M. Léon Germain.)

septième jour de janvier, l'an de grâce nostre Seigneur mil cinq cens soixante et neuf, avant Pasques.

*Signé : CHARLES.*

*Sur le replis :* Par Monseigneur le Duc, les sieurs conte de Salme, mareschal de Lorraine, de Meley, grant maistre de l'hostel, de Tumejus, bailly de Vosge, de Dompmartin, chambellan, et de la Mothe, maistre des requestes, présents.

*Signé : J. MERLIN.*

*Registrata : HENRY.*

En tête de ces lettres, le C initial est décoré de couleurs et d'or avec dessins en arabesques, et au centre se trouve un cartouche aux armes pleines de Lorraine avec la couronne ducale, le tout également peint et doré, avec la date de 1569 au dessous dans un petit encadrement accompagné de deux points dorés.

La première ligne, en majuscules dorées, comprend : *Charles, par la grâce de Dieu, duc* ; tout le reste de la pièce est écrit en italique, à l'encre noire.

Le sceau (actuellement détaché du parchemin), y était appendu par des lacs de soie jaune et noire, tressés, qui sont encore passés au travers de la cire ; il est en cire brune (diamètre 0,10) et représente le duc de Lorraine armé, à cheval, brandissant l'épée nue ; la légende est en partie effacée ; on lit seulement en tête : (C) AROLI... et à la fin : VADI...

Le contre-sceau, en cire rouge, offre les armes pleines de Lorraine, avec un ange au sommet et des croix de Lorraine sur les côtés.

Le parchemin mesure 0<sup>m</sup>57 de hauteur totale sur 0<sup>m</sup>67 de largeur.

Au bas de la pièce, sur le côté à droite, sont peintes les armoiries de N. Renauld, décrites dans les lettres, avec leurs attributs.

*Traité de mariage entre François Regnauld et Marie Houat*

(17 décembre 1619).

Sachent tous qu'en traictant, pourparlant et accordant le mariage futur et espéré à faire, sy Dieu et nostre Mère sainte Eglise sy accordent, par et entre noble François Regnauld, boutteavant et contre-boutteavant aux sallines de Sallone, assisté de noble Nicolas Colette, son oncle, trilleur aux sallines de Moienvic (1), Jean Vaucher, conseiller et greffier au bailliage de l'évesché de Metz, demeurant à Vic (2), son cousin, Nicolas Magnien, cappitaine et gouverneur aux sallines de Château Salin (3), et de Claude de Villaucourt, tailleur en icelles, d'une part, et noble Renée Houat, fille de noble Claude Houat, greffier des Assises du bailliage de Nancy, aussi assistée dudict sieur Houat, son père, de damoiselle Anthoinette Callot, sa belle-mère, de nobles Henry Houat, son frère, Christoffe Harmant, son oncle, maître des fourrières en l'estat de Son Altesse, Claude Hermant, son cousin germain, d'honoré seigneur Charles de Gournay, chevalier, seigneur de Viller, Châtel Saint Blaise, Dun au Saulnois, Corny, Ars la Quenexey (4), etc., conseiller d'Estat, gentilhomme de la Chambre de sadicte Altesse et bailly de Lorraine, de noble Jean Callot, hérault d'armes à sadicte Altesse, de Jean Callot, son filz (5), Claude de la Forge, conseiller secrétaire ordinaire à sadicte Altesse, Jean-François Rouyer, George Rouyer, son filz, Richard Barrois, conseiller secrétaire ordinaire à

(1) Il ne faut pas confondre le *trilleur* et le *tailleur* : ce sont deux officiers différents. Le *trilleur*, entre autres fonctions, « rabat et trille sur fer » le sel mis dans le vaxel. Le *tailleur* préside à la délivrance des bois par les officiers des eaux et forêts et veille à l'emploi du combustible. — *Moyenvic*, bourg du canton de Vic, dans l'ancien département de la Meurthe.

(2) *Vic-sur-Seille*, ville chef-lieu de canton dans l'ancien département de la Meurthe.

(3) *Château-Salins*, ville chef-lieu d'arrondissement dans l'ancien département de la Meurthe.

(4) *Viller, Châtel-Saint-Blaise, Corny et Ars-Laquenexy*, localités de l'ancien département de la Moselle.

(5) Il s'agit ici du père et du frère aîné du célèbre graveur Jacques Callot, dont la généalogie a été si clairement établie par M. E. Meaume, dans ses *Recherches sur la vie et les ouvrages de Jacques Callot*, 1833-1860, 2 vol. in-8° ; voir le tableau généalogique au t. I, p. 140, et le texte de la biographie, p. 2 ; on y trouvera aussi le nom d'Anthoinette Callot, femme de Claude Houat, comme étant la sœur de Jean Callot, père de Jacques Callot.

Monseigneur de Vaudemont, d'Estienne Habert, dict La Huttrie, conseiller auditeur des Comptes de Lorraine, tresorier et receveur général des finances de mondict seigneur, Claude Baillivy, conseiller d'Etat de sadicte Altesse, Claude Bardin, aussi conseiller d'Etat de sadicte Altesse et lieutenant général du dict seigneur bailly, Nicolas Play, conseiller secrétaire ordinaire à sadicte Altesse, et de Laurent Mery, essayeur en la monnoye dudict Nancy, tous parentz, aliez et bien veillantz de ladicte damoiselle futur espouse d'autre part, ont recongnus et volontairement confessez avoir faictz, passez, traictez et accordez les poinctz et articles qui s'en suyvent. Premier, que les dictz futurs conjointz se prendront, fianceront et espouseront l'un l'autre, en face de nostre Mère sainte Eglise catholique, apostolique et romaine, selon les saintz decretz d'icelle, au plus tost que faire se pourra et à tel jour qu'entre eulx et leurs parentz sera advisé et conclud ; que ledit sieur Houat, père de ladicte future espouse, meublera et habillera icelle sa fille selon sa qualité et luy donnera content la somme de deux milz cinq centz frans, sçavoir quinze centz frans pour la part de la dicte damoiselle Renée des mocubles de la communauté d'entre ledict sieur Houat, greffier, et feue damoiselle Barbe Mougenat, sa femme en première nopce, mère de ladicte future espouse, ainsy qu'il est porté tant par le traicté de mariage d'entre ledict sieur greffier et ladicte damoiselle Anthoinette Callot sa femme qu'autrement, et autres mil frans pour certaines considérations et de la bonne volonté dudit sieur Houat, greffier, que seront delivrez dès le jour de la consommation dudict futur mariage, desquelz deux milz cinq centz frans en seront convertyz et emploiez, mil frans au profit de ladicte future espouse, que luy sortiront et à ses heritiers et ayant cause nature de bien propre et ancien, à charge et condition aussy que ledict sieur Regnaud jouira desdictz étatz de boutteavant et de contre boutteavant francz et libres audict sieur Renauld futur époux de toutes debtes qui pourraient avoir été faictes et contractées à son sujet, ensemble de tous les émoluments d'iceulx. Ce à quoi ledict sieur Nicolas Colette au nom et comme procureur fondé de procuration de damoiselle Anne Colette, sa sœur, a promis satisfaire et à cest effet en a obligé et oblige par cestes, en vertu de ladicte procuration, tous et ung chacun les biens de ladicte damoiselle Anne Colette, mœubles et immœubles presents et futurs partout, a esté accordé qu'aussytost la consommation dudict futur mariage, ladicte future espouse jouira de tous les biens mœubles et immœubles à elles escheus et obvenus à cause de ladicte feue Barbe Mougenat, sa mère, par les décès et trespas des feus sieur Henry Mougenat et Catherine sa femme, père grand et mère grande de ladicte future espouse ; que dès le jour de la consommation dudict

mariage les diets futurs conjointz seront ungs et communs en tous meubles, acquestz et conquestz immeubles, qu'ilz ent, auront et feront pendant leur mariage, soit en ligne ou hors ligne, partout où ce soit, et fust que ladiete Renée soit dénommé es lettres d'acquest qui s'en feront ou non, nonobstant toutes coustumes des pais et lieux à ce contraires, desquelz acquestz le survivant jouira, sçavoir de la moitié en fond et propre pour en faire et disposer à sa volonté et plaisir, et l'autre moitié en usufruit sa vie durant, en cas qu'il n'y auroit enfans procreez dudiet futur mariage, et ou il y en auroit le partage s'en feroit comme sera diet en l'article suivant ; Qu'advenant dissolution dudiet futur mariage, tous et chacuns lesdiets meubles, acquestz et conquestz immeubles et choses sortissantes nature d'iceulx se partageront, sçavoir la moitié au survivant et l'autre moitié aux enfans, héritiers ou représentant du premier décédé, saulf et réservé audiet futur époux survivant ladiete Renée Houat de prendre par préciput et avant partage ses habitz, armes et chevaux à son usage, comme au réciproque, ladiete Renée survivante, lediet futur espoux emportera aussy par préciput et avant aulcun partage, ses habitz, bagues et joyaulx, à charge de paiement des debtes aussy par moitié qui se trouveront estre deues au jour de ladiete dissolution, moyennant aussy que lediet futur espoux ne pourra et ne luy sera loisible faire donations soit entre vifs, ny par testament de volonté dernière, ny autrement, que sur la moitié desdiets meubles, acquestz et conquestz immeubles de la communaulté, laissant l'autre moitié libre et deschargée desdictes donations à ladiete future espouse, pour elle, ses enfans ou héritiers, esté passé, promis et accordé que lediet futur espoux ne pourra vendre ni aliéner le fond et héritages qu'appartiennent et pourront appartenir cy après à ladiete future espouse de quelc costé qu'ils luy puissent eschoir, soit du consentement de ladiete future espouse, ou autrement que ce ne soit pour aussytost remplacer les deniers en provenant en autres acquests d'héritages, lesquelz sortiront mesme nature de propre et ancien à ladiete future espouse, ses enfans ou heritiers, semblablement ne se venderont les biens immeubles et anciens dudiet futur espoux qu'à mesme charge de restablissement, sinon en cas de nécessité extrême, auquel cas sera contribué également par la vente des biens tant de l'un que de l'autre. Que les frais funéraires se paieront par moitié entre lediet survivant et les enfans ou héritiers du prémourant ; A esté promis et accordé par lediet sieur Nicolas Colette, trilleur, audit nom et comme procureur fondé de la dicte procuration de damoiselle Anne Colette, sa sœur, vefve de feu noble Nicolas Regnault, vivant boutteavant aux dietes sallines, en date du jourd'huy, signée F. L'huillier, tabellion, de laquelle la teneur est

inséré à la fin des présentes, de paier et acquitter toutes les debtes que ledict futur espoux peult et pouroit debvoir partout jusques à la solempnisation dudict futur mariage, pareillement de mœubler et habiller d'habitz nuptiaux ledict futur espoux selon sa qualité, comme aussy de faire son festin de nopces, ainsy qu'il sera advisé pour le plus expédient, soub l'obligation en vertu de ladicte procuration de tous et ung chacun les biens de ladicte damoiselle Anne Collette, mœubles et immœubles, présens et à venir par tout, semblablement aussy ledict sieur Collette, trilleur audict nom et qualité, a promis de donner jour après autre à ladicte future espouse une chaîne d'or vallante cinquante escus et, en cas de douaire eschéant, ladicte future espouse aura pour douaire préfix et limité par chacun an la somme de cent cinquante francs, au cas qu'il n'y auroit enfans procreez dudict futur mariage, et ou il y en auroit six vingtz frans, que ledict sieur Colette, trilleur, luy a assigné et assigne par cestés de prendre et recepvoir en vertu de ladicte procuration et audict nom sur la part et portion de maison, terre et seigneurie de Dordal appartenant à ladicte damoiselle Anne Collette qu'à cest effect en demeure spécialement obligée et hypothecquée et généralement de tous et ung chacun les biens de ladicte damoiselle Anne Collette, mœubles et immœubles, seigneurie de Dordal (1), appartenant à ladicte demoiselle Anne Collette, qu'à cest effect en demeure spécialement obligée et hypothéquée, et généralement au choix et option de ladicte future espouse, tous et ung chacun ses autres biens mœubles et immœubles présens et à venir partout, sauf à ladicte future espouse d'opter et choisir le douaire coustumier sy bon luy semble. A de plus ledict sieur Collette, trilleur, promis de faire ratifier le contenu des présentes, quant requis en sera par ladicte damoiselle Anne Collette, pour tous les faitz et promesses qui touchent et regardent ledict futur espoux son filz, et luy en faire passer pareille obligation et submission que dessus, et autrement le tout que dessus n'eust esté fait ny passé le présent traicté de mariage. Promettantes lesdictes parties respectivement chacune en droict soy et audict nom par leurs foiz pour ce données corporellement en lieu de serment, d'avoir, tenir et faire tenir à toujours pour bon, agréable, ferme et stable tout le contenu entièrement du présent traicté de mariage, sans jamais y contrevenir en façon que ce soit ou puisse estre et de ratifier et de satisfaire et faire satisfaire chacun à son esgard de point en point, aux conditions et promesses avant escriptes soub l'obligation expresse de part d'autre de tous et ung chacun leurs biens,

(1) *Dordhal*, ferme de la commune de Lidrezing, ancien département de la Meurthe, autrefois seigneurie haute justice, avec chapelle castrale.

sçavoir lesditz futurs conjointz des leurs, ledict sieur Houat, greffier, des siens, et ledict sieur Collette, trilleur, en vertu de ladicte procuration de ceulx de ladicte damoiselle Anne Collette, mœubles et im-mœubles présens et futurs par tout. Qu'elles ont soumis à l'exclusion forcée et contrainctes de toutes courtz et justices pour tout ce que dessus tenir, satisfaire et accomplir, renonccantes lesdictes parties à tous bénéfices de discussion, ordre de droict et de discussion, main levée, renvoys, garendz, arriere garendz, et à toutes aultres choses contraires à l'entier effect et exécution des présentes, comme aussy à tous les us et coustumes des pays, faisantes au contraire d'icelles, ausquelles elles ont dérogez et dérogent par cestés, mesme au droict disant générale renonciation non valloir si la spéciale ne précède. En tesmoing de quoy sont lesdites présentes scellées du seel du tabellionnage de Sadicte Altesse de sa cour de Nancy, saulz tous droictz, que furent faictes et passées audict Nancy le dix septième jour du mois de décembre mil six centz dix neuf, présens Jean Husson, Maistre Queux en l'estat de mondiet seigneur de Vaudemont, et Laurent Mengin, demeurantz audict Nancy, tesmoins.

S'ensuyt la teneur de ladicte procuration. Sachent tous que damoiselle Anne Collette, vefve et relicte de feu noble Nicolas Regnauld, vivant boutteavant aux salines de Salones, ladicte vefve y demeurant, sienne dame et mattresse, usant librement de ses biens et droictz de viduité, ainsy qu'elle a dict, laquelle a recongnu et confessé solennellement avoir fait, crée, ordonné, constitué et estably pour son procureur, facteur et négociateur spécial, seul et pour le tout, sçavoir le sieur Nicolas Collette, trilleur aux salines de Moyenvie, son frère, auquel ladicte damoiselle constituante a donné et donne par cestés, plain pouvoir, puissance, auctorité, faculté et mandement exprès et spécial, de se transporter au lieu de Nancy, et illecquez traicter, accorder et chever le futur et esperé mariage proposé à faire, s'il plaist à Dieu, et nostre mère S<sup>te</sup> Eglise si accorde, par et entre noble François Regnauld, son filz, boutteavant et contreboutteavant ausdictes salines de Sallone d'une part, et damoiselle Renée Houat, fille de noble Claude Houat, greffier des assizes de Nancy, d'autre, en passer tel contract par devant personne publique qu'il sera de besoin et expédient, promettre en iceluy au nom de ladicte damoiselle Anne Collette tout ce que ledict sieur trilleur jugera estre bon à faire, soit de la jouissance des dictz estatz et revenu d'iceulx au profit dudict sieur Regnauld, assurer du douaire que sera accordé à ladicte Renée, future espouse, par ledict traicté, du don et octroy d'une chaine d'or, promettre aussy de paier par ladicte constituante toute dette que ledict sieur son filz pouroit debvoir jusques à la solempnisation dudict



mariage, comme aussy de l'habiller et faire le festin de nopee, selon ses moiens et facultés, et pour plus grande assurance de tout ce que ledict sieur trilleur aura traicté, promis et accordé, en obliger et ypothèquer tous et chacuns les biens tant meubles qu'immeubles présens et futurs de ladiete reconnoissante, comme présentement et par cestes elle les en a obligé et oblige, et les a soumis et submet à toute justice, pour au cas qu'elle contreviendrait en ce que faict et géré seroit par ledict procureur, pour elle et en son nom y estre exécuté, comme de chose congnee et adjugée par droict et sans prétendre aucune exception au contraire, et généralement d'aillant faire et gérer par ledict sieur trilleur en toutes les choses susdites et une chascunes d'icelles, comme ladiete damoiselle constituante feroit et faire pourroit si par tout présente en personne y estoit, jaccois que le cas requist mandement plus spécial qu'il n'est sus déclaré, sy a promis et promet ladiete damoiselle constituante d'avoir tenir, garder et inviolablement observer à tousiours pour aggréable, ferme, stable et de bonne valleur tout ce entièrement que par ledict sieur trilleur sera faict, traicté, promis et accordé par ledict traicté de mariage, sans aucunement y contrevenir, sous l'obligation de tous ses biens meubles et immoeubles presens et advenir par tout. En tesmoing de quoy sont ces présentes lettres scellées du seel du tabellionnage monseigneur le duc de sa Court de Nancy, saulx son droict et l'aultruy, que furent faictes et passées le dix septieme décembre mil six centz dix neuf, presens nobles Nicolas Magnien, cappitaine et gouverneur aux sallines de Château Salin, Claude de Villancourt, tailleur en icelles, et Jean Wauchier, conseiller et greffier au bailliage de l'évesché de Metz, demeurant à Vic, tesmoingz, et se sont lesdicts futurs conjointz Nicolas Colet et C. Houat sousigné à la minutte de cestes

*Signé* : Wauthier, avec paraphe.

Le sceau manque ; l'attache en parchemin reste. Au revers est écrit : Traicté de mariage pour noble François Regnauld, Boutteavant et Contreboutteavant aux sallines de Sallonne, et damoiselle Renée Houat, son espouse.

Dimensions du parchemin : hauteur 0<sup>m</sup>32 sur 0<sup>m</sup>60 de largeur.

### III

Brevet du roi de France Louis XIV, octroyant au S<sup>r</sup> Renauld (1) la lieutenance de la compagnie de Bouet en la brigade d'Imecourt, dans

(1) Il s'agit de Louis Renauld, né à Remiremont le 8 avril 1666, fils de Nicolas-François et de Jeanne-Catherine Griselle, marié en premières noces, à Remiremont, le 10 janvier 1708, avec Marguerite Valette, dont

le régiment royal des carabiniers, donné à Versailles le 13 décembre 1705, signé *Louis*, et plus bas *Chamillard*.

En marge, visa de Louis de La Tour d'Auvergne, comte d'Evreux, lieutenant général des armes du Roy, colonel général de la cavalerie de France, établissant le S<sup>r</sup> Renauld, lieutenant de la compagnie de Bouvet, capitaine en la brigade de Rouvray, donné au camp de Loven-  
deghe le 22 août 1708, signé *le comte d'Evreux* et plus bas *Mitouflet* (*Parchemin*). Au revers : *M<sup>r</sup> de Renauld*.

IV

Commission du roi de France Louis XV conférant la charge de capitaine d'une compagnie dans la brigade de Valcourt, du régiment royal des carabiniers, pour le sieur Renaud (1), lieutenant en la brigade de Valcourt, donnée à Versailles le 24 mai 1734, signée *Louis* et plus bas *Changn*. Le sceau manque. (*Parchemin*.)

V

Lettre du roi de France Louis XV, donnée à Versailles le 28 février 1753, signée *Louis* et plus bas *R. de Voyer*, mandant au comte de Polignac de recevoir le sieur Claude-François Renaud (2), en la charge d'enseigne en la compagnie colonnelle du régiment d'infanterie d'Enghien, avec sceau aux armes de France. (*Papier*.)

VI

Commission de capitaine d'une compagnie dans le régiment d'infanterie d'Enghien, en attendant le retour du S<sup>r</sup> de Lamorre, pour le sieur Claude-François, chevalier de Renaud (3), donnée à Versailles le 15 juillet 1758, signée *Louis* et plus bas *Boyer*, avec mandement de le recevoir au chevalier de Montazet, colonel lieutenant dudit régiment. Le sceau manque. (*Parchemin*.)

il eut trois enfants ; en secondes noces, à Montreuil en Picardie, le 24 mai 1714, avec Antoinette Durieux, dont il eut six enfants, et en troisièmes noces, à Mézières, avec Claude Thomé, dont il n'eut pas d'enfants. Louis Renauld est mort à Plombières, en 1743, d'une attaque d'apoplexie.

(1) Le même officier que ci-dessus.

(2) Claude-François Renauld, né à Remiremont le 4 octobre 1732, fils de Louis et d'Antoinette Durieux, marié en la même ville, le 7 décembre 1772, avec C. X. M. A. Elisabeth Mertenat, dont il eut cinq enfants, mort le 1<sup>er</sup> juin 1783, à l'âge de 51 ans.

(3) Il s'agit du même officier que ci-dessus dans cet acte et les suivants.

VII

Lettre du roi Louis XV, mandant au chevalier de Montazet de recevoir le capitaine Claude-François, chevalier de Renaud, dans le régiment d'infanterie d'Enghien au poste vacant par la mort du capitaine de Ray, donnée à Versailles le 30 avril 1739, signée *Louis* et plus bas *Boyer*. Avec sceau aux armes de France. (*Papier.*)

VIII

Lettre du roi Louis XVI, ordonnant au sieur Claude-François, chevalier Renaud, capitaine commandant de la compagnie colonnelle du régiment d'infanterie d'Enghien, de prendre le commandement de la compagnie vacante par la promotion du sieur de Morizot, donnée à Versailles le 4 juillet 1777, signée *Louis* et plus bas *Saint-Germain*. Pas de sceau. (*Papier.*)

IX

Provisions de l'office de conseiller juré en la Justice ordinaire de Remiremont, données par S. A. R. Madame la Princesse de Saxe, abbesse de Remiremont, à M<sup>r</sup> Charles-Joseph Petitmengin (1), données à Brumath le 16 octobre 1781, signées : *Marie-Caroline, Princesse de Pologne, Duchesse de Saxe. Dame et Abbesse de Remiremont*, et plus bas : *Par son Altesse Royale, Le Prestre de Lamotte.*

Le titulaire de cet office est désigné dans cette pièce : *Avocat en Parlement exerçant en cette ville*, et doit prêter serment entre les mains du sieur *Thourenel*, lieutenant (de) *Saint-Pierre en notre Chapelle abbatiale*, en sa qualité de *Conseiller gradué et juré en la Justice ordinaire de cette ville*, en remplacement du sieur *Nicolas-François Masson*, dernier et paisible possesseur dudit office.

Au revers se trouvent : 1<sup>o</sup> la mention de prestation de serment, en date du 29 octobre 1781 ; 2<sup>o</sup> celle d'enregistrement au greffe de la Chambre abbatiale le 29 octobre 1781, et 3<sup>o</sup> celle d'enregistrement au greffe de la Justice ordinaire, signées par Charles Arnould, Valentin

(1) Père du docteur Joseph Petitmengin, dont le fils épousa Louise-Victoire Renaud, née le 23 mars 1777, fille de Claude-François Renaud, l'officier désigné dans les brevets ci-dessus, et de Christine Mertenat. Elle décéda à Remiremont le 24 juin 1837, âgée de 80 ans, et son épitaphe se lit dans le cimetière de cette ville sur la tombe de famille. Le docteur Joseph Petitmengin mourut le 17 mai 1834, à l'âge de 58 ans, laissant un fils unique, qui fut le docteur Joseph-Xavier, dit Charles Petitmengin, décédé le 15 avril 1852, à l'âge de 49 ans. Les deux docteurs Petitmengin ont laissé à Remiremont une haute réputation de savoir professionnel et de dévouement à la chose publique.

Pernot, à la même date que ci-dessus. Le sceau pend sur queue de papier au bas de la pièce, mais les armes n'en sont pas bien venues. (*Parchemin*).

X

Brevet d'une pension de 200 fr. en faveur de la *delle* Christine-Xavière-Marie-Anne-Elizabeth Mertenat, née à Dresde en Saxe, veuve du *s<sup>r</sup>* Claude-François Renauld (1), ancien capitaine commandant au régiment d'Enghien infanterie, données à Versailles le 46 août 1783, signées *Louis* et plus bas *Le Maréchal de Segur*. (*Parchemin*.)

XI

Diplôme de bachelier ès lettres, accordé le 29 juin 1820 par la Faculté de Strasbourg à Joseph-Xavier Petitmengin (2), né à Remiremont le 29 janvier 1803, signé *B<sup>a</sup> G. Cuvier*, etc., avec le sceau aux armes de France. (*Parchemin*.)

XII

Diplôme de docteur en médecine, accordé au même, le 24 août 1824, par la Faculté de Strasbourg, signé *† D. Ev. d'Hermop.* et *B. G. Cuvier*, etc., avec le sceau aux armes de France. (*Parchemin*.)

XIII

Diplôme de docteur en chirurgie, accordé au même, le 22 août 1826, par la Faculté de médecine de Paris, signée *† D. Ev. d'Hermopolis, L. Maussion, Guyot, assesseur*, et *B. G. Cuvier*. Sceau aux armes de France. (*Parchemin*).

XIV

Note extraite des Registres de l'Etat civil de la commune de Remiremont, de la famille des Messieurs Renault depuis le 27 juillet 1660 jusqu'au 2 mars 1783, comme suit... (*Double feuille de papier in-f<sup>o</sup>*.) Note annexe plus récente sur cette généalogie au point de vue de l'alliance avec la famille Petitmengin.

(*Bibliothèque de Reims, Cabinet des Manuscrits, papiers des familles et autographes*.)

(1) Mariage célébré à Remiremont le 7 décembre 1772, duquel naquirent les cinq enfants indiqués ci-dessus.

(2) Plus connu avec le prénom de *Charles*, fils du Dr Petitmengin et époux de Louise-Victoire Renauld, décédé le 15 avril 1852, déjà indiqué ci-dessus comme une notabilité de la ville de Remiremont.

*Généalogie abrégée de la Famille Regnauld.*

Nicolas Regnauld,  
boutavant aux salines de Salonne, anobli en 1569 par le duc de Lorraine Charles III.

== Anne Colette, sœur de Nicolas Colette, trilleur aux salines de Moyenvic.

François Regnauld,  
boutavant aux salines de Salonne, en 1619.

== Renée Houat, fille de Claude Houat, greffier des Assises de Nancy.

Nicolas-François Renault,  
brigadier commandant les troupes de Lorraine et garde du corps du duc Charles IV, en 1660.

== Jeanne-Catherine Griselle, à Remiremont.

Nicolas-François Regnauld,  
né en 1661.

Louis Regnauld, né en 1666,  
lieutenant de carabiniers en  
1708, chevalier de Saint-Louis.

== Marguerite Valette.

== Antoinette Durieux.

Trois fils

nés en 1703, 1719, 1714

Louis-Hyacinthe R.  
commandant le Régim<sup>t</sup>  
d'Enghien, chevalier de  
St-Louis.

== Elisabeth de Loyauté.

Jacques-Joseph R.  
doyen en la justice  
de Remiremont en  
1708.

== Jeanne-Catherine Moulin.

Claude-François Regnauld,  
Capitaine au Régim<sup>t</sup> d'Enghien en 1772.

== Elisabeth Mertenat.

Madeleine-Victoire-Louise Regnauld,  
décédée en 1837.

== Le docteur Joseph Petitmengin  
décédé en 1834.

Jean-Claude-Romary-Amable Regnauld, né en 1780.

== La sœur du D<sup>r</sup> Joseph  
Petitmengin.

EXPLORATION D'UN TUMULUS SITUÉ DANS LE PARC DE BRABOIS,  
A VILLERS LES-NANCY.

Dans le parc de Brabois, se trouvait un tumulus élevé à l'extrémité d'un éperon dominant le village, dans la direction du Sud. MM. de Brabois l'ont fait ouvrir en ma présence, au mois de juin de cette année.

Il se composait d'un amas de pierrailles mélangées de terre, recueillies à la surface même du sol environnant. De 1<sup>m</sup> 20 environ de relief au centre, il affectait une forme légèrement ovale, mesurait 7 mètres de l'Est à l'Ouest, et 8 mètres du Nord au Sud. Toutefois, cette forme ovale ne me paraît pas intentionnelle, mais semble résulter d'une accumulation de matériaux, tout à fait fortuite, dans le dernier sens.

Ce tumulus fut coupé en deux parties égales au moyen d'une tranchée de 1 mètre de largeur, allant du Nord au Sud, puis, dans sa partie centrale, dénudé jusqu'au sol vierge, suivant une circonférence de 3 mètres de diamètre.

A 0<sup>m</sup> 20 de profondeur, on découvrit quelques fragments de fémur, orientés de l'Est à l'Ouest, presque entièrement décomposés, appartenant à une sépulture d'époque postérieure à la construction du tumulus. Leur mauvais état de conservation est attribuable à la faible quantité de matériaux qui les recouvrait.

A 0<sup>m</sup> 40 et jusqu'à 0<sup>m</sup> 50 de profondeur, nous recueillîmes, M. L. de Brabois et moi, une certaine quantité d'ossements humains brisés, ayant appartenu à deux sujets : un adulte, voisin de la quarantaine, si l'on peut juger d'après le degré d'usure des dents, et probablement un enfant.

Tous deux avaient été déposés sur une sorte de pavage grossier reposant sur le sol vierge, entouré de pierres plates placées de champ, de façon à former une sorte de sarcophage.

Pendant le cours des siècles, la plupart de ces pierres s'étaient couchées sous la pression des matériaux environnants, écrasant les ossements, et favorisant ainsi leur décomposition.

Quelques os longs, paraissant encore en place, permettent de supposer que les corps ont été dérangés au moment de l'inhumation du personnage rencontré près de la surface, ou plutôt, que les cadavres ont été placés étendus sur le côté, les genoux ramenés sous le menton, la tête à l'Est, les pieds à l'Ouest pour le sujet âgé, et inversement en ce qui concerne le sujet jeune.

Les deux têtes étaient l'une près de l'autre, exactement au centre du tumulus.

Leur emplacement était marqué par quelques fragments d'os du crâne et des dents, dont quelques-unes remarquablement bien conservées.

Le mobilier funéraire se composait de deux petits cercles de bronze, recueillis parmi les fragments du crâne de l'enfant.

Le premier mesure 0,015 de diamètre intérieur. Il est formé d'une bande de bronze aplatie, large de deux à trois millimètres, irrégulière comme épaisseur, plus épaisse au centre que sur les bords, qui sont relativement très minces, d'où il semble résulter que cet objet était plutôt un ornement qu'un objet d'utilité pratique (1).

Il n'en est pas de même du second cercle. En effet, ce dernier est un fil de bronze de 1 millimètre de diamètre, parfaitement rond, dont les deux extrémités ont été rapprochées, de façon à former un petit anneau de 1 centimètre de diamètre.

(1) En 1886, M. F. Barthélemy avait découvert dans un tumulus près de Clairlieu, un anneau du même genre placé près de l'omoplate d'un squelette. (V. F. Barthélemy : *Recherches archéologiques sur la Lorraine avant l'histoire. Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1889, p. 199.)

Quelques fragments de poterie grossière, noirâtre, mal cuite, analogue à celle que l'on rencontre dans toutes les sépultures de l'époque de la Tène, se trouvaient çà et là parmi les ossements.

Un seul morceau de charbon, de très petite dimension, fut recueilli parmi les pierres, dans la couche archéologique.

Il semble résulter de nos observations :

1° Que le tumulus renfermait trois sépultures, dont deux à la base, probablement contemporaines, et une à la partie supérieure, d'époque plus récente ;

2° Que les corps n'étaient accompagnés d'aucun mobilier funéraire, car on ne peut guère regarder comme tels les quelques pauvres objets de parure portés par l'enfant. M. F. Barthélemy avait constaté bien avant moi la pauvreté des tumulus du plateau de la Haye (1) ;

3° Qu'on ne saurait considérer comme ayant appartenu à des vases funéraires proprement dit, les tessons de poterie épars parmi les matériaux terreux du tumulus, précisément à cause de leur petit nombre, et de leur dispersion. Peut-être ont-ils appartenu, comme je l'ai fait remarquer ailleurs, à des vases destinés au transport de la terre, lors de la construction du tumulus ;

4° Les corps ne semblent pas avoir été ici déposés sur un lit de cendres, comme à La Naguee, à la Voivre, etc. ;

5° La position des ossements paraît indiquer également une différence dans l'attitude donnée aux morts. En effet, dans les tumulus lorrains explorés jusqu'ici, le squelette est toujours étendu.

Serions nous en présence de sujets appartenant à une population d'origine et de mœurs différentes de celles qui ont laissé des traces de leur existence, au Sud et à l'Est du plateau de Haye, pendant le III<sup>e</sup> siècle avant notre ère ?

(1) M. F. Barthélemy, *op. cit.*, p. 196.



Cela me paraîtrait peut-être ressortir des observations que j'ai pu faire jusqu'ici. Il est cependant impossible de se prononcer à l'heure actuelle, car, si mes recherches ont jeté quelque clarté sur l'époque de la Tène dans la partie de la Lorraine située au Sud et à l'Est du plateau de la Haye, il faut ouvrir, sur celui-ci et au-delà, plusieurs centaines de tumulus, c'est-à-dire une quantité au moins égale à celle que nous avons explorée en deçà, pour élucider cette intéressante question.

Quoi qu'il en soit, les populations occupant le plateau de la Haye, au moment de la construction des tumulus, sont certainement contemporaines des autres, puisqu'on a rencontré dans quelques tertres funéraires, situés en bordure de la forêt, vers le Sud et l'Est, c'est-à-dire sur les points où les populations pouvaient être en contact, certains objets de bronze semblables à ceux des stations funéraires des débuts de la Tène, situées dans ces dernières directions.

J. BEAUPRÉ.

---

#### LE TUMULUS DU BOIS DE GRÈVE, A RICHARDMÉNIL.

En juin 1904, mon collègue M. A. Poirot, m'ayant prévenu de l'existence d'un grand tumulus dans le bois de Grève, appartenant à M. le comte de Ludre, je l'ai immédiatement fouillé avec lui, pour le compte de la Société, avec l'aide de MM. Ch. Drouet et J. Noël.

Étant donné les dimensions du tertre, les travaux furent considérables. Il s'agissait en effet d'une butte de terre sableuse, mêlée de cailloux vosgiens, d'une hauteur de près de 3 mètres, légèrement ovale à la base, mesurant dans son grand axe (N.-S.) 30 mètres et 28 mètres dans le petit (E.-O.).

Une tranchée large de 1<sup>m</sup> 50, descendant jusqu'au sol vierge, fut ouverte de l'Est à l'Ouest, de façon à couper en





deux le tumulus ; puis une grande excavation, de forme carrée, mesurant 3 mètres de chaque côté, fut creusée au centre, de façon à dégager celui-ci d'une façon complète jusqu'au sol en place, constitué par une couche de cailloux presque sans cohésion.

Dans toute l'étendue de la tranchée, on recueillit, à tous les niveaux, des débris de poterie grossière, noirâtre ou rouge, mal cuite, se cassant facilement entre les doigts, et quelques éclats de quartzites portant des traces manifestes de taille intentionnelle, entre autres une sorte de grand grattoir, une grande lame brisée et une belle pointe de flèche.

La poterie nous a paru plus abondante dans la partie Ouest, surtout à la surface du sol en place, couvert d'une forte couche de charbons, encore bien conservés. Tous les débris de poterie, il y a lieu de le faire remarquer, étaient dispersés çà et là, et non réunis sur certains points, comme il serait arrivé si des vases, plus ou moins complets, avaient été placés dans le tumulus.

A 0<sup>m</sup> 50 de profondeur, au centre, on trouva la moitié d'un grand anneau de bronze, formé d'une tige ronde, de 0<sup>m</sup> 06 de diamètre, sans ornements. Bien que les extrémités manquent, d'après sa forme grêle, il m'a paru marnien.

A 1<sup>m</sup> 60 de profondeur, toujours au centre, mais à 2 mètres environ vers l'Est, on rencontra une couche de charbons, épaisse de 0<sup>m</sup> 02, de forme irrégulière, ne dépassant pas 1<sup>m</sup> 50 en étendue. Elle semblait avoir plus d'extension du Nord au Sud, que de l'Est à l'Ouest.

Plus bas, à 2<sup>m</sup> 50, exactement au centre du tumulus, nous découvrîmes une sépulture au fond d'une excavation de 0<sup>m</sup> 40 de profondeur, creusée dans les cailloux vosgiens constituant le sol ancien, et formant déjà avant la construction du tumulus, une butte naturelle.

Il ne nous a pas été possible de reconnaître d'une façon

certaine, quelle était la forme et l'orientation de cette fosse, les bords ayant été bouleversés par les renards.

La couche archéologique était constituée, comme d'habitude, par une mince couche de terre de coloration brune, épaisse de 2 ou 3 centimètres, attestant la décomposition des matières organiques. A la surface de cette couche, dans laquelle on distinguait quelques parcelles de charbon, se trouvaient d'importants fragments d'une grande épée de fer, en partie déplacée, sauf la poignée. D'après la position de cette dernière, rapprochée de celle des épées de la station funéraire de la Voivre, le guerrier avait dû être inhumé suivant une direction Nord-Sud.

La base de la lame et la poignée sont assez bien conservées pour dater l'arme, et par suite le tumulus, puisqu'il s'agit sans aucun doute de la sépulture principale. L'épée est du type hallstattien ; ses caractères sont les suivants : lame avec crans à la base ; soie plate, de même largeur que la lame ; poignée munie de rivets. La poignée était garnie de plaques en os et de bois, dont les restes sont encore reconnaissables, empâtés dans l'oxyde de fer (voir la planche).

#### En résumé :

1<sup>o</sup> Le tumulus paraît avoir contenu deux sépultures : à la base reposait un guerrier des débuts de la Tène I, et près de la surface avait été inhumé un second personnage, peut-être une femme ;

2<sup>o</sup> Le guerrier n'avait d'autre mobilier funéraire que l'épée. J'ai fait remarquer que cela semblait être la règle dans nos tumulus lorrains de cette époque (1) ;

3<sup>o</sup> Aucun vase funéraire ne paraît avoir été placé dans le tumulus ;

(1) J. Beaupré et J. Voinot : La station funéraire du bois de la Voivre (Haroué). *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 1903, p. 32.

4<sup>o</sup> Aucun ossement n'était conservé, comme il arrive toujours dans ces terrains sableux (1) ;

5<sup>o</sup> D'après certains indices, les renards avaient plus ou moins bouleversé les sépultures, surtout celle du niveau supérieur. Quant à celle de la base, elle n'avait été dérangée qu'en partie, comme on peut s'en rendre compte par les fragments d'épée encore en place.

S'il est possible d'admettre pour la sépulture du niveau supérieur des remaniements faits de main d'homme, par contre il faut rejeter d'une façon absolue cette hypothèse en ce qui concerne la sépulture de la base. En effet, les différentes couches constitutives du tumulus, marne et sable, n'étaient pas mélangées uniformément, mais seulement par places très restreintes, attestant qu'elles avaient été perforées par d'étroits couloirs, terriers de renards ou de lapins ;

6<sup>o</sup> Le tumulus du bois de Grève est contemporain de ceux de la station funéraire de la Voivre, de la Naguée, etc. On peut le dater des débuts de la Tène I, soit du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère.

J. BEAUPRÉ.

---

JEAN DE VILLE, BARON DE SAINT-REMY, MORT EN 1552 (*suite*).

La découverte d'un document nouveau m'oblige à revenir sur ce sujet. Mais, pour ce qui suivra, il est nécessaire de rappeler l'état de la question.

D'après le travail publié par M. Ch. Pierfitte, Jean I<sup>er</sup> de Ville, seigneur de Saint-Remy, mari de Guillemette de *Malbry*, mort vers 1504, laissa quatre enfants : Jean, André, Antoine et Anne ; sauf André, ils n'étaient connus, ce semble, que par un acte d'environ 1519. André devint baron de Saint-Remy en 1533, se maria, sans que l'on connaisse

(1) J. Beaupré : Observations sur les sépultures sous tumulus de la Lorraine. *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, t. XIV, 1902, p. 294.

le nom de sa femme, et fut père de Jean II, qui lui succéda on ne sait à quelle époque et serait mort en 1563 et 1566.

Or, dans le dernier numéro de notre *Bulletin*, j'ai fait connaître deux actes d'après lesquels un certain Jean de Ville, baron de Saint-Remy, mourut à Nancy, des suites d'un accident, le 28 mai 1552. Je devais penser qu'il s'agissait de Jean fils de Jean I<sup>er</sup> et frère d'André I<sup>er</sup>, puisque Jean II, fils de ce dernier, était indiqué comme vivant encore en 1563. Mais le document dont je vais parler nous apprend qu'il en est autrement : il nous montre Anne de Ville mariée à Jean d'Apremont, seigneur de Sorcy au comté de Rethélois(1), et faisant abandon en 1523, au profit de son frère André, de sa part d'héritage, tant de ses père et mère, que de son frère Jean. Ainsi, ce Jean était décédé dès 1523. Par suite, les actes de 1552 paraissent ne pouvoir se rapporter qu'à Jean II, et on se serait trompé en le faisant vivre en 1563.

C'est en consultant la table de l'Inventaire de Dufourny, à la Bibliothèque municipale de Nancy, que j'ai remarqué la mention de cet acte, où la femme de Jean I<sup>er</sup> est nommée Guillemette de *Mallery*. Je me suis reporté dernièrement à l'analyse de cet acte ; la voici :

« Lettres faites sous le scel de la Cour de Vezoul, devant Nicolas Ouchelin de Faverney, tabellion, le 9 juillet 1523, par demoiselle Anne de Ville, femme de noble et puissant seigneur Jean d'Aspremont, seigneur de Sorcy, portant que, du consentement de son dit mary, elle se désiste et déporte au profit d'André de Ville, son frère, seigneur de Saint-Remy, des hoiries et successions de feu Jean de Ville, demoiselle Guillemette de *Mallenoy*, ses père et mère, et de *Jean de Ville, son frère*, au contenu de son traité de mariage, qui sortira son effet ». (Dufourny, t. I, p. 584 : lay. Apremont, 20<sup>e</sup> liasse, n<sup>o</sup>1).

On trouve à la page suivante l'analyse du contrat de ma-

(1) Sorcy-et-Bauthémont, c. Novion, arr. Rethel (Ardennes).

riage d'Anne de Ville, daté du 7 juin 1523 (même liasse, n° 4). Sa mère est appelée Guillemette de *Malbury*, ce qui ressemble peu à *Mallenoy* et nous rapproche beaucoup du nom de *Malberg* que j'ai proposé (1). Les témoins cités, — peut-être est-il bon de donner leurs noms afin de mieux établir l'état de la famille — sont : « Antoine de Ville, seigneur dudit lieu, bailly de Vosges ; Antoine *du Fay* (évidemment *du Fay*), seigneur de *Busoille* (Bazoilles), chevalier ; Jean de Suzanne, seigneur de Savigny ; André de *Rasse* (?), seigneur de Possesse ; Jean de Roucy, seigneur de Vallemont. »

Enfin, je crois utile de reproduire l'analyse suivante qui paraît se rapporter à André II et montre qu'il ne survécut guère à sa réhabilitation, prononcée le 23 octobre 1578 (v. *Bulletin*, p. 103) :

« Procuration donnée sous le scel de la prévosté de Sainte-Menehould, par M. Charles, baron d'Aspremont, chevalier, S<sup>r</sup> de Battron (?), à M. Jean comte d'Aprémont, son frère aîné, pour appréhender la succession de feu André de Ville, S<sup>r</sup> et baron de Saint-Remy et Fontette, leur cousin, dont ils sont habiles à être héritiers à cause de feu dame Anne de Ville, leur mère, soit par bénéfice d'inventaire ou autrement, en prendre possession, faire les foy et hommage aux seigneurs féodaux, composer des rachats. » (Dufourny, t. I, p. 591 : même liasse, n° 10.)

On sait que la terre de Saint-Rémy passa, non pas aux enfants d'Anne de Ville, mais à Michelle (2) du Fay, femme

(1) Il est à présumer que, au lieu de *Malbury*, l'original portait *Malburg*, variante connue de *Malberg*.

(2) C'est ainsi qu'il faut rectifier le nom transcrit *Nichole* dans l'article de M. Pierlitta ; en supposant l'orthographe *Michele*, l'erreur était facile ; dans l'écriture de l'époque, les *o* et les *e* sont souvent pareils et les initiales prennent parfois des formes étranges, qui prêtent au doute ; ou, encore, un jambage de l'*m* avait pu pâlir au point de n'être plus visible.

Cette rectification ressort d'une manière certaine des documents que j'ai pu recueillir. De plus, à la suite la publication du travail, mais alors que mon article précédent était déjà composé, notre confrère



de Jacques de Lus, baron de Bazoilles et de *Neufville* (1). Comment Michelle se rattachait-elle à la famille de Ville? C'est ce qui, je crois, n'a pas encore été dit. Cependant j'ai eu à m'occuper de ces personnages dans un travail qui est en préparation, depuis longues années, sur l'église de Bazoilles et ses monuments. Michelle était fille unique d'Antoine du Fay, seigneur de Bazoilles, mort en 1559, et de *Catherine de Ville*, morte en 1545. Mais de qui Catherine était-elle fille? C'est ce que je n'ai pas pu trouver sûrement jusqu'à ce jour. Si les choses ont suivi leur marche naturelle, ce qui n'arrivait pas constamment, il semble que la préférence donnée à la descendance de Catherine de Ville sur celle d'Anne de Ville ne puisse s'expliquer que par un degré de parenté plus rapproché d'André II, ou plutôt, je pense, par une proximité plus grande par les mâles, et je serais assez disposé à rechercher si Catherine n'était pas fille d'Antoine frère d'André I<sup>er</sup> et de Jean.

Telle est la question que, en terminant, je crois devoir poser.

L. GERMAIN.

APPENDICE. — M. Th. Pernot nous a adressé dernièrement une seconde communication qui confirme ce qui a été dit plus haut : 1<sup>o</sup> faut lire *Michelle du Fay* au lieu de *Nichole de Faze*; 2<sup>o</sup> le nom de *Bazaille* désigne *Bazoilles* près de Neufchâteau. Notre confrère ajoute les renseignements nouveaux qui suivent :

Dom Calmet nous apprend que Jacques de Luz, seigneur de Neufville, et Michelle du Fay, sa femme, ont, en 1560 engagé, et en 1570 « vendu, la terre et seigneurie d'Aviller-en-Voivre, sous Hatton-Chatel (2) ».

M. Th. Pernot nous a signalé cette erreur, et deux identifications qui concordent avec les miennes, *du Fay* au lieu de *de Faze*, et *Bazoilles*, près de Neufchâteau, au lieu de *Bazaille*.

(1) Je crois qu'il s'agit de Neuville-en-Verdunois, c. Pierrefitte, arr. Commercy, Meuse.

(2) *Notice de la Lorraine*, par Dom Calmet, 2<sup>e</sup> édit., Lunéville, 1844, t. I, p. 47.

De plus, nous possédons l'acte de la vente faite par les mêmes, en 1368, d'une autre terre et seigneurie, où la femme est dénommée, en toutes lettres, *Michielle du Fay*.

Cette dame appartenait à la famille de ce nom qui, depuis plus de deux siècles (1), possédait la seigneurie de Bazoilles-sur-Meuse (2), près et en amont de Neufchâteau (Vosges), et était probablement la fille d'Antoine du Fay qui fit la reprise de cette terre en 1337 et en 1545. Nous croyons que c'est du chef de sa femme, que Jacques de Luz devint seigneur de Bazoilles en partie, ainsi qu'il est qualifié dans notre acte de vente de 1368... TH. PERNOT.

---

ÉPITAPHE DE CHRISTOPHE DE GORGAS, A VILLEFRANCHE (*Suite*).

Il est parlé aussi de Robert de Tremelet dans un article important de feu notre confrère Arthur Benoit, qui a paru dans sept numéros du *Journal de Montmédy* à partir du 29 octobre 1897 et qui est intitulé : *La place forte de Villefranche pendant les guerres de la Ligue (1587-1600)*. Mais je fus quelque temps avant d'y reconnaître notre personnage, car, sans doute par une erreur du typographe, que je rectifie, il y est appelé *Fremelet* au lieu de *Tremelet*. « D'après un Etat dressé en 1589, dit A. Benoit, il n'y avait comme garnison (à Villefranche) que 36 hommes de guerre, avec le capitaine Tremelet, qui était regardé bien à tort par Joachim d'Inteville (3), lieutenant-général pour le Roi en Champagne, comme « douteux »... »

Néanmoins Henri IV accueillit ces soupçons, et Arthur Benoit dit, vers la fin de son article :

(1) Un certain *Godemar du Fay* avait reçu Bazoilles du comte Edouard de Bar, en 1329, ou environ. (*Documents rares et inédits sur l'histoire des Vosges*, t. III, p. 50, 51.)

(2) *Notice de la Lorraine*, par Dom Calmet, 2<sup>e</sup> édition, t. I, p. 100, et *Le Département des Vosges*, par MM. Lepage et Charton, à l'article *Bazoilles-sur-Meuse*.

(3) Ou mieux : Joachim de Dinterville (Haute-Marne); il y a de nombreux exemples de la même déformation.

« Tremelet, destitué de son gouvernement, avait agi en brave et loyal soldat. Il avait continué à servir le Roi en qualité de maréchal de camp sous le duc de Nevers « en « dedans et en dehors de la province ». Aussi, à la paix, était il rentré triomphant dans son commandement de Villefranche. Il se montra digne de son commandement, car deux émissaires lorrains, d'Allaumont (1), gouverneur de Damvillers, et le capitaine Gaulcher, « soldat de « fortune », « pratiquèrent en 1597 un caporal de la garnison. Le soldat rusé simula d'y entendre et avertit le « gouverneur. Celui-ci lui ordonna de continuer, attira « les Lorrains dans une embuscade et en fit carnage, car « il y eut 180 tués aux environs de la place » ; le jour de la surprise arriva le 25 septembre. Le capitaine Gaulcher fut tué ; mais le gouverneur de Damvillers parvint à gagner le large...

« Robert de Tremelet, chevalier, seigneur de Gommeris (2), Arcis (3), la Fontaine-au-Croncq, Charmont, Chauny et Beaufort (4), maréchal de camp, gouverneur de Villefranche, eut de son épouse, Hiéronime de Ranipont (5), Marie de Tremelet, qui eut de Michel de Joyeuse, son mari, Madeleine, qui épousa Armand-Jules de Joyeuse, maréchal de France, son cousin ; une autre fille du gouverneur de Villefranche, Gabrielle, épousa, le 2 janvier 1604, dans l'église de Villefranche, François d'Ambly, seigneur des Ayvelles (6). »

(A suivre.)

L. GERMAIN.

(1) Allamont.

(2) Sans doute *Gommery*, dépendance de Bleid, canton de Virton, arr. Arlon, prov. du Luxembourg (Belgique).

(3) Est-ce Arcis-le-Ponsart (Marne), ou Arcy-Sainte-Restitut (Aisne) ?

(4) Serait-ce Beaufort, canton de Stenay, arr. Montmédy (Meuse) ?

(5) *Sic.* Ne serait-ce point *Rampont* ?

(6) Les Ayvelles, canton de Flize, arr. Mézières (Ardennes).

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

---

4<sup>e</sup> ANNÉE. — NUMÉRO 8. — AOÛT 1904.

---

---

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 8 juillet 1904.**

**PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.**

**Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.**

**Communication.**

**La prochaine séance est fixée au lundi 8 août.**

**Distinction honorifique.**

**L'Académie de Stanislas a décerné le prix Herpin à  
M. Henri Levallois, pour son Memoire sur le règne du duc  
Raoul.**

**Ouvrages offerts à la Société.**

*Les États généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la majorité de Charles III (1559)*, par M. Emile Duvernoy ; Paris, A. Picard, 1904, in-8° de xxiv-477 p.

*Le duc de Lorraine Mithieu I<sup>er</sup> (1139-1176)*, par le même ; Paris, A. Picard, 1904, in-8° de xxiv-222 p., avec une planche.

*Un jeton du comte de Fontaine*, par M. Léon Germain. (Extrait du *Bulletin mensuel de la Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc*, juin 1904 ; 4 p. avec fig.)

*Pouillé du diocèse de Verdun*, commencé par l'abbé Robinet, continué par l'abbé Gillant ; t. III (archiprêtré de Commercy) ; Verdun, Laurent, 1904, in-8° de 835 p.

*Un épisode de l'histoire de la sorcellerie en Lorraine au XVII<sup>e</sup> siècle. — Antoine Greillon, sorcier et devin au Val de Ramonchamp, brûlé à Arches en 1625*, par M. Charles Sadoul ; Nancy, Vagner, 1904, in-8° de 20 p.

Deux numéros de *L'Art sacré* (avril et mai 1904), contenant une monographie de l'église de Mont-devant-Sassey, par M. Ch. Farnier.

**Lecture.**

M. Pierre Boyé termine la lecture de son travail intitulé : *Les restiges du butin de Nancy ; contribution à l'histoire de la journée du 5 janvier 1477*. La Société vote l'impression de ce travail dans ses *Mémoires*, et nomme, pour former la Commission de revision, MM. Léon Germain, Charles Guyot et Duvernoy.

---

## MÉMOIRES

### EXCURSION ÉPIGRAPHIQUE A VICHEREY (VOSGES) (1)

#### Le bourg (2) de Vicherey, qui est compris dans le départ-

(1) BIBLIOGRAPHIE. — Jusqu'ici l'importante prévôté de Vicherey n'a encore tenté la plume d'aucun écrivain : il est vrai que les historiens lorrains et lorrains en ont tous fait plusieurs fois mention à l'occasion de certains faits rentrant dans le cadre de l'histoire générale, mais aucun ne lui a consacré une notice particulière de quelque importance.

Nous allons donner la liste des publications principales, connues de nous, qui ont quelque rapport à cette localité injustement oubliée :

1<sup>o</sup> Dom Calmet, *Notice de la Lorraine*, 1<sup>re</sup> édition, 2 v. in-f<sup>o</sup>, t. II, col. 837 à 839.

2<sup>o</sup> H. Lepage et Charton, *Le Département des Vosges*, Nancy, Peiffer et Vernier, 1847, 2 vol. gr. in-8<sup>o</sup>, 2<sup>e</sup> partie, p. 532 *in finem* et p. 533.

3<sup>o</sup> G. Boulangé, *Eglise de Vicherey*, avec planches, extrait du *Journal de la Société d'Archéologie lorraine*, 1854, p. 20 et suivantes.

4<sup>o</sup> *Cahier du bourg de Vicherey, adopté par les villages de Pleuvezain, Beurezain, Soncourt, Tramont-la-Sus, Tramont-Emmi, Tramont-Saint-André, Maconcourt et Aroffe, et que sont chargés de porter à l'Assemblée des Etats du bailliage de Toul, MM. J.-B. Daulhoy, curé des huit premiers villages ci-dessus, et François de Neufchâteau, ancien procureur général du Roi, et Conseiller honoraire au Conseil supérieur de saint Domingue, résident à Vicherey*, s. l. n. d., 20 pages in-12.

Ce cahier a été publié dans les *Archives parlementaires*, tome VI, p. 23.

5<sup>o</sup> *Délibération du bourg de Vicherey... sur le récit fait par le Député du Bourg... de ce qui s'est passé dans l'Assemblée des Etats du Bailliage de Toul...*, s. l. n. d., br. in-8<sup>o</sup> de 16 pages, très rare.

6<sup>o</sup> *Procès-verbal de l'Assemblée tenue à Biequelley par tous les députés des Communes du Bailliage de Toul*.

Cette brochure in-8<sup>o</sup>, très rare, qui concerne plus particulièrement le député François de Neufchâteau, n'a trait à Vicherey que parce qu'elle rapporte en extenso le *Pouvoir spécial* des municipalités de la prévôté de Vicherey à leur député et une *Délibération* de ces mêmes municipalités sur l'arrestation de ce député à Biequelley.

7<sup>o</sup> *Histoire de la commune de Vicherey*. Monographie manuscrite de ce bourg, que l'auteur, M. Martin, instituteur, a écrite, en 1889, pour l'Exposition.

(2) Quoique Vicherey soit un village tout ordinaire, nous lui conservons le nom de *bourg* qui lui a toujours été donné en raison de l'importance relative qu'il a conservée jusqu'à la Révolution.

tement des Vosges, est à 51 kilomètres d'Epinal, 22 de Neufchâteau, chef-lieu de l'arrondissement, et 13 de Châtenois, chef-lieu du canton.

Il est situé sur le versant méridional d'une colline, au haut et sur le bord de laquelle sont construites quelques maisons, et, derrière celles-ci, dans une position presque champêtre, l'église entourée du cimetière ; les autres constructions s'échelonnent de là jusqu'au bas de la colline où se trouve la plus forte agglomération.

C'était apparemment le chef-lieu ou centre de la propriété particulière d'un riche gallo-romain, devenue, soit par l'abandon, la fuite du propriétaire, soit par confiscation, un domaine du fisc où les rois mérovingiens eurent un palais ou maison royale (1), et que le roi Dagobert I<sup>er</sup> donna, en 634, à Teutfride, évêque de Toul (2).

Usurpée plusieurs fois par d'ambitieux voisins, cette terre, sur la réclamation, soit des évêques, soit des chanoines de la Cathédrale, fut chaque fois restituée ou confirmée à l'Eglise de Toul, par les rois et les empereurs, entre autres par l'empereur Charles le Gros (3), qui imposa à cette Eglise l'entretien de soixante chanoines (4).

(1) ... *Fiscum nuncupatum Vischerium, cum regio palatio et cum omnibus ad ipsum fiscum adjacentibus.* (Benoit Picart, *Histoire de Toul*, p. 258.) Ce texte a été donné par cet auteur d'après un ancien manuscrit de Saint-Mansuy.

(2) Cet évêque de Toul gouverna son Eglise entre l'an 622 et l'an 654, d'après Benoit Picart, *op. cit.*, p. 257. M. l'abbé Martin, dans son *Hist. des dioc. de Toul, Nancy et Saint-Dié*, page 81, note 3, prolonge l'épiscopat de Teutfride jusqu'en 660.

(3) Cet empereur régna de 883 à 888.

(4) ... « Addimus... illis villam Viskeriacum, cum ecclesiis, mancipiis, terris, silvis, omnique integra plenitudine sua, quam pro mercedis nostræ augmento ecclesiæ sancti Stephani, unde sublata fuerat, præcepto authoritatis nostræ restituimus; ita videlicet ut ab hac die et deinceps, in stipendiis canonicorum sexaginta desserviat, neque ullus successorum episcoporum huic numero quidquam augeat et superponat, neque de ipsâ villâ in alios usus quidquam retorqueat, aut offerre præsumat sed res istæ, cum aliis superius descriptis, numero canonicorum sexagenario perenniter absque alicujus rectoris ecclesiæ

La terre de Vicherey, qui était le plus vaste domaine du chapitre de la Cathédrale de Toul, fut, jusqu'à la Révolution, avec le bourg de Vicherey pour chef-lieu, l'une des trois prévôtés (1) qui formaient le temporel de cet insigne chapitre.

Dans l'ordre spirituel, le bourg de Vicherey fut, jusqu'à la même époque, le centre d'une paroisse comprenant huit villages : Vicherey, les trois Tramont (2) (Tramont-Saint-André, autrefois Tramont-Lajus, Tramont-Emy, Tramont-Lassus), Beuvezin (2), Maconcourt, Pleuvezain et Soncourt (3); ce dernier village se partageait entre deux paroisses : une partie était de la paroisse Saint-Remy, de Vicherey, et l'autre de la paroisse Saint-Sulpice, d'Aroffe; la fontaine Sainte-Barbe, qui coule au milieu du village, faisait la séparation des paroisses.

Le patron de la paroisse de Vicherey et peut-être aussi le titulaire de l'église est saint Remy, évêque de Reims.

*Tullensis contradictione vel minoratione desserviant, etc.* (Diplôme de l'empereur Charles le Gros qui confirme les biens de l'église de Toul, dans Benoit Picart, *op. cit.*, preuves, p. V.) C'est de ce moment que la terre de Vicherey et d'autres domaines du temporel de l'église de Toul furent spécialement affectés à l'entretien exclusif des chanoines et devinrent la propriété du chapitre.

Mais le nombre de 60 chanoines, qui occupaient les stalles de la Cathédrale aux ix<sup>e</sup> et x<sup>e</sup> siècles, fut successivement réduit : une bulle du pape Innocent III, datée du 24 avril 1201, confirma une suppression de cinq prébendes, faite depuis longtemps pour fournir à la réparation des maisons du cloître et à la culture des vignes. Le 20 juillet 1220, le pape Honorius III approuva la réduction à 50. Les cinq prébendes supprimées devaient servir à récompenser l'assiduité des chanoines au chœur. Sept autres furent plus tard affectées aux travaux de la Cathédrale, à l'entretien des orgues, au traitement des musiciens, etc. Bref, en 1497, le Chapitre comptait 39 membres; il en avait encore 37, au temps de Benoit Picart, et ce même nombre existait encore à la Révolution. (V. abbé Martin, *Le Chapitre de Toul*, dans la *Semaine religieuse de Nancy*, 1895, p. 397.)

(1) Ces trois prévôtés étaient : la prévôté de Vicherey, celle de Villey-Saint-Etienne et celle de Void.

(2) Canton de Colombey, arrondissement de Toul.

(3) Canton de Châtenois, arrondissement de Neufchâteau (Vosges).



On voit la statue de ce saint dans des niches au dessus de plusieurs portes et à l'angle de plusieurs maisons du bourg ; un bas-relief sur bois, représentant le baptême de Clovis, est suspendu dans l'avant-chœur de l'église (1). Au dessous des personnages, et sur une seule ligne, court l'inscription suivante en petites majuscules romaines dorées, chaque mot commençant par une majuscule plus grande :

« MITIS DEPONE COLLA SICAMBER ADORA QUOD INCENDISTI  
INCENDE QUOD ADORASTI »,  
paroles que saint Remy aurait adressées à Clovis au moment du baptême de ce roi barbare.

Un grand tableau, placé dans la deuxième travée de la nef, représente le même sujet ; ce tableau est signé : E. de MIRBECK, *Saint-Dié*, 1849 (2).

L'église, qui est orientée, remonte à une époque très reculée : elle appartient, ainsi que le clocher, au style roman secondaire usité au XI<sup>e</sup> siècle ; mais la nef a été, en grande partie, reconstruite au XV<sup>e</sup> siècle ; une large fenêtre ogivale fut en même temps percée au sud du chœur, et le pavé renouvelé. C'est ce qui explique l'absence, ou plutôt la disparition complète, des monuments funéraires à inscriptions en lettres gothiques, qui, sans doute, se trouvaient auparavant dans cette vieille église (3).

(1) Autrefois, affirme-t-on, ce bas-relief ornait la face antérieure du tombeau du maître-autel.

(2) A cette place on voyait naguère un autre tableau, de même grandeur, représentant saint Charles Borromée, en prières devant un crucifix. Nous y avons lu, au bas : *Ex dono de la Roche-Ennor*, puis une date que nous ne nous rappelons pas. Nous ignorons ce qu'est devenu ce tableau.

(3) Jusqu'en 1896, on a pu voir dans le pavé, sous la tour, deux fragments d'inscriptions en lettres gothiques : le premier était une pierre carrée détachée d'une dalle de grandeur ordinaire et placée derrière la porte d'entrée, près du bénitier ; on pouvait y lire, sur deux lignes formant un angle droit, les mots : CY GIST... OUR LUY,

Deux chapelles latérales furent, au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, adossées à la nef, à droite et à gauche de la troisième travée (1).

Or, c'est de cette dernière époque que dataient les deux monuments dont nous allons parler : ils étaient, quoique relativement récents, les plus anciens de la vieille église, dont on eût conservé le souvenir ; ils avaient trait au même personnage ; nous les avons vus longtemps, et en avons copié les inscriptions, alors qu'ils étaient encore, l'un dans une des chapelles latérales, et l'autre dans la seconde de ces chapelles ; depuis quelques années, comme nous allons le dire, le premier n'existe plus.

C'était une pierre sépulcrale rectangulaire, de 1<sup>m</sup> 95 de longueur sur 0<sup>m</sup> 95 de largeur, primitivement placée au pied de l'escalier de la chaire, dans la chapelle du côté de l'Evangile, aujourd'hui chapelle de Notre-Dame-de-Lourdes.

Comme cet endroit est une des parties les moins fréquentées de l'église, la tombe était assez bien conservée ; elle représentait un homme, dont on distinguait seule-

qui sont évidemment le commencement et la fin d'une inscription. Il régnait donc autour de la pierre tumulaire, lorsqu'elle était entière, une inscription relatant le nom, le titre et les qualités du défunt, la date de sa mort, son âge, avec la recommandation : *Priez Dieu pour lui*.

Sur la partie conservée d'une autre dalle, sciée elle aussi, et placée un peu plus loin, on distinguait, sans pouvoir les lire, plusieurs lignes de lettres gothiques, gravées parallèlement au haut de la pierre tombale, et non à l'entour comme dans le premier fragment.

S'il est regrettable que ces tombes aient été ainsi mutilées autrefois, et qu'elles n'aient pu nous transmettre aucune indication sur les personnages dont elles recouvraient jadis les cendres et devaient perpétuer le souvenir, il est encore bien plus à regretter que tous les autres monuments des allées et du chœur aient tout récemment disparu, remplacés, selon l'engouement du jour, par un carrelage de céramique.

(1) Benoît Picart (*Pouillé du Diocèse de Toul*, t. I, p. 435) dit qu'il y a deux chapelles dans l'église de Vicherey. Veut-il parler de ces deux chapelles latérales, ou d'autres dont le souvenir serait perdu et qui nous seraient inconnues ?

ment l'ovale du visage (les traits de la figure étaient malheureusement effacés); la tête reposait sur un oreiller carré; les mains étaient jointes sur la poitrine; leur extrémité relevée vers la figure; la partie inférieure du vêtement courte, élargie par le bas, et à plis arrondis; et les pieds posés sur un pavé de carrelage.

A l'entour, entre deux traits parallèles, courait l'inscription suivante, en majuscules romaines d'environ cinq centimètres de hauteur :

CY GIST HONNESTE HOMME | DIDIER FERRON DE VICHEREY QUI  
TRÉPASSA LE X<sup>e</sup> | DE MAYE EN LAN DE GRACE | N<sup>re</sup> SEIG<sup>r</sup> MIL V<sup>e</sup>  
ET XVIII. PRIEZ DIEU POUR SON AME. AMEN.

Lors des réparations faites en l'église en 1881, cette chapelle échangea son pavé contre un plancher moins froid; la pierre tombale fut enlevée et dressée derrière la porte d'entrée, près du bénitier; enfin, en 1896, elle fut mise en avant du seuil de l'église, en dehors de l'édifice. Là, elle devait être, à bref délai, complètement dégradée par les pieds des fidèles; mais le marteau d'un maçon en a, d'une manière bien plus expéditive, fait disparaître toute trace de gravure.

Le second monument, relatif, avons-nous dit, au même personnage, offre une longue inscription, qui, en même temps que sa mort, rappelle ses fondations pieuses. Il consiste en une pierre rectangulaire de 1 mètre de largeur sur 0<sup>m</sup>65 de hauteur (y compris un encadrement d'environ 0<sup>m</sup>08), enchâssée dans un mur de la chapelle de droite, côté de l'épître, en face de l'autel de Notre-Dame-de-Pitié, actuellement de Saint-Nicolas.

Nous reproduisons ci-dessous cette inscription en lettres ordinaires, parce que les caractères d'imprimerie ne pourraient en reproduire ni la forme des lettres ni les abréviations. Elle se compose de dix lignes et chaque mot est suivi d'un point placé à mi-hauteur du mot suivant :

CY • GIST • HONESTE • MARCHAT • DIDIER • FERRO • DE •  
 VICHÉREY • Q • A • FODE | A • TOJO<sup>rs</sup> • MAIS • EN • CEST •  
 « CHAPELLE • UNE • MESSE • TOUT • LES • SEPMAINE • LE |  
 VEDREDI • EN LONER • DE • NRE • DAM • DE • PITIÉ • DE • VI •  
 FRANS • LAN • Q • SE | PRENET • SUR • TO<sup>s</sup> • SES • PRES •  
 SEAT • AU • LIEU • DE • SEDACOT • ET • ANCOR • A | FODE •  
 P • CHUN • AN • VI • HAULTE • MESSE • DOBIT • Q • SE • DISENT •  
 AUX • V | VIGILLE • DE • NRE • DAME • + • UNE • LE • JO<sup>r</sup> • DE •  
 S • DIDE<sup>r</sup> • + • A • DONE | POR • CHUNE • MESSE • III • GROS •  
 + • II • BLAS • A • CELUY • Q • AIDERAT • A | CHATER •  
 LESD<sup>e</sup> • MESSE • SO<sup>nt</sup> • FODÉE • SUR • UNE • PIESSE • DE •  
 PRES • + • UNE | CHENEVIERRE • SEAT • AU • LIEU • DE •  
 SOCORT • EN • GERARD • PRES • QUI • MGURUT | LE • X<sup>e</sup> •  
 MAY • MIL • V<sup>c</sup> • + • XVIII • PRIEZ • DIEU • POUR • LUY •  
 AMEN.

C'est-à-dire :

*Cy gist honneste marchand Didier Ferron, de Vicherey, qui a fondé à toujours mais (1), en cette chapelle, une messe toutes les semaines le vendredi, en l'honneur de Notre-Dame-de Pitié, de VI francs l'an, qui se prennent sur tous ses prés séant au lieu de Sandaucourt (2); et encore a fondé, pour chacun an, VI hautes messes d'obit, qui se disent aux V vigilles de Notre-Dame (3), et une le jour de saint Didier; et a donné, pour chacune messe 3 gros, et 2 blancs à celui qui aidera à chanter. Lesdites messes sont fondées sur une pièce de pré, et une chenevière, séant au lieu de Soncourt (4), en Gérard pré; qui mourut le X<sup>e</sup> mai mil cinq cent et dix-huit (1518). Priez Dieu pour lui. Amen.*

(1) A toujours mais : à perpétuité.

(2) Canton de Châtenois, arr. de Neufchâteau (Vosges).

(3) C'est-à-dire : aux vigiles des fêtes de la Conception, de la Nativité, de l'Annonciation, de la Purification et de l'Assomption de Notre Dame.

(4) Village de l'ancienne prévôté de Vicherey, aujourd'hui canton de Châtenois.

Serait-il téméraire de croire que Didier Ferron n'est pas resté étranger à la construction des deux chapelles latérales de l'église de Vicherey ? Sa piété et son état de fortune, que l'inscription nous révèle, nous induisent à penser qu'il a dû coopérer activement à la dépense de ces constructions. Ce serait alors en récompense de sa bienfaisante participation et de ses pieuses largesses qu'il lui a été accordé d'être inhumé dans l'une de ces chapelles et d'avoir, dans l'autre, un monument commémoratif de sa piété.

Mais, si le plus souvent les chapelles adossées aux églises contenaient les sépultures de leurs fondateurs, l'inscription gravée sur ces tombes relatait le fait de la fondation : or nos inscriptions restent muettes sur ce point ; nous pouvons alors croire que la double faveur rapportée plus haut a été accordée à Didier Ferron à titre d'insigne bienfaiteur et non comme fondateur.

Autour d'une pierre tombale d'environ 1<sup>m</sup>80 de longueur sur 0<sup>m</sup>76 de largeur, cachée par les premiers bancs du côté de l'Evangile, nous avons lu l'inscription suivante en majuscules romaines gravées en creux :

ICY GIST HONESTE BOURGEOISE | CATHERINE FILLE A VARIN  
..... DE BULLEGNÉVILLE ET FEMME A POIRESSON | MAIRE DE  
VICHEREY LAQUELLE | TRÉPASSA LE X<sup>e</sup> JOUR DE MAYE L'AN  
MIL V<sup>e</sup> L... PRIEZ DIEU POR ELLE.

Autour d'une autre tombe, près de la précédente, ayant la même longueur et 0<sup>m</sup>70 de largeur seulement, règne l'inscription :

CI GIST..... | CLAUDON AUBERT FAME DE HONORABLE  
JEHAN MIDAU DE VICHEREY | LAQUELLE TRÉPASSA LE 23<sup>e</sup> JOUR  
| DE MAIS MIL V<sup>e</sup> CINQUANTE CINQ. PRIEZ DIEU POUR SON AME.  
AMEN.

Nous n'avons pu recueillir aucun renseignement sur ces divers personnages, les registres des actes religieux de

Vicherey ne remontant que vers le milieu du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle.

Ces inscriptions sont les seules qu'il nous a été possible de relever lors des réparations faites à l'église en 1881 ; mais nous sommes persuadé qu'il doit en exister d'autres, cachées sous les bancs ; car on trouve, dans les registres, mention de nombreuses inhumations dans l'église.

A Vicherey, terre ecclésiastique, il n'y avait pas de noblesse d'origine locale ; tous les habitants étaient de même condition libre et jouissaient en paix de leurs biens, sous la domination paternelle des chanoines de la Cathédrale de Toul.

Il arriva même un temps où les nobles voisins et ceux qui étaient amenés à Vicherey par les guerres de la France contre la Lorraine, recherchèrent l'alliance des familles bourgeoises : ainsi nous voyons un *Du Pasquier de Dom-martin* épouser une *Marguerite Rolin* ; des *de Launoy*, des *de Sonne* ou *de Saune*, des *de Goure*, des *de Morandon*, etc. se marier à Vicherey ou dans les villages de la prévôté.

Bien plus, ceux à qui cette vie tranquille, paisible ne suffisait plus, et qui voulaient s'élever au dessus de leurs concitoyens, acceptaient un office, achetaient une charge, ou se rendaient, dans les duchés et comtés voisins, acquéreurs d'immeubles leur permettant d'arriver à l'anoblissement : témoins ce *Jean CARRIER* (1), de Vicherey, qui, secrétaire du roi (de Sicile, le duc René II), fut anobli par lettres du 20 mai 1486 (2) ; — ce *Jean MÉDARD* (3), demeu-

(1) D'après une *Liste* manuscrite des *Annoblis de Lorraine et Barrois* qui est en notre possession, un habitant de Vicherey, *Nicolas Piensox*, aurait déjà été anobli par René d'Anjou en 1464 ; il n'est pas question de lui dans Dom Pelletier.

(2) Les armes de Jean Carier, que notre *Liste* manuscrite nomme Jean Curiet, étaient : *d'azur à trois ombres d'argent, mis en fasce, et en chef une croix de Jérusalem d'or.* (Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 107.)

(3) Les armes de Médard étaient : *d'or à trois roses de gueules, posées 2 et 1 ; au chef d'azur, chargé de deux roses d'argent* (même ouvrage, p. 336).

rant à Vicherey (1), qui, possesseur de deux maisons à Vicherey, d'une à Vézelize (2), et d'une autre à Vesle (3), etc., épousa Anne de Lavaux (4), fille du seigneur de Vrécourt (5), et fut anobli le 22 août 1564 ; et ce *François Fernon* (probablement de la famille de ce nom de Vicherey), qui, lieutenant-colonel de cavalerie au service du duc Charles IV, fut anobli par ce prince le 11 mai 1644.

Dans le cimetière qui, ainsi que nous l'avons dit, entoure l'église, on ne trouve que des inscriptions très modernes, n'offrant aucun intérêt historique ou archéologique : tout vestige des sépultures antérieures au *xix<sup>e</sup>* siècle a disparu. Est-ce à la Révolution ?

En descendant la rue qui, de l'église, conduit au bourg, à droite, près de l'entrée de l'agglomération principale, on remarque, dans le mur de soutènement d'un verger, les restes d'un petit monument consistant en une niche,

(1) Notre *Liste* le dit : *marchand* demeurant à Vicherey, et met son anoblissement à l'année 1536 ; mais cette date ne doit pas être exacte : l'acte est conservé dans les registres de lettres patentes et daté du 22 août 1564. (Voir le *Complément au Nobiliaire* par H. Lepage et L. Germain, p. 273, n° 573.)

(2) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Nancy.

(3) Est-ce Velle, un des trois hameaux qui forment la commune de Lalœuf, canton de Vézelize ?

(4) La maison de Lavaux, Lavaulx ou la Vaux prétend tirer son origine des Comtes de Chiny, mais ce n'est que vers 1750 qu'elle a pris pour armoiries pleines : *écartelé au 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> d'azur, à deux bars adossés d'argent, semé de croix recroisetées au pied fiché d'or ; au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> de sable à trois herses de portes de ville d'argent ; sur le tout, de sable à trois tours d'argent*. (Voir Léon Germain : *Une Légende. Les Armoiries de la Maison de La Faulx, Saint-Dié, 1894*, extrait du *Bulletin de la Société philomatique vosgienne*, année 1894-1895.)

(5) Canton de Bulgnéville, arr. de Neufchâteau. Cette terre de Vrécourt fut, plus tard, le 26 septembre 1612, érigée en baronnie en faveur de MM. de la Vaulx, par le duc Henri, puis, le 12 avril 1725, érigée en comté par Léopold. (*Le Département des Vosges*, par H. Lepage et Charton, t. II, p. 546, col. 4.)

blanchie à la chaux et formée de pierres de taille disjointes.

Cette niche renferme une statue très mutilée de la Sainte Vierge, portant, sur le bras gauche, l'enfant Jésus, dont il ne reste plus que la partie inférieure du tronc, et la partie supérieure des jambes.

Au dessus de cette niche, est posée, sans attache, une pierre à face carrée, dont les angles supérieurs sont coupés obliquement et ornés d'une petite boule ou sphère, ménagée, par l'ouvrier sculpteur, dans chaque angle enlevé; une ligne gravée suit les contours de cette pierre et sert d'encadrement à l'inscription :

CHAPELLE  
DE NOSTRE DAME  
DES VERTUS FONDÉE  
A LA DÉVOTION DE  
JEAN DESPERNET  
ET DELISABETH DE PICE  
SA FEMME ET A ESTE  
BENITE LE 27 MAYE  
1676

Nous n'avons aucun renseignement sur cette chapelle ; mais voici ce que nous trouvons sur la famille Despernet dans nos notes incomplètes sur Vicherey :

*Jean DESPERNET*, dont nous ignorons l'origine, remplissait, croyons-nous, les fonctions de tabellion, que ses descendants directs ont remplies après lui ; la maison que cette famille a habitée est, nous a-t-on affirmé, celle qui appartient aujourd'hui à M. Charles Barrat, et où celui-ci exerce la profession de cafetier ; elle est située à l'angle formé par deux rues, celle qui monte à l'église et celle qui conduit à Beuvezin et que l'on nomme *Rue entre les deux maisons*.

Jean Despernet mourut à Vicherey le 13 janvier 1679 ; il



avait eu d'Elisabeth d'Epice (1), son épouse : *Barbe*, baptisée le 28 septembre 1657 ; *Elisabeth*, le 4 août 1659, et, sans doute aussi, *Claude*, qui devait être leur aîné (2).

*Claude* DESPERNET, que l'on trouve parrain en 1668, 1670, 1671 et 1678, avait épousé Nicole Aubry, dont il eut les six enfants suivants :

a. *Jeanne-Elisabeth*, baptisée le 6 février 1672. Est-ce cette Jeanne Despernet devenue l'épouse de Nicolas Fabvart, procureur fiscal, qui eut une fille, Claudine, baptisée le 16 décembre 1703 ; une autre, Elisabeth, le 27 décembre 1704 ; et une troisième, Jeanne-Marie, devenue l'épouse d'un Jean Thirion ?

b. *Elisabeth*, baptisée le 30 juillet 1673 ;

c. *Marguerite*, le 29 décembre 1674 ;

d. *Jean-Claude*, le 7 août 1676, qui suit ;

e. *Nicolas*, le 18 mai 1679 ;

f. *Anne-Marie*, que nous trouvons marraine en 1704 et dont la date de naissance ne nous est pas connue.

*Jean-Claude* DESPERNET, dénommé plus tard du seul nom de Claude, comme son père, est qualifié procureur en la prévosté de Vicherey, en 1703, et notaire et procureur, en 1704, au baptême de son fils, qui suit :

*François* DESPERNET, né le 2 juillet 1704, est dit aussi, dans la suite, procureur et tabellion.

Quant à la famille d'Epice ou Despisse, nous n'avons sur elle aucun renseignement, et nous ignorons si Catherine Despisse, qui mourut à Vicherey le 10 janvier 1670, est parente à l'épouse de Jean Despernet.

Au centre du bourg proprement dit et à l'ouest de la maison commune, qui en est séparée par une rue, s'élève

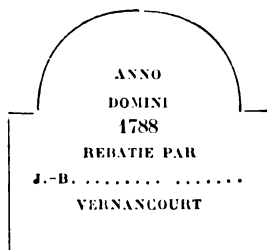
(1) Ce nom s'écrit de plusieurs manières : on trouve *Depice*, *Despisse*, *d'Espice*, etc.

(2) Les registres des actes de Vicherey ne remontent pas assez haut pour nous permettre de trouver sa naissance ; d'ailleurs ces registres, dans les premières années, étaient fort irrégulièrement tenus et renferment très peu d'actes.

un groupe de constructions formant autrefois une maison de maître, la plus élégante du bourg, composée de deux parties réunies à angle droit : la partie principale, dont la façade donne au midi, sur une cour, après avoir été possédée par quatre générations successives de la famille de M. le docteur Soyer, est habitée actuellement par M. le docteur Thiriet ; et l'autre partie, qui regarde la maison commune, forme aujourd'hui le logement de l'instituteur.

Si, après avoir traversé la cour, nous voulons gravir les quelques marches de l'escalier qui conduit chez M. le docteur Thiriet, nous apercevons, à gauche, encastrées dans un mur, deux très courtes inscriptions superposées, en partie grattées en 1793. Nous les donnons ci-dessous en remplaçant par des points les lettres martelées.

La première, qui est la plus récente, est comprise dans un rectangle dont le côté supérieur est remplacé, sur presque toute sa longueur, par une courbe demi-circulaire, renfermant les deux premiers mots de l'inscription :



La seconde, placée immédiatement au dessous de la précédente, est plus ancienne ; elle est ainsi conçue :

F. D T.....  
.. BEAUMONT  
17 (†) 34

D'après les renseignements puisés aux Archives commu-

nales de Vicherey (1), nous croyons qu'on doit les compléter et les lire ainsi :

1<sup>o</sup> Anno | Domini | 1788 | rebâtie par | J. B. DE BEAUMONT DE Vernancourt.

2<sup>o</sup> FRANÇOIS DANIEL LE COMTE | DE Beaumont | 1734 |

Nous nous occuperons d'abord de cette dernière, qui est la plus ancienne.

Dans son laconisme, cette courte inscription nous apprend évidemment la reconstruction, ou simplement la réparation de cette maison par François-Daniel Le Comte, en l'année 1734.

Mais quel était ce personnage ? Appartenait-il à l'une des trois familles Le Comte annoblies par les ducs de Lorraine (2) et quelle était, parmi les très nombreuses seigneuries de Beaumont (3) qui existaient alors, celle qu'il possédait ou dont il prenait seulement le nom ? Nous n'avons pu le découvrir, n'ayant pas eu la bonne fortune de rencontrer le moindre document, ni aucune pièce héraldique, qui puissent nous renseigner à cet égard.

Une tradition locale nous apprend ainsi l'arrivée de ce Le Comte de Beaumont à Vicherey : « Un jeune colonel d'un des régiments du roi, en garnison à Toul, s'était épris de la fille du suisse de la Cathédrale : on l'appelait

(1) Tout ce que nous allons dire sur ces familles *de Beaumont* et *de Vernancourt*, est tiré des archives de Vicherey, sauf indications contraires. M. Martin, instituteur à Vicherey, et M. le docteur Thiriet ont bien voulu nous aider dans nos recherches ; qu'ils reçoivent nos plus sincères remerciements.

(2) Voir les trois articles que leur consacre Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 170.

(3) Dans les *Principes du Blason*, vol. in-8°, imprimé à Nancy, chez Pierre Antoine, sans date ni nom d'auteur (qui, dit-on, est Lorrain), nous trouvons, à la page 33, parmi plusieurs familles lorraines, une Maison de Beaumont ; mais, selon notre érudit confrère M. Léon Germain, elle ne peut être cette famille Le Comte de Beaumont, de Vicherey. Cette famille de Beaumont portait : *burellé d'argent et d'azur, à un lion de gueules brochant sur le tout*.

*le comte de Beaumont*, prenant sans doute son nom de *Le Comte* pour un titre. Son père, pour empêcher une mésalliance, demanda contre lui et obtint facilement une lettre de cachet par laquelle il le fit enfermer à la Bastille. Sorti impénitent de la vieille forteresse, et tombé en disgrâce, le jeune comte vint se fixer à Vicherey, où il acheta et fit réparer une maison seigneuriale en ruines. De ses deux fils, l'un hérita de la maison paternelle et émigra à la Révolution, et l'autre alla habiter le château de Gémonville (1). »

D'après notre inscription, François-Daniel rebâtit ou répara cette maison en 1734 ; néanmoins il est certain qu'il habitait déjà le bourg de Vicherey depuis quelque temps, puisque, l'année précédente, sa belle sœur, Marie-Thérèse de Glanouze, jeune fille de Toul, âgée de dix ans, y meurt et reçoit la sépulture en l'église paroissiale, devant l'autel de la Conception (2).

Cette jeune personne, comme sa sœur Anne, épouse de François-Daniel Le Comte, était fille de Joseph Glanouze, bourgeois de Toul, conseiller du roi et son *Receveur du marc d'or*, et de Françoise Gavard.

Après la mort de son mari, cette dernière vint habiter Vicherey, près de sa fille, et c'est là qu'elle mourut le 31 août 1738.

(1) Canton de Colombey, arr. de Toul. Ce village fit d'abord partie du comté de Vaudémont, puis fut, en même temps que ce comté, réuni au duché de Lorraine. Il n'a jamais été la résidence de seigneurs particuliers et son château était, croyons-nous, une simple maison de chasse. Les archives de cette localité, que nous avons fait consulter, ne nous ont fourni que le décès, au 23 décembre 1749, d'une « *demoiselle de Beaumont, âgée d'environ un an* », sans aucune autre indication. L'acte est signé : Vosgien, vicaire de Gémonville, et Aubertin, maître d'école.

(2) Cette partie de l'église de Vicherey fut sans doute affectée à l'inhumation des membres de la famille de Beaumont, car, outre cette jeune fille, trois enfants de *Beaumont* y furent enterrés quelques années après.

François-Daniel et sa femme surent s'attirer la sympathie et le respect de leurs nouveaux concitoyens ; car ils furent souvent choisis l'un ou l'autre, et quelquefois tous deux ensemble, pour tenir des enfants sur les fonts baptismaux : on trouve leur signature au bas de quatorze actes de baptême de 1736 à 1773.

Il leur naquit à Vicherey les neuf enfants suivants :

a. François-Louis, né le 14 octobre 1733, qui ne vécut que trois ans : il mourut le 18 décembre 1738 ;

b. Anne-Françoise, née le 18 mai 1737 et décédée le 17 août 1738 ;

c. Agnès-Françoise, née le 1<sup>er</sup> octobre 1738 ; elle épousa François-Joseph Regnault, de Saint-Mihiel ; nous en parlerons ci-après ;

d. Anne-Hyacinthe, née du 9 au 10 novembre 1739 et décédée à l'âge de onze ans, le 21 février 1751 ;

e. Jean-Claude, né le 24 mars 1743 ; il est désigné sous les noms de Jean Claude-François, en 1750, à l'acte de baptême de son frère Jean-François, dont il est parrain ; mais, au décès de son père, il est dénommé messire Jean-Claude Le Comte, dit Beaumont, et signe : *le comte de Beaumont* ; comme ses deux frères, dont nous allons parler, il habitait alors Vicherey. Nous n'avons sur lui aucun autre renseignement ;

f. Anne, née le 28 août 1744 ;

g. Jean-Baptiste, né le 31 octobre 1747 ; c'est le *comte de Vernancourt*. Nous en parlerons longuement, plus loin, à l'occasion de la seconde inscription, qui le concerne ;

h. Agnès-Françoise, née le 29 janvier 1749 et morte célibataire, à l'âge de 46 ans, en janvier 1795 ;

i. Jean-François, né le 2 mars 1750 ; au décès de son père, il signe *le Chevalier de BEAUMONT* : c'est tout ce que nous connaissons de lui.

François-Daniel Le Comte mourut à Vicherey le 4 février 1778 ; il est qualifié : écuyer, seigneur de Beaumont, ancien

officier d'infanterie, et *commandant pour le roi dans les dix villages* de la prévôté.

Le 19 mars 1759, Agnès-Françoise Le Comte, âgée de près de vingt-deux ans, et, par suite, d'après les *Usages locaux de Toul* (1), étant encore mineure, épousa à Vicherey messire François-Joseph Regnault (2), écuyer, seigneur de Raulecourt (3) et de Broussey (4), maître particulier des eaux et forêts au département de Saint-Mihiel, dont elle eut les cinq enfants suivants :

a. Glossinde-Angélique-Françoise, née ou baptisée le 20 février 1760, morte le 4 avril suivant, dont le parrain fut François-Daniel Le Comte, écuyer, seigneur de Beaumont et de Meurs (5), grand-père ;

b. Anne-Joséphine, née le 17 mai 1761 et dont la marraine fut Anne Glossinde de Beaumont (6), aïeule ;

c. Marguerite Victoire-Antoinette, née le 11 mai 1763 et mariée le 15 mai 1786, à Philippe-Jean de Marien, chevalier ;

d. Charles-Antoine-Joseph, qui suit ;

e. Anne-Charlotte, née le 6 mars 1768 (7). Elle fut mariée,

(1) En effet, l'article XLIII de ces *Usages* fixe la majorité des enfants à vingt-cinq ans ; il est ainsi conçu : « Enfants procréés en légitime mariage sont en la puissance de leur père, mère ou tuteur, jusqu'à ce qu'ils soient mariés, émancipés par justice, ou qu'ils aient atteint l'âge de *vingt-cinq ans* accomplis.

(2) La famille Regnault, de Saint-Mihiel, fut anoblie le 27 août 1720, et reçut pour armes : *D'azur, au chevron d'or, accompagné de trois hures de sanglier de même, deux en chef et une en pointe.*

(3) C. de Saint-Mihiel.

(4) *Ibid.*

(5) Localité inconnue ; d'autres disent : Meuse, c. de Bourmont (Haute-Marne).

(6) Nom transformé et, pour ainsi dire, anobli de Anne Glanouze, épouse de François-Daniel Le Comte.

(7) C'est sans doute par erreur que Dumont (*Nobiliaire de Saint-Mihiel*, t. I, p. 402), met sa naissance à l'année 1778, car elle n'aurait eu que 8 ans à l'époque de son mariage.

le même jour que sa sœur Marguerite, à Jean-François de La Lance, chevalier (1).

Charles-Antoine Joseph, né le 6 mars 1767, plus connu sous le nom de *M. de Raulecourt*, avocat, maire de Nancy pendant la Restauration, de 1816 à 1830, fut chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre de Léopold et mourut en 1841. Il avait épousé Marie Thérèse-Adelaïde *Alexandre de Saint-Balemont*, morte en 1852, dont il avait eu deux enfants :

a. Charles-Louis-Joseph-Jean-Baptiste, né en 1800 et mort en 1850, garde du corps du Roi, et chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne; il fut marié en 1827 à Marie-Catherine Louise Renault d'Ubexi, fille de Charles-François-Eléonore et de Marie-Charlotte Vallet de Villey, dont il eut une fille unique (2) : Charlotte-Mathilde, née en 1828, mariée en 1850 à Louis-Stanislas Maillard de Landreville et décédée en 1860 ;

b. Anne-Agnès-Françoise, née en 1801 et mariée en 1823 à Henry de Reyau, capitaine de cuirassiers, devenu général de division et commandeur de la Légion d'honneur.

Nous avons cru devoir donner (3) la descendance de la fille de François-Daniel Le Comte de Beaumont, parce qu'elle est née à Vicherey, et à cause de son fils, le célèbre maire de Nancy.

L'autre inscription, dont nous allons nous occuper, est, avons-nous dit, moins ancienne que la précédente.

(1) Appartenait-il à la famille de ce nom, originaire du Limousin, venue en Lorraine sous René d'Anjou, et dont les armes sont : *d'azur à trois annelets d'argent posés deux et un* ?

(2) Charles-François-Eléonore Regnault d'Ubexy épousa, en secondes noces, Anna-Béatrix-Marie du Jouard du Maignou, fille de Jean-Louis et de Anne de Fériet, dont il n'eut probablement pas d'enfants : tous deux reposent à Eulmont, près Nancy. (Voir Th. Pernot, *Excursion épigraphique. Colombey-les-Belles*, dans le *Bulletin mensuel de la Société d'archéologie lorraine*, 1903, p. 223 et 233, et le même travail tiré à part, p. 9 et 23.)

(3) D'après Dumont, *Nobiliaire de Saint-Mihiel*, tome I, page 402.

Rappelons en le texte : ANNO | DOMINI | 1788 | REBATIE  
PAR | J. B.... | VERNANCOURT.

Nous croyons qu'il faut remplir la lacune par *de Beaumont de* et traduire ainsi :

*L'an du Seigneur 1788, cette maison fut rebâtie par Jean-Baptiste de Beaumont de Vernancourt.*

Ce fils de François-Daniel Le Comte est né à Vicherey, le 31 octobre 1747.

En 1776, à la mort de son père, il signe : *Le Comte de Vernancourt* ; mais, dans la suite, il signe toujours *Beaumont de Vernancourt* et c'est sous ce dernier nom qu'il est désigné.

Nous ignorons depuis quelle époque, et pour quel motif, il a ajouté à son nom celui de *Vernancourt*, qui désigne une famille et une terre champenoises.

Résidant à Vicherey, il y continua les traditions de sa famille ; comme ses parents, il jouit de la considération et de l'estime de ses concitoyens, et, comme eux, il fut quelquefois choisi par des familles pour parrain de leurs enfants. Ses concitoyens l'élurent même, par une délibération du 12 août 1787, syndic, pour gérer et administrer les biens de leur communauté, et il remplit avec zèle cette charge, que la confiance publique lui avait imposée, jusqu'à l'établissement d'une nouvelle administration nécessitée par la formation des Départements.

Au mois de juin de la même année 1788, M. de Vernancourt fit prendre, en sa qualité de syndic, une délibération pour parvenir à la construction d'une fontaine communale. Comme la source, que l'on allait amener, était plus que suffisante pour les besoins du bourg, il profita de la circonstance, ainsi que François de Neufchâteau, qui habitait alors Vicherey (1), pour demander qu'il leur en fût

(1) François de Neufchâteau habitait alors la maison que possède et où demeure aujourd'hui M. Oscar Vanier. Avant d'appartenir à François de Neufchâteau, cette maison était la propriété de Charles-Joseph



cédé à chacun une faible partie, s'offrant l'un et l'autre de verser cent francs par ligne d'eau concédée. On voit encore, dans la cour de l'ancienne maison de François de Neufchâteau, la fontaine alors obtenue ; mais celle qui a dû couler dans la cour de M. de Vernancourt, n'existe plus. Néanmoins, au cours des réparations faites dans la maison de celui-ci par M. Soyer-Parisot, on constata, dans le sol, l'existence de tuyaux de conduite d'eau, dont la présence en cet endroit ne peut autrement s'expliquer (1).

A partir de janvier 1790, où, par suite de la formation des Départements, une nouvelle administration fut établie, il n'y eut plus de syndics ; dès lors on n'entend plus parler de M. de Vernancourt : il a quitté Vicherey, non pas volontairement sans doute (2), mais pour se dérober aux dangers que pouvaient lui causer la surexcitation des esprits et le déchainement des mauvais instincts populaires.

Il se retira à Nancy (3), où demeuraient des membres de sa famille, et sans doute y mourut, à une date qui nous est inconnue.

M. de Vernancourt ne reparut pas à Vicherey ; mais, comme il n'avait pas émigré, sa maison ne fut pas vendue par la nation.

La Chapelle de la Roche-Ennor, écuyer, capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, donateur du tableau dont nous avons parlé page 2, et dont l'épouse avait été, dit-on, nourrice de Louis XVI.

(1) Dans l'acte de vente du Pavillon en date du 18 prairial an XI, on lit : ...ledit acquéreur est subrogé purement et simplement aux droits dont jouissaient les précédents propriétaires relativement à une fontaine qui donnait de l'eau dans la maison de ladite dame Vernancourt...

(2) En effet, la destruction de la fontaine établie depuis si peu de temps pour amener l'eau dans sa maison, le piquage des inscriptions dont nous avons parlé, la démolition du haut de la porte monumentale qui donne accès à la cour et dont la réparation a seulement été faite il y a quelques années, etc., etc., nous autorisent à faire cette supposition.

(3) M<sup>me</sup> Aubry, née Pouget nous apprend que son aïeule, Marie Malgras, épouse de Nicolas Pouget, suivit à Nancy M. de Vernancourt et continua, ainsi que son mari, à le servir là, comme elle l'avait fait à Vicherey dès avant son mariage.

En effet, le 18 prairial an XI, Marie-Thérèse Henry, son épouse, de lui autorisée, vendit, par devant M<sup>e</sup> Marchal, notaire à Vandeléville, et par l'entremise de Maurice Jordy, de Neuville (1), son fondé de pouvoirs, à Toussaint Blanchet, de Vicherey :

« ...la partie de maison du citoyen Vernancourt, appelé vulgairement le Pavillon prenant jour sur le parterre inclus, compris, ledit Pavillon à prendre de la partie vendue aux citoyens Pierson et Blanchette, à charge de fermer toutes communications entre eux et l'acquéreur..... Le parterre entouré de murs..... et..... la communauté de la cour.

« Plus la partie de la serre donnant sur le jardin, avec la faculté d'y conserver les jours, à charge de les faire griller (2) et de boucher les communications avec les acquéreurs du grenier ouvert, sauf au citoyen Blanchet à ouvrir une porte d'entrée (3) sur le devant de ladite serre...

« Ledit acquéreur est subrogé, etc. (4).

« La présente vente est faite pour la somme de deux mille quatre cents livres tournois, numéraires écus, qui seront acquittés en espèces ayant cours au moment des paiements et seront payés en cinq termes... »

Cet extrait de l'acte de vente du « *Pavillon* » ne semblerait-il pas indiquer que la maison entière appartenait à plusieurs familles, puisqu'elle a été vendue en diverses fois et qu'à l'intérieur, néanmoins, aucune séparation ne l'avait divisée en parties séparées.

(1) Neuville-sur-Moselle, c. de Haroué, a. de Nancy.

(2) C'est-à-dire d'y établir un grillage empêchant toute communication.

(3) Cette porte existe encore au niveau de la rue, mais bien au-dessus du terre-plein du jardin : le grenier ouvert et la serre étant détruits depuis longtemps.

(4) Voir ce paragraphe rapporté dans la note 1 de la page précédente.

Or, si l'on se rappelle qu'en 1783, à la mort du comte de Beaumont, ses trois fils habitaient Vicherey, ne peut-on pas en inférer, ainsi que de l'examen de l'état des lieux, que chacun d'eux habitait une des parties de cette maison, qu'ils avaient une entrée et des appartements particuliers ; tandis qu'à l'intérieur aucune séparation ne venait isoler les frères et les empêcher de communiquer les uns avec les autres ?

TH. PERNOT.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

POUILLÉ DU DIOCÈSE DE VERDUN COMMENCÉ PAR L'ABBÉ N. ROBINET, CONTINUÉ PAR L'ABBÉ J.-B.-A. GILLANT, CURÉ D'AUZÉVILLE. TOME TROISIÈME. VERDUN, 1904, GR. IN-8° DE IX ET 836 PAGES.

Le *Pouillé du diocèse de Verdun* compte un volume de plus. Lors de la publication des deux premiers, en 1888 et 1898, on a tâché ici-même de faire comprendre le mérite du travail, l'importance de l'œuvre et les services qu'elle est appelée à rendre.

Après avoir attendu pendant six ans, — ce qui n'est pas trop pour un tel labeur, fourni par un seul homme, — le volume nouveau, on s'apprêtait à en saluer l'apparition ; on le savait terminé typographiquement, prêt pour le brochage et sur le point d'être livré au public, lorsqu'un dramatique événement faillit anéantir l'édition. Un terrible incendie détruisit presque entièrement les bâtiments de l'imprimerie verdunoise et ce qu'ils renfermaient. Au bout de quelque temps d'angoisse, on reconnut avec bonheur

que la perte n'était point totale; en ne rejetant pas certaines feuilles un peu détériorées et en faisant réimprimer quelques autres, on est parvenu à reconstituer bon nombre d'exemplaires, dont l'un des premiers a été offert à notre Société. De cet accident, il résultera que le volume sera plus rare, et nous devons d'autant plus remercier l'auteur, notre confrère, de nous avoir privilégiés.

Ce tome, encore plus volumineux que les précédents, puisqu'il compte près de 850 pages, se rapporte tout entier à l'archiprêtré (autrement dit à l'arrondissement) de Commercy, dont une bonne partie appartenait au diocèse de Toul, et une autre au diocèse de Verdun. Ce volume est fait avec le même soin que les deux premiers, le même souci de joindre aux listes de dignitaires, listes forcément sèches, des notes nombreuses et intéressantes. A mesure que le temps s'est écoulé, l'auteur est devenu, ce semble, plus maître de son sujet, plus expérimenté; il a pu recueillir des renseignements plus abondants; l'œuvre est mieux comprise et appréciée de ses confrères, dont certains lui ont fait parvenir d'importantes communications. Une épreuve de l'article de chaque paroisse a été envoyée au curé; bon nombre d'entre eux ont répondu à l'appel qui leur a été fait, et M. Gillant a rendu témoignage à leur utile collaboration.

La ville qui tient le plus de place dans ce tome est naturellement Saint-Mihiel, l'ancienne capitale du Barrois non mouvant, qui a possédé beaucoup de maisons religieuses et dont l'abbaye bénédictine fut l'une des plus considérables et des plus célèbres de la Lorraine.

Là, il y avait surtout à rectifier et à compléter; mais souvent, ailleurs, tout était à faire, et les résultats sont vraiment remarquables.

Comme je le disais à propos des tomes précédents, il est impossible que des lacunes, des inexactitudes, ne soient pas découvertes dans cette multitude de noms, de faits et de

dates (1). L'auteur accueillera avec satisfaction, j'en suis persuadé, les rectifications bien établies qui lui seront adressées et les fera figurer aux errata de son prochain volume. Ce sera le dernier, relatif à l'arrondissement de Montmédy, le moins et surtout le plus mal étudié de tous. M. Gillant nous donne à espérer que ce volume ne se fera pas attendre trop longtemps, et avec plaisir nous prenons note de cette promesse.

L. GERMAIN.

---

CALENDRIER DES SAINTS DE LA LORRAINE ET DE L'ALSACE,  
DANS L' « ANNUAIRE PONTIFICAL CATHOLIQUE », 1904.

L'*Annuaire pontifical catholique* de Mgr A. Battandier renferme, cette année, un « Calendrier des saints de la Lorraine et de l'Alsace (2) ». Tel est le titre ; mais le sous-titre incorpore toute la province ecclésiastique de Trèves et même tout l'ancien royaume de Lotharingie. La tenta-

(1) P. 330, M. Gillant ne nomme que le dernier prieur de Saint-Thiébaud, à Saint-Mihiel, Claude Dagny, par suite de la résignation duquel ce petit établissement bénédictin passa aux Minimes (1398). Il aurait pu trouver les noms de huit prieurs antérieurs dans mes brochures. *L'origine de Guillaume de Marcillat, peintre verrier* (Nancy, 1886), p. 7, et *Guillaume de Marcillat* (Nancy, 1887), p. 3, note 1. Le titre de prieur de Saint-Thiébaud fut donné à ce fameux artiste, mais sans doute d'une manière purement honorifique.

P. 309, dans la liste des abbés de Saint-Mihiel, M. Gillant a remplacé l'inadmissible « Cardinal Raphaël de Volterra » cité par dom de l'Isle et qu'ont accepté les historiens ultérieurs, par François Soderini, évêque de Volterra, créé cardinal en 1503, que j'ai proposé dans la seconde des brochures rappelées plus haut. Mais je ne sais si ce prélat doit réellement prendre rang parmi les abbés de Saint-Mihiel. Je crois qu'il ne fut abbé qu'à titre expectatif ou réservataire, et qu'il ne devrait figurer qu'en note.

(2) Le travail n'est pas signé ; mais on lit dans la *Préface* du volume : « M. Badel, professeur à Nancy, a patiemment et avec amour compilé le calendrier des saints de Lorraine et d'Alsace. »

tive est intéressante ; je voudrais voir un tel calendrier, dressé spécialement pour la Lorraine, j'entends la contrée de Lorraine (1).

C'est au point de vue lorrain que je vais présenter quelques observations sur la publication dont on vient de lire le titre.

Ce calendrier ne comprend pas seulement les saints de la Lorraine et de l'Alsace, ce qui s'entendrait des saints originaires de ces provinces. On a voulu, ce semble, ajouter tous ceux qui y sont honorés d'une manière importante. Pourtant le plan ne me paraît pas très net : si l'on a résolu de n'y mettre que les saints *particulièrement* honorés ou les fêtes *spéciales*, il ne faudrait point parler de saint Remi (1<sup>er</sup> octobre), de la Saint-Jean (24 juin), des Brandons ou Bures (1<sup>er</sup> dimanche de Carême), etc., qui étaient célébrés partout dans les Gaules et bien ailleurs. Si, au contraire, comme je le préférerais, on a décidé d'énumérer toutes les fêtes notables, il faudrait rappeler : au 6 janvier, non seulement les Rois Mages, mais plus encore l'Épiphanie ; au 8 septembre, la Nativité de la Vierge ; au 8 décembre, sa Conception, etc.

Quelques noms seraient peut-être à éliminer. Par exemple, on cite, au 29 janvier : « S. François de Sales, évêque et docteur, fondateur du célèbre monastère de la Visitation à Nancy... » Ce monastère mérite-t-il la qualification de célèbre ? Et le saint évêque de Genève a-t-il été, est-il de nos jours, honoré d'une manière importante dans nos régions ?

Parfois il serait nécessaire de spécifier l'époque et les régions. Ainsi, parmi les « Fêtes mobiles » et au lundi de Pâques, je vois noter : « Bénédiction des enfants ». Cette

(1) Sur ce qu'il faut entendre par Lorraine, v. mon article *Metz en Lorraine*, dans *Bulletin mens. Soc. d'archéol. lorr.*, 1902, p. 140-143.

gracieuse cérémonie a lieu, en effet, ce jour-là à Nancy ; mais l'usage est-il général et ancien ? Dans la Meuse, j'ai vu choisir pour la bénédiction des enfants le dimanche du Bon-Pasteur (2<sup>e</sup> après Pâques) ; je crois aussi, soit dit en passant, qu'il y a des localités où l'on ne convoque à cette bénédiction que les enfants au dessous de sept ans, et d'autres où l'on invite tous ceux qui n'ont pas encore fait leur première communion.

Il me semble que le calendrier devrait fournir plus de renseignements chronologiques, c'est-à-dire fixer sur la durée du temps où une fête a été en faveur. L'on n'a pas voulu simplement mentionner les solennités modernes, puisque l'on cite, tout au commencement, une relique bizarre, sur laquelle je reviendrai et qui depuis longtemps est oubliée des fidèles. Mais alors pourquoi ne point rappeler la Division des Apôtres (15 juillet), qui paraît avoir été célébrée jusqu'à l'époque de la Renaissance et que j'ai rencontrée souvent comme indication de date sur des chartes ?

De même, au 15 août, on inscrit : « l'Assomption de Notre Dame, fête patronale du diocèse de Nancy... » Il faudrait dire depuis quand cela existe : au moyen-âge, on considérait l'Annonciation comme la fête principale de la Vierge ; plus tard encore, René II fit représenter ce mystère charmant sur son grand étendard ; il le fit sculpter sur la porte principale de Nancy ; et telle était la tradition locale, que, même au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Primatiale, aujourd'hui cathédrale de notre ville, a reçu pour « titulaire » l'Annonciation. Toutefois, vers l'époque de la Renaissance, à cette solennité qui a le défaut de tomber en carême et dans une saison souvent mauvaise, on préféra la Nativité de Notre-Dame (8 septembre), qui devint par le fait, sinon en droit canonique, la grande fête de Marie et garda ce rang jusqu'au jour où elle dut le céder à l'Assomption, ce

qui ne paraît pas être antérieur au <sup>xvii</sup>e siècle (1). N'y aurait-il pas lieu aussi de rappeler qu'à l'époque mérovingienne, cette dernière fête ou, pour mieux dire, la Dormition de Notre-Dame, était célébrée au mois de janvier ?

Il semblerait que l'auteur de ce calendrier ait surtout cherché à remplir par le nom d'un saint, plus ou moins célèbre, chaque jour de l'année : ce serait là un jeu de patience, presque un enfantillage, et non un travail sérieux ; il vaudrait mieux laisser quelques dates vides et faire connaître l'importance relative et la durée du culte des saints ou des mystères cités.

Voici d'autres remarques, prises au courant d'une lecture rapide :

Au 31 décembre, on met : « La glorieuse mémoire de tous les SS. confesseurs et martyrs des anciens royaumes d'Austrasie et de Lotharingie... » J'avoue que jamais je n'avais entendu parler de cette fête.

23 mars : le « B. Pierre de Luxembourg..., béatifié par Clément VII en 1327. » Il conviendrait de faire observer que, dès après sa mort, en 1387, et avec le consentement du pape d'Avignon, appelé également Clément VII (de Genève), Pierre de Luxembourg fut honoré comme saint (2).

13 avril : « Sainte Ide de Boulogne..., veuve de Gaston d'Orléans ». Il y a là évidemment une défectuosité typographique. La veuve de Gaston est Marguerite de Lorraine dont il est question à la fin du même article.

(1) Cf. mon article *Une planche à gravure d'un fondeur de cloches*, dans le *Bulletin de la Soc. philomatique vosgienne*, année 1898-1899 ; v. p. 43-46.

(2) Dès 1392, sa parente Marguerite de Joinville, comtesse de Vaudémont, alors mariée à Pierre comte de Genève, fonda à l'église du Saint-Sépulchre d'Annecy une chapelle en l'honneur de S. Pierre de Luxembourg. — Pierre de Genève était le propre frère du pape d'Avignon. — V. ma brochure, *Jean de Bourgogne et Pierre de Genève, comtes de Vaudémont*, Nancy, 1879, p. 83 et 103.



13 mai : « La translation des Reliques de S. Nicolas de Myre à Bari et en Lorraine... (1086 et 1098) ». La première date est légèrement inexacte : tous les historiens indiquent l'année 1087. La seconde date est fautive : c'est en la même année 1087, ou très peu de temps après, qu'une phalange d'un doigt du saint fut apportée de Bari à Port, près de Varangéville (1).

13 juin : « S. Antoine de Padoue, de la maison de Bouillon-Lorraine... » Il n'y a jamais eu de Maison de Bouillon, et l'on ne saurait prendre au sérieux les rêveries de ceux qui veulent rattacher le grand thaumaturge portugais à Godefroy dit de Bouillon, sous prétexte que le père du saint était appelé de *Bulhon*.

22 octobre : « Sainte Ursule et les onze mille vierges..., dont les corps sont épars dans les églises de Lorraine ». C'est uniquement Cologne, si je ne m'abuse, qui prétend conserver le corps de sainte Ursule et la plupart de ceux de ses nombreuses, autant que légendaires, compagnes. On a eu de leurs reliques en Lorraine, mais aucune qui puisse compter comme considérable.

22 décembre : « S. Dagobert II, roi d'Austrasie en 674, martyr à Escurey (Meuse)... » Est-ce exactement à Ecurey (2) que ce saint fut assassiné ? Digot place le lieu de sa mort, du 23 (*sic*) décembre, au canton de la forêt de Voivre dit *Scortias* (aux écorces), près de la fontaine appelée alors *Arphays* et depuis : *Fontaine-Saint-Dagobert* (3). Il ne spécifie pas le territoire communal ; mais F. Liénard, dans le *Dictionnaire topographique de la Meuse*, identifie « *Scortias*

(1) V., sur ce sujet, mes articles dans *l'Espérance* des 15 août, 30 août 1896, 24 mars et 14 décembre 1897.

(2) Canton de Damvillers, arr. Montmédy, Meuse.

(3) A. Digot, *Histoire d'Austrasie*, t. III, p. 260. — V. *Ibid.*, p. 366-373, la Note XXXIV : Sur le culte et les reliques de saint Dagobert.

(Scorze) » avec *Sincretel*, canton de bois sur le territoire de Mouzay (1).

Enfin, je termine sur une erreur d'autant plus marquante qu'elle se trouve tout au début du calendrier et que le sujet en est étrange. Voici ce qui est dit au 1<sup>er</sup> janvier :

« A la collégiale Saint-Georges, église du palais ducal de Nancy, la Sainte Boude de Notre-Seigneur (*De preputio D. N. J. C.*), précieux reliquaire (2), disparu à la Révolution et souvent cité dans l'histoire de Lorraine. »

Or la traduction latine est tout à fait erronée et, d'après sa nature, la relique devait être honorée non à la fête de la Circoncision, mais à Noël; inutile d'expliquer le mot *Boude*: le langage familial a conservé son diminutif *boudatte*; touchant l'histoire de la relique ainsi que son culte, il convient de consulter le travail de H. Lepage sur l'insigne collégiale; on y verra que l'exposition annuelle de cette relique avait lieu à la messe de minuit (3).

J'aurais pu rendre ces observations critiques beaucoup plus nombreuses; mais je pense qu'elles suffisent à montrer dans quel sens il faudrait corriger et compléter le travail. Je désire qu'elles soient utiles pour la rédaction d'un calendrier historique lorrain, qui mériterait vraiment d'être établi.

LÉON GERMAIN.

(1) Canton de Stenay, arr. de Montmédy.

(2) Faut-il lire *relique*, ou suppléer : *conservée dans un précieux reliquaire*... ?

(3) Henri Lepage, *L'insigne église collégiale Saint-Georges, dans le Bulletin de la Société d'Archéologie lorraine*, t. I (1849), p. 275-276 (aussi tiré à part).

## MUSÉE LORRAIN

### DONS

Par M. le comte Henri d'Hennezel, à Villers-les-Nancy : Lettres de noblesse octroyées, le 12 décembre 1638, par le duc Nicolas-François, à Sébastien Maigrot, lieutenant-colonel d'infanterie.

— Lettres d'entérinement données par Charles IV, le 7 mai 1639, au même. Remy-Joseph d'Hennezel épousa, le 23 janvier 1693, Marie-Marguerite Maigrot, fille de Sébastien Maigrot, titulaire des lettres d'anoblissement mentionnées ci-dessus.

— M. Nicklès : Epingle à tête plate, en bronze, trouvée à Conflans.

— M. le Dr Coliez, à Longwy : Taque de cheminée : au milieu, la Foi, s'appuyant sur une ancre (l'Espérance) et tenant à la main un cœur enflammé (la Charité); autour, on lit : ARDET AMANS SPE NIXA FIDES. Sur les côtés, les quatre Vertus cardinales; en bas, la date 1735.

— M. Louis Pierson de Brabois : Deux petits anneaux en bronze, trouvés dans un tumulus du parc de Brabois et un anneau agrafe trouvé à Bulligny.

— M. Jacquinot, propriétaire à Bulligny : Jeton de Nicolas de Lorraine, comte de Vaudémont, avec la date 1554.

### ACQUISITION

Petite cloche avec l'inscription suivante; coupée par un sujet représentant la descente de croix : F. A. NANCY P. I QVEYRAN.

---

**AVIS.** — Nous rappelons que nos publications sont suspendues pendant les vacances. Un numéro double du *Bulletin mensuel*, pour septembre-octobre, paraîtra au commencement du mois de novembre.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
**ET DU**  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

NUMÉROS 9-10. — SEPTEMBRE-OCTOBRE 1904.

---

**MÉMOIRES**

---

**LE CARNET DE COMPTABILITÉ D'UN FONDEUR DE CLOCHES  
LORRAIN AMBULANT A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION.**

Le manuscrit, curieux à divers titres, que nous nous proposons d'analyser sommairement, fait partie des papiers de famille de Madame Auguste Jeanmaire, née Cochois, propriétaire à Chaumont-la-Ville (Haute-Marne) (1), qui a eu l'obligeance de nous le communiquer au mois de juin 1900. — C'est un petit in-12 de 70 feuillets, intitulé de la façon suivante :

« LIVRE DE COMTE ET DE MÉMOIRE. A Semur (2), le 23 may

(1) Le village de Chaumont-la-Ville, situé sur la limite du département de la Haute-Marne, à proximité de Robécourt (Vosges), a produit un nombre respectable de fondeurs de cloches. — Voir les recherches de M. Léon Germain de Maily sur les fondeurs de cloches lorrains et nos *Enquêtes campanaires*, passim.

Nous n'avons pu dépouiller que partiellement (aux mois d'août 1898 et de septembre 1904) les archives communales de Chaumont-la-Ville. Nous comptons bien reprendre ce travail, dès que les circonstances nous le permettront.

(2) Semur-en-Auxois (Côte-d'Or).

1780. *J'appartien à JEAN-BAPTISTE COCHOIS, fondateur de cloche, demeurant à Chaumont-la-Ville en Lorraine, balliage de Bourmont, intendance de Nancy et diocèse de Toul* ». — On y trouve la liste à peu près complète des cloches fondues en campagne par ledit Jean-Baptiste Cochois et ses divers associés, de 1780 à 1790.

JEAN-BAPTISTE COCHOIS, mort à Chaumont-la-Ville, le 12 mai 1806, âgé de 74 ans, était fils de Pierre Cochois et de Marie Baret, de Champigneulle (Haute-Marne) (1). Le 23 novembre 1736, il avait épousé à Chaumont-la-Ville, Marguerite Camus, fille de Joseph Camus et de Marie Liébaut (2).

Les papiers de famille de Madame Jeanmaire-Cochois nous le montrent domicilié à Chaumont-la-Ville, au plus tard depuis 1760, vraisemblablement à partir de son mariage (3).

Son fils, également prénommé JEAN-BAPTISTE, se maria en 1790 (4) à Clérey (Aube), où il exerça la double profession de meunier et de fondateur de cloches (5) et où il mourut le 30 août 1833, âgé de 73 ans, laissant un fils : PHILIPPE, fondateur de cloches également, qui est mort à Troyes (Aube) en 1862 (6).

Jean-Baptiste Cochois, de Chaumont-la-Ville, était frère

(1) Archives communales de Chaumont-la-Ville, état-civil.

(2) *Ibid.*, série GG.

(3) On trouve la qualification « Jean-Baptiste Cochois, maître fondateur de cloches, demeurant à Chaumont-la-Ville », dans une série de documents des années 1760, 1763, 1765, 1766, 1768, 1769, 1770, 1772, 1776, 1778, 1781, 1782, 1783, 1787, 1788 et 1790. En l'an V et en l'an XI, il est dit « propriétaire », et en l'an XIII, « propriétaire-rentier ». (Papiers de famille de Madame Jeanmaire-Cochois).

(4) Voir ci-dessous, année 1788, v° *Clérey*.

(5) On le trouve qualifié couramment : « propriétaire des moulins de Clérey » ; quelquefois il est simplement dit « meunier ». (Archives communales de Clérey, état-civil). — Il fut maire de Clérey, de prairial an VIII à juillet 1816.

(6) Cf. nos *Enquêtes camp.*, p. 350.

des fondeurs de cloches PIERRE-FRANÇOIS et DOMINIQUE COCHOIS, de Champigneulle (1). Par son mariage, il devint le gendre de JOSEPH CAMUS (2) et le beau-frère de FRANÇOIS-AUGUSTIN CAMUS, l'un et l'autre également fondeurs de cloches (3). Il fut le maître, en l'art campanaire, de ses neveux PIERRE-FRANÇOIS, DOMINIQUE et JEAN BAPTISTE COCHOIS, de Champigneulle.

Les cloches, sur lesquelles le « livre de comte et de mémoire » de J. B. Cochois fournit des renseignements ou des indications utiles, se répartissent en une centaine de localités environ, appartenant aujourd'hui aux départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de l'Yonne, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Marne et de l'Allier. — Nous les passerons en revue dans leur ordre chronologique et en distinguant, aussi exactement qu'il nous sera possible, les diverses associations auxquelles elles se rattachent.

On verra, en parcourant ces notes et sans que nous ayons

(1) Le fondeur de cloches, JEAN-NICOLAS COCHOIS, né à Champigneulle le 3 juillet 1766, fils de Dominique, — cf. nos *Enquêtes camp.*, p. 483, — avait eu pour parrain « le s<sup>r</sup> JEAN-BAPTISTE COCHOIS, fondeur de cloches ». (Archives communales de Champigneulle, série GG.).

(2) JOSEPH CAMUS, maître fondeur de cloches, demeurant à Chaumont-la-Ville, est mentionné dans divers documents des années 1733, 1734, 1735, 1743, 1746, 1752, 1754, 1755 et 1757. (Papiers de famille de Madame Jeanmaire-Cochois).

Le regretté Dergny a cité de JOSEPH CAMUS une cloche (refonte) fournie en 1730 à l'église de *Fullencourt* (Seine-Inférieure) ; cette cloche, dont le marché avait été passé le 14 mai, fut vraisemblablement fondue à Pierrecourt. (*Les Cloches du pays de Bray*, tome II, pp. 380-381).

En 1744, « CAMUS et DEBOIS » fondent une cloche pour l'église et une autre pour l'hôtel de ville de *Crécy-en-Ponthieu* (Somme). Cf. Georges Durand, *Ville de Crécy-en-Ponthieu, Invent. somm. des archives communales*, p. 5, BB. 3).

(3) FRANÇOIS-AUGUSTIN CAMUS, né à Chaumont-la-Ville, le 28 août 1735, fils de « Joseph Camus et de Marie Liébault, de cette paroisse » et filleul de François Burel (Archiv. comm. de Chaumont-la-Ville, série GG.), — est dit, en 1776 et en 1777, « maître fondeur de cloches, demeurant à Chacenay, proche Saint-Dizier » (Haute-Marne) ; sa femme avait nom : Marie-Louise Cœquelard. (Papiers de famille de Madame Jeanmaire-Cochois).

besoin d'y insister, combien les papiers de famille des anciens fondeurs de cloches sont susceptibles de compléter avantageusement les archives communales, paroissiales et notariales.

**Association Jean-Baptiste Cochois et ses neveux Pierre-François et Dominique Cochois (1).**

**1779.** — *Vitteaux* (Côte-d'Or), [trois cloches, fondues le 14 mai. bénites « le jour de la deuxième fête de la Pentecôte » = le 24 juin ?] (2).

**Avant 1780 ?** — *Montigny-Saint-Barthélemy* (Côte-d'Or).

**1780.** — *Semur-en-Auxois* (Côte-d'Or), égl. Notre-Dame,

(1) « Je soussigné PIERRE-FRANÇOIS COCHOIS, fondeur de cloches, demeurant à Champigneulle, connois et confesse devoir et promet payer à JEAN-BAPTISTE COCHOIS, mon oncle, demeurant à Chaumont-la-Ville, la somme de 369 livres, cour[s] de France ;..... et nous sommes convenut ensemble que tout ce qui nous est due aux campagnes des années passées, savoir 1778, 1779 et cel-cy de 1780, entre nous trois, c'est à dire mon oncle, mon frère DOMINIQUE COCHOIS et moy,..... nous partagerons par ensemble en deux partage égeau [= égaux], c'est à dire que mon oncle en tirera la moitié, et moy Pierre-François Cochois et mon frère Dominique, l'autre moitié... Faitte à Chaumont-la-Ville, ce 20 décembre 1780. — [Signé : ] P.-F. Cochois ». (Livre de compte de J.-B. Cochois).

(2) Ces trois cloches, — fondues en raccord avec une, datant de 1636 et pesant 2,810 livres, œuvre d'ÉTIENNE SIRJEAN et de FRANÇOIS VOISSOT, fondeurs de Colombey-lès-Choiseul (Haute-Marne), — furent faites au moyen du métal de six cloches, dont une, pesant un peu plus de 4,000 livres, datant de 1522 ; une autre, fondue en 1734 par JEAN SIMONNOT, de Breuvannes (Haute-Marne) et pesant 1,230 livres ; une autre, non signée, datant de 1595, et trois autres non signées et sans dates. — Voir la *Note sur les anciennes cloches de Vitteaux (Côte-d'Or)*, par M. Henri Beaune, dans le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques, année 1893, pp. 45 à 48. — Cf. Léon Germain, *Observations sur les formules d'inscription des anciennes cloches de Vitteaux (Côte-d'Or)*, dans la *Revue de l'Art chrétien*, année 1894, 5<sup>e</sup> livraison, pp. 424 à 428 ; tiré à part, in-4<sup>e</sup> de 7 pp.

Les noms des fondeurs des trois cloches de 1779 ne figurent pas dans les textes publiés par M. Henri Beaune.

la cloche *Barbe* (refonte) (1), fondue à Semur, [en juillet], par Jean-Baptiste, Pierre François et Dominique Cochois en société avec Joseph et Pierre François Barrard (2).

*Clamecy* (Nièvre). égl. Saint Martin, [deux cloches (refontes), pesant 4756 et 4213 livres], fondues à Clamecy, en société avec Joseph et Pierre François Barrard, [pesées le 27 octobre, bénites le 28, sonnées le 31] (3).

*Clamecy*, collège, une petite cloche.

*Tonnerre* (Yonne), les Ursulines, une cloche livrée vers le 1<sup>er</sup> décembre.

**1780 ou 1781.** — *Chemin d'Aisey* (Côte-d'Or), une cloche.

(1) « Personne n'ignore que sainte Barbe... était spécialement invoquée contre le feu du ciel, aussi voit-on souvent son nom et son image sur les monuments campanaires ». (Léon Germain, *Les anciennes cloches de Saugues*, p. 27.)

(2) JOSEPH BARRARD et son frère PIERRE-FRANÇOIS BARRARD étaient également neveux de Jean-Baptiste Cochois.

Au cours de sa *Campanologie, étude sur les cloches et les sonneries françaises et étrangères*, le Dr Billon a publié un acte, passé à Semur-en-Auxois, le 4 juillet 1780, entre « JEAN-BAPTISTE COCHOIS, fondeur à Chaumont-la-Ville, JOSEPH BARRART, PIERRE-FRANÇOIS COCHOIS, DOMINIQUE COCHOIS et PIERRE-FRANÇOIS BARRART, tous fondeurs à Champinelle [lisez : Champigneulle], en Lorraine, d'une part ; et JOSEPH-NICOLAS SIMONNOT, aussi fondeur, à Nœuvy en Bourgogne », par lequel « l'acte de société fait entre toutes les parties sus nommées, par acte passé devant M<sup>e</sup> Cosseret, notaire royale à Semur-en-Auxois, le 23 may dernier, demeure résolu pour ce qui concerne le dit Simonnot ». Par ce même acte du 4 juillet 1780, les dits sieurs Cochois et Barrard « s'obligent d'exécuter, à la pleine et entière décharge de Simonnot, tous les ouvrages que la société pourrait avoir entrepris, notamment le marché fait entre Messieurs les officiers municipaux de Semur-en-Auxois et le dit Simonnot, le 9 février dernier, pour la cloche *Barbe* qui est à fondre... En conséquence du présent traité, le dit Simonnot a remis présentement aux dits s<sup>rs</sup> Cochois et Barrard le double du marché fait entre lui et les officiers municipaux de la ville de Semur, pour l'exécuter et en toucher le prix ». Il paraît bien résulter d'un autre passage de ce document que la *Barbe* fut refondue dans le « cimetière de Semur ». (*Annuaire des cinq départements de la Normandie*, alias *Annuaire normand*, 33<sup>e</sup> année, 1867, pp. 72-73.)

(3) L'abbé Bontillier, *Anciens fondeurs de cloches nivernais*, pp. 24-25, (d'après l'abbé Charrier, *Notice hist. sur la collégiale de Saint-Martin de Clamecy*, dans le *Bull. Soc. nivern.*, tome XIII, 1887).



— *Anstrudes* (Yonne) (1), une petite cloche pour le marquis d'Anstrudes.

**1781.** — *Quincy-le-Vicomte* (Côte-d'Or), une cloche (refonte), fondue à Quincy vers la fin du mois d'avril ; le marché avait été passé le 29 juin 1780. (Les fondeurs quittèrent Quincy le 3 mai 1781).

*Ampilly-le-Sec* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Ampilly vers le 20 juillet.

*Fontangy* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Fontangy dans la seconde huitaine d'août ; chantier terminé le 14 août.

*Thizy* (Yonne), [la seconde cloche, pesant 617 livres, fondue le 11 septembre et bénite le lendemain] (2), fondue à Thizy ; règlement de compte avec la communauté le 14 septembre.

*Blacy* (Yonne), une cloche, fondue [à Thizy ?] vers le 13 septembre.

*Précý-sous-Thil* (Côte-d'Or), une cloche, adjugée à Semur le 7 ou le 8 septembre, fondue à Précý en octobre.

**1782.** — *Chitry* (Yonne), fonte [à Chitry ?] en avril (ou en mai ?).

*Vaux* (Yonne), une cloche, fondue vers le mois de juillet.

*Perrigny-[sur-Armançon]* (Yonne), chantier commencé le 24 août.

[*Clamecy* (Nièvre), égl. des Récollets, une cloche, signée : « les Cochois fondeurs », transportée depuis à l'église Saint-Martin de Clamecy, où elle existe encore] (3).

(1) Aujourd'hui *Bierry-les-Belles-Fontaines*.

(2) Cf. Max. Quantin, *Inventaire sommaire des Archives de l'Yonne*, série E supplément, arr. d'Avallon, p. 138.

(3) L'abbé Boutillier, *Anciens fondeurs nivernais*, p. 25 (d'après de Soultrait, *Statist. monum. de la Nièvre*, 2<sup>e</sup> partie, p. 530).

**1783.** — *Avallon* (Yonne), collège, une petite cloche.

*Serrigny* (Yonne), fonte à Serrigny (où les fondeurs semblent avoir séjourné du milieu de mars au milieu d'avril).

*Girolles* (Yonne), une cloche, fondue à Girolles (où les fondeurs semblent avoir séjourné du 25 avril, au plus tard, jusqu'au 26 mai).

*Magny* (Yonne), une cloche, fondue à Magny le 7 juin.

*Saffres* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Saffres, montée le 5 juillet.

*Héry* (Yonne), marché passé vers le 22 mars ; refonte avec augmentation : cloches fondues à Héry, vraisemblablement peu après le 15 août. (Le chantier d'Héry paraît avoir duré du 11 juillet au 19 août).

*Saint-Broing les-Moines* (Côte-d'Or), une cloche (nouvelle ?) fondue à Saint-Broing vers le 8 octobre. (Les fondeurs paraissent avoir séjourné à Saint-Broing du commencement de septembre au 10 octobre).

*Sépeaux* (Yonne), une cloche.

*La Ville-aux-Bois* (Haute-Marne), fonte à la Ville-aux-Bois en novembre.

*Challement* (Nièvre), fonte à Challement, vraisemblablement en juin (par P.-F. Cochois ?).

**1784** (1) — *Trévilly* (Yonne), fonte à Trévilly (?) en avril ou en mai (?).

*Millery* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Trévilly (?).

*Varennnes* (Yonne), prieuré, une cloche.

(1) Nous serions porté à croire que, durant la campagne de 1784, Jean-Baptiste Cochois n'emmena avec lui qu'un seul de ses neveux : le « cadet » = DOMINIQUE COCHOIS. — De même, durant les campagnes de 1783 et de 1786.

En 1786, du 13 avril au 1<sup>er</sup> septembre, ils eurent avec eux (en qualité d'apprenti, selon toute vraisemblance) « J.-B. Cochois, frère de P.-F. et D. les Cochois ».

Nous n'avons pu préciser les membres de la société pour la campagne de 1787.

*Avallon* (Yonne), hôpital, une cloche.

*Saint-Germain-des-Champs* (Yonne), la grosse cloche (refonte avec augmentation de 137 livres de métal), fondue à Saint-Germain-des-Champs le 8 juin ; le marché avait été passé vraisemblablement dans la première quinzaine d'avril.

*Latrecey* (Haute-Marne), trois cloches (refonte avec augmentation de 240 livres de métal, fondues à Latrecey le 21 juillet. — Dominique Cochois, laboureur à Champigneulle, frère de Jean-Baptiste, coopéra au chantier de Latrecey.

*Saulieu* (Côte-d'Or), égl. collégiale, deux cloches (refontes avec augmentation de 445 livres de métal), fondues à Saulieu le 21 août.

*Menessaire* (Côte-d'Or), une cloche, pesant 285 livres (refonte d'une pesant 237 livres), fondue le 1<sup>er</sup> septembre.

*Saffres* (Côte-d'Or), une cloche (refonte avec diminution de deux livres), fondue [à Saffres ?] le 26 septembre.

*Bertignolles* (Aube), deux cloches, fondues à Bertignolles vers le 15 octobre.

**1785.** — *Toutry* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Toutry (?) vers le 15 avril. (Le 17 avril, les fondeurs quittent Toutry pour venir à Chamesson).

*Chamesson* (Côte-d'Or), une cloche (refonte), fondue à Chamesson vers le 15 mai.

*Le Petit-Jailly* (Nièvre, commune de Bazolles), une cloche (nouvelle) pesant 164 livres.

*Griselles* (Côte-d'Or), une cloche, fondue à Griselles, vraisemblablement entre le 15 et le 20 juin.

*Villedieu* (Côte-d'Or), une cloche (refonte avec augmentation de 68 livres de métal).

*Beine* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation), fondue vraisemblablement en juin.

*Sennevoy-[le-Bas ?]* (Yonne).

*Chitry* (Yonne), une cloche, fondue vraisemblablement à Chitry dans la première quinzaine de septembre.

*Fresnes* (Yonne), une cloche, fondue vraisemblablement dans la seconde quinzaine d'octobre (1).

« *La Chapelle* » = *La Chapelle-Vieille-Forêt* (Yonne) (?), refonte avec augmentation.

**1786.** — *Civry-en-Montagne* (Côte-d'Or), refonte avec augmentation ; fonte à Civry, vraisemblablement en mai.

*Semarey* (Côte-d'Or), refonte avec augmentation.

*Châtellenot* (Côte-d'Or), une cloche (refonte avec augmentation de 87 livres) et une petite cloche pour le curé, fondues à Châtellenot le 13 juin.

*Braux* (Côte-d'Or), la petite cloche, livrée le 30 juin.

*Rochefort* (Côte-d'Or), une cloche (nouvelle), fondue le 25 juillet [en société avec le fondeur lorrain, établi à Dijon, JEAN-BAPTISTE FORT ?] (2).

*Bure-les-Templiers* (Côte-d'Or), une cloche (refonte), pesant « cinq livres de moins que l'ancienne », montée au clocher le 3 septembre. (Les fondeurs étaient arrivés à Bure, pour y travailler, le 30 juillet.)

*Grésigny-Sainte-Reine* (Côte d'Or), une cloche (refonte avec augmentation), fondue à Grésigny le 11 octobre. (Chantier commencé vers le 21 septembre.)

*Colmier-le-Bas* (Haute-Marne), une cloche (refonte ?).

**1787.** — *Saint-Cyr-les-Colons* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 120 livres de métal), fondue à

(1) *Fresnes* (Yonne) : « 17 mars 1783, bénédiction de la grosse cloche ; parrain, le duc de Luynes, comte de Noyers ; marraine, Madame la duchesse de Luynes. » (Max. Quantin, *Invent. somm. Archives de l'Yonne*, série E supplément, arr. de Tonnerre, p. 343.)

(2) JEAN-BAPTISTE FORT, fils de Toussaint Fort et d'Anne Jaquot, était natif de Maisonnecelles (Haute-Marne) et avait épousé, le 11 février 1783, Marie Boursier, de Dijon. Il mourut le 13 avril 1827. (Renseignements dus à l'obligeance de M. l'abbé Thomas, curé de Notre-Dame de Dijon.)

Saint-Cyr-les-Colons le 23 mai. (Le chantier de Saint-Cyr-les-Colons paraît avoir duré la seconde quinzaine d'avril et tout le mois de mai.) — [La bénédiction de cette grosse cloche eut lieu le 17 juin (1).]

*Auxerre* (Yonne), les cloches de la cathédrale (2), fondues à Auxerre ; le marché avait été passé vers le 9 mai. (Les fondeurs semblent bien avoir séjourné à Auxerre tout le mois de juin et les deux tiers du mois de juillet, peut-être davantage).

*Auxerre* (Yonne), les Bernardines.

*Menou* (Nièvre), plusieurs cloches (refontes avec augmentation de 218 livres de métal), fondues à Menou vers la fin d'août.

*La Chapelle-Saint-André* (Nièvre), une cloche (refonte avec augmentation de 260 livres de métal), vraisemblablement fondue en même temps que les cloches de Menou.

*Molesme* (Côte-d'Or), les trois cloches, fondues [à Molesme ?] le 4 octobre.

*Chamesson* (Côte-d'Or), une petite cloche, fondue le 10 (?) octobre.

**Association Jean-Baptiste Cochois, ses neveux Pierre-François et Dominique Cochois et son fils Jean-Baptiste.**

**1788.** — *Annay-la-Côte* (Yonne), cinq cloches, fondues à Annay-la-Côte.

*Athie* (Yonne), une cloche, fondue à Annay-la-Côte.

*Thorey* (Yonne), une cloche, fondue à Annay-la-Côte. (Le chantier d'Annay-la-Côte paraît avoir duré tout le mois d'avril et toute la première quinzaine de mai. Les fondeurs y coopérèrent tous les quatre.)

(1) Cf. Max. Quantin, *Inventaire sommaire des Archives de l'Yonne*, série E supplément, arr. d'Auxerre, p. 30.

(2) Cf. Arch. départ. de l'Yonne, G. 4808 et 4809. (Max. Quantin, *Inventaire sommaire, Yonne, Archives ecclésiastiques*, série G, t. II, p. 321.)

*Cléry* (Aube), égl. par., une sonnerie de trois cloches (refontes avec 552 livres de métal d'augmentation), fondues à Cléry le 17 juin (1), [bénites le 7 juillet, pesant la grosse 2420 livres, la seconde 1810 liv. et la troisième 1223 liv. (2)]. Deux de ces cloches ont disparu à la Révolution ; celle qui a survécu porte la signature « Jean Baptiste Cochois » (3). Cette fonte de cloches fut l'occasion du mariage et de l'établissement à Cléry de JEAN-BAPTISTE COCHOIS le fils (4).]

*Belan-sur Ource* (Côte d'Or), cloches fondues au mois de juin (refonte avec augmentation).

*Ampilly le Sec* (Côte d'Or), une cloche (refonte avec augmentation), fondue à Ampilly le Sec, vraisemblablement dans la seconde quinzaine de juillet.

*Chamesson* (Côte d'Or), deux cloches (nouvelles), pesant la grosse 834 livres et l'autre 356 livres, fondues à Ampilly-le-Sec.

*Avosnes* (Côte-d'Or), deux cloches, pesant 1517 et 1136 livres (refonte avec augmentation de deux pesant 1238 et 956 livres), fondues à Avosnes le 23 août.

*Cherillon* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 68 livres de métal), fondue au mois d'août.

[*Les Ormes* (Yonne ?), cloches fondues au mois d'août (refonte avec augmentation), [refondues le 6 juin 1789 (à *Champvallon*, Yonne ?) par la même association ??].

(1) Livre de compte de J.-B. Cochois père.

(2) Archives communales de Cléry, série GG, année 1788.

(3) Fichot, *Statist. monum. de l'Aube*, t. II, p. 288.

(4) JEAN-BAPTISTE COCHOIS, fils de J.-B. Cochois et de Marguerite Camus, de Chaumont-la-Ville, épousa, le 12 janvier 1799, à Cléry, Nicole-Françoise Gauthrin, fille de défunt Nicolas Gauthrin, en son vivant propriétaire des moulins de Cléry.

Nous avons déjà eu l'occasion de citer plusieurs autres exemples de fonderies de cloches, dont la création a été provoquée par le mariage d'un fondeur ambulant du Bassigny, dans une région plus ou moins éloignée du domicile paternel. Cf. nos *Enquêtes campanaires*, pp. 253 à 255.)

*Bellechaume* (Yonne), deux cloches (refonte avec forte augmentation), fondues au mois d'août.

*Allerey* (Côte-d'Or), une cloche (refonte avec augmentation de 186 ou 187 livres de métal), fondue le 20 août.

*Thoisyl-la-Berchère* (Côte-d'Or), une cloche (refonte avec augmentation de 45 livres de métal), fondue [à Thoisyl-la-Berchère ?] le 22 août [par J.-B. Cochois fils ?].

*Pontaubert* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 184 livres de métal), fondue le 21 octobre.

*Annay-la-Côte* (Yonne), un timbre, pesant 128 livres 1/2, [refondu ? le 19 mai 1789 à Saint-Cyr-les-Colons par la même association].

*Monétay-[sur-Loire]* (1) (Allier), une cloche (refonte avec augmentation de 230 livres), fondue [par J.-B. Cochois fils ?] en octobre ; — deux autres cloches furent faites en même temps : « celle du *Donjon* (2) et une autre petite pour le curé ».

*Asnières-en-Montagne* (Côte-d'Or), la grosse cloche (refonte avec augmentation de 22 livres 1/2), fondue le 7 novembre.

**1789.** — *Saint-Cyr-les-Colons* (Yonne), la grosse cloche (refonte avec augmentation de 68 livres de métal), fondue à Saint-Cyr-les-Colons le 19 mai. (Chantier commencé le 23 avril.)

*Vallan* (Yonne), deux cloches (refontes avec augmentation), fondues à Saint-Cyr-les-Colons le 19 mai.

*Poinchy* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 26 livres), fondue à Saint-Cyr-les-Colons le 19 mai.

*Annay-la-Côte* (Yonne), un timbre pesant 110 livres, fondu à Saint-Cyr-les-Colons le 19 mai.

Le 28 mai, fonte à Saint-Cyr-les-Colons de six autres

(1) Ms.: *Monétois en le Borbonois et Monétay dans le Borbenet.*

(2) *Le Donjon* (Allier).

cloches, pour *Chablis* (Yonne), *Montalery* (Yonne, commune de Venoy) et *Juilly* (Côte d'Or, paroisse d'Allerey).

*Champvallon* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 60 livres de métal), fondue [à Champvallon ?] le 6 juin.

*Les Ormes* (Yonne), deux cloches (refontes), fondues [à Champvallon ?] le 6 juin.

*Les Sièges* (Yonne), une cloche (refonte avec augmentation de 129 livres de métal), fondue le 23 juin.

[*Trouhaut* (Côte d'Or) ?] (1), deux cloches (refonte avec augmentation de 84 livres de métal), fondues le 29 juin.

*Lormes* (Nièvre), une cloche, fondue le 18 juillet.

*Arrans* (Côte d'Or), deux cloches (refonte avec augmentation de 400 livres), fondues le 25 juillet.

*La Chapelle* (2), une cloche (refonte avec augmentation de 136 livres de métal), fondue le 27 août.

*Montigny sur Canne* (Nièvre), une cloche (refonte avec augmentation de 188 livres de métal), fondue le 18 septembre [à Montigny sur Canne ?]

*Onlay* (Nièvre), une cloche (refonte avec augmentation de 130 livres de métal), fondue [à Onlay ?] le 29 septembre.

*Marigny le Cahouët* (Côte d'Or), la grosse cloche, fondue le 8 octobre

*Fresnes* (Côte d'Or), une cloche, fondue le 8 octobre avec celle de Marigny.

*Le Meir Thiercelin* (Marne), [fonte par J.-B. Cochois fils ?] (3).

(1) Ms. : *Trouau*.

(2) Ms. : « *La Chapel* » = *La Chapelle-Vaupelletaigne* (Yonne) ?

(3) « État de l'argent que Jean-Baptiste, notre fils, a reçu dans le courant de l'année 1789 : ..... au Mitiercelin, dedans la Champagne, il a reçu dix louis, tous frais payés, cy 240 livres. »



**Association Jean-Baptiste Cochois le père et son neveu  
Dominique Cochois.**

**1790.** *Courban* (Côte-d'Or), deux cloches, fondues [à Courban ?] au mois de mai ; règlement de compte entre les deux fondeurs associés, le 5 juin (1).

*Belan-sur-Ource* (Côte-d'Or), la petite cloche (refonte avec augmentation de 50 livres de métal), fondue [à Courban ?] au mois de mai (2).

---

NOTES POUR SERVIR A L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE  
DU BARROIS ET DU BASSIGNY

(Seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle).

On a pu dire que la Révolution française n'avait pas été provoquée seulement par le mouvement social dont, après Vauban, les Encyclopédistes s'étaient fait les apôtres, mais plus encore, peut-être, par la situation économique du territoire durant les vingt dernières années de l'ancien régime.

On n'en saurait douter pour une partie du Bassigny Barrois, si l'on en juge par quelques précieux documents que nous avons pu exhumer au cours de nos recherches dans les Archives communales de la Haute-Marne.

Ce département, à l'inverse de beaucoup d'autres, n'a centralisé au chef-lieu, lors de la réglementation révolutionnaire, qu'une médiocre portion de ses pièces manuscrites, et c'est ainsi que nous avons pu retrouver la Charte

(1) Philippe Cochois, petit-fils de Jean-Baptiste de Chaumont-la-Ville, a également fondu pour Courban (Côte-d'Or). Si nous sommes bien informé, la fonte sur place de Courban aurait été le dernier chantier de la carrière de Philippe Cochois.

(2) Jean-Baptiste Cochois le père et C<sup>ie</sup> fondirent également [en 1789 ou 1790 ?] pour *Lézennes* (Yonne) et pour *Argentenay* (même département) : — « état de ce qu'il nous est due, qui sera échu au mois d'octobre 1790 : Lézine, 250 livres ; Argentenay, 200 livres ».

de Saint-Thiebault (canton de Bourmont) de 1203, ignorée jusqu'alors des érudits, et qui offre, toutefois, un intérêt capital au point de vue du droit coutumier, civil, criminel et fiscal du pays barrois (1).

Nous empruntons, aujourd'hui, une série de renseignements à une source toute différente, lesquels ne sauraient manquer d'intéresser aussi bien les historiens que les économistes.

Les pages que nous allons transcrire, dans leur simplicité naïve, sont destinées à éclairer d'un jour nouveau les dernières heures de la monarchie. De même que Jacques Bonhomme avait ses raisons pour lever l'étendard de la révolte aux temps douloureux du moyen âge, les paysans, par le fait des misères accumulées, étaient, à la veille de 1789, tout préparés à renverser le pouvoir établi, auquel ils attribuaient leur mauvaise fortune.

Tous les éléments se liguèrent, en effet, contre le petit propriétaire rural et le cultivateur, et l'on rencontre, parfois, dans les registres de l'état civil, tenus alors par le clergé, comme un grand cri de désespérance et de désolation.

Mais, à ma connaissance, le tableau de ces malheurs n'a point été présenté jusqu'ici avec une aussi saisissante et poignante réalité que dans les cahiers de Brainville.

Sis au pied de la colline qui porte Bourmont, le village barrois remonte à la plus haute antiquité, et sa vieille église est toute pavée des dalles armorisées de ses seigneurs, maîtres de Hacourt, Malaincourt et autres lieux, les de l'Isle, dont l'héritière, en 1761, s'alliait aux d'Arbois de Jubainville et s'apparentait aux de Landrian (2).

(1) *Bulletin historique et philologique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1898, et tirage à part de 10 pages. — Cf. A. PAWLOWSKI, *La Charte de Saint-Thiebault*, texte et traduction, dans *Annales de la Société d'histoire, d'archéologie et des beaux-arts de Chaumont*, 1899.

(2) Archives de Brainville. Actes de l'état civil, 4 mai 1761.

Mais déjà, semble-t-il, le bourg avait perdu de son importance, lorsque le 12 juillet 1759, François Henrys fut pourvu de la cure, qu'il occupa le 14 du même mois, en remplacement de François Estivant décédé le 12 avril.

Esprit observateur et sagace, François Henrys estima de son devoir de livrer à la postérité quelques notes sur les événements agricoles et économiques de chaque année ; et, sans se lasser, il poursuivit sa tâche jusqu'aux journées de 89. Il mourut le 19 nivôse an IX.

Le premier document caractéristique sorti de sa plume date de l'an 1767 (1).

« L'année mil sept cent soixante sept fut une année si mauvaise que j'ai cru en devoir laisser une note à la postérité. La fin de l'automne de l'année mil sept cent soixante six ayant été extrêmement sèche rendit l'eau si rare dans les rivières, dans toute la Lorraine, qu'au commencement de l'année mil sept cent soixante sept on ne savoit où aller pour moudre ; les grandes et continuelles gelées qu'il fit pendant le mois de janvier augmentèrent encore le mal jusqu'au point que tout le monde manquât de farine, et on fut fort embarrassé jusqu'aux premiers jours de février, où le dégel et la fonte des neiges ramena de l'eau et tira d'un grand embarras. Ce mal fut accompagné d'un autre, qui eut d'autres suites : le froid fut si violent le douze de janvier et quelques jours ensuite, quoique ce fut le vent du midi qui donnât, que les vignes furent gelées presque dans tout le pays dans les fonds, de même que les noyers ; et, sans la grande abondance de neige qui couvrait la terre, les bleds eussent été perdus aussi ; mais heureusement la neige les sauva. Le printemps ne ramena pas un tems plus favorable, et quoique Pâque fut le dix neuf d'avril, il fit un froid et des gelées si considérables pendant la Semaine Sainte, et surtout le vendredi et le samedi saints, que les boutons des vignes, que la neige avait garantis au mois de janvier de la gelée, furent gelées pendant ces jours ; les fêtes de Pâque furent aussi tristes et aussi froides que les fêtes de Noël le sont ordinairement ; il y tomba de la neige comme en hiver et de mémoire d'homme on ne se souvenoit d'avoir vu un tems pascal aussi mauvais ; le mois de mai ne ramena pas la chaleur, et la nuit du cinq au six de mai il neigea encore comme en hiver, et, le lendemain, il y avoit après les toits des glaçons d'un pied ; le reste

(1) *Id.*, 1767, fin.

de l'été se passa en pluies froides. S'il faisoit un jour de beau tems, ce qui étoit très rare, il étoit suivi d'une nuée qui dérangeoit le tems pendant bien des jours, en sorte qu'on vit à peine vingt jours de beau pendant tout l'été. Ce fait est vrai ; il y eut une fenaison la plus mauvaise du monde ; la prairie fut inondée et le foin fut tellement terré qu'on ne put en faire que du fumier dans plusieurs villages ; à Brainville il fut un peu meilleur, parce que l'eau avoit déposé plus haut ses boues, et le foin ne fut pas terré, mais ce fut au reste peu de chose ; il fut mis dedans sans être assés sec, et on peut juger par là ce que c'étoit. Au commencement du mois d'aoust il y eut environ huit jours de baux tems et très chaud, et c'étoit la première chaleur de l'année ; les jours de chauds firent mûrir les bleds, mais ils causèrent, le treize du même mois, une nuée qui commença vers onse heures du matin, dura jusque vers deux heures et demie après midi, et qui donna une gelée qui saccagea entièrement les finages et les vignes de Malincourt, qui saccagea une partie des finages de Brainville, Hacourt, Levécourt, Maisoncelle, Graffigni, le Bourg Sainte Marie ; les bleds étoient dans la côte de Noullon à Brainville ; la grêle qui vint de dessus la côte de Ste Anne tomba pendant cinq minutes, et fit perdre environ huit cents bichets de bled qui restèrent dans les champs ; les menus grains qui étoient dans la côte de Ste Anne furent presque entièrement perdus, et près des deux tiers de ce qu'on auroit recueillis resta à la campagne ; depuis longtemps on n'avoit vu à Brainville les bleds si beaux, si nets ; on avoit commencé quelques jours auparavant la moisson, on la comptait faire bien bonne et bien abondante ; mais Dieu en disposa autrement. Dans le Bassigni où on ne fut pas grêlé les bleds étoient pleins de l'aue occasionés par les pluies continuelles de l'été, et on y recueillit très peu de chose, encore avec bien de la dépense, car la moisson ayant été ouverte en même tems partout, chose qu'on n'avoit jamais vu, on ne pouvoit trouver des moissonneuses, encore en les payant bien cher ; les vignes étoient d'ailleurs dans un pitoyable état, quelques grains échappés à la gelée et qui avoient coulés en partie et ne murirent que vers la Toussaint, car on [ne] coupa le très peu qu'il y avoit à couper que quelques jours avant cette fête ; mais à Brainville il ni en eut pas un grain bon à manger ; le peu de grains qui étoit dans les vignes étoient noirs en apparence, mais si fiers (*ferus*), si aigres qu'on ne pouvait en manger ; on fit si peu de vin à Brainville que jamais on ne se souvenoit d'en avoir moins fait, mais si mauvais et d'une couleur si singulière que ce ne sera que de la piquette ; ailleurs, on n'en a pas fait davantage, et c'est trop peu de chose. Aussi le vin est d'une vente et d'une cherté extraordinaire ; le vin nouveau se vend deux louis dor la pièce de cinq mesures, et le vieux

*cent livres la pièce ; le bled est fort cher ; il se vend, au mois de janvier. le gros écu le bichet ; les arbres fruitiers qui avoient très bien commencé de fleurir au printemps n'ont point donné de fruits, parce que les fleurs ont été gelées presque dans tout le pays, et jamais on ne vit une année aussi dure pour ce pays à tous égards. Dieu veuille que l'année mil sept cent soixante huit que nous commençons nous dédommage et nous ramène un tems plus heureux ; cette note a été faite par le curé actuel de Brainville au mois de janvier 1768. »*

Le souhait du bon prêtre brainvillois fut exaucé, en partie ; si les eaux commirent encore des dégâts, elles n'empêchèrent pas la récolte du blé, aliment primordial et nécessaire :

« L'année mil sept cent soixante huit a commencé par un froid violent, et si exclusif que s'il ni eut pas eu une bonne quantité et une grande épaisseur de neige, tous les bleds et les vignes et les arbres eussent été dans le cas d'être gelés ; le froid heureusement dura peu, et le jour des Rois, ou sixième de janvier, le froid devint moins aigu, l'air insensiblement se réchauffa, la neige et les glaces se fondirent imperceptiblement, et le reste de l'hiver ne fut plus qu'humide ; le printemps a suivis, assés humide, l'été fort pluvieux, mais heureusement il s'est trouvé assés de baux jours, quoique coupés, pour mettre les grains dedans ; la fenaison a été perdue dans bien des villages du Bassigni par les eaux, et le foin a été très peu de chose, mais les bleds ont été très bons et en assés grande abondance ; les menus grains ont été de même ; les vignes, dont on a douté jusqu'à la veille de la vendange, ont trompés tout le monde ; heureusement le raisin a mûri autant qu'il a été possible, après six semaines de pluies continuées au mois de septembre et d'octobre à la réserve simplement de huit jours, sur la fin de septembre, et, au commencement de septembre (*sic*) ; on a vendangé sur la fin du mois d'octobre ; le vin fut trouvé passablement bon et en assez grande quantité ; on sent bien qu'il n'a pas dû être fort, ni beaucoup spiritueux, mais du moins il a fait son tems ; il y a eu des fruits, cerises, prunes, et pommes en très grande abondance, il y a eu moins de poires ; les fruits, contre toute apparence, se sont très bien conservés ; les pluies continuel depuis le mois de septembre, octobre, novembre, et decembre *ont occasionnés une affreuse semaille des bleds ; plusieurs villages n'ont pu semer qu'une partie de leur finage, encore par des temps affreux.* On ne sait comment cela fera pour l'année prochaine. Dieu veuille, par sa

providence infinie, pourvoir à la disette, qui semble menacer l'année prochaine. Laquelle note a été faite par le curé de Brainville le dernier jour de janvier 1769. »

\* \* \*

L'année 1770 devait porter la souffrance à son comble. Il suffit de lire le vénérable abbé pour s'en convaincre. Tout commentaire serait inutile :

« L'année mil sept cent soixante et dix a été une année si remplie de misères que j'ai crû ne pouvoir me dispenser d'en faire une note afin que la postérité soit instruite que dans tous les tems, *et plus peut être en celui ci*, qu'en tous autres, il y a eu des maux *inexpriables* sur la terre. La récolte des grains et des vins avoit été assés médiocre en mil sept cent soixante neuf ; surtout le vin avoit [donné] très peu de chose et en très petite quantité, y ayant eu des gelées et même de la neige dès le quatre d'octobre de laditte année mil sept cent soixante neuf. On remédia au défaut de vin par quantité de cidre et de *pique* que l'on fit ayant eu beaucoup de fruit desquelles on fit ces boissons ; le mal de ce coté parut remédié en quelque façon, et moins insupportable ; le grain, bleds et autres, tels qu'orge, orgié et avoines, quoique très chers, paraissoit ne devoir pas manquer. Le peuple passa jusqu'au mois de mars de mil sept cent soixante et dix trouvant du grain de toute espèce pour de l'argent ; mais le printemps, qui fut plus en hiver qu'en printemps montra une neige affreuse ; le mois de mars fut très froid, et Pâque, qui étoit le quinze avril, ne ramena pas des jours plus baux ; la neige, la gelée, les frimats continuèrent jusque vers la moitié du mois de mai ; on s'aperçut alors que les bleds semées l'automne précédente par un fort mauvais tems avoient été réduits par printemps dans l'état le plus mauvais, et il s'en manqua bien qu'on eut l'espérance d'une récolte un peu abondante. Le mois de juin, par les pluies froides et continuelles, qui tombèrent, abbatirent, ce semble, les dernières espérances ; à la St Jean Baptiste on ne put pas trouver un seul grain de raisin en fleur même sur les ceps les plus précoces ; tout le reste étoit retardé par proportion — les mêmes grains, les chanvres et même les légumes dans les jardins qui paroisoient assés bien levés furent arrêtés pendant le mois de et celui de juilliet par des pluies froides, qui sembloient ôter à la terre toute sa fécondité et ce ne fut que depuis la nuit du vingt cinq au vingt six de juilliet où les rivières, entre autre la Meuse, Mouson, la Moselle et toutes les autres du pays furent débordées tellement que je ne me souviens pas d'avoir vu la Meuse si étendue hors de ses bords.

On peut juger quel tort firent ces inondations ; quelques jours de baux tems qui précéderent cet espèce de déluge avoient invités à faucher partout ; heureusement pour Brainville, les habitans avoient faits une telle diligence que leur foin fut mis dedans à propos avant le débordement. Mais dans le Bassigni et presque partout ailleurs les foins étoient dans la prairie et ils furent emmenées. *On ne peut évaluer cette perte pour quantités de villages.* Enfin, depuis le vingt six juillet, les jours étant devenus et plus beaux et plus chauds, les grains ont enfin muris, après bien de la patience, et on a commencé la moisson après le quinze d'aoust ; la récolte a été extrêmement médiocre, et très peu de chose partout. La vendange, faite vers la Toussaint, a donné très peu de vin, qui paroît ne devoir pas être mauvais, car on a eu l'automne la plus favorable et la plus heureuse pour faire murir les raisins autant que faire s'est pu attendre le retard de l'année ; il y a eu de plus des semailles les plus belles et les plus favorables, et si la fin de l'hiver est aussi heureuse que son commencement, il y a lieu de peser une abondante récolte, car jusqu'au premier janvier de l'année mil sept cent soixante et onze les bleds sont partout de toute bauté. J'ai dix cy devant que le printemps de mil sept cent soixante et dix montra une misère affreuse et si affreuse que de mémoire d'hommes on a rien vu de pareil dans ce pays ; *car tout à coup on s'est trouvé dans le pays sans grain et sans pain.* Dès le mois de mai, deux gros cens étoient le prix d'un chétif bichet de blé, mesure de La Mothe, le bichet d'orge huit, neuf et dix livres, l'avoine cinq livres ; encore l'argent à la main, presque personne n'en trouvoit ; enfin, après bien du mal, Monsieur l'Intendant de Lorraine fit passer du blé, pour cuire du pain à Bourmont. Chaque jour on voyoit accourir de toute part des troupes de gens qui s'arrachoint le pain au sortir du four ; la livre de pain se donnoit pour trois sols de Lorraine ; ce pain se distriboit sur la place par Messieurs les Officiers de police ; la multitude des gens affamés étoit si grande que pendant près de trois mois les boulangers ne pouvant fournir à cuire du pain, les messieurs et dames de Bourmont faisoient faire du pain et cuire chès eux quelquefois trois et quatre fois par jour ; encore cela suffisoit à peine, et moi-même j'ai vu plus d'une fois des Messieurs de Bourmont être obligés de donner de leur pain à des gens venus de loin, qui attendoient depuis le matin jusqu'au soir sans avoir pu avoir du pain, que les plus forts s'étoient arrachés, pour ainsi dire : je ne puis raconter l'excès de la misère, et si quelqu'un, dans la suite des tems, est curieux de voir jusqu'où a été la disette, il n'a qu'à voir les registres de l'hôtel de ville de Bourmont. Sans les précautions qu'ont pris Messieurs les Officiers de cet hôtel de ville, la famine auroit fait périr une grande partie des habi-

tans de ce pays. Depuis la moisson, le peuple a vécu sans être obligés de recourir à Bourmont pour y avoir du pain ; Monsieur l'Intendant ayant fait cesser de cuire pour conserver le blé pour pourvoir à la misère, qui va recommencer, si Dieu ni pourvoit, car j'écris ces choses au commencement de janvier mil sept cent soixante et onze ; le blé s'est toujours vendu jusqu'au jourd'hui depuis treize livres dix sols jusqu'à quatorze livres et même plus cher ; l'orge dix) et onze livres le bichet, mesure de la Mothe, et l'avoine un petit é(cu) et même plus cher le bichet même mesure ; encore on a mille peine d'en trouver ; pour le vin il s'est vendu communement seize livres la mesure vin de la dernière récolte ; il s'en est vendu qui a été amené dallieurs à dix livres, mais il s'est trouvé si mauvais qu'on a été forcé de le laisser, et celuy qui s'est vendu à Brainville l'a été sur le pied de seize livres la mesure. Dieu veuille nous aivions une année plus heureuse, car, pour comble de misères, les pauvres gens ne trouvent point à travailler ; chacun se retranche ou tâche de faire son ouvrage soi-même ; on peut juger par ce petit tableau quelle a été l'année mil sept cent soixante et dix ; l'année mil sept cent [soixante] neuf ne fut pas à beaucoup près si malheureuse, car aujourd'hui tout est d'une cherté la plus grande et il ne reste de ressource que dans la Providence de Dieu. Ce que j'ai à ajouter c'est qu'on a point vu, malgré la grande misère, de maladie. »

Cette année 1770 fut, par excellence, une année de famine. Les produits de consommation courante atteignirent un taux tel que le 24 avril les officiers municipaux de Bourmont réglemентаient ainsi le prix des denrées :

« Une livre de bon bœuf gras, bon veau et bon mouton de pâture, 6 sous 6 deniers la livre à la grande boucherie ; une livre de vache grasse, veau et mouton à la petite boucherie, 5 sous ; une livre de pain blanc bien passé, cuit et conditionné, 3 sous ; une livre de pain bis blanc loyallement bien façonné et conditionné, 2 sous 1/2 ; la pinte de vin de la dernière récolte, à la mesure de Bourmont, 10 sous ; la pinte de vin vieux, 15 sous (1) ».

Le mois de mai ne fut pas plus heureux. Le procureur-syndic recevait « des plaintes de tous côtés de la disette des grains, dont la rareté est plus grande encore que la

(1) Registre D. 9 (inv. 132), fol. 47. Archives de Bourmont.



chéretée, portée jusqu'à dix livres le bichet, mesure de cette ville (Bourmont), que même on ne peut en trouver l'argent à la main » et « les cris du peuple étant aussy pressants que dans les terres de famine » la commission municipale adressait un appel désespéré à l'Intendant (1).

Il ne reste aux habitants de Bourmont et environs que le dépôt de Simon Jacques, marchand boucher et aubergiste. La souffrance atteint son paroxysme ; on projette d'enlever nuitamment le dépôt. Les officiers royaux s'y opposent avec énergie, « attendu que cet enlèvement est capable de jeter la désolation (2) ».

Mieux, ils proposent d'acheter tout le blé au prix de 10 livres le bichet, chiffre énorme pour l'époque. Le propriétaire des grains, un certain Floriot de La Marche exige 11 livres, 12 sous, 6 deniers. Les spéculations honteuses furent de tous les temps !

La misère ne fait que s'accroître. Le 7 juillet, écrit le greffier du bailliage, « le peuple de Bourmont et des environs demandent du pain pour vivre. La plus part jeunent depuis plusieurs jours avec leurs enfants et leurs familles ; *« ayans vécu depuis longtemps avec de l'orge, de l'orgie, des foins, et même de l'avoine, ils n'en trouvent absolument plus,* ce qui leur fait jeter des cris dignes de compassion et fait craindre les plus tristes effets du désespoir (3) ».

Enfin, les officiers municipaux réussissent à se procurer du froment ; mais à quel taux ? Le prix du bichet est taxé à 15 livres (4), le 11 juillet.

Avec août on pouvait espérer des jours meilleurs. Nouvelle calamité : « une multitude inoubrable de pigeons couvrent toutes les campagnes et dévorent les semailles et les récoltes (5). »

(1) Registre D. 9, fol. 48.

(2) Registre D. 9, fol. 48.

(3) Registre D. 9, fol. 53.

(4) Registre D. 9, fol. 55.

(5) Registre D. 10 (133 inv.), fol. 10.

L'activité de l'Intendant de Lorraine et Barrois, Antoine de Chaumont de la Galaizière, les mesures de rigueur édictées par la cour souveraine de Nancy (1) sauvèrent le bailliage de la famine.

Pourtant, au 15 décembre, les denrées étaient encore cotées à un tarif très élevé : « bœuf gras, 6 sous la livre ; mouton, 5 sous 6 deniers ; porc frais et os, 7 sous ; porc sans os, 9 sous ; pain blanc, 4 sous ; pain bis, 3 sous 1/2 ; pot de vin vieux, 30 sous ; pot de vin nouveau, 20 sous (2) ».

Les doléances du curé de Brainville, corroborées par les procès-verbaux du bailliage et de la municipalité de Bourmont, fournissent un irrécusable témoignage de la désorganisation économique du Bassigny lorrain en 1770.

Les années qui suivirent, sans être brillantes, furent, cependant, moins piteuses.

Les privations répétées eurent, d'ailleurs, un résultat sur les populations qu'on pouvait prévoir. Les corps, anémiés, les organismes ruinés ne purent résister à une épidémie, qui éclata en 1779, et fit de nombreuses victimes.

L'an mil sept cent septante neuf il y a eu une maladie épidémique a Brainville, trop considérable pour ne pas être annotée sur ce registre. Voici d'où il paroît qu'elle vint : deux filles de Brainville, étant allé a Doncourt pour soulager pendant sa maladie un de leur proche parent, revinrent à Brainville dans l'octave de la Toussaint ; elles tombèrent aussitôt malades tres dangereusement ; et bientôt elles communiquèrent la maladie à grand nombre de ceux qui les assistoient ; une surtout la communiqua à tous ses frères et sœurs, et à sa mère, qui étoit veuve quelque personne voisines étant allées pour secourir cette maison, où la mère et tous les enfants étoient à l'extrémité furent attaquées, et réduits à l'extrémité. Enfin, sous peu de tems, le mal se répandit dans le village ; on n'osoit fréquenter les maisons où il y avoit des malades, à qui on ne savoit d'abord quels secours donner ; ils étoient d'abord attaquées d'un mal de tête ; en suite survenoit un transport étonnant avec une fièvre singulière, un poulx, enfonciés quelquefois, élevés dautrefois, le peu de vin qu'ils prenoient les jettoient dans un état à les mourir, et ceux qui sont morts ne l'ont été que pour avoir bu du vin

(1) Registre D. 10, fol. 22 à 25.

(2) Registre D. 10, fol. 31.

dans le transport et ne sachant ce qu'ils faisoient ; car le médecin stipendié de Bourmont, et le chirurgien au resort du même lieu, ceux qu'avoient sculagées des malades, sont morts dès le commencement où le mal se fit sentir ; les autres chirurgiens de Bourmont ont été malades dans une circonstance aussi malheureuse. On a fait venir un frère de charité de Nanci, qui a si bien soulagé les malades qu'il en est mort peu dans la paroisse de Brainville. Moi, curé, qui écris ceci, je suis tombé malade le six décembre de la dite année, j'ai été à l'extrémité et à l'agonie ; enfin, une crise et des remèdes données à propos m'ont redonnées la vie ; j'ai été malade tout l'hiver et je n'ai commencée à dire la messe que le 14 avril 1780. Les deux tiers de la paroisse ont été malades, et la plupart administrés ; le mal a duré jusqu'au mois d'avril, et comme pour tous on connoissoit le remède, on étoit plus effrayé et on guérissoit tous ceux qui étoient attaqués. On les faisoit vomir, par un vomitif le plus doux ; ensuite beaucoup de tisane et des lavemens avec de la case ; point de vin et aucun remède échauffant ; plusieurs ont été guéris par le moyen des mouches cantérides appliquées sur les jambes (1).

Les brouillards, les commotions sismiques, les froids excessifs prolongèrent les maux jusqu'en 1789, dont l'hiver devait être marqué d'une pierre noire pour le paysan, réduit à manger son avoine, par disette de blé :

L'hiver entre mil sept cent quatre-vingt-huit et mil sept cent quatre vingt neuf a été un hiver si misérable et si dur que j'ai crû en devoir laisser une note pour servir à la postérité qui connotra quel deluge de maux cet hiver nous a amené ; le froid le plus violent s'est fait sentir depuis la fin du mois de novembre avec la neige qui couvroit déjà la terre, dans le même mois et le même tems ; le mois de décembre a continué de même, en sorte que dès le quatre de décembre il se trouvoit presque partout dans ce pays un pied de neige communément, et dans quantité d'endroits il y en avoit, surtout dans les chemins et à côté des maisons et des murailles des jardins plus de cinq à six pieds d'hauteur, amoncelés par un vent du nord ou de grande bise, qui a soufflé près de six semaines, ce qui causoit un froid très rigoureux ; la fin de l'été avoit été fort sèche, de même que l'automne ; le peu d'eau qui étoit soit dans la rivière [la Meuse] soit dans les ruisseaux, étoit tellement gelée qu'il étoit impossible de moudre ; on a été forcé de faire des espèces de moulin que l'on faisoit tourner par des chevaux : il y en avoit un à Hacourt, un à Malaincourt, un à Grafigni, et,

(1) Actes de l'état civil de Brainville, 1780.

malgré ces sortes de moulains, tout le monde souffroit, parce que cela ne suffisoit pas, et ne faisoit que concasser le blé ; il falloit s'exposer à mourir de froid dans la neige, et au milieu des tourbillons du vent du nord, pour faire moudre, et pour se procurer du grain ; quelque personne n'avoit ses provisions de farine parceque l'été avoit été trop sec de même que l'automne ; enfin la plus affreuse misère a duré six semaines, où pour se procurer de quoi faire du pain on risquoit sa vie en se faisant geler, car depuis la fin de novembre il a fait un froid violent. Malheureusement le jour de Noël vers neuf heures du soir un vent du midi s'étant élevé dès les trois heures après midi, le dégel avoit commencé ; il pleuvoit à neuf heures du soir, où il paroît voir la fin de la misère ; mais vers dix heures du soir le vent du nord s'étant mis sur pieds, il a gelé de façon à faire périr les noyers, grand nombre de pommiers, de pruniers, et heureusement que la grande quantité de neige qui étoit tombée couvroit blé et les vignes car tout auroit été perdu ; enfin, vers la fin de janvier le tems s'étant adouci le dégel est venu, il sembloit qu'on sortoit d'un autre monde ; on a commencé à moudre dans les moulins et on a été un peu soulagé, mais le froid n'a pas été fini pour cela, ni la neige, car il y en a eu à Brainville dans le chemin qui va à Bourmont, le long du mur du cimetière, et entre les chenevières, depuis le mois de novembre presque dans le mois d'avril suivant ; ce qui a fait de l'année 1789 une année malheureuse : peu de récolte de blé, peu de menu-grains, presque point de vin, et très mauvais ; heureusement il y a eu beaucoup de glands, ce qui a mis le peuple dans le cas d'engraisser les pores et les bœufs avec ce fruit, et l'orge et l'avoine ont servi à nourrir le peuple depuis la fin de 1789 jusqu'à la moisson de 1790 ; encore n'avait-on pas du pain à demi. Dieu veuille bien nous préserver d'une pareille année ; que de maux, que de misères nous avons eu et nous voyons ! Dieu daigne y mettre fin ! *Ceux qui liront l'histoire de l'époque où nous sommes connoîtront la source de tant de maux dans l'état de dépravation où se trouva la France et que les historiens, s'ils sont exacts, ne manqueront pas d'annoncer* (1).

C'est sur ce dernier extrait et sur cette phrase caractéristique que nous clorons ces notes. Elles n'appellent point de conclusion écrite, mais le lecteur ne manquera pas d'en tirer une morale et un enseignement.

AUGUSTE PAWLOWSKI,  
Ancien élève de l'École des Chartes.

(1) Actes de l'État civil de Brainville, 1790.

JEAN-FRANÇOIS DE LA LANCE.

Jean-François de la Lance, qui a épousé le 15 mai 1786 une des filles de François-Joseph Regnault de Raulecourt (1), appartenait bien à la famille de la Lance, originaire de l'Anjou et plus anciennement du Limousin, établie en Lorraine au xv<sup>e</sup> siècle, et qui porte d'azur à trois annelets d'argent posés deux et un. Mais les prénoms de sa femme étaient *Marie Victoire Antoinette*, et non *Anne Charlotte*.

Mon cousin, le général Mennessier de la Lance, autorisé par décret du 12 août 1857 à ajouter à son nom patronymique celui de : *de la Lance*, m'écrivit en effet ceci :

« Jean-François de la Lance était le frère aîné de mon grand-père maternel. Il était, avant la Révolution, officier au régiment d'Auxonne-artillerie ; il fit toutes les campagnes de l'armée de Condé, et obtint sous la Restauration le brevet de lieutenant-colonel. Il était chevalier de Saint-Louis depuis 1796.

« Il épousa le 15 mai 1786, Marie-Victoire-Antoinette Regnault de Raulecourt, que l'article du *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine* marie à Philippe-Jean de Marien. Je suis certain de l'exactitude des prénoms. Il y a donc là une erreur. Mon grand-oncle mourut en 1836 à Nancy, où il habitait 107, faubourg Saint-Pierre. Sa femme y mourut l'année suivante.

« Ils avaient eu une fille, Marie-Claire-Élisabeth de la Lance, née en 1789, qui épousa en 1808 Henri-Louis-Nicolas du Mesnil de Fiennes et qui mourut en 1813. »

ROBINET DE CLÉRY.

(1) V. le dernier n° du *Bulletin*, p. 188.

---

RECHERCHES GÉNÉALOGIQUES SUR LA FAMILLE DE RAMBERVILLER  
(suite).

Le premier article que j'ai publié, au mois d'avril dernier (p. 75-85), sur la famille de Ramberviller, m'a valu, de la part de plusieurs obligeants confrères, l'envoi d'un assez grand nombre de renseignements intéressants ; ils m'obligent à revenir sur la période dont je m'étais occupé et qui allait du <sup>x</sup><sup>i</sup> à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. J'ai moi-même retrouvé sur cette époque quelques textes nouveaux.

Il m'est particulièrement agréable d'exprimer ma gratitude à notre confrère M. l'abbé M.-C. Idoux, professeur au petit séminaire de Châtel-sur-Moselle : il m'a adressé une série de renseignements tout à fait nouveaux sur des personnages du nom de Ramberviller qui possédaient des terres, notamment des voueries, au ban d'Étival. M. Idoux a découvert de précieuses analyses de documents dans un Inventaire des archives abbatiales d'Étival, fait au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle et « attribué à dom Ligier » ; l'original existe à Saint-Dié, dans la bibliothèque de la Société philomatique vosgienne (1). J'indiquerai cette source par les initiales I. E. (Inventaire d'Étival).

4. ERARD. — Je l'ai cité d'après un acte de 1224. Le suivant antérieur d'environ deux ans, m'est indiqué par M. Idoux :

« En 1222, il y a procès entre l'abbaye d'Étival et *Evrard de Ramberviller*, écuyer, sur de certains hommes appelés Traroux. Ledit Evrard cède toutes ses prétentions. Fait à Deneuvre, les ides d'avril dite année. » (I. E., article *Étival*, lay. 1.)

5 bis. JACQUES. — Dans l'histoire de l'abbaye de Senones, œuvre posthume de Dom Calmet, on lit que l'abbé

(1) M. Idoux a soin de me dire que la copie qu'il possède a été faite par lui sur un exemplaire appartenant à M. l'abbé Gilbert, curé de Gérardmer, lequel l'a lui-même copié sur l'exemplaire que feu M. Paul Cabasse, de Raon-l'Étape, avait transcrite d'après le manuscrit original.

« ascensa en 1298 une partie de la place du moulin de Ramberviller et le cours d'eau à un nommé *Jacques de Ramberviller*... (1) » Il est peu probable que ce personnage, d'apparence modeste, appartint à la famille féodale de Ramberviller ; je le cite pour mémoire.

6. JEAN I<sup>er</sup>. — Je l'ai mentionné, ce personnage, d'après un acte de 1314. C'est probablement le même que M. Idoux a rencontré dans les deux pièces suivantes :

« En 1293, *Jean écuyer de Ramberviller* donne à l'église d'Étival tout ce qu'il a au ban d'Étival et particulièrement au village de la Vacherie (2) en hommes, femmes, tailles, etc. Le vendredi après la division des apôtres. » (I. E., article *La Vacherie*. — La Division des apôtres : 13 juillet.)

« En 1293, *Jean écuyer de Ramberviller* déclare que, comme héritier de sa femme, Odile, dame de la Bourgonce en partie, il a repris d'Étival tout ce qui appartenait à ladite Odile sa femme, en hommes, en femmes, tailles et toutes autres choses. (I. E., article *La Bourgonce*.)

M Idoux ajoute : « Jean de Ramberviller devait être mort en 1304, car en cette année, le 10 juin, Odile de la Bourgonce agit seule envers Étival ; et, le 13 juin, elle agit avec l'écuyer *Mittepend* pour faire ses reprises de l'abbé « par la main et la bouche ».

7 bis. HENRI. — Personnage nouveau, sur lequel M. Idoux fournit plusieurs actes :

« En 1293 (3), Gérard, prévôt de Saint-Dié, témoigne comme *Henry de Ramberviller*, écuyer, était obligé de tenir

(1) Dom Calmet, *Histoire de l'abbaye de Senones*, publiée par M. Dinago, Saint-Dié, 1877-1881, p. 462.

(2) « La Vacherie, hameau actuel de Saint-Michel, ban d'Étival. » (Note de M. Idoux.)

(3) L'acte étant du mois de janvier, on doit croire que la date est conforme à l'ancien style ; car à cette époque, en Lorraine, l'usage était, ce semble, de commencer l'année à l'Incarnation, c'est-à-dire le 25 mars. Je fais cette remarque une fois pour toutes, en ce qui concerne les analyses communiquées par M. Idoux.

ce qu'il avait à la Bourgonce, ban d'Étival, en hommes, en hommage de l'abbé d'Étival. Au mois de janvier. (I. E., article *La Bourgonce*.)

« En 1293. Y ayant eu différent (*sic*) entre l'abbé Gérard et *Henrion écuyer de Rambervillers*, sur la voirie (*sic*) du ban d'Étival, que ledit Henrion ne voulait pas reprendre de l'abbé d'Étival, il fut dit, par les chevaliers et autres bonnes gens, qu'il reprendrait, devait reprendre et reprit effectivement. Au mois de novembre. » (*Idem.*)

« En 1294, *Henri, écuyer, voué de la Bourgonce*, et damoiselle Sibille, sa femme, fille de Thomas, auparavant voué de la Bourgonce, reconnut que Thomas, son beau-père, avait donné au couvent d'Étival vingt-deux soudées de terre, qu'ils assignent sur leurs biens qu'ils avaient au ban d'Étival. Au mois de mars. » (I. E., article *Étival*, lay. 1.)

« En 1299, *Henrion de la Bourgonce, écuyer* (1), et Sibille, sa femme, et cinq enfants dénommés dans l'acte, accordent un différent qui pouvait naitre entre eux et l'abbé d'Étival pour un vendage que l'abbé d'Étival et les religieux prétendait (*sic*) leur avoir [été] fait par Ginas de Bruyères ; pour ce, confirment les donations par eux faites ci-devant et par Saffrois de Bruyères. Fait au mois de mai. » (I. E., article *La Bourgonce*.)

« En 1301, *Henrion de Saint-Maurice, écuyer*, voué de la Bourgonce, et damoiselle Sibille sa femme, Jean écuyer filiaître (*sic*) dudit Henrion, reconnaissent qu'ils ne peuvent avoir que quatre manants à la Bourgonce, lesquels manants ne peuvent changer de leurs lieux, et comme Jean, l'un des quatre, eût changé par la grâce que l'abbé d'Étival lui fit, ils donnent leurs lettres, agréent et ratifient tout ce qui s'est fait. Le 2<sup>e</sup> samedi avant la fête de S. Michel. » (I. E., article *La Bourgonce*. — S. Michel : 29 septembre.)

(1) C'est sans doute le même que, ci-dessus, *Henrion de Ramberviller*, et que, ci-dessous, *Henrion de Saint-Maurice*. » (Note de M. Idoux.)



« En 1302, *Henrion de la Bourgonce* et damoiselle Sibille, sa femme, fille de feu Collart de Bruyères, donnent à l'abbé et au couvent d'Etival tout ce qu'ils pouvaient avoir de la part de la ditte Sibille dans tout le ban d'Etival et particulièrement à la Bourgonce et à la Vacherie, qu'ils tenaient déjà en fief et hommage desdits abbé et couvent, à charge de faire leur anniversaire après leur décès. Au mois de mai. » (I. E., article *La Bourgonce*.)

De ces actes, et d'autres qui seront cités plus loin d'après la même source, M. Idoux conclut que Henri de Ramberviller, Henrion de Saint-Maurice, Henrion voué de la Bourgonce, ne sont qu'un seul personnage, ayant épousé 1<sup>o</sup> Sibille de la Bourgonce et 2<sup>o</sup> Sibille de Bruyères.

« Sibille de la Bourgonce était sœur d'Odile (1), de Jean, de Vastroz (*alias* Vastron), de Ginas, enfin de Marguerite, épouse d'Albérique de Rozière, qui tous étaient enfants de Thomas, écuyer (*alias* chevalier), voué de la Bourgonce.

« Sibille de Bruyère était fille de Collard de Bruyères et sœur de Ginas de Bruyères, ainsi que de Saffrois de Bruyères: elle était tante de Catherine femme de Jean d'Elye, seigneur en partie, par sa femme, de la Bourgonce. Cela résulte d'un certain nombre d'actes analysés par dom Ligier dans son Inventaire d'Etival. »

De là encore, ajoute M. Idoux, « il semble que la famille de Ramberviller et la famille de Bruyères eurent leurs droits sur la Bourgonce par des alliances avec la famille de la Bourgonce. Cette dernière famille et celle de Couxey se partageaient la part de la seigneurie du ban d'Etival qui n'appartenait pas à l'abbaye. Mais, à travers le xiv<sup>e</sup> siècle, le monastère acquit successivement, par achats ou donations, les parts de ses comparsonniers. »

7 *ter*. SAFFROY. — Encore un personnage révélé par M. Idoux :

(1) « Et probablement de Catherine, femme en premières noccs de Saffrois de Ramberviller », dont il sera parlé ensuite.

« En 1294, *Saffroy écuyer de Ramberviller* et Catherine, sa femme, donnent à l'abbaye d'Etival tout ce qu'ils avaient à la Vacherie, au ban d'Etival, dessous Bellemont (1), en hommes, femmes, rentes, prés, terres et seigneuries. Au mois d'octobre. » (I. E., article *La Vacherie*.)

« En 1302, Voirion dit Domont, écuyer, et damoiselle Catherine, sa femme, qui avait épousé en premières noccs *Saffroy de Ramberviller*, vendent à l'abbé et au couvent d'Etival tout ce qu'ils pouvaient avoir et avaient actuellement à la Bourgonce au ban d'Etival et à ses appartenances, à raison du douaire de ladite Catherine, qu'ils (2) tenaient déjà en foi et hommage desdit abbé et couvent. Au mois de novembre, dite année. » (I. E., article *La Bourgonce* ; voir *infra*, titre de 1316.)

« En 1305, Sibille, fille de Collart, écuyer (3), donne à l'abbé et au couvent d'Etival tout ce qu'elle possédait à la Bourgonce et dans tout le ban d'Etival, et les vignes qu'elle avait en Allemagne (4). Le jour de l'Ascension. » (I. E., article *La Bourgonce*.)

« En 1316, Henrion Doumont, écuyer, et Catherine, sa femme (5), prétendaient que la vente qu'ils avaient faite des biens qu'ils avaient à la Bourgonce et à la Vacherie était nulle, ce qui causa discorde entre eux et l'abbé et couvent d'Etival, en sorte que, pour procurer la paix et concorde entre eux, des sages et honnêtes gens s'en mêlèrent, en présence desquels ledit Henrion et sa femme déclarèrent que la vente par eux faite à l'abbé et couvent d'Etival avait été sincère, de bonne foi et sans fraude aucune, et que les biens que lesdits abbé et couvent possé-

(1) « Belmont est le monticule au sommet duquel est bâtie l'église de Saint-Michel. »

(2) C'est-à-dire : toutes choses qu'ils...

(3) « Cf. cet acte avec ceux de 1299, 1301 et 1302. »

(4) Sans doute au Bailliage d'Allemagne, dont le chef-lieu était Vaudrevange.

(5) « Cf. le titre de 1302. »

daient en vertu de cette vente leur étaient bien acquis, et que ledit Henrion et Catherine, sa femme, ni leurs hoirs ou ayants cause ne pourraient jamais rentrer. Le mardi après fête S. Gengoul. » (I. E., article *La Bourgonce*. — S. Gengoult : 11 mai.)

7 quater. THIERRY. — C'est encore à M. Idoux que je dois la connaissance de ce membre de la famille.

« En 1346, *Thierry de Ramberviller* et Sibille, sa femme, disent que, tenant de l'église d'Etival, en foi et hommage, la moitié de l'étang du Grand Ruy, ils doivent la reprendre de la main de l'abbé et des religieux, des mains et de bouche. Le jour de Sainte-Catherine du mois de novembre de ladite année. » (I. E., article *Etival*, lay. 1.)

7 quinter. STÉVENIN. — Voici enfin le dernier personnage que signale M. Idoux :

« En 1356, *Stevenin dit Malhote de Ramberviller* et Marguerite, sa femme, vendent aux abbé et religieux d'Etival tout ce qu'ils possèdent dans ledit ban du côté de leur frère et de leur sœur, et spécialement pour le douaire de ladite Marguerite, pour raison de Vastroz, son mari défunt (1) : ledit vendange fait pour la somme de six florins de Florence de bon or, à juste prix et de juste valeur et poids. Le samedi de la Trinité. » (I. E., article *Etival*, lay. 1.)

9 (2). ALIX. — L'alliance d'Alix de Ramberviller avec Nicolle de Meltry est certaine, tandis que la seconde alliance indiquée par Husson-l'Escossois entre ces deux familles (n° 13) est inexacte. Au sujet d'Alix, notre confrère M. le commandant C<sup>te</sup> de Mitry a bien voulu m'adresser l'analyse d'une série de documents qu'il possède et qui ne laissent

(1) « De divers actes relatés dans l'Inventaire, dit M. Idoux, il résulte que Vastroz était un fils de Thomas, voué de la Bourgonce. D'ailleurs, c'est par différentes alliances avec la famille de la Bourgonce, que la famille de Ramberviller avait des droits sur le ban d'Etival. »

(2) N° 9 p. 81. — Au lieu de 9, il faudrait lire 11 : par suite de la hâte que les circonstances m'ont obligé à apporter dans la rédaction de mon premier article, j'ai répété fâcheusement les n°s 8, 9 et 10.

aucun doute. « Nicolle, me dit-il, mourut au commencement de 1407 à Metz ; après sa mort, sa femme vendit, par contrat du 25 mai 1407, les biens qu'il possédait à Villers l'Orme (1), Vany (2) et Failly (3) ; elle quitta la ville de Metz et vint se fixer dans la châtellenie de Rambervillers, dont sa famille possédait la vouerie depuis 1174 et où elle tenait de nombreux fiefs, entre autres ceux de Fauconcourt (4) et Bouzillon (5). — Alix de Rambervillers, qui est qualifiée, dans les actes, de « dame de Bouzillon », épousa en secondes noces Jean de Monclerc, gouverneur de Rambervillers, et mourut avant 1464. » De son mariage avec Nicolle de Meltry sont issus quatre enfants. L'aîné Pierre de Meltry, qui épousa vers 1433 Alix du Chastel, eut pour fils aîné Jehan III de Meltry, écuyer, seigneur de They-sous-Vaudémont (6) en partie, de Nossoncourt (7), Thia-ville (8), Fauconcourt, Bouzillon, etc., qui, le 4 juin 1464, partagea avec son frère Amé la succession de Pierre de Meltry, leur père, et celle d'Alis de Rambervillers, leur grand'mère ».

De plus, M. de Mitry a eu l'obligeance de me transcrire, à l'appui de cette alliance, les analyses suivantes de pièces qui font partie des archives de sa famille :

**1407, 25 mai.** — « Vente par Alix de Rambervillers, veuve de Nicolle de Meltry, à Burtrans Leclerc, des biens possédés par son mari à Villers l'Orme, Vany et Failly. » (Original, parchemin. — Liasse 4, n° 18).

**1409, 19 avril.** — « Acquêt par Alix de Rambervillers,

(1) Village-commune de Vany, qui suit. (*Dict. topogr. de la Moselle.*)

(2) Anc. Moselle, 2° canton de Metz.

(3) Anc. Moselle, arr. Metz, canton de Vigy.

(4) Vosges, arr. Epinal, canton de Rambervillers.

(5) Anc. cense-tief, territoire de Rambervillers.

(6) Meurthe, arr. Nancy, canton de Vézelize.

(7) Vosges, arr. Epinal, canton de Rambervillers.

(8) Meurthe, arr. Lunéville, canton de Baccarat.

veuve de Nicolle de Meltry, sur Thiebaut de Vy, d'une dette contractée envers le dernier par Burtrans Leclerc. » (Original, parchemin. — Liasse 4, n° 21.)

**1414**, 16 février. — « Exurement fait par Alix de Rambervillers, veuve de Nicolle de Meltry, à Henry Haiche, moine et aumônier de Saint-Symphorien à Metz, d'une maison sise à Runport. » (Original, parchemin. — Liasse 4, n° 26.)

**1415**, 2 avril. — « Exurement par la même à Jehan George, l'aman, d'une maison sise à la Sault-sur-Moselle. » (Original, parchemin. — Liasse 4, n° 29.)

**1435**, 16 avril. — « Vente du Grand Breuil devant Bouzillon, par Jean de Montclerc et Alix de Rambervillers, sa femme, à Conrad Bayer, évêque de Metz. » (Extrait des Archives communales de Rambervillers. — Liasse 4, n° 30 *bis*.)

**1436**, 26 juillet. — Document en latin, endommagé, concernant Jean de Montclerc et Alix de Rambervillers. (Original, parchemin. — Liasse 4, n° 31.)

**1447**, 14 avril. — « Lettres de franchises accordées par les mêmes aux habitants de Bouzillon. » (Extrait des Archives départementales des Vosges. — Liasse 4, n° 32.)

**1464**, 4 juin. — « Partage entre Jehan et Amé de Meltry, de biens provenant de la succession de Pierre de Meltry leur père, et d'Alix de Rambervillers, leur grand'mère. (Original, parchemin. — Liasse 6, n° 1.)

**1466**, 10 juin. — « Reprises par Amey de Metry à George de Bade, évêque de Metz, de ce qu'il possédait à Rambervillers, par héritage d'Alix de Rambervillers, sa grand'mère, ainsi que de sa part en les seigneuries de Nossoncourt Thiaville et La Chapelle. » (Extrait des Archives départementales de la Moselle, à Metz, G. 8. — Liasse 5, n° 13.)

**1466**, 10 juillet. — Reprises par Jehan de Metry, à Georges de Bade, évêque de Metz, de ce qu'il tenait d'Alix

de Rambervillers, sa grand'mère, en la ville de Rambervillers et dans les voueries de Nossoncourt, Thiaville et La Chapelle. » (Original, parchemin. — Liasse 6, n° 2.)

**11. AWIS.** — Sur le mariage de cette dame avec Ferry d'Einville ou de Bildstein, bâtard de Lorraine, j'ai recouru à la notice de Dom Calmet sur la Maison de Bildstein : il n'a connu cette alliance que par le nom personnel d'Awis, qu'il nomme *Hauvis*, sans doute pour *Hawis*. Il dit, en effet, de Ferry :

« M. Maujean lui fait épouser Anne de la Roche, fille d'Olri de la Roche, et de Jeanne Bayer de Boppart. Le Père Benoît lui donne pour femme Anne de Parroye, fille de Ferri de Parroye et de Catherine d'Ogeviller. Mais M. de Montigni prouve que, le pénultième Février 1435, Ferri de Bildestein vivoit encore avec sa femme Hauvis ; que le Duc (1) Geoffroi d'Autrey lui passa une obligation de cent vieux florins, pour laquelle somme il leur engage 10 florins de terre sur Vissembach (2). Il est nommé, dans cette obligation, *Noble Ferri, bâtard de Lorraine, Seigneur de Bildestein* (3). »

**12 bis.** — **HOWIN.** La liste des prévôts de Nancy donnée par Henri Lepage dans les *Archives de Nancy* (t. I, p. 88) renferme, à l'année 1445, le nom de *Howin de Rambervillers*.

**13. ALIX,** qui d'après Husson l'Escossais aurait épousé Aimé de Meltry, vivant dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle. On a vu plus haut (N° 9) que ce renseignement est inexact ; le généalogiste a sans doute confondu avec Alix de Ramberviller qui épousa Nicolle de Meltry, aïeul d'Aimé.

**14. JEAN III.** — On a vu que ce Jean, frère de Mengin II et fils de Nicolas Mengin, habitait Toul en 1492. Serait-ce le même que G. de Braux (*Bulletin*, 1869, p. 195) a indiqué

(1) Duc (*sic*). Il est probable que, dans un titre latin, on a lu *dux* au lieu de *dns*, c'est-à-dire *dominus*.

(2) Wissembach, canton et arr. de Saint-Dié, Vosges.

(3) Dom Calmet, *Hist. de Lorr.*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, Dissert, col. XLV.

ainsi : « Jehan de Ramberviller, châtelain de Baccarat, 1444-1460 » ? Cette identification paraît peu probable. Le dernier se rattacherait plutôt à Jean II, châtelain de Baccarat en 1372 (N° 8).

Dans un prochain article, je reprendrai la suite de la généalogie, à partir de l'année 1500. Là, les documents deviendront plus nombreux et plus explicites.

L. GERMAIN.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

E. DUVERNOY : *Le duc de Lorraine Mathieu I<sup>er</sup>. — Les États généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la majorité de Charles III.*

Notre confrère M. E. Duvernoy vient de publier ses thèses de docteur ès lettres. L'une de ces thèses est dédiée : « à la Société d'archéologie lorraine, qui a tant fait depuis « un demi-siècle pour la connaissance de notre histoire « locale... » C'est l'étude sur le duc Mathieu I<sup>er</sup> (1) ; le digne successeur de H. Lepage aux Archives de Meurthe-et-Moselle, a ainsi voulu marquer les services rendus par notre Société aux études historiques, qui depuis le commencement du siècle dernier ont été complètement renouvelées.

Le moyen-âge surtout, autrefois si obscur, s'éclaire d'une lumière singulièrement vive, une fois que débarrassé de ses légendes, dégagé du fatras accumulé par les faiseurs de systèmes et les faussaires, il apparaît tel qu'il a réellement existé. Combien vagues et confus, arides et dénués d'intérêt nous semblaient les deux ou trois premiers siècles de l'histoire de la Lorraine, même présentés par des auteurs honnêtes et consciencieux tels que D. Calmet et Digtot !

(1) In-8° 222 p. Paris, A. Picard, 1904.

Comment distinguer tous ces ducs des <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècles qui se confondent dans notre esprit, et que les historiens eux-mêmes ne peuvent toujours arriver à déterminer exactement, attribuant à l'aïeul ce qui appartient au petit-fils, et n'arrivant le plus souvent qu'à dresser de sèches nomenclatures !

C'est à partir du moment où les érudits se sont attachés à dresser des catalogues d'actes et à les commenter, que l'étude du moyen-âge, acquérant ainsi une base solide, est devenue réellement intéressante. Le travail de M. E. Duvernoy sur le duc Mathieu I<sup>er</sup> est précisément un exemple remarquable du parti que l'on peut tirer d'un catalogue scientifiquement dressé. Déjà, pour Mathieu II, notre regretté confrère L. de Morière avait donné l'exemple, qui sera peu à peu suivi, nous en avons l'espoir, pour tous les ducs de Lorraine jusqu'à l'époque moderne. Pareillement, grâce à M. E. Duvernoy, Mathieu I<sup>er</sup> a trouvé son historien définitif. La tâche était loin d'être facile ; malgré le long espace de temps occupé par le règne de ce prince (1139-1176), le nombre des actes émanant de lui ou dans lesquels il est intervenu est singulièrement restreint : le catalogue ne compte que 90 articles, plus 8 consacrés aux actes faux ou suspects. C'est au moyen de matériaux si peu nombreux, mais en y joignant quantité d'autres sources utilisées avec discernement, que l'auteur est parvenu à composer un tableau très vivant du règne de Mathieu I<sup>er</sup>, de sa famille, de sa politique, de son gouvernement ; un vrai modèle du genre, que nous souhaitons de voir imité pour tous les princes lorrains, jusqu'à la fin du moyen âge.

La seconde thèse de M. Duvernoy a pour sujet l'histoire des États généraux en Lorraine (1). C'est le morceau de résistance, un gros volume dans lequel des recherches

(1) *Les États généraux des duchés de Lorraine et de Bar, jusqu'à la majorité de Charles III (1539)*, in-8°, 477 p.



heureuses, des comparaisons fréquentes avec les institutions françaises, une rare élévation de vues, concourent pour donner au lecteur une idée très nette du gouvernement de notre pays pendant cette longue période qui commence à l'avènement de la maison d'Anjou et se termine à la majorité de Charles III. Les conclusions de ce livre sont tout à l'honneur de la nationalité lorraine : nos pères avaient su se donner un régime de sage liberté, assez analogue à celui de l'Angleterre, bien supérieur à coup sûr au régime français qui fut incapable d'acclimater dans le royaume des traditions libérales et ne put aboutir qu'au despotisme de la monarchie absolue. Sans doute en Lorraine les circonstances furent favorables : les princes de la maison d'Anjou, qui arrivèrent au trône ducal à la mort de Charles II, étaient des étrangers qui, pour se faire accepter et pour consolider leur pouvoir, durent ménager leur peuple et se montrer respectueux des droits et des coutumes locales. Toutefois, les événements qui survinrent pendant les règnes de René I<sup>er</sup>, de Jean II et de René II eussent pu aboutir à l'anarchie et à la dislocation de l'état lorrain, s'il ne s'était rencontré une noblesse énergique et en même temps douée d'un grand sens politique, qui sut exercer un pouvoir à peu près souverain, non seulement dans son propre intérêt, mais aussi pour le plus grand bien de la nation. C'est l'ancienne chevalerie lorraine qui joue le premier rôle dans le développement des États généraux ; le clergé et la bourgeoisie lui sont entièrement subordonnés. Il est juste enfin de reconnaître que les ducs surent se prêter, pendant cette période, à la limitation de leurs droits ; ils acceptèrent loyalement le concours de la noblesse et le contrôle des États généraux ; grâce à leur sage modération, la Lorraine a vu de ces périodes heureuses, si rares dans la vie des peuples, périodes de paix sociale et de prospérité matérielle, comme le règne du bon duc Antoine nous en donne un excellent exemple.

Après avoir étudié l'origine, très incertaine, des États généraux, les différents éléments qui les constituaient, enfin les conditions dans lesquelles les trois ordres participèrent au gouvernement du pays à partir de 1435, M. Duvernoy, dans une seconde partie, examine en détail le fonctionnement de cette grande institution sous chacun des princes qui se succédèrent en Lorraine jusqu'en 1559. Cette partie de son livre constitue ce que l'on peut appeler l'histoire parlementaire des duchés ; elle est fort instructive et contient de nombreux aperçus très originaux que l'on s'étonne, après lecture, de n'avoir encore rencontré nulle part. Enfin, la troisième partie traite de l'organisation et des attributions des États. Nous ne pouvons suivre l'auteur dans les nombreux détails, tous fort intéressants, que contient son étude. Bornons nous à remarquer qu'à l'encontre d'une opinion autrefois accréditée, les fonctions des États généraux n'étaient pas limitées aux matières financières ; sans doute le vote de l'aide a toujours été l'affaire principale, la raison essentielle de la réunion des trois ordres ; mais en dehors de cette attribution, les États exercent bien d'autres prérogatives qui leur assurent en fait un pouvoir de contrôle sur le gouvernement. Ces droits des États ne sont écrits nulle part, ils résultent simplement de la tradition ; mais, comme le fait justement remarquer l'auteur, à cette époque la tradition a autant d'importance que les textes, et l'on comprend qu'en Lorraine, même en l'absence de charte constitutive, les États aient pu prendre une aussi grande importance, vivre et s'accroître sans que personne pût être tenté de les taxer d'usurpation.

Une autre remarque que suggère ce livre, c'est que fréquemment les attributions des États sont exercées en fait par le seul ordre de la noblesse : en vertu d'une sorte de mandat tacite du clergé et de la bourgeoisie, nous voyons les membres de l'ancienne chevalerie réunis dans leurs Assises, se substituer aux États généraux et en remplir

les fonctions. Cette substitution peut expliquer comment les auteurs qui ont écrit sur les institutions de la Lorraine se sont à peu près exclusivement occupés de ces Assises de l'ancienne chevalerie, comme si les États généraux n'existaient pas. M. Duvernoy a démêlé cette confusion apparente et remis les choses au point ; grâce à lui se trouve comblée une lacune qu'avaient laissée les ouvrages de G. Meaume et de Digot, les articles de Schütz et de Noël ; c'est une page importante de notre histoire qui se trouve ainsi définitivement écrite.

CH. GUYOT.

---

---

### **A propos d'une attaque dirigée contre la Société d'Archéologie lorraine.**

Dans un volume paru récemment, notre Société a été l'objet d'insinuations malveillantes contre lesquelles il serait de notre devoir de protester si elles émanaient d'un auteur digne d'être pris au sérieux.

Néanmoins, si pareil fait se reproduisait, nous n'hésiterions pas à poursuivre devant les tribunaux toute nouvelle diffamation, quelle qu'en fût l'origine.

Qu'il nous suffise aujourd'hui de rappeler que cet auteur qui cherche à nous dénigrer, et dont le nom figurait jadis sur la liste de nos membres, a été amené à nous adresser sa démission pour avoir fait imprimer, par surprise, dans nos *Mémoires*, un « document » qui n'était que le produit d'une imagination très féconde. (*Enquête*).

*Le Bureau.*

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

**L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.**

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

NUMÉRO 11. — NOVEMBRE 1904.

---

**Procès-verbal de la Séance du lundi 8 août 1904.**

PRÉSIDENCE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Présentation.**

M. Louis Pierson de Braboïs, au château de Braboïs, est présenté, en qualité de membre titulaire, par MM. L. Quintard, le comte Jules Beaupré et Marcel Maure.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de M. l'abbé Auguste Bouillet, président de la Société de Saint-Jean.

**Ouvrages offerts à la Société.**

*Les titres d'une famille lorraine à la Bibliothèque de Reims (Famille Renauld, 1569-1826), par M. Henri Jadart; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 21 p.*

*La Salle des Hussards au Pavillon historique de la Hongrie*

à l'Exposition universelle de Paris en 1900, par M. Arpad de Györy ; Paris, Librairie centrale des Beaux-Arts, 1904, in-4° de 47 p., avec planches hors texte et fig.

#### Lectures.

M. Lefebvre donne lecture du compte-rendu de l'excursion archéologique du 30 juin 1904, à Longwy et dans la vallée de la Chiers.

M. Henri Bernard lit un travail de M. Auguste Pawlowski, intitulé : *Notes pour servir à l'histoire de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le Barrois et le Bassigny*. Ce travail est destiné au *Bulletin*.

---

### MÉMOIRES

---

#### LA FAMILLE GEOFFROY DE LA VALLÉE, A PROPOS D'UNE INSCRIPTION COMMÉMORATIVE.

Il a existé dans la noblesse lorraine des sortes de tribus, je veux dire des groupes de familles issues maternellement les unes des autres, qui portaient les mêmes armoiries, avec quelques modifications spéciales, et qui parfois reprenaient le nom de la famille souche. Le regretté R. de Souhesmes a étudié les armes des Wandelaincourt (1) que l'on sait avoir été portées par vingt-cinq familles (2). De même, les armes des La Vallée (3), et souvent aussi ce nom, ont passé dans diverses familles, les Henriet, les Gillet, la

(1) R. de Souhesmes (v. la note suivante) dit que cette famille avait pris son nom d'un petit fief correspondant à la localité appelée aujourd'hui *Vadelaincourt*, canton de Souilly (Meuse).

(2) R. de Souhesmes, *Une curiosité héraldique. Les armes des Wandelaincourt*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1894, p. 100-109.

(3) Ce nom paraît provenir de la localité que le *Dict. topogr. de la Meuse* appelle *Lavallée* et indique comme étant une ferme sur le territoire communal de Rarécourt, canton de Clermont-en-Argonne, arr. Verdun, Meuse.

famille de La Cour, etc., qui n'ont pas encore fixé suffisamment l'attention et donné lieu à des recherches vraiment sérieuses.

Un remarquable trait d'union entre ces deux groupes barrois se trouve dans une famille, ou du moins une branche de famille, qui porta les armes des Wandelaincourt et le nom de La Vallée ; ce sont les Geoffroy de La Vallée : ils formaient une branche des Geoffroy de Saint-Remy (1), qui se rattachaient aux Wandelaincourt par les Gallavaulx. R. de Souhesmes en parle ainsi d'après la Recherche de Didier Richier (1577) : « Nicolas Geoffroy dit de Saint-Remy est dit fils de Odin Geoffroy dit Gallavaulx, sans doute du nom de sa mère, dont il avait probablement relevé la noblesse, car Didier Richier ajoute : « Il porte » pour armoiries comme elles sont cy dessous painctes, » que sont les armoiries de Vaindelaincourt » et nous venons de voir que les Gallavaulx portaient ces armes. L'*Armorisme* (2), le *Hérald d'Armes* de Callot (3), le *Nobiliaire annoté* de D. Pelletier (4), et les *Principes du Blason* de Lionnois (5) font mention de Nicolas Geoffroy dit de Saint-Remy, dont parle également M. Dumont dans le *Nobiliaire de Saint-Mihiel* (6). »

Je retrouve, sur cette famille, un fragment généalogique qui m'a été envoyé, il y a bien longtemps, par notre confrère M. le curé Gillant. Voici la filiation qu'il fait connaître :

I. Oudin Geoffroy de Saint-Remy, seigneur de Saint-Remy, ép. dame Heyon Harmand (7), dont :

(1) Ce nom est si répandu, que je n'ose hasarder une hypothèse sur la localité à laquelle il pouvait se rattacher.

(2) « *Austrasie*, année 1838, p. 558. »

(3) « F° 449. » Ms. de la Bibl. municipale de Nancy.

(4) « II, p. 114. » *Idem*, ordinairement appelé le « Dom Pelletier annoté ».

(5) « P. 36. »

(6) « I, p. 37. » Peut-être serait-il prudent de faire quelques réserves, car il a pu exister des membres de la famille de Saint-Remy ayant le prénom de *Geoffroy*.

(7) Dom Pelletier, *Nobiliaire*, cite quatre familles nobles nommées

II. Nicolas Geoffroy de Saint-Remy, écuyer, seigneur de La Vallée près Rarécourt. ép. D<sup>lle</sup> Françoise Royer (1), sœur de M. Jean Royer, prêtre de Clermont (2), et fille de Nicolas Royer et de Nicole Husson (3), de Ville-sur-Cou-sance (4). Il mourut à Rarécourt (5) et fut inhumé dans l'église. De son mariage sont nés deux enfants :

1<sup>o</sup> Hugues Geoffroy de La Vallée, bailli de Beaulieu (6) ;

2<sup>o</sup> « Nicolas Geoffroy de La Vallée, qui épousa Catherine de Sivry (7), etc. »

M. Gillant cite : « Fondation à Saint-Nicolas-des-Prés (8) en 1643. » Cela se rapporte évidemment à ce qui était rappelé par une inscription commémorative dont un document très curieux m'a récemment révélé le texte. Ce document m'a été communiqué (9), il y a quelques mois, par M. B. Botto, négociant au Puy-en-Velay, et voici quel en fut l'objet.

Dans la première moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, un certain sieur Joseph Bourgeois, demeurant à Saint-Jean d'Angely (10), éprouva, on ne sait pourquoi, le besoin de faire attester qu'il comptait des ancêtres dans plusieurs familles nobles du Barrois ou du Verdunois, et spécialement qu'il descen-

*Harmant* ou *Harmand* ; mais leurs armoiries ne ressemblent pas à celles du monument dont il sera parlé plus loin.

(1) Il a existé, en Lorraine, plusieurs familles nobles du nom de *Royer* ou *Rouyer* ; mais j'ignore quelle était celle de Françoise.

(2) Sans doute Clermont-en-Argonne.

(3) On connaît dans notre province plusieurs familles nobles de ce nom.

(4) Canton de Souilly, arr. Verdun, Meuse.

(5) Canton de Clermont-en-Argonne, arr. Verdun.

(6) Sans doute Beaulieu-en-Argonne, canton de Triaucourt, arr. de Bar-le-Duc. Ces fonctions de bailli étaient probablement un office de l'abbaye de ce lieu. — Je ne sais si ce Hugues a laissé postérité.

(7) Plus loin, on verra ce nom écrit *Civry*. Tant de familles ont porté des noms de ce genre, qu'il faudrait être puissamment documenté pour essayer de dire à laquelle appartenait Catherine.

(8) Ancienne abbaye, à Verdun, de chanoines réguliers, ordre de Saint-Augustin.

(9) Sur le conseil de notre confrère, M. Paul Marichal.

(10) Ch.-l. d'arr., Charente-Inférieure.

dait des Geoffroy de La Vallée. Il obtint de faire comparaître par devant notaires, à Verdun, le 20 septembre 1730, quelques personnages plus ou moins importants, qui certifièrent la vérité des filiations et des documents transcrits dans l'acte et que je vais énumérer. Mais il convient d'abord de dire quelle est la forme matérielle de cette pièce.

Il s'agit d'un superbe parchemin rectangulaire, aux pans supérieurs coupés ; la hauteur est de 0<sup>m</sup> 85, la largeur de 0<sup>m</sup>58 (1).

En premier lieu vient l'acte d'anoblissement « Monsieur Nicolas Pernet, colonel du Régiment de Cavalerie de Sa Majesté la Reine de Pologne (2) ». Cette faveur lui fut accordée par Ferdinand III, empereur, à Vienne en Autriche (3), le 20 février 1649. L'acte en latin, très long, est transcrit en entier. Il est entouré d'un double filet rouge. Au milieu, vers le bas, sont figurées en couleur les armoiries de Pernet : D'argent à une tête de nègre au naturel, ayant une couronne d'or, rehaussée de sept pointes apparentes. L'écu est un peu déchiqueté à la mode allemande. Cimier : aile issant du casque, à grilles fermées, posé de front. Lambrequins, où le rouge domine. En haut, banderole portant la devise : VIVIT POST FUNERA VIR-TUS (4).

(1) En haut a été apposé le timbre fiscal, qui offre l'écu de France encadré de banderoles formant un triangle ; sur les côtés isocèles : G. DE METZ ET PR. DE SEDAN ; sur la banderole du bas : 13 SOLS 4 DEN.

(2) C'est ce qui est dit dans l'un des documents suivants. Je n'ai pas conservé le texte complet de l'acte d'anoblissement.

A cette époque, la reine de Pologne était la célèbre Louise-Marie de Gonzague, fille de Charles de Gonzague-Clèves, duc de Nevers et de Rethel, puis duc de Mantoue, et de Catherine de Lorraine (fille de Charles de Lorraine-Guise, duc de Mayenne, et de Henriette de Savoie). Elle épousa en 1645 Ladislas-Sigismond, roi de Pologne, mort en 1648, puis son successeur, Jean-Casimir (1648-1669). Elle mourut en 1667.

(3) *Acta sunt hæc Viennæ Austriæ.*

(4) *Scutum videlicet cujus campus est argenteus. In medio campi seu umbone caput hominis Egiptij naturaliter extat coronâ aureâ*



Suit cette mention, intéressante notamment en ce qu'elle cite, comme possesseur de l'acte, un Pernet, seigneur de Waly (1) en 1730, parent de Joseph Bourgeois :

Collationné sur son original en parchemin, signé C.-F. Regnaudin de Speville, et scellé du grand sceau du palatinat du dit seigneur (2) en cire rouge pendant en lacs de soye jaune et noire en datte dudit jour vingtieme feurier mil six cens quarente neuf, auquel original, blazonné comme dessus, ces présentes ont esté rendues conformes de mot à mot ; ce fait, led. original rendu à Monsieur Jean-François Pernet, avocat en parlement, seigneur haut justicier de Waly, par nous nottaires royaux a Verdun soussignez ; ce requérant le sieur Joseph Bourgeois, demeurant à Saint-Jean d'Angely, pour luy servir et valoir ce que raison. Ce vingtieme septembre mil sept cens trente.

Signé : Tabouillet. Thiébaut.

Contrôlé à Verdun, ce vingt Vn<sup>e</sup> Septembre 1730. 15 six sols. —  
Signé : Legay.

Dans l'acte d'anoblissement, il est dit que Nicolas Pernet était issu d'Antoine Pernet et de Françoise Aubry, du district de Clermont-en-Argonne (*in famoso Lotharingæ, districtu Claromonte in Argoniâ*) et qu'il avait été au service du duc de Lorraine. Chose étrange : permission est donnée au bénéficiaire de se surnommer *des Champs* (3) et l'on ne voit pas que, ni lui, ni ses descendants, aient usé de cette faculté.

A la suite de ces lettres patentes arrive, sur le côté dextre du parchemin, l'inscription commémorative qui se rapporte à Nicolas Geoffroy de La Vallée ; j'y reviendrai après avoir rappelé les autres documents.

*adornatum. Supra autem caput scuti jmcumbit patula cassis argentea cœruleo coloreo mixta unica aquile alâ circumgirata ; ex utraque parte scuti scatent rubræ phaleræ descendentes et fluctuantes tænijs fibrisijs argenteis circumfusæ a vertice ad basim usque.*

(1) Canton de Triaucourt, arr. Bar-le-Duc.

(2) Par *palatinat*, il faut entendre, ici, non un territoire, mais une dignité. Regnaudin de Speville se désigne, en effet, dans l'acte, comme : *Eques auratus sacri palatii lateranensis aulaque cæsare et imperialis consistorii comes.*

(3) *Pernet a Campis* (Gallicè *Des Champs*).

En regard, du côté sénestre, l'on voit une généalogie dressée en forme d'arbre, c'est-à-dire que le premier auteur est nommé au bas du tronc, et qu'il faut remonter pour suivre la descendance. Cette disposition étant difficile à reproduire et d'ailleurs assez gênante, je donne la suite des filiations à la manière accoutumée, en ajoutant des numéros d'ordre et en soulignant les textes de liaisons nécessaires. J'ai cru bien faire aussi d'égaliser les majuscules et de rectifier la ponctuation.

I. Nicolas des Royer, escuyer ; Nicolle Husson, sa femme,  
*Parents de :*

1. Françoise des Rouyers, ép. Geoffroy de Saint-Remy, escuyer, seigr de la Vallée, son marit. *Dont :*

Nicolas Geoffroy de Saint-Remy, escuyer, seigneur de la Vallée et de Ville sur Cousance, et Catherine de Siury, sa femme ; leurs cinq enfants sont morts avant eux, sans hoirs ; ce sont les fondateurs dont l'építaphe est cy a costé.

2. *Renée qui suit.*

II. Renée des Royers. Nicolas Aubry, son marit, *dont deux filles :*

1. *Françoise, qui suit :*

2. Lucie Aubry avoit épousé :

| En 1 <sup>res</sup> nopces, Claude<br>Claude.                                                      | En 2 <sup>mes</sup> nopces, Thomas<br>Franquin.                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jeanne Claude. Le sieur<br>Collot, son marit.                                                      | Marie Franquin. Jacques<br>Belesmes, son marit.                                                                                         |
| Marguerite Collot, ép. le<br>sieur Jean Bourgeois, chi-<br>rurgien major de la ville<br>de Verdun. | Jacques Belesme. <i>Epouse</i><br>Suzanne Souchard, en<br>1 <sup>res</sup> nòces ; Marie Genot,<br>sa femme, en 2 <sup>mes</sup> nòces. |
| François Bourgeois, chirur-<br>gien major du Roy de<br>la ville et citadelle de<br>Verdun.         | Joseph Bourgeois. Marie<br>Belème, sa femme, en 1 <sup>res</sup><br>nopces.                                                             |

III. Françoise Aubry. Antoine Pernet, maire perpétuel de Clermont, son marit. *Dont cinq enfants.*

1. Marie Pernet. Michel Cabillot, son marit, qui après la mort de sa femme fut curé de Récourt (1). *Dont :*

Claude Cabillot, capitaine, preuost et gruyer de Charny (2).

2. Médard Pernet, lieutenant au Régiment de Vandy (3).

3. Louis Pernet, lieutenant au Régiment de Vandy, mort dans le lit d'honneur (4).

4. *Georges, qui suit.*

5. Nicolas Pernet, deux fois secrétaire de l'ambassade de Pologne en France, ensuite secrétaire des commandemens de la Reine, et enfin colonel du Régiment de Cavalerie de Sa Majesté ; c'est à luy que les lettres de noblesse cy dessus ont été accordées.

IV. Georges Pernet, cap<sup>ne</sup> au Régiment de Vandy, major de Stenay (5), ensuite capitaine de deux compagnies franches d'Infanterie et de Dragons, et commandant pour le Roy sur la haute Meuse ; Elisabeth Brouilly, sa femme. *Trois enfants.*

1. Richard Pernet, major general de la Martinique.

2. *Mathieu, qui suit.*

3. Antoine Pernet, con<sup>er</sup> du Roy, son commissaire controlleur des troupes à Clermont ; Angelique de Grand Champ, sa femme.

V. Mathieu Pernet, con<sup>er</sup> du Roy au presidial de Verdun, seigneur haut justicier de Waly, Anne Desandroüin (6), sa femme. *Dont :*

(1) Canton de Souilly, arr. Verdun.

(2) Charny-sur-Meuse, ch.-l. de canton, arr. Verdun.

(3) Le titre de marquis de Vandy était porté par une branche de la grande famille d'Apremont. Vandy est du canton de Vouziers, Ardennes.

(4) Jolie expression pour dire, sans doute, que cet officier mourut à l'hôpital, par suite de blessure reçue à la guerre.

(5) Ch.-l. de canton, arr. Montmédy, Meuse.

(6) Peut-être de la célèbre famille verdunoise des *Androuins*.

VI. Jean-François Pernet, avocat en parlement et au Bailliage et Siege presidial de Verdun, con<sup>er</sup> du Roy, commissaire general des saisies reelles aux d<sup>s</sup> Sieges, seigneur haut justicier de Waly.

Au-dessus de l'épitaphe et de l'arbre généalogique on lit :

Ce que dessus a été extrait et collationné et les armoiries blazonnées comme cydessus et reconnues conformes par les notaires royaux a Verdun soussignez, sur une Epitaphe attachée au mur interieur de la chapelle de St André en l'église de l'abbaye de St Nicolas des Prez dud. Verdun. Cejourdhu y vingtieme septembre mil sept cent trente.

*Signé* : Tabouillot. Thiebaut.      Contrôlé à Verdun le Vingt Vn<sup>e</sup>  
septembre 1730 -- R<sup>e</sup> six sols.

*Signé* : Legay.

Les attestations suivantes ne me paraissent pas non plus manquer d'intérêt :

Et le meme jour vingt<sup>e</sup> septembre mil sept cent trente, pardeuant les d<sup>s</sup> notaires royaux a Verdun soussignez, sont comparus Monsieur Jean-François Pernet, avocat en parlement, seigneur haut justicier de Waly, Monsieur Antoine Pernet, conseiller du Roy, son commissaire controleur des troupes a Clermont et Maitre Claude Cabillot, ancien capitaine preuot et gruyer de Charny, demeurants en lad<sup>e</sup> ville, tous parents a noble homme le Sieur Nicolas Geoffroy de Saint-Remy, vivant escuyer seigneur de la Vallée et de Ville sur Cousance, fondateur denommé en l'épitaphe dont l'extrait est cy dessus, neveux et petit neveu de Monsieur Nicolas Pernet, colonel du Regiment de Cavalerie de Sa Majesté la Reine de Pologne a qui les lettres de noblesse dont copie est aussi cy dessus ont esté accordées. Lesquels ont dit déclaré et attesté que le sieur Joseph Bourgeois, demeurant a St Jean Dangel, leur cousin, est pareillement parent au cinquieme degré (1) audit sieur Geoffroy de la Vallée comme descendant en ligne directe (2) du sieur Nicolas Des Royers escuyer et de Dame Nicolle Husson ayeuls maternels dud. sieur Geoffroy de la Vallée, et qui est aussi parent au quatrieme degré audit sieur Nicolas Pernet comme descendant en ligne

(1) Les degrés sont pris à la manière romaine, par le nombre des générations.

(2) De nos jours, on n'emploie plus l'expression « ligne directe » ou « descendance directe » que pour indiquer la descendance dans la même famille, c'est-à-dire de mâle en mâle.

directe de Dame Renée des Royers et du sieur Nicolas Aubry ayeuls maternels du dit sieur Nicolas Pernet, ainsi que le tout paroît par l'arbre genealogique cy dessus. En témoin de quoy ils ont octroyé le present certificat pour servir et valoir aud' sieur Joseph Bourgeois ce que de raison. Donné aud. Verdun les jours et an susdits, et apres lecture faite les dits sieurs comparants ont signé avec lesdits nottaires.

*Signé* : Pernet, Perne, commissaire, Cabillot.

Tabouillot, Thiebaut. Scellé (1).

(A gauche :) Controllé a Verdun, ce vingt un<sup>e</sup> septembre 1730.  
r<sup>e</sup>. Douze sols. *Signé* : Legay.

A droite, occupant les 2/3 de la largeur :

Nous chevalier de l'ordre militaire de S<sup>t</sup> Louis, commandant et lieutenant de roy a Verdun, certiffions le contenu ey dessus veritable et que les personnes qui ont signées les actes et certificats cy dessus sont des personnes notables de ce pais et de cette ville et qu'elles sont des qualités y exprimées ; en foy de quoy nous avons accordé ces presentes, que nous avons signé et y avons apposé le cachet de nos armes. audit Verdun ce troisième octobre mil sept cent trente.

*Signé* : Le ch<sup>er</sup> Denizot (2).

A la gauche, jusqu'au bas du parchemin :

Nous Estienne Joseph Darancy, conseiller du Roy, lieutenant general au bailliage et siege presidial de Verdun, certiffions à tous qu'il appartiendra que M<sup>rs</sup> Thiebaut et Tabouillot qui ont reçues et signées les collations et certificat cy dessus sont notaires royaux en cette jurisdiction et que foy est adjoutée à leurs signatures, et en tous les actes qu'ils recoivent. En tesmoing de quoy nous avons octroyé ces presents et y avons fait apposer le scel de cette juridiction, aud. Verdun, ce vingt troisieme septembre mil sept cent trente.

*Signé* : Darancy.

Scellé à Verdun, ce six octobre 1730. — r<sup>e</sup>. 15 s.

*Signé* : Legay (3).

(1) A côté de ce mot, on voit un petit sceau plaqué, ovale, dont l'image est effacée. Il m'a semblé y distinguer une palme, qui n'y est peut-être qu'un ornement accessoire.

(2) Les deux dernières lottres sont incertaines.

(3) A côté se trouve un sceau, qui a été en partie arraché, mais qui m'a paru être le même que le précédent.

Au milieu, en bas :

Nous, vicaire general du diocese de Verdun, certifions a tous qu'il appartiendra, que les personnes qui ont signés les actes, et certificats cy dessus sont des personnes notables du dioceze et de la ville de Verdun et quelles sont des qualités y exprimées. Donné a Verdun le quatorzieme octobre mil sept cent trente.

*Signé* : Payen, vic. gén.

Sauvage, prosecretaire de l'Eveché (1).

Ces extraits m'ont paru bons à transcrire, à cause des noms et des formules de procédure qu'ils rappellent. Mais il faut à présent en revenir à l'inscription ou « épitaphe » qui, comme on l'a vu, était « attachée au mur intérieur de la chapelle de saint André, en l'église de l'abbaye de Saint-Nicolas des Prez », à Verdun.

Le parchemin en offre un dessin sommaire ; les écussons sont coloriés. On lit l'inscription sur un grand tableau rectangulaire oblong avec plates bandes en bas et sur les côtés, où sont placés les écussons, accompagnés du nom, inscrit au-dessous ; au milieu de la base, une tête de mort sur deux tibias en sautoir. Au-dessus est un fronton triangulaire, ouvert en haut pour laisser passer le sommet d'un crucifix, avec titre INRI. Ce fronton est encadré dans un attique, sur les bords latéraux duquel se prolongent les plates-bandes ; elles s'y cantonnent de pilastres avec chapiteaux rudimentaires à hauteur de la corniche.

Il y a huit écussons de chaque côté : à dextre, de forme française, avec pointes aux angles supérieurs ; à sénestre, en losange. Les deux premiers sont à l'attique et ont des ornements extérieurs.

Voici ces seize écussons.

(1) A la droite de cette dernière attestation se trouve plaqué le sceau épiscopal, semblable à celui qui figure au haut (fig. 1) de la pl. XXV dans l'ouvrage de Pierre Dony, *Monographie des sceaux de Verdun, Evêques* (Verdun, 1890), p. 126.

A dextre (je reproduis les noms comme ils sont orthographiés) :

1. *Vandelaincourt* : d'azur à la bande de gueules, chargée de 4 (sans compter une ou deux cachées) billettes obliques d'argent ; à l'aigle de même, sans membres, brochant. Cimier : tête d'aigle issant d'un casque de front, la visière à grilles baissée ; lambrequins aux émaux (1).

2. *De Saint Remy* : de gueules à la fasce d'argent chargée de 3 merlettes de sable et accompagnée en pointe d'un croissant d'argent (2).

3. *De harmant* : d'argent à l'arbre touffu arraché de sinople, fruité d'or.

4. *De Cousance* : d'azur à la barre d'argent chargée de 3 roses de gueules percées de champ, et accompagnée, au canton dextre, d'une étoile d'or (3).

5. *Les Escutiers* : d'azur à 3 chevrons, accompagnés en chef de 2 croissants, le tout d'argent (4).

6. *De Saulx* : de gueules à 3 barres, accompagnées, au canton sénestre, d'une merlette d'argent (5).

7. *De Dieulx* : d'azur à la croix d'argent chargée en cœur d'une étoile d'or (6).

(1) R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 72, blasonne ainsi les armes de WANDELAINCOURT : *D'azur à la bande composée d'or et de gueules de six pièces, à l'aigle au vol abaissé d'argent brochant sur le tout.*

(2) Le croissant semblerait être d'or, mais il a sans doute jauni ; au lieu d'une fasce, il devrait y avoir un chef. — R. de Souhesmes (*Armorial*, p. 87, n° 218) blasonne ainsi ces armoiries : *D'azur au croissant d'argent, au chef de même chargé de 3 merlettes de sable.* — Cf. mon *Armorial des écuyers du bailliage de Saint-Mihiel*, n° 254.

(3) Didier Richier donne des armoiries un peu différentes : « *De gueules à la fasce d'argent accompagnée en chef de 5 annelets de même mis de rang et en pointe d'une étoile d'or* » (R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 63, n° 53. — Cf. mon *Armorial des écuyers de Saint-Mihiel*, n° 111.

(4) Ce sont les armoiries de la famille *l'escuyer*. — Voir R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 56, n° 4, etc. ; et Dom Pelletier, *Nobiliaire*, p. 488.

(5) Je connais des familles de ce nom, mais auxquelles on donne des armoiries différentes.

(6) L'étoile devrait être de sable. Voir R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 58 n° 20, et mon *Armorial des écuyers du bailliage de Saint-Mihiel*, n° 138.

8. *De La Vallee* : d'argent à 5 tourteaux de gueules (1), accompagnés de 4 hermines de sinople (2), en croix (3).

A sénestre :

1. *De Ciury* (4) : de sable au lion d'argent. L'écu entouré d'une cordelière.

2. *Malmaison* : d'azur au pélican d'argent, de profil, avec sa piété (5).

3. *Maillet de Talle* (6) : d'argent à la merlette de sable.

4. *De Valtier* : d'azur au cygne (?) terrassé, de profil, d'argent, ayant attachée au cou, par un ruban de gueules, une croix (grecque) d'or.

5. *Circourt* (7) : de gueules au cerf dressé d'or.

6. *S<sup>t</sup> Denis* : d'argent à la bande d'azur chargée de 3 croix ancrées d'or.

7. *Deltz* (8) : d'argent à 2 croisettes en pal à dextre, et 2 A en pal à sénestre, le tout accompagné de 6 étoiles, 2, 3 et 1, le tout d'or.

8. *Grimarche* : de gueules à 3 pattes (de lion ?) d'argent.

Voici le texte de l'inscription, qui est disposée sur trente-deux lignes ; mais je ne remarque rien qui indique que le transcripteur se soit attaché à copier ligne pour ligne :

*Honoré Sieur Nicolas Geoffroy de la Vallée Ecuyer Seigneur de la Vallée et de Ville sur | cousance en partie, et damoiselle*

(1) Ce devrait être des *annelets* : v. Cayon, *Ancienne chevalerie de Lorraine*, p. 201, etc.

(2) Les mouchetures d'hermine devraient être de *sable*.

(3) V. R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 58, n° 16, etc., etc.

(4) Je ne sais rien de cette famille de Civry.

(5) Cf. Collinet de la Malmaison : R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 66, n° 78, et Dom Pelletier, *Nobiliaire*, art. *Maillart de la Malmaison*.

(6) Famille qui m'est inconnue. Au lieu de *de Talle*, ne faudrait-il pas lire *d'Etalle* ? Cette localité est située dans le Luxembourg belge.

(7) Une famille de ce nom est bien connue, mais portait des armoiries différentes.

(8) Les armoriaux de la chevalerie lorraine mentionnent une famille d'Eltz, mais dont les armoiries sont différentes.



*catherine de Ciury sa femme lesquels ont fondé, legué, | donné a jamais a l'abbaye de S<sup>t</sup> Nicolas des prez les verdun chanoines Reguliers de S<sup>t</sup> Augustin | pour eux et leurs successeurs religieux de laditte abbaye, scavoir leur maison de huit portées | comme elie se contient scituee audit ville, aizances, parterre, jardin derriere, deux jours de | terre contigus, jardin devant et borné boutant a la riviere, deux enclos en jardin sur la ditte | Rivierre deux jours de vignes, deux chennevieres, trente cinq jours de jours de terre labourable | a chacune saison, sept fauchées de prez, le 12<sup>me</sup> a vn tiers, et le 5<sup>me</sup> a vn autre 12<sup>me</sup>, le 6<sup>me</sup> | pris a toutes sortes de grosses et menues dixmes, rentes et droits seigneuriaux de la vicomté(1) | dudit ville ; aux charges de dire par chacune semaine trois messes, le lundy des trepassez, le | jeudy du S<sup>t</sup> Sacrement, le samedy de la S<sup>te</sup> Vierge, avec le Fidelium a la fin des dittes Messes, | estant cent soixante messes par an a perpetuité ; dans lesquelles seront comprises 18 | messes hautes, 18 Recommandises pour les Sieurs et Demoiselles, pere, mere, pere grand, | mere grande, freres, parents et cinq enfans. Scavoir Iean Baptiste 3<sup>e</sup> cavalier à la | compagnie des cheuaux legers la cornette blanche du Roy, decedé agé de 24 ans à | Lixein (2) et inhumé a l'Eglise le 15 mars 1635. Charles Benoit agé de 13 ans decedé le | 10<sup>e</sup> may 1629 inhumé audit ville. Nicolas Mathias page (de) monsieur le marquis | de Lenoncourt gouverneur de Lorraine, Bar, Clermont (3), qui mourut agé de*

(1) Cette mention de la vicomté de Verdun me paraît curieuse.

(2) Lixheim, anc. Meurthe, canton de Phalsbourg, arr. Sarrebourg. En français, on prononce et souvent on écrivait : Lixin.

(3) C'est évidemment ce membre de la famille de Lenoncourt qui fut inhumé dans le chœur de l'église des Cordeliers à Toul et dont notre confrère, M. Fourier de Bacourt, a publié l'épithaphe (Comte E. Fourier de Bacourt, *Épithaphe et monuments funèbres... de Toul*, p. 25-26, pl. 9) ; il mourut en 1643. Je n'ai pas trouvé son nom dans la généalogie de sa famille que donne le *Dict. de la nobl. de La Chesnaye-des-Bois*. Il était au service de France. M. de Bacourt dit dans une note : « Claude de Lenoncourt dit le marquis de Lenoncourt appartenait à une branche de sa famille habitée en Champagne et devenue tout à fait française : il était fils de Charles, seigneur de

17 ans | a la deffaitte de honcourt (1) le 26 may 1642, et Anne Marie aagée de 15 ans. Marie | Françoisée aagée de 13 ans decedées de pourpre les 14 et 15 8bre 1636. aux jours portez | par le contrat de donation donneront a un enfant du parenté deux livres de pain | froment par jour et du potage, le logement le tems de ses études a leur maison, au deffaut d'un | parent accepteront un enfant dudit ville aux charges dittes, et ny ayant aucun enfant qui | etudie, distribueront aux pauvres, veuves et orphelins par an seize bichets froment mesure | de Bar a la S<sup>t</sup> Jean baptiste. que quatre fois l'an l'un des Religieux se transportera and<sup>t</sup> ville | les jours de paques, S<sup>t</sup> Sacrement, S<sup>t</sup> Remy patron, jour de noel pour y confesser, prescher et y | dresser un autel a la maison pour y recevoir le tres auguste Sacrement, a la procession, les | religieux chanteront les litanies de la vierge les fetes notre Dame, S<sup>t</sup> Nicolas, Sainte | catherine pour le Sieur et Damoiselle fondateurs et parents avec le fidelium a la fin | pour etre du S<sup>t</sup> rosaire et Scapulaire. la donation faite le 24 8bre 1643. recuë par le chapitre | general au pont a mousson (2) le 2 may 1645. et les

Colombey, et d'Antoinette de Genevois-Blagny. Mort sans alliance au siège de Thionville. » Chose étrange : à la note dernière sont cités quinze noms de familles inscrits au-dessus d'écussons qui, d'après l'aspect de la planche, se rapportent certainement aux seize quartiers de Claude ; or, le nom de Genevois n'y figure pas. — J'ai découpé dans la *Revue des autographes*, n° de mars 1900, la mention suivante (cote 147) :

« LENONCOURT (Cl., marquis de), gouverneur de Lorraine et du Barrois, tué au siège de Thionville, le 25 juillet 1643. — Pièce sig. : Nancy, 3 mai 1643, 1 p. in-4 obl.

« Ordre de faire garder exactement les sauvegardes du roi, octroyées aux chanoines réguliers de la Réforme de l'ordre des Prémontrés de l'Abbaye, ban, seigneurie et dépendances d'Étival. »

(1) Je n'ai pas trouvé de localité appelée Honcourt en Lorraine ; mais on connaît en Alsace une abbaye de ce nom, au village de Saint-Martin (anc. Bas-Rhin, canton de Villé, arr. Schlestadt) ; toutefois, *L'Alsace ancienne et moderne ou Dictionnaire du Haut et du Bas-Rhin*, par Baquol et Ristelhuber (3<sup>e</sup> édit., 1863, p. 263) ne fait pas mention de combat qui aurait eu lieu en cet endroit.

(2) Pont-à-Mousson, ch.-l. de canton, arr. Nancy.

*parties signèrent avec les notaires Royaux, | le S<sup>r</sup> fondateur  
agé de 80 ans decedé le 24 8<sup>bre</sup> 1661. D'elle sa femme agée de  
76 ans le 16 de feurier 1670.*

Cette inscription est facile à comprendre ; aussi m'abs-tiendrai-je de commentaires sur les donations qu'elle énonce et sur les dévotions qu'elle rappelle, généralement conformes aux habitudes de l'époque. Elle nous retrace, d'une manière très touchante en sa simplicité, la mort prématurée des cinq enfants des fondateurs.

Remémorons toutefois leurs noms, puisque ce travail est surtout généalogique :

1. Jean-Baptiste, né vers 1615, cheval-léger, décédé agé de 21 ans à Lixheim et inhumé dans l'église, le 15 mars 1635.

2. Charles-Benoît, né vers 1618, mort à l'âge de 13 ans et inhumé également à Lixheim (1), le 10 mai 1629.

3. Nicolas-Mathias, né vers 1626, — page du marquis de Lenoncourt, gouverneur de Lorraine, Bar, Clermont, — mort, tué sans doute, agé de 17 ans, à la défaite de Honcourt, le 26 mai 1642.

4. Anne-Marie, née vers 1622,

5. et Marie-Françoise, née vers 1624, toutes deux décédées, en deux jours de temps, à l'âge de l'adolescence, victimes de la fièvre pourpre. Il y a là certainement l'un des épisodes des malheurs causés par les maladies contagieuses qui affligèrent la Lorraine pendant l'année 1636, l'une des plus épouvantables de l'histoire de notre pays, tant par les épidémies que par les guerres.

J'aurais terminé, si je ne croyais indispensable d'examiner les *quartiers* figurés sur le monument. Sont-ils exacts et que pensent-ils nous apprendre ?

(1) Les décès de ces deux fils à Lixheim, en 1629 et 1635, sembleraient indiquer que leurs parents habitaient cette ville à l'époque. Mais dans quelles conditions ?

La généalogie indiquée par M. Gillant donne, pour les quatre quartiers de Nicolas Geoffroy de La Vallée, les noms suivants : Geoffroy ; Harmant ; Royer ; Husson. Ils devraient, est-il nécessaire de le dire, apparaître dans les numéros impairs des huit quartiers représentés sur le monument de Verdun. On n'y retrouve cependant que le nom de Harmant, qui occupe très exactement son rang. Pour le 5<sup>e</sup> quartier, je m'étais demandé un instant si, au lieu de *Les Escuiers*, il ne fallait pas lire *Les Rouiers*, puisque nous avons vu, sur l'arbre généalogique, écrire non *Royer*, mais *des Royer* et *des Rouyers* ; toutefois, ainsi que je l'ai dit en note, les armoiries sont celles de la famille *Lescuyer*. De plus, au 7<sup>e</sup> quartier, le nom de Husson réclamerait sa place, qui est occupée par celui de la famille *de Dieulx*.

Je ne m'étonne pas de lire, au premier quartier, non pas *Geoffroy*, mais *Vandelaincourt*, les armoiries de cette maison ayant été reprises par les Geoffroy ; au 2<sup>e</sup> quartier est écrit *De Saint Remy* ; si la chose est exacte, ce serait par une alliance avec cette famille, que le bisaïeul de Nicolas aurait eu droit à se surnommer de la sorte.

Des études particulières sur chacun des noms de ces quartiers pourraient donner des résultats satisfaisants : mais elles seraient longues et difficiles : les généalogies de toutes ces familles ne sont pas faites ; on trouve dans nos armoriaux une famille de Saulx qui porte des armoiries tout-à-fait différentes de celles que fournit le 5<sup>e</sup> quartier.

Quant à Catherine de Civry ou de Sivry, femme de Nicolas Geoffroy de La Vallée, je ne sais rien ni de sa généalogie, ni de sa famille. Nombreuses et faciles à confondre sont les familles qui ont porté les noms de Civry, Xivry, Sivery, etc., dont les formes changeantes sont bien capables de dérouter les recherches. Parmi ses quartiers, on remarque des noms bien connus, *Circourt*, *d'Eltz*, mais auxquels nos armoriaux attachent des blasons absolument différents ; seul, l'écu du 2<sup>e</sup> quartier se reconnaît ; encore

faudrait-il, au lieu de *Malmaison*, écrire *La Malmaison* et peut-être, plus exactement, *Collinet de la Malmaison* (1).

Toutes ces incertitudes ne me paraissent pas diminuer la valeur du document que j'ai tâché de faire connaître. Il nous a appris des choses intéressantes ; en outre, par les problèmes généalogiques et héraldiques qui en ressortent, il est de nature à exciter d'une manière fort utile la curiosité et à provoquer des investigations attrayantes.

L. GERMAIN.

---

LA FAMILLE DE LUXEMBOURG-LA-TOUR. — TROIS DAMES  
A INTRODUIRE DANS LA GÉNÉALOGIE DE CETTE FAMILLE.

Parmi les faits héraldiques les plus curieux de l'histoire de Lorraine, on peut compter la confusion qui, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, s'est produite au sujet des familles seigneuriales de la Tour en Ardenne (2) et de la Tour en Voivre (3). Ainsi, les fameux guerroyeurs Wainchelin de la Tour et Henri de la Tour ont été considérés comme ayant pris leur nom tantôt de la Tour en Ardenne, ce qui est vrai, tantôt de la Tour en Voivre, ce qui est faux ; on les a rattachés tantôt à l'une, tantôt à l'autre des différentes familles féodales qui se sont nommées de l'une de ces deux localités, et peut-être à d'autres familles encore, et on leur a parfois attribué les armes des anciens La Tour-en-Voivre, aux cinq ou aux six lions, cela non seulement dans des ouvrages héraldiques rédigés par des auteurs étrangers à ces familles, mais

(1) Cf. R. de Souhesmes, *Armorial*, p. 66, n° 78, et l'art. *Maillart de la Malmaison* dans le *Nobiliaire* de Dom Pelletier, p. 311. — V. aussi Dumont, *Nobiliaire de Saint-Mihiel*, t. II, p. 289.

(2) Latour, canton de Virton, prov. de Luxembourg, Belgique. La dénomination de *la Tour en Ardenne*, n'a sans doute été adoptée que pour éviter, dans les travaux historiques et généalogiques, une confusion entre cette localité et celle de la Tour-en-Voivre.

(3) Latour-en-Woëvre, canton de Fresnes-en-Woëvre, arr. Verdun, Meuse. Le nom habituel de la famille qui a pris le nom de cette localité est *La Tour-en-Voivre*, ce qui est plus conforme à la prononciation.

même sur des monuments se rapportant à des descendants en lignes féminines, qui auraient dû être plus exactement renseignés.

En réalité, et je crois l'avoir démontré suffisamment (1), Wainchelin et Henri n'appartenaient point du tout à la Maison de La Tour-en-Voivre ; c'est parmi les seigneurs de la Tour en Ardenne qu'il convient de les compter. Ils descendaient directement de Gilles, bâtard de Luxembourg (..1376-1418..), que l'on croit fils de Wenceslas, comte de Luxembourg, et d'une dame de la Maison de Lenoncourt, et qui épousa Clémence, héritière de la Tour en Ardenne ; cette dame était, selon toute apparence, de la Maison de Chambley.

Gilles eut certainement deux fils : Raoul et le célèbre Wainchelin (1402-1444) ; Henri de La Tour paraît appartenir à la génération suivante, quoiqu'il ait vécu à peu près à la même époque que Wainchelin. Il semble avoir été un neveu de ce dernier, et je serais très disposé, au moins provisoirement, à voir en lui un fils de Raoul.

Des recherches et des communications récentes m'ont permis de retrouver trois dames de la même famille : l'une était fille de Gilles de Luxembourg-La Tour ; une autre, sœur de Henri ; la troisième appartenait, selon toute apparence, à une génération au-dessous : sa mère se nommait Marguerite du Ménil, mais je ne saurais dire, d'une manière certaine, quel était son père.

1. Jeanne, fille de Gilles Luxembourg-la-Tour. — A l'article *Lenoncourt* dans le *Dictionnaire de la noblesse* de La Chesnaye-des-Bois et Badier (3<sup>e</sup> édit.), on lit, sous le v<sup>e</sup> degré :

(1) V. mes travaux : *Recherches sur les seigneurs de la Tour en Ardenne antérieurement au XV<sup>e</sup> siècle*, Nancy, 1895, in-4<sup>e</sup> (extr. des *Annales de l'Institut archéol. du Luxembourg* (Arlon) ; et la *Maison de La Tour-en-Voivre. Examen de quelques erreurs*, dans *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1895, p. 206.

« Herman de Lenoncourt vivoit en 1429 et étoit mort avant le 25 Février 1449. Il git aux Cordeliers de Toul avec son épouse *Jeanne de Luxembourg-de-la-Tour, sœur de Venchelin de la Tour, tous deux enfans de Gilles, Bâtard de Luxembourg, et de Clémence de la Tour, Dame de la Tour-en-Voëvre.* »

Au lieu de *la Tour-en-Voëvre*, il faut lire : *la Tour en Ardenne*. La généalogie nomme ensuite les enfans, trois fils et une fille :

« Nicole, qui transigea avec ses frères, Thierry et Philippe, sur la succession de *Gilles de Luxembourg, leur aïeul maternel*, le 25 Février 1449. »

La même alliance est confirmée d'une manière très heureuse par la description, faite au xvii<sup>e</sup> siècle, d'un vitrail qui existait dans l'église de Gondreville (1). Ce vitrail rappelait, je pense, le mariage de Jean de Bron et de Marguerite de Lenoncourt. Huit écussons, qui y figuraient, représentaient évidemment les quatre quartiers de chacun des époux. L'explication de ces quartiers est compliquée, car ils ne sont pas mentionnés dans leur ordre normal ; aussi j'ai l'intention d'étudier à part ce vitrail. Qu'il me suffise de dire ici que Marguerite descendait de Herman de Lenoncourt et de Jeanne de La Tour, et que l'écusson qui se rapporte à cette dernière offre bien, non pas les armes des La Tour-en-Voivre, mais celles des La Tour en Ardenne, ainsi que ce nom. Le quartier dont il s'agit est ainsi décrit :

« Le septième : *de sable, à la croix d'argent chargée en cœur d'une tour et cantonnée de 4 fleurs de lis d'or*, et au-dessous : **LA TOUR EN ARDENE** (2) ». On avait oublié l'écartelé de Luxembourg, pour ne plus se souvenir que des La Tour issus des Chambley ; c'est en effet, comme je l'ai fait voir

(1) Canton de Toul-Nord. — C<sup>te</sup> E. Fourier de Bacourt, *Epitaphes et monuments funèbres... de Toul*, p. 137-139.

(2) Un trait d'abréviation est placé au-dessus du premier **E** : **ARDENNE**.

ailleurs (1), l'écu de Chambley, chargé en cœur d'une tour, comme brisure parlante.

**2. Catherine, sœur de Henri de La Tour.** — Les deux autres dames, qui, si je ne m'abuse, étaient demeurées complètement inconnues jusqu'à ces derniers temps, ne sont révélées par les recherches de M. l'abbé Génin, curé de Naut le-Petit, qui, ayant eu la bonne fortune de pouvoir inventorier les archives de la famille de Brissac, y a fait des découvertes nombreuses et très importantes sur plusieurs Maisons de la chevalerie lorraine. C'est grâce à ces recherches, qui paraissent être opérées avec le plus grand soin et inspirent toute confiance, que je crois pouvoir faire connaître une sœur de Henri de La Tour.

Elle se nommait Catherine.

De 1415 à 1448, on trouve mention de Jean de Deneuvre dit de Mandres, seigneur de Fontenoy (2) en partie, etc. On sait qu'il épousa Catherine de Naives (3) ; il eut cinq enfants, que l'on croyait tous issus de cette dame, à savoir : 1<sup>o</sup> Walburge, 2<sup>o</sup> Catherine, 3<sup>o</sup> Nicole, 4<sup>o</sup> Jeanne, 5<sup>o</sup> Jean (4).

Mais, d'après une généalogie qu'a bien voulu m'adresser M. Génin, Nicole seule serait née de ce mariage ; les trois autres filles, — cette généalogie ne fait pas mention du fils, sans doute parce qu'il n'eut pas de postérité, ayant été chevalier de Saint Jean de Jérusalem, — seraient issues d'un second mariage de Jean, avec « Katherine de la Tour en Ardenne, sœur de Messire Henry de la Tour, chevalier, seigneur de Pierrefort (5) et de Florehenge (6), gouver-

(1) *Recherches sur les seigneurs de la Tour en Ardenne*, p. 19 et suiv.

(2) Fontenoy-sur-Moselle (?), canton de Toul-Nord.

(3) Sans doute Naives-en-Blois, canton de Void, arr. Commercy, Meuse.

(4) René de Mandre, *Les familles et localités du nom de Mandre ou Mandres*. La Chapelle-Montligeon, 1904, p. 53.

(5) Château, comm. de Martaincourt, canton de Domèvre, arr. Toul.

(6) Florange, anc. Moselle, canton et arr. de Thionville.



neur de la ville et terre de Sainte-Menehould, qui épousa dame Jeanne du Saussy (1), dame de Jamais (2), sœur (*lisez* mère) à Messire Collard du Saussy, chevalier, seigneur de Saussy ».

Il est impossible de ne pas reconnaître là notre Henri de Luxembourg-La-Tour et sa femme Jeanne de Lenoncourt. Elle portait, sans doute, le nom de la seigneurie de Sauley comme douairière de Jean de Marley (3), qu'elle avait épousé en premières noces (1403) ; c'est elle qui fut, en secondes noces, la femme de Henri de La Tour (4).

**3. Isabeau fille de N. de La Tour et de Marguerite du Ménil.** — Par différentes généalogies, par des documents et des monuments, on connaît le mariage de Louis ou Loyon de Barisey (5) avec Isabeau de La Tour, fille de N. de La Tour et de Marguerite du Ménil (6) ; cette alliance est rappelée notamment parmi les quartiers qu'offre la pierre tombale de Charles de Vigneulles, dit du Sart (7), et parmi ceux de Jean d'Einville (à la licorne) dans les Blasons de Jean Callot (8) ; toutefois, ces deux

(1) Apparemment le Sauley, commune de Tronville, canton de Chambley, arr. Briey, Meurthe-et-Moselle.

(2) Jametz, canton et arr. de Montmédy, Meuse.

(3) Sans doute Marly, anc. Moselle, canton de Verny, arr. Metz.

(4) V. La Chesnaye-des-Bois, *Dict. de la noblesse*, 3<sup>e</sup> édit., art. Lenoncourt, degr. IV, 3 ; Ch. Buvignier, *Jametz et ses seigneurs*, p. 7 ; *Journal Soc. d'archéol. lorr.*, 1896, pr 36, note 4 ; etc.

(5) Barisey-au-Plain (?), canton de Colombey, arr. Toul.

(6) Sans doute Ménil-la-Tour, canton de Toul-Nord. Il semble que ce Ménil n'ait pris le surnom de *la Tour* qu'au xvi<sup>e</sup> siècle, à cause de la famille de La Tour en Ardenne, qui l'aurait possédée antérieurement, ou à cause des La-Tour-en-Voivre à la *fusce et aux pattes de lion*, qui l'auraient possédée plus tard. Constamment l'on se bute à des confusions entre les différentes familles de La Tour.

(7) Mort en 1590 et enterré à l'église des Clarisses de Pont-à-Mousson. V. E. Fourrier de Bacourt, *op. cit.*, p. 129 (le quartier est cité, mais non décrit) ; Ch<sup>er</sup> de Sailly, *Notice généalogique sur la famille de la Tour en Voivre*, 1851, in-4<sup>e</sup>, p. 51 : « L'écusson de la Tour, dit-il, représente six lionceaux affrontés. »

(8) Ms. de la Bibl. munic. de Nancy, feuillet 84.

sources donnent à *N. de La Tour* les armoiries de La Tour-en-Voivre (aux lions).

J'avais eu sujet de m'intéresser particulièrement à la question ; mais c'est en vain que je m'étais attaché à retrouver ce personnage dans la famille indiquée ; or, dans le travail que M. Génin a donné récemment à notre *Bulletin* (février 1904, v. p. 35), le seigneur dont il s'agit est nommé primitivement : « *N. de la Tour d'Ardenne* ».

En l'état des choses, il me paraît difficile de ne pas rattacher cet inconnu à la famille de Luxembourg-La-Tour ; mais, d'après des calculs chronologiques, qu'il serait trop long de reproduire ici, j'ai lieu de croire qu'il appartenait à une génération plus récente que celle de Henri et, *a fortiori*, que celle de Raoul et de Wainchelin. Ainsi, la famille se serait perpétuée un peu plus que l'on ne pensait.

De quelle famille faisait partie sa femme ? J'ai vu que la recherche serait longue, car le nom du Ménil est très répandu (1). Je me contente, quant à présent, de présenter le problème. « A chaque jour suffit sa peine », dit le proverbe.

L. GERMAIN.

---

## CHRONIQUE

---

### Versement de membre perpétuel

A versé la somme de 200 fr., dans les conditions indiquées à la délibération du 8 avril 1891, et est en conséquence devenu Membre perpétuel de la Société d'Archéologie lorraine :

Le Prince de Beauvau, membre de la Société, au château de Haroué.

(1) Il s'agit probablement, ai-je dit, des anciens seigneurs de Ménil-la-Tour ; mais la chose n'est pas certaine et il ne serait pas toujours facile de distinguer cette famille d'autres qui, à la même époque, ont porté un nom analogue.

## MUSÉE LORRAIN

### DONS

Par MM. Georges et Adrien Barbey : Quatre taques de cheminée, représentant des sujets allégoriques.

— M. Ch. Guyot : Grande boucle en fer, trouvée à la Belle-Fontaine, près Nancy.

— M. Nicolas Jacob, à Prény : Trois boulets en pierre, trouvés à Prény.

— M. Joseph Laurent, à Prény : Eperon en fer, à tige quadrangulaire, trouvé dans les ruines du château de Prény.

— Un anonyme : Aigle en bois doré (Empire) provenant d'un édifice public.

— M. Corbin : Torques et bracelet en bronze ; hache en serpentine (tumulus de la Garenne à Liverdun).

### ACQUISITIONS

*Objets provenant des fouilles faites par M. le comte J. Beaupré.*

#### Scarponne.

*Poterie.* — Amphore, pots et vases de différentes formes et matières (32 pièces). — Débris de vases avec noms de potiers (3 pièces). — Petites cruches et vases (3 pièces). — Coq et cheval en argile (tombe d'enfants).

*Verrerie.* — Grandes cruches et petite cruche. — Fiole lacrimatoire et diverses pièces brisées.

*Bronze et divers.* — Fibules de différentes formes (11 pièces). — Bracelet ? — Épingles en bronze, fer et os (3 pièces). — Cuillers en bronze, os (2 pièces). — Jetons ? en argile et verre (19 pièces). — Rouelle et objets en fer indéterminés. — Monnaies romaines, moyens et petits bronzes (21 pièces).

Petite plaque en argent avec figures et ornements. (Don de M. J. Noël)

#### Tumulus de Chaudeney.

Torques, bracelets en bronze de différentes formes (70 pièces). — Grains et colliers. — Fragments de poterie.

---

*Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.*

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.

**BULLETIN MENSUEL**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE LORRAINE**  
ET DU  
**MUSÉE HISTORIQUE LORRAIN**

---

NUMÉRO 12. — DÉCEMBRE 1904.

**Procès-verbal de la Séance du vendredi 11 novembre 1904.**

PRÉSIDENTE DE M. L. QUINTARD, PRÉSIDENT.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

**Communications.**

Le crédit de 500 francs, voté antérieurement en faveur de la Société, a été maintenu au budget départemental pour 1905.

En raison de l'absence de la plupart de nos membres à cette époque de l'année, il est décidé que la séance du mois d'août sera, à l'avenir, reportée au deuxième vendredi d'octobre ; la séance de novembre restant, comme auparavant, affectée au renouvellement du Bureau.

**Nécrologie.**

Il est donné avis du décès de MM. Émile Gallé et Stanislas Thomas.

**Admission.**

M. Louis Pierson de Brabois est admis comme membre titulaire.

**Présentations.**

Sont présentés en la même qualité : **M. Vanson**, contrôleur des contributions directes, à Neufchâteau, par MM. Lucien Wiener, Léopold Quintard et Pierre Boyé ; **M. Eugène Corbin**, à Nancy, par MM. le comte Jules Beaupré, Lucien Wiener et Léopold Quintard ; le comte Gaëtan **O'Gorman**, route de Barèges, à Pau, par MM. le comte d'Hennezel, L. Quintard et P. de Mont.

**Ouvrages offerts à la Société.**

*Miscellanées*, n° XIII, par M. Henri Bardy ; Saint-Dié, 1903, in-8° de 100 p.

*Notice historique sur l'ancienne église paroissiale de Saint-Louis, à Sainte-Marie-aux-Mines*, par M. J. Bourgeois ; Rixheim, 1904, in-8° de 63 p. et une carte.

*Les coutumes inédites du comté de Vaudémont*, par M. Pierre Boyé ; Paris, Imprimerie nationale, 1904, in-8° de 84 p.

*Compte rendu annuel de l'Académie de Stanislas (1903-1904)*, par le même ; Nancy, Berger-Levrault, 1904, in-8° de 16 p.

*L'exposition de la Société d'apiculture de l'Est au Concours national agricole de 1904*, par le même ; Nancy, Imprimerie nancéienne, 1904, in-8° de 7 p.

*Histoire et description des armoiries de Saint-Avold*, par M. Ph. Bronder ; Paris, Bronder, 1902, in-12 de 93 p., avec 24 gravures.

*Les noms des rues de Saint-Mihiel*, par M. Léon Germain : in-8° de 8 p.

*Armorial des lieutenants des habitants de Reims*, par Ch. Givélet ; Reims, Michaud, 1887, in-8° de 272 p., avec figures. (Don de M. Jadart.)

*L'église Saint-Jacques de Reims, son architecture, ses œuvres d'art, ses inscriptions* ; Reims, N. Monce, 1887, in-8° de 52 p., avec figures. (Don de M. Jadart.)

*Glossaire géographique vosgien*, par M. N. Haillant ; Epinal, 1901, in-8° de 35 p.

*Bibliographie géographique vosgienne*, par le même ; Epinal, 1902, in-8° de 23 p.

*Les noms des lieux habités des Vosges*, par le même ; Epinal, 1904, in-8° de 30 p.

*Mesures anciennes des diverses régions vosgiennes*, par le même ; Paris, Imprimerie nationale, 1904, in-8° de 24 p.

*Infiltration et traitement de l'élément germanique dans divers lexiques vosgiens*, par le même ; Epinal, 1904, in-8° de 40 p.

*Nicolas Briot, tailleur général des monnaies (1606-1625)*, par M. F. Mazerolle. (Extrait de 32 p. in-8°.)

*Un document sur la vie de famille de Nicolas Briot, 5-7 septembre 1624*, par le même. (Extrait de 12 p. in 8°.)

*Excursion épigraphique à Vicherey (Vosges)*, par M. Th. Pernot ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 26 p.

*La prostitution en Lorraine, et en particulier à Nancy, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par le docteur P. Pillement. (Extrait de la *Revue médicale de l'Est*, 1904, 29 p. in-8°.)

*Une petite ville lorraine à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant la Révolution : Thiaucourt, 1787-1799*, par M. Henry Poulet ; Paris, Berger-Levrault, 1904, in-8° de 196 p.

*Le Prieuré de Froville (1091-1791)*, par M. Léopold Quintard ; Nancy, Crépin-Leblond, 1904, in-8° de 30 p.

*Les seigneurs de Saulny, près de Metz, 2<sup>e</sup> édition*, par M. Ferdinand des Robert ; Nancy, Sidot, 1904, in-8° de 260 p. avec planches et une carte.

#### **Renouvellement du Bureau.**

L'ordre du jour appelle l'élection des membres du Bureau. Le Président déclare le scrutin ouvert et invite les membres présents à y prendre part.

Le dépouillement donne les résultats suivants :

. Votants : 33 ; majorité absolue : 17.

Obtiennent :

1<sup>o</sup> Pour les fonctions de Président : M. Léopold Quintard 28 voix ; M. René Martz, 2 voix ; M. Lucien Wiener, 4 voix ; M. Ferdinand des Robert, 1 voix ; bulletin blanc, 1.

2° Pour les fonctions de Vice président : M. de Mont, 22 voix ; M. Emile Duvernoy, 3 voix ; M. Pierre Boyé, 2 voix ; M. Quintard, 1 voix ; M. Martz, 1 voix ; M. Favier, 1 voix ; M. Lefebvre, 1 voix ; bulletins blancs, 2.

3° Pour les fonctions de Secrétaire : M. Boyé, 29 voix ; M. Duvernoy, 2 voix ; bulletins blancs, 2.

4° Pour les fonctions de Secrétaire-adjoint : M. Marcel Maure, 28 voix ; M. Duvernoy, 26 voix ; M. Jules Beaupré, 1 voix ; M. Georges Goury, 1 voix ; M. Laprévote, 1 voix ; M. Martz, 1 voix ; M. de Mont, 1 voix ; M. Charles Sadoul, 1 voix ; bulletins blancs, 6.

En conséquence la composition du bureau n'est pas modifiée.

#### Lectures.

Le comte Jules Beaupré donne successivement lecture de ses *Observations sur le résultat des fouilles faites à Scarpone, aux frais de la Société, en 1904* ; et d'une notice sur *Les tumulus de Chaudeney*. Les objets découverts, tant à Scarpone qu'à Chaudeney, sont présentés aux auditeurs. Au nom de la Société, le Président remercie M. Beaupré et ses collaborateurs de leurs sagaces investigations, et les félicite du résultat obtenu.

En attendant la rédaction définitive de son travail, M. Léon Germain développe oralement les conclusions auxquelles l'ont amené de récentes recherches *Sur l'origine du cri de guerre ducal : « Priny, Priny »*.

---

## MÉMOIRES

---

### UNE TAQUE DE FOYER AUX ARMOIRIES DE BERNARDIN II DE LENONCOURT, 1602.

Après avoir publié deux belles taques de foyer aux armoiries ducales, la première de Charles III (1), l'autre

(1) *Bull. Soc. d'Archéol. lorr.*, 1901, p. 243-248.

de Léopold (1), il me paraît tout indiqué d'en reproduire une qui rappelle la plus illustre famille de la chevalerie lorraine. La Maison de Lenoncourt (2) mérite cette qualification par la haute situation qu'elle tint toujours dans le duché, par le grand nombre de branches qu'elle a produites et par son origine reculée. Une tradition la donnait comme une branche de la famille ducale ; elle porta primitivement le nom même de notre capitale, Nancy ; elle comptait parmi ces quatre Maisons que l'on considérait comme les Maisons fondamentales de la chevalerie lorraine, les quatre piliers, oserais-je dire, de l'édifice féodal, et auxquelles, à défaut d'une expression aussi courte et plus juste, on a attaché la dénomination de « grands-chevaux », créée vraisemblablement par Chevrier, dans un sens quelque peu sarcastique (3). La famille de Lenoncourt s'est éteinte dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, laissant pour héritiers de son nom et de ses armes les Sublet d'Heudicourt.

Seule, je crois, parmi nos grandes familles, elle a compté des princes de l'Eglise : deux cardinaux ; à elle aussi appartenait le fastueux archevêque de Reims qui a sacré le roi François I<sup>er</sup>. Comme il avait le titre de pair de France, le grand recueil du P. Anselme a produit une généalogie de cette Maison (4) ; le travail a été repris et augmenté dans le *Dictionnaire de la Noblesse* de La Chesnay-des-Bois ; mais cette généalogie présente encore des lacunes considérables, ainsi que j'ai déjà eu occasion de le dire plus d'une fois.

Il existe plusieurs taques, différentes de dessin et d'époque, aux armes de la famille de Lenoncourt ; j'ai eu

(1) *Ibidem*, 1903, p. 131-135.

(2) Canton de Saint-Nicolas, arr. de Nancy.

(3) Cf. mon opuscule *Grands et petits chevaux de Lorraine*, extrait de l'*Annuaire du Conseil héraldique de France*, 1896.

(4) Le P. Anselme, *Hist. généal. de la Maison de France et des grands officiers de la Couronne*, 3<sup>e</sup> édit., 1733, t. II.



occasion d'en signaler quelques-unes dans un travail que je rappellerai tout-à-l'heure; on trouvera mention de deux autres, conservées au Musée historique lorrain, dans le Catalogue publié par M. L. Wiener (1). Je pourrais encore en citer davantage, existant hors de Nancy; mais cela m'entraînerait loin.

Celle dont je vais parler appartient au même Musée; c'est la plus ancienne de la famille que je connaisse; l'irrégularité de sa facture et une partie non déchiffrée de son inscription contribuent à la rendre particulièrement curieuse. Je pense donc qu'on la retrouvera volontiers ici, bien que je l'aie déjà publiée incidemment, à propos du cimier et des supports, rarement décrits, de la Maison dont elle évoque le souvenir: il s'agissait d'une taque à laquelle on avait donné pour motif principal un moule aux armoiries des Lenoncourt, avec les ornements extérieurs que je viens de mentionner; mais, à l'écu primitif, on substitua ceux d'un membre de la famille de Busselot et de sa femme; j'ai cru devoir, dans cette étude, rechercher les taques qui, avec le même motif principal, ont subi des transformations de ce genre, et les monuments qui montrent quels étaient le cimier et les supports ordinaires des Lenoncourt 2).

La présente taque, d'un très noble style, est rectangulaire (H., 1<sup>m</sup>,07; L., 1<sup>m</sup>,18) très grande et lourde. Elle offre, au centre, l'écu à la croix engrelée (3); il est bordé de petites moulures; le haut dessine une accolade: les angles supérieurs sont coupés et les côtés échancrés d'une manière symétrique. L'écu est entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel avec le médaillon, et supporté par

(1) *Musée historique lorrain... Catalogue des objets d'art et d'antiquité*, par Lucien Wiener (Nancy, 1895), p. 225-216, n<sup>os</sup> 1445 et 1446.

(2) *Une taque de foyer aux écussons de Jacques III Busselot et de Judith Gaucain, sa femme (XVII<sup>e</sup> siècle)*; Nancy, 1897 (extr. des *Mém. Soc. des lettres... de Bar-le-Duc*, III<sup>e</sup> série, t., VI).

(3) La Maison de Lenoncourt porte: d'argent à la croix engrelée de gueules.

un griffon et par un lion, ayant tous deux la queue passée entre les jambes, et chacun les pattes de derrière posées sur un tertre isolé. Au-dessus se trouvent *contournés*, c'est-à-dire tournés à sénestre, ce qui doit être le résultat d'une maladresse, le cimier et le *timbre* : un casque grillé, de profil, garni de lambrequins qui se développent largement dans le haut de la composition. Le cimier consiste en une meule de moulin au milieu d'un vol orné de la croix (1). Quatre fleurs de lis meublent les angles supérieurs et les vides laissés à côté du médaillon (2). Une large bordure renferme l'inscription, rétrograde, en caractères gothiques très bizarres ; elle commence en bas, à la gauche, et paraît devoir être ainsi lue : *Bernardi(nus. de. Lenonc)ourt. | Eques. Torquatus* (3). *Regiæ. Militi | æ. Francoru.* (4), puis quatre ou cinq mots qu'il a été jusqu'ici impossible de lire, le dernier, au bas, écrit dans le sens habituel ; ensuite, on voit la date, rétrograde, un point séparant chaque chiffre : 1. 6. 0. Z (1602).

Le premier des mots indéchiffrés commence par un caractère de forme insolite et extraordinaire ; les deux autres caractères sembleraient être *o c* ; le second groupe peut se lire *Lomey*, mais quel sens lui donner ? Le mot suivant serait peut-être *Colli* avec deux autres lettres faisant retour sur la partie horizontale inférieure de la bordure. Puis un dernier, de sept ou huit lettres, commence, à ce que je crois, par un *D* et finit par *it*. On m'avait proposé de lire : *(Anno) Domini*, à cause de la date qui suit ; pourtant, outre que cette formule ne s'est jamais, que je sache,

(1) Sur ce cimier, es. mon travail *Une taquede foyer...*, § III, p. 14-18.

(2) Ces fleurs de lis paraissent témoigner des attaches très françaises de cette branche de la Maison de Lenoncourt ; du reste, elles accompagnent dignement l'« Ordre du Roi ».

(3) Le T est mis la tête en bas.

(4) Le graveur, qui du reste s'est acquitté fort bien de sa tâche, a omis un sigle d'abréviation qui existe au-dessus de l'u et remplace un m : *Francorum*.

rencontrée sur une taque, la date est inscrite en sens inverse et le mot se termine par un *t*.

Toute cette partie problématique me paraît se rapporter aux dignités de Bernardin, sur lesquelles nous sommes incomplètement renseignés. Je pense notamment que les mots *Militiae Francorum* devraient être suivis de l'indication d'un grade militaire ; mais, ce grade, nous ne le connaissons pas, et bien bizarres étaient souvent les expressions latines que, aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles, l'on attachait aux offices de l'armée.

Le personnage auquel se rapporte cette taque est évidemment Bernardin II de Lenoncourt (1), « baron de Neuvron (2), seigneur de Gondrecourt (3), Olley (4), Saulmoucey (5) et la Neuville au bois (6) en partie, chevalier de l'ordre du roi » bailli de Saint-Mihiel (7), mort en 1605 (8). Bernardin fut aussi chevalier de la Toison d'Or, dès 1579 (9).

(1) Fils de Louis II de Lenoncourt, seigneur de Gondrecourt et de Serres, bailli de Saint-Mihiel, et de Catherine de Haraucourt.

(2) Ferme, commune d'Olley, qui suit. Neuvron fut érigé en comté l'an 1763 (*Dict. topogr. de la Moselle*). On chercherait vainement, sans doute, un acte d'érection en baronnie. J'ai fait remarquer plusieurs fois déjà que, au *xvi<sup>e</sup>* siècle, un grand nombre de membres de la chevalerie, possesseurs de seigneuries importantes, prirent d'eux-mêmes le titre de baron, avec, ce semble, l'assentiment du duc.

(3) Canton de Conflans, arr. de Briey, Meurthe-et-Moselle.

(4) Même canton.

(5) Je présume qu'il faut lire *Saulmourey*, pour *Saulmory*, canton de Dun, arr. Montmédy, Meuse.

(6) F. Liénard, *Dict. topogr. de la Meuse*, indique la forme *Laneuville-aux-Bois*, en 1398, pour *Laneuville-au-Rupt*, canton de Void, arr. de Commercy, Meuse.

(7) Bernardin ne figure pas dans les listes des baillis de Saint-Mihiel données par Dumont (v. *Hist. de Saint-Mihiel*, t. III, p. 136-137), et par Henri Lepage (*Les Offices...*, p. 122).

(8) Le P. Anselme, *o. c.*, t. II, p. 62, art. *Lenoncourt*, br. de Gondrecourt, degré X. — Il y est dit que Bernardin « donna son dénombrement au duc de Lorraine, en son nom, et en celui de Charles, son frère, héritiers de feu Louis de Lenoncourt, leur père, de la terre de Richécourt, le 15 février 1573 ».

(9) *Archives de Clervaux* (t. XXXVI des *Publications... de Luxembourg*, 1883), n° 2250.



TAQUE DE FOYER

Aux armoiries de Bernardin II de Lenoncourt.

1602.

« Partie supérieure des armoiries de la famille de Lenoncourt, plaque se rapportant à des alliances avec celles de Choiseul et de Bemelburg, dont les noms s'y trouvent gravés ; sculptures sur ardoise. »

Ce travail, en très bas relief, de fine sculpture et de fort beau style héraldique, représente en effet, dans une couronne, l'écu de Lenoncourt, au champ damasquiné, entouré du collier de la Toison d'Or, avec les supports et le cimier, celui-ci contourné et dont chacune des ailes est ornée de la croix engrelée ; latéralement existaient deux petits écussons en losange armoriés ; il n'en reste que la partie supérieure ; mais les noms sont inscrits au-dessus : CHOISEVL-BEMELBVRG. Par conséquent l'époque paraît devoir se placer entre 1578 et 1603, et sans doute plus près de la première date, puisque, à ce qu'il semble, Bernard n'était pas encore chevalier de l'Ordre du Roi. Chacun connaît les armes de Choiseul : *d'azur à la croix d'or, contournée de 18 (ou 20) billettes de même* (1). Les armes de Bemelbourg doivent être : *Ecartelé d'argent et d'azur* (2).

Pourquoi, sur ce monument, le cimier est-il *contourné*, comme sur la taque ? La sculpture est trop soignée pour qu'il soit permis de croire à une distraction. Y a-t-il là une fantaisie d'artiste, ou bien ce monument avait-il un pendant, qui engageât à tourner ainsi le cimier, afin qu'il regardât le milieu, conformément à la mode germanique ?

J'ai dit que les généalogistes de la famille de Lenoncourt n'ont pas connu la seconde femme de Bernard ; mais il y a lieu de faire remarquer qu'elle devait être âgée lors de cette troisième alliance, vers 1578 ; en effet, son

(1) Sur le monument, on ne voit que la branche supérieure de la croix ; les billettes ont été négligées.

(2) D'après le monument du Musée, qui donne seulement le haut de l'écu, un *parti*, il semble qu'il ait existé un écartelé ; ainsi je pense qu'à cette famille se rapporte l'article suivant de l'*Armorial de Lorraine* publié dans le *Héraut d'Armes* (v. t. II, p. 375, n° 79) :

<sup>A</sup> « BENSELBOURG (*sic*), alliance de Myon. — Ecartelé d'argent et d'azur. »

premier mariage, avec Bernard d'Eltz, remontait à 1537 (1). Elle était fille de feu Frédéric de Bemelbourg, bailli de Vianden (2), et de Marguerite de Mérode (3). Devenue veuve, avec quatre fils (4), vers 1550 (5), elle épousa en secondes noces, dès 1562 (6), un personnage énigmatique, sans doute un Espagnol, nommé ordinairement, comme je l'ai dit, Charles de Millort, mais que l'on trouve aussi appelé : « le capitaine don Carl de Millort (7) », « Charles Millort von Cundo (8) » et « Charles Crude dit Millort (9) ». Il mourut dès 1567 (10). Marguerite eut de lui des enfants (11), dont je ne connais qu'une fille, Eve de Millort, qui fut religieuse à Trèves (12).

Quant à la descendance de Bernardin de Lenoncourt, les généalogistes lui donnent trois enfants : 1<sup>o</sup> Théodore, seigneur de Gondrecourt, comte du Saint-Empire, bailli de Saint-Mihiel, etc., qui continua la lignée ; 2<sup>o</sup> Antoine, le second primat de Nancy, que j'ai déjà cité ; 3<sup>o</sup> enfin, Philiberte, dame chanoinesse de Remiremont, mariée en 1579 à Jean d'Allamont, seigneur de Malandry. Je pense que Bernardin fut aussi le père de *Barbe*, religieuse de l'ordre de Saint-Dominique à Metz, d'après la mention suivante inscrite dans l'obituaire des Dominicaines de cette ville, au 22 août.

« *Ob. Dominus Bernardinus de Lenoncourt, eques divi Michaelis et pater sororis nostræ Barbaræ de Lenoncourt* (13). »

(1) *Archives de Clervaux*, n° 1786.

(2) Près de Dickirch, grand-duché de Luxembourg.

(3) *Archives de Clervaux*, n° 1786.

(4) *Archives de Clervaux*, n° 2376.

(5) *Ibid.*, n° 1918.

(6) *Ibid.*, n° 2025.

(7) *Ibid.*, n° 1991.

(8) *Ibid.*, n° 2037.

(9) *Ibid.*, n° 2085.

(10) *Ibid.*, n° 2085.

(11) *Ibid.*, n° 2097.

(12) *Ibid.*, nos 2246 et 2528.

(13) *Mém. de l'Académie de Metz*, année 1897-98, p. 66.

Pour finir, je noterai une qualification singulière donnée à un personnage qui ne peut, ce me semble, être autre que celui dont je m'occupe. Dans les chartes de Clervaux, on voit assister comme témoin à un contrat de mariage, le 30 septembre 1601 : « Bernhard de Lenoncourt, baron de Hassonville, etc. (1) ». Ce dernier nom me paraît désigner Haussonville (2), qui était qualifié de baronnie ; mais pourquoi Bernard portait-il ce titre, alors que la famille de nom et d'armes n'avait pas cessé d'exister (3) ?

Or je viens de me reporter au compte rendu critique que j'ai publié du travail de M. le curé Paquatte sur Haussonville, daté de 1895 (4). J'y ai fait remarquer ceci (5) : de certains textes produits par l'auteur, sans qu'il s'y soit arrêté, il résulte que, dans la seconde moitié du *xvii*<sup>e</sup> siècle, un quart de la terre d'Haussonville était passé à la Maison de Lenoncourt ; il est parlé du marquis de Lenoncourt ou de Blainville (6) ; or le fils de Théodore de Lenoncourt, seigneur de Gondrecourt, c'est-à-dire le petit-fils de Bernardin, est le premier de sa famille qui ait porté le titre de marquis de Blainville. Quelle est la conclusion à tirer de ces faits ? C'est, si je ne m'abuse, qu'une partie de la baronnie d'Haussonville a été acquise vers 1601 par Bernard de Lenoncourt ; et cela est très important, puisque, jusqu'à présent, on ignorait comment et à quelle date les Lenoncourt étaient entrés à Haussonville.

Aussi, notre taque de foyer, intéressante par elle-même, l'est en outre par le personnage dont elle offre les armes ; car les généalogistes ont parlé de lui d'une manière beaucoup trop incomplète.

L. GERMAIN.

(1) *Archives de Clervaux*, n° 2307.

(2) Canton de Bayon, arr. de Lunéville (Meurthe).

(3) Cf. le P. Hugo, *Hist. de la Maison des Salles*, p. xxiii.

(4) Abbé Paquatte, *Notice sur Haussonville*, Metz, 1895, in-8°, 226 p., 2 planches.

(5) *Haussonville, compte rendu critique* (Nancy, 1896, in-8°, 27 p.) ; v. p. 23, note 2.

(6) Blainville-sur-l'Eau, canton de Bayon, ar. de Lunéville.

LES DESCENDANTS ET LA SUCCESSION  
DES DU CHATELET.

Il y a seize ans nous publiions, dans les *Mémoires de la Société philomatique vosgienne*, un article sur les descendants des du Châtelet. Le petit-fils d'un des plus anciens avocats de Strasbourg nous avait communiqué à cette époque les papiers de son grand-père. Un grand nombre d'erreurs s'y étaient glissées et nous avons tenu à refaire ce travail, dont les données nouvelles ont été puisées dans les archives particulières des familles que nous citons.

Dom Calmet nous apprend que Louis-Jules du Châtelet, baron de Cirey, seigneur de Pierrefite, Domjulien, etc., épousa, le 25 février 1618, Christine de Cleseneuve. De leurs nombreux enfants, deux seulement continuèrent la famille.

1<sup>o</sup> Le second : Nicole-Françoise, épousa, le 22 septembre 1663, Charles de Broussel, comte de la Neufville, dont nous parlerons plus loin.

2<sup>o</sup> Le premier : Charles-Antoine du Châtelet, mort à Paris, le 18 avril 1680, ne laissa de son mariage avec Marie de Neuville, qu'une fille : Marie-Gabrielle-Charlotte du Châtelet, mariée le 15 mars 1692, à son cousin Florent du Châtelet, comte de Lomont.

Cette union réunissait, en une seule, deux des branches de cette illustre maison.

Des sept enfants qui en sont issus, un seul continua la famille : Florent-Claude, marquis du Châtelet, maréchal de camp, marié le 20 juin 1725 à celle qui fut depuis l'amie de Voltaire et de d'Alembert, la belle Gabrielle-Émilie de Breteuil.

Ils ne laissèrent à leur tour que deux enfants : Marie-Gabrielle, épouse de dom Alphonse Caraffa, duc de Monténégro, neveu du pape Paul IV : et un fils : Florent-Louis-Marie, né le 20 novembre 1727, et connu dans la société française sous le titre de duc du Châtelet.



Ce fut le dernier de son nom, car les autres branches de la famille s'éteignirent successivement dans la personne 1<sup>o</sup> de : Ferdinand François Florent, marquis du Châtelet, mort en janvier 1757, sans enfants de Marie-Emmanuelle de Poitiers, et 2<sup>o</sup> de son frère Jean-Baptiste-François, marquis d'Haraucourt, mort sans alliance le 2 avril 1770.

D'après tous les mémoires du temps, le duc du Châtelet était un noble cœur et un grand esprit, généreux, aimable, savant, mais naïf et plein d'illusions. Après avoir embrassé d'abord avec enthousiasme les idées et les théories de 89, il s'arrêta devant celles de 91 et reconnut promptement l'abîme où allait s'engloutir la société française. Il avait épousé, le 24 avril 1752, Diane-Adélaïde de Rochechouart-Faudoas. Son plus proche parent était son cousin germain Florent-Alexandre-Melchior de la Baume-Montrevel, fils de Melchior-Esprit de la Baume, comte de Montrevel et de Marie-Florence du Châtelet, morte à Mâcon le 14 octobre 1770.

Enfin, il avait un cousin issu de germain : Nicolas-Antoine-Augustin de Broussel, comte de la Neuville, petit-fils de Nicole du Châtelet.

## I

Le 15 avril 1792, le duc du Châtelet, n'ayant point d'enfant, avait fait son testament en faveur de sa femme. Dans les premiers jours de décembre 1793, il fut arrêté dans Paris et comparut devant le tribunal révolutionnaire. Condamné, il essaya, mais en vain, de se suicider pour que son testament ne fût pas nul, et fut guillotiné le 13 décembre de la même année.

Sa femme émigra d'abord, puis rentra en France, et parvint à se réfugier quelque temps à la maison Belhomme. Mais ces ressources s'épuisèrent et il vint un moment où ne pouvant satisfaire aux exigences de l'exploiteur qui dirigeait cet asile, elle dut en sortir. Emprisonnée aussi-

tôt, elle comparut devant le tribunal révolutionnaire où son amie, la duchesse de Gramont, plaida courageusement sa cause, et fut guillotinée le 22 avril 1794. Son testament, en date du 10 septembre 1793, laissait toute sa fortune et celle de son mari à sa nièce Diane Adélaïde de Damas, née à Paris le 23 janvier 1761 et mariée à Cirey le 22 août 1777 à Charles François, comte de Simiane.

## II

Le comte Florent de la Baume-Montrevel, cousin-germain du duc du Châtelet et son plus proche parent, n'avait pas émigré. Il fit, le 6 février 1794, un testament en faveur de sa cousine Marie Éléonore Eugénie de Lévis Château-morand, veuve de François-Charles Casimir de Saulx-Tavannes.

Incarcéré quelques mois après, il fut décapité le 7 juillet 1794. L'exécution de ses dernières volontés fut demandée par ses neveux et nièces : Charles-Casimir de Saulx et ses sœurs Gabrielle-Charlotte-Éléonore, épouse d'Esprit-Boniface de Castellane et Catherine-Charlotte-Eugénie, veuve de Jacques-Alexandre-Innocent Le Sénéchal de Kercado. Mais le testament d'un supplicié n'avait aucune valeur, et cette succession augmentée de celles du duc du Châtelet et de sa femme, morts avant leur cousin, fut revendiquée par :

1<sup>o</sup> Augustin-François-Joseph de Lannoy, représenté par ses fils Jacques-Adrien-François et Ferdinand-Joseph.

2<sup>o</sup> Amélie Constance Marie, épouse de M. de Trazéguier, fille de François Ferdinand de Lannoy et de Marie-Constance de Lannoy.

3<sup>o</sup> Marie-Ferdinande-Liévine-Joseph-Colette de Lannoy, épouse de Charles-Joseph de Maisniel.

4<sup>o</sup> Marie-Joséphine-Eugénie de Lannoy, fille de François-Ferdinand.

5<sup>o</sup> Marie-Charlotte-Alexandrine de Lannoy, sœur de la

précédente, femme de Joseph-Guy-Louis-Hercule de Tulle de Villefranche.

6° Charles-Joseph Cardon de Vidampierre, petit-fils de Gabrielle-Françoise-Charlotte-Eugénie de Capizuchy, cessionnaire de Joseph, François-Joseph, Marguerite-Nicole, et Anne Barbe Bloise d'Hannonville.

7° Anne-Joséphine-Claude Cardon de Vidampierre, épouse de Louis-Philippe Eugène de Béthune.

8° Antoinette-Placide-Marie-Désirée de Tartre de Chilly, femme de Claude-Antoine Louis de Champagne et fille de Catherine Cardon de Vidampierre.

9° Monique de Capizuchy-Bologne, épouse d'Ignace-Paul-Simon de Messey.

10° François-Marie Guillon, cessionnaire de Françoise-Charlotte-Sophie de Broussel, veuve de Jean Belbedat de Lannoy et de Nicolas-Antoine-Augustin de Broussel.

11°-14° Charles-Albert-Emmanuel, François-Joseph-Henry, Charles, et Marie-Alix-Claudine, femme de Charles-Antoine Comperc, tous les quatre enfants d'Ignace-Godefroy de Lannoy et de Marie-Robertine de Lannoy.

15° Charles-Joseph de Rozières, fils d'Anne-Marguerite Cardon de Vidampierre et neveu de François-Charles-Humbert Cardon.

16° Louis-Edme Ferré, veuf de Charlotte-Eugénie Bloise d'Hannonville.

17° Jeanne-Jacquette-Charlotte de Foudras, veuve de Jean-Henri Antoine-François Belot de Chevigny et fils de Louis de Foudras et d'Antoinette de Capizuchi-Bologne.

18° Louis-Hugues Roland de Foudras et sa sœur Eugénie-Louise-Claire Glossinde, épouse de Théodore de Feulong, enfants d'Alexandre-Henri de Foudras et de Marguerite-Françoise de Capizuchy.

19° Adrien-Charles-Marie de Lannoy et sa sœur Émérance-Rose-Adélaïde, épouse de Charles Malvin de Montazet.

Tous ayant-cause d'Adrienne-Philippine-Thérèse de Lannoy, mariée le 11 mai 1673 à Jacques-Marie de la Baume-Montrevel, aïeul du condamné, ou de Nicole-Françoise du Châtelet, mariée à Charles de Broussel, seigneur de la Neufville.

Ils furent envoyés en possession provisoire le 2 avril 1796, et les choses restèrent en l'état jusqu'au 6 mai 1807.

A cette époque, les lois révolutionnaires avaient supprimé les substitutions et d'un autre côté il était plus facile de faire valoir les testaments des victimes. Les nombreux héritiers, dont nous venons de donner la liste, conservèrent l'héritage des La Baume-Montrevel, mais accordèrent la délivrance du legs universel fait par le duc du Châtelet en faveur de sa femme.

Le testament de l'infortunée duchesse fut exécuté : ses biens et ceux de son mari échurent à leur nièce, Madame la comtesse de Simiane, née de Damas.

Veuve depuis le 28 février 1787, elle avait été l'une des femmes les plus belles et les plus distinguées de la cour de Louis XVI. Elle vint s'établir à Cirey, où son inépuisable charité la fit adorer pendant de longues années, tandis que les charmes de son esprit et de sa conversation attiraient autour d'elle nombre de parents et d'amis.

Son frère, Joseph-Élisabeth-Roger, marquis de Damas, né le 4 septembre 1763, mourut à Cirey le 3 septembre 1823.

Il avait épousé, le 24 août 1814, Louise-Pauline de Chastellux, et Madame de Simiane lui avait assuré au moment de son mariage, par don entre vifs, l'ancien domaine des du Châtelet.

Son fils, Charles-Alexandre-Roger, marquis de Damas, né à Paris le 4 octobre 1818, recueillit ainsi la terre de Cirey, quand la comtesse de Simiane y mourut, le 9 avril 1835. Il y finit lui-même ses jours, le 12 janvier 1873, laissant de sa femme, Marie-Charlotte-Césarie de Boisgelin, six enfants, dont quatre sont aujourd'hui vivants.

En 1892, la terre de Cirey fut vendue et sortit définitivement de la famille de Damas.

### III

Nous avons vu que le duc du Châtelet avait, en 1794, un cousin issu de germain, Nicolas Antoine Auguste de Broussel, comte de la Neuville, petit fils de Nicole du Châtelet, et qui aurait pu, à la mort de son parent, se regarder comme héritier de tous les biens substitués de la maison du Châtelet. En effet, la terre de Cirey, d'abord confisquée par Louis XIII, avait été restituée par suite des démarches de Madame Christine du Châtelet, et grâce à un jugement rendu le 25 juin 1663, par des commissaires députés, au nom du Roi, la substitution fut maintenue et arrêtée en faveur des enfants de Louis-Jules du Châtelet, au nombre desquels se trouvait la grand'mère de Monsieur de Broussel.

Mais les substitutions étaient abolies et le comte de Broussel était mis hors la loi comme émigré, aussi le duc du Châtelet avait-il pu tester en faveur de son épouse. Dès les premières années de la Révolution, le comte de Broussel avait dû quitter la Lorraine avec sa famille, pour échapper au tribunal révolutionnaire, et s'était réfugié dans le Grand-Duché de Bade. La perte de sa fortune fut la conséquence de cette émigration. Le peu d'argent qu'il avait pu réaliser, à la hâte, avant son départ, fut bientôt épuisé, et pendant longtemps, lui et son épouse durent recourir à l'emploi de leurs talents et au travail de leurs mains pour subsister.

La liste citée plus haut des personnes revendiquant le double héritage du Châtelet et Montrevel nous montre que le comte de Broussel était mort en 1796, puisque « sa veuve » y figure comme ayant cédé ses droits à François-Marie Guillon. Elle-même mourut peu d'années après,

laissant deux fils, Charles et Alexandre, l'aîné, infirme depuis sa naissance ; tous les deux très jeunes encore, seuls en pays étrangers.

Après la Restauration de 1814, le plus jeune des frères fit un voyage en France pour voir quelques parents qui existaient encore. Un de ceux-ci lui restitua les papiers de famille que le comte de Broussel lui avait confiés avant de quitter la France.

Ce n'est que par la lecture de ces papiers que les deux frères connurent l'étendue des pertes que leur famille avait subies par le fait de la Révolution.

L'abolition des substitutions, et la cession régulièrement faite de tous leurs droits en 1796 à François-Marie Guillon (sans doute contre une forte indemnité), ne leur laissait absolument rien à prétendre sur les anciens biens de leur famille.

Néanmoins le plus jeune, Alexandre de Broussel, se présenta au château de Cirey, fut très bien accueilli par Madame la comtesse de Simiane, et lui fit connaître par ses gens d'affaires, la situation de sa famille. La généreuse femme s'apprêtait à la mentionner dans son testament, quand elle mourut le 9 avril 1833, sans avoir eu le temps de le faire.

Nous ignorons si Messieurs de Broussel ont laissé une postérité, mais leurs aïeux : Charles de Broussel et son épouse Nicole du Châtelet, ont eu une fille, Charlotte-Élisabeth, mariée, en 1684, à Pierre-Gaston de Capizuchi, marquis de Bologne, décédé le 21 juillet 1698. Nous donnons ci joint sa descendance actuelle, avec la généalogie des Broussel de la Neufville, qui s'y rapporte, et se trouve au numéro 190 du fonds Bellot-Herman, des manuscrits de la bibliothèque de Bar-le-Duc, généalogie que nous avons prolongée jusqu'aujourd'hui.

I

Jehan Broussel, secrétaire du duc de Lorraine, anobli en 1570, père de

II

Pierre de Broussel, baron de la Pierre, seigneur de la Neufville, capitaine des gardes du duc de Guise, gouverneur de Troyes, ambassadeur en Angleterre pour le roi Henri IV, tué en duel. Il avait épousé par contrat du 18 novembre 1587, demoiselle Marie de Mauroy (Ballesaux et Dramard, notaires à Troyes), fille de Jacques de Mauroy, écuyer, conseiller du roi, et de Perrette Angenoust.

III

Louis de Broussel de la Neufville, commandant de cavalerie en Piémont, sous le prince Thomas de Savoie, marié par contrat du 3 juillet 1632 (Nicolas Chartel et Dorey, notaires à Troyes), à Élisabeth-Éléonore Berthaut, fille de Louis Berthaut, seigneur de la Forest-sous-Fralègne, contrôleur des eaux et forêts au baillage de Troyes et d'Élisabeth Beaupoil.

De leur union naquit :

IV

Charles de Broussel, écuyer, seigneur de la Neufville, baron d'Ambonville, seigneur de la Voillecomte, bailli de Montreuil, Brousseval, Le Châtelier, épousa Nicole-Françoise du Châtelet de Pierrefitte, par contrat passé en la châtellenie de Pierfitte, le 22 septembre 1663 (Géraud et Thomas, notaires), fille de Louis-Jules du Châtelet, gouverneur d'Aigues-Mortes et de Christine de Cleseneuve.

De cette union :

V

Charlotte-Élisabeth de Broussel de la Neufville, mariée en 1684 (archives de la Haute-Marne) à Pierre-Gaston de Capizuchi, premier marquis de Bologne, décédé à Bonne-

court le 21 juillet 1698 (fils de Claude de Capizuchi, gouverneur de Nogent-le-Roi, et de Jeanne de Saint-Belin).

De ce mariage :

VI

Camille-Antoine de Capizuchi, marquis de Bologne, capitaine au régiment de Toulouse, marié en 1715 (archives de la Haute-Marne) à Anne-Françoise de Cultz de Deuilly, fille de Charles-Henri de Cultz, comte de Deuilly, baron de Cemboing et d'Anne-Léopoldine-Guillemette de Serro.

De ce mariage :

VII

Charles-Camille, marquis de Capizuchi-Bologne, capitaine de carabiniers, chevalier de Saint-Louis, exécuté à Paris le 17 nivôse an II, marié à Chassey, le 12 octobre 1745 à Françoise-Antoinette de Choiseul-Beaupré, fille de Charles-Joseph de Choiseul, brigadier des armées du Roi, et de Nicole-Claire-Madeleine de Choiseul-Beaupré.

De cette union :

VIII

Marie-Charlotte-Monique de Capizuchi-Bologne, chanoinesse de Saint-Pierre de Poulangy, mariée le 16 décembre 1781, à Échenay (Haute-Marne), à Ignace-Paul-Simon, vicomte de Messey, lieutenant-général des armées du Roi, chevalier de Malte, commandeur de Saint-Louis, fils de Gabriel, comte de Messey, chambellan et premier gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté le Roi de Pologne, duc de Lorraine, et de Louise-Pétronille de Ligniville, grande maîtresse de la cour de la duchesse Élisabeth-Charlotte de Lorraine, et dame de la Croix Étoilée.

De ce mariage :

IX

Charlotte-Victoire-Clémentine-Angélique de Messey, mariée par contrat du 16 mars 1812, à Paris, à Charles-François Emmanuel-Edwige de Pillot Chenecey, marquis et comte de Coligny, comte de Hornbourg et du Saint-



Empire germanique (fils de Marie-Charles-Ignace de Pillot-Chenecey, marquis et comte de Coligny (armes substituées), et de Marie-Aimée-Claude Camille-Bernard de Sas-senay, chanoinesse du chapitre noble d'Alix en Lyonnais).

De cette union :

X

Marie-Esprit-Louis de Pillot-Chenecey, marquis et comte de Coligny, marié le 29 décembre 1841, à Louise-Georgine-Élisabeth-Nancy de Thoisy, fille de Jean Baptiste-Amédée baron de Thoisy et de Amélie-Henriette-Jeanne-Guillaume de Chavaudon.

De ce mariage :

XI

Marie-Auguste-Donat-Raoul de Pillot-Chenecey, marquis et comte de Coligny, marié à Dijon le 28 novembre 1872, à Marie Anne-Hélène Quarré de Château-Regnault d'Aligny, fille de Ludovic-Étienne Quarré de Château-Regnault, vicomte d'Aligny, et de Marie-Yolande de Montmorillon.

De cette union sont issus :

1<sup>o</sup> Marie-Louis-Charles-Simon de Pillot-Chenecey, lieutenant d'artillerie.

2<sup>o</sup> Marie-Ludovic Emmanuel de Pillot-Chenecey, lieutenant de cavalerie, marié le 18 juin 1903, à Germaine Chantal de Pins-Montbrun.

3<sup>o</sup> Anne Marie-Marguerite-Hélène-Cécile-Odetta de Pillot-Chenecey, mariée le 12 mai 1903, à Constant Rimoz de la Rochette, lieutenant de cavalerie.

Les Pillot-Chenecey portent :

*Écartelé : au 1<sup>er</sup> et au 4<sup>e</sup> d'azur à trois fers de pique versés d'argent [qui est de Pillot-Chenecey (Franche-Comté)] ; aux 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de gueules à l'aigle d'argent, becqué, membré et couronné d'azur [qui est de Coligny, armes de substitution (Bourgogne et Bresse)] ; et sur le tout d'Hornbourg : d'or à l'aigle éployé de sable, par collation de l'empereur des 2 mai et 2 septembre 1761, avec érection en comté.*

COMTE DE WARREN.

UNE LETTRE INÉDITE DE CHRISTINE DE DANEMARK,  
DUCHESSE DOUAIRIÈRE DE LORRAINE.

François I, duc de Lorraine et de Bar, fils d'Antoine, duc de Lorraine, et de Renée de Bourbon-Montpensier, né le 15 février ou le 23 août 1517 (1) mort le 12 juin 1545, avait épousé à Bruxelles le 10 juillet 1541 (2) Christine ou Chrestienne, fille de Christierne II, roi de Danemark, et d'Isabelle ou Elisabeth d'Autriche, sœur de l'empereur Charles-Quint, déjà veuve d'un autre François, le duc de Milan, François Sforza. François avait pris en se mariant le titre de duc de Bar ; il devint duc de Lorraine par la mort de son père le 14 juin 1544 ; il régna donc un an à peine.

Trois enfants naquirent de ce mariage : 1° Charles III, duc de Lorraine, né le 22 février 1543, n. st. (3).

2° Renée, née le 20 avril 1544, mariée à Munich le 21 février 1568 à Guillaume V, duc de Bavière, fils d'Albert V duc de Bavière et d'Anne d'Autriche.

Cette dernière étant fille de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup>, était cousine germaine de Christine de Danemark, et Renée de Lorraine était ainsi cousine issue de germains du duc de Bavière son mari. Le grand écusson de Lorraine qui, aux portes du palais de la Résidence à Munich, fait pendant aux armoiries de Bavière, est un témoin de cette alliance.

3° Dorothée, née posthume le 24 août 1545, mariée le 30 novembre 1575 à Eric II duc de Brunswick, veuve en 1584, meurt en 1621 (4).

(1) Digot, *Histoire de Lorraine*, t. IV, pp. 21 et 96, donne successivement ces deux dates.

(2) Dom Calmet, *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine*, tome II, col. 1270. Zurlauben (*Tables généalogiques des augustes maisons d'Autriche et de Lorraine*, p. 233) dit : avait épousé par contrat passé à Ratisbonne le 20 mars 1540, ce qui fait 1541, n. st.

(3) *Journal de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1889, p. 260.

(4) Sur cette princesse, voir le travail de M. Clesse dans les *Mém. de l'Acad. de Stanislas*, 1873, p. 152.

Christine de Danemarck tient une assez large place dans l'histoire de Lorraine. Dom Calmet rapporte (col. 1296) que Charles Quint demanda à sa nièce le corps de Charles-le-Téméraire, qui fut délivré le 22 septembre 1550 aux commissaires de l'Empereur pour être conduit à Bruges.

Christine était alors régente de Lorraine depuis la mort du duc François. Mais en 1552, le roi de France, Henri II, lui enleva la régence, envoya à Paris le jeune duc Charles qui n'avait alors que neuf ans, pour le faire élever à sa cour, le soustraire ainsi à l'influence allemande de sa mère, et en faire plus tard son gendre ; ce prince épousa en effet Claude de France en 1559. La duchesse Christine quitta alors la Lorraine (1552) pour aller à Strasbourg et de là en Flandre avec ses filles (1).

En 1558, elle assista aux conférences de Cercamps, où fut conclu le traité de Cateau-Cambrésis ainsi que le mariage du duc Charles (2). Elle reparaît en Lorraine en 1560 comme régente, pendant un séjour du duc Charles à Paris. En 1563, elle rétablit les salines de Rosières. Puis elle cesse de figurer dans l'histoire, bien qu'elle ne meure que beaucoup plus tard, le 10 septembre 1590, dans son douaire de Tortone en Lombardie (3).

La lettre que je possède de cette princesse, datée de Pont-à-Mousson en 1577, prouve qu'elle est revenue en Lorraine postérieurement à l'époque où le silence se fait sur son nom dans l'histoire de notre pays.

En voici le contenu :

Monsieur mon bon filz, Aiant trouué la commodité par le moyen du porteur qui est de Remhonst vous pouuoir faire part de mes nouuelles, je nay voulu perdre une si bonne occasion, tant pour vous faire entendre mon bon portement et de nostre compaignye, et vous faire congnoistre la bonne souuenance que iay de vous, que pour vous prier me faire la

(1) Dom Calmet, tome II, col. 1301.

(2) *Ibidem*, col. 1349, 1354 et 1355.

(3) *Journal de la Soc. d'archéol. lorr.*, 1873, p. 218.

semblable, et me mander côme v<sup>ous</sup> portez et voz petitz enfans, et me sera bien ung grand contentement quant jentendray, que vous serez tous en bonne santé, que Dieu veuille permectre, Auquel je pryé après mestre recomandée bien affectueusement à vostres bonnè grâce, vous donner

Monsieur mon bon filz, en parfaicte santé tresbonne et longue vye Du pont à Mousson ce xix<sup>me</sup> May 1577.

Monsieur mon bon filz  
je vous pryé me recomander  
aux bonnes grâces de Monsieur  
le Duc mon frère vostre père  
et de Mesdames les Duchesses  
et à icelles souuent me  
ramantenir

Vostre bien bonne et plus qu'affectionnée mère Chrestienne

La lettre est écrite sur la première page d'une double feuille in-folio.

La seconde feuille porte au dos la suscription :

A Monsieur mon bon filz  
Monsieur le Duc  
de la haulte  
et basse Bauière

et un sceau plaqué, à l'écusson parti de Lorraine (aux huit quartiers) et de Danemark, entouré d'une légende illisible.

Suit la mention :

Reçu le 7 juin 1577.

Il y avait alors 32 ans que la duchesse Christine était veuve.

Paul ZEILLER.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                            | Séances. | Pages |
|--------------------------------------------|----------|-------|
| Séance du 11 décembre 1903.                |          | 3     |
| — 8 janvier 1904.                          |          | 25    |
| — 12 février.                              |          | 49    |
| — 11 mars                                  |          | 73    |
| — 15 avril                                 |          | 89    |
| — 13 mai.                                  |          | 113   |
| — 10 juin.                                 |          | 137   |
| — 8 juillet.                               |          | 169   |
| — 8 août                                   |          | 241   |
| — 11 novembre                              |          | 265   |
| — 9 décembre (voir le n° de janvier 1905). |          |       |

### Mémoires.

|                                                                                                                                     |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Fouilles faites en 1903 dans des tumulus situés dans les bois de Benney et de Lemainville, par M. J. BEAUPRÉ ( <i>avec 2 pl.</i> ). | 5          |
| Les sires de Darney, par M. l'abbé Ch. PIERFETTE.                                                                                   | 10, 36, 60 |
| Curiosité sigillographique. Un sceau macabre, par M. Edmond DES ROBERT ( <i>avec 1 figure</i> )                                     | 26         |
| Note sur quelques sépultures barbares découvertes à Réme-<br>noville en 1903, par MM. J. BEAUPRÉ et E. CHATTON.                     | 28         |
| Autour de deux tombeaux, par M. l'abbé GÉNIN                                                                                        | 32         |
| Une inscription à Longwy, par M. J. NICOLAS                                                                                         | 45         |
| Addition aux « Sires de Pierrefort de la Maison de Bar » :<br>Henry de Bar, gouverneur de Bourgogne, par M. H. LEFEBVRE.            | 51         |
| Les anciennes murailles d'Amance, par M. E. DUVERNOY<br>( <i>avec 1 planche</i> )                                                   | 54         |
| Une épitaphe de l'église de Villefranche, 1624, par M. L. GER-<br>MAIN.                                                             | 56         |
| Le prieuré de la Colombe, près de Longwy, par M. L. GER-<br>MAIN.                                                                   | 59         |
| Recherches généalogiques sur la famille de Ramberviller,<br>par M. L. GERMAIN                                                       | 75, 227    |
| Un le ttre inédite de saint Pierre Fourier, par M. Edmond<br>DES ROBERT ( <i>avec un fac-simile</i> )                               | 85         |

|                                                                                                                                                                          |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| L'ordre des Trinitaires en Lorraine, par M. E. DUVERNOY . . . . .                                                                                                        | 87       |
| Le Calvaire de Briey, par M. L. DAVILLÉ . . . . .                                                                                                                        | 92       |
| Une branche bourguignonne de la famille de Ville, par<br>M. l'abbé CH. PIERFETTE . . . . .                                                                               | 93       |
| Épitaphe de Christophe de Gorgias à Villefranche († 1585),<br>par M. L. GERMAIN . . . . .                                                                                | 103, 167 |
| Notes relatives à l'histoire de la commune de Maron, par<br>M. Paul FOURNIER . . . . .                                                                                   | 117      |
| Jean de Ville, baron de Saint-Remy, mort en 1552, par M. L.<br>GERMAIN . . . . .                                                                                         | 133, 163 |
| Les titres d'une famille lorraine à la Bibliothèque de Reims,<br>par M. H. JADART . . . . .                                                                              | 138      |
| Exploration d'un tumulus situé dans le parc de Brabois,<br>à Villers-les-Nancy, par M. J. BEAUPRÉ . . . . .                                                              | 157      |
| Le tumulus du bois de Grève, à Richardmémil, par M. J.<br>BEAUPRÉ ( <i>avec 1 planche</i> ) . . . . .                                                                    | 160      |
| Excursion épigraphique à Vicherey (Vosges), par M. Th.<br>PERNOT . . . . .                                                                                               | 171      |
| Le carnet de comptabilité d'un fondeur de cloches lorrain<br>ambulant à la veille de la Révolution, par M. Jos. BERTHELÉ . . . . .                                       | 201      |
| Notes pour servir à l'histoire économique et sociale du Bar-<br>rois et du Bassigny (seconde moitié du XVIII <sup>e</sup> siècle), par<br>M. Auguste PAWLOWSKI . . . . . | 214      |
| Jean-François de La Lance, par M. ROBINET DE CLÉRY . . . . .                                                                                                             | 25       |
| La famille Geoffroy de La Vallée, à propos d'une inscription<br>commémorative, par M. L. GERMAIN . . . . .                                                               | 242      |
| La famille de Luxembourg-La-Tour. Trois dames à intro-<br>duire dans la généalogie de cette famille, par M. L. GERMAIN . . . . .                                         | 258      |
| Une taque de foyer aux armoiries de Bernardin II de Lenon-<br>court, 1602, par M. L. GERMAIN . . . . .                                                                   | 268      |
| Les descendants et la succession des du Chatelet, par M. le<br>comte de WARREN . . . . .                                                                                 | 277      |
| Une lettre inédite de Christine de Danemark, duchesse<br>douairière de Lorraine, par M. Paul ZEILLER . . . . .                                                           | 286      |

### Chronique.

|                                                                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Don, à la bibliothèque de la Société, d'un cahier original des<br>Coutumes de Vaudémont, par M. Pierre BOYÉ . . . . . | 70  |
| Compte rendu de M. le Trésorier . . . . .                                                                             | 91  |
| Rapport de la Commission des finances sur les comptes de<br>l'exercice 1903, par M. L. LAPREVOTE . . . . .            | 114 |

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Soutenance de thèses (par M. E. Duvernoy) . . . . .                               | 136 |
| Collection de Lorraine . . . . .                                                  | 136 |
| A propos d'une attaque dirigée contre la Société d'Archéologie lorraine . . . . . | 240 |
| Versement de Membre perpétuel. . . . .                                            | 263 |

### Nécrologie.

|                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| M. Charles Cournault, 1815-1904, par M. Léopold QUINTARD<br>(avec un portrait) . . . . . | 46 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|

### Bibliographie.

|                                                                                                                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Pouillé du diocèse de Verdun, t. III, par M. l'abbé Gillant<br>(M. L. GERMAIN) . . . . .                                                                                                             | 192 |
| Calendrier des saints de l'Alsace et de la Lorraine (M. L. GERMAIN). . . . .                                                                                                                         | 194 |
| Le duc de Lorraine Mathieu 1 <sup>er</sup> , par M. E. Duvernoy. — Les<br>États généraux des duchés de Lorraine et de Bar jusqu'à la<br>majorité de Charles III, par le même (M. Ch. Guyot). . . . . | 236 |

### Musée lorrain.

|                                 |                       |
|---------------------------------|-----------------------|
| Dons au Musée . . . . .         | 24, 72, 112, 200, 264 |
| Acquisitions du Musée . . . . . | 24, 111, 200, 264     |

### Planches et figures.

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Fouilles de Benney et de Lemainville (2 planches) . . . . . | 8   |
| Un sceau macabre (Théophile Kitzinger). . . . .             | 27  |
| Portrait de M. Charles Cournault . . . . .                  | 46  |
| Vue d'Amance en 1763 . . . . .                              | 54  |
| Une lettre de saint Pierre Fourier . . . . .                | 83  |
| Fouilles de Grève à Richardménil . . . . .                  | 162 |

---

Pour la Commission de rédaction, le Président : L. QUINTARD.

---

L'imprimeur-gérant : A. CRÉPIN-LEBLOND, 21, rue Saint-Dizier, Nancy.





## 14 DAY USE

RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED

LOAN DEPARTMENT

**This book is due on the last date stamped below, or  
on the date to which renewed.**

**Renewed books are subject to immediate recall.**

FEB 9 1973 1

REC'D LD FEB 22 '73 -5 PM 3 7

LD 21-40m-2,'69  
(J6057s10)476—A-32

General Library  
University of California  
Berkeley



